



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗΣ 6 ΜΑΡΤΙΟΥ 1968

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
46

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΑΝΑΓΚΑΣΤΙΚΟΙ ΝΟΜΟΙ

Α.Ν. 292. Περὶ κυρώσεως τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν Μοντράι 1965 καὶ τῶν προσηγρημένων αὐτῇ Κανονισμῶν. 1

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

153. Περὶ συστάσεως ἐν τῇ Κοινότητι Μενεμένης Θεσσαλονίκης ἵδιου νομικοῦ προσώπου ὑπὸ τὸ ὄνομα «Κοινοτὸν Γυμναστήριον Μενεμένης».... 2

154. Περὶ τροποποιήσεως τοῦ ὑπὸ ἀριθ. 126(17.2.1961 Β. Δ. «περὶ τροποποιήσεως συνδέσεως Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ἐν "Αργει Φιλανδρωπικοῦ" Ἰδρύματος ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Κληροδότημα Γεωργίου Δ. Μαρίνου».... 3

155. Περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τῶν διατάξεων τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Διατάγματος «περὶ ἀπονομῆς γενικῶν πτυχίων χειριστῶν ἀσυρμάτου» (ΦΕΚ 102) 27.4.1955 τεῦχος Α') ὡς ἐτροποποιήθη αὐλπ... 4

156. Περὶ τροποποιήσεως τοῦ ὑπὸ ἀριθ. 792(1962 Βασιλικοῦ Διατάγματος (Φ.Ε.Κ. 201) 62 τ. Α') περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τοῦ ἀπὸ 11) 27 Νοεμβρίου 1959. Βασιλικοῦ Διατάγματος περὶ συστάσεως Ὀργανισμοῦ Λεστινίου (Φ.Ε.Κ. 260) τ. Α').... 5

157. Περὶ τροποποιήσεως Καταστατικοῦ Γενικοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου Ιερᾶς Μητροπόλεως Πέτρας.... 6

158. Περὶ ἀνταγωροτήσεως, παρχάσεως καὶ συμπληρώσεως Ἐρανικῆς Ἐπιτροπῆς κατασκευῆς προτομῆς τοῦ Μπότη Σφακιανάκη, τέως Γενικοῦ Διοικητοῦ Κρήτης ἐν Νεαπόλει.... 7

ΣΥΜΒΑΣΕΙΣ

Συμβασίς μεταξὺ Ἐλληνικοῦ Δημοσίου καὶ Ἐθνικῆς Κτηματικῆς Τραπέζης τῆς Ἐλλάδος, περὶ διαχειρίσεως τῶν πόρων τοῦ λασμοῦ Λαϊκῆς Στέγης.... 8

ΑΝΑΓΚΑΣΤΙΚΟΙ ΝΟΜΟΙ

(1)

ΑΝΑΓΚΑΣΤΙΚΟΣ ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 292

Περὶ κυρώσεως τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν Μοντράι 1965 καὶ τῶν προσηγρημένων αὐτῇ Κανονισμῶν.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Προτάσει τοῦ Ήμετέρου Υπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσασμεν καὶ διατάσσομεν:

Άρθρον 1.

Κυροῦται καὶ κτάται πλήρη ἰσχὺν νόμου ἡ ὑπογραφεῖσχ ἐν Μοντράι τῆς Ἐλλειπίας τὴν 12 Νοεμβρίου 1965 «Διεθνῆς Σύμβασις Τηλεπικοινωνιῶν» ἐξ ἄρδρων 53 καὶ 4 Παρχρημάτων καθὼς καὶ τὰ προσηγρημένα αὐτῇ ἐν Τελικὸν Πρωτόκολλον, τέσσαρα Πρόσθετα Πρωτόκολλα καὶ ἐν Προχιρετικὸν Πρόσθετον Πρωτόκολλον, ὃν τὰ κείμενα ἐν Γαλλικῷ Πρωτότυπῳ κειμένῳ καὶ Ἐλληνικῇ μεταφράσει, ἔπονται κατωτέρῳ.

Άρθρον 2.

1. Αἱ κατὰ τὴν διάρκειαν ἰσχύος τῆς ἡνω Συμβάσεως ἀναθεωρήσεις τῶν κατὰ τὰ ἄρδρα 15 καὶ 26 ταύτης προσηγρημένων αὐτῇ Κανονισμῶν: α) Τηλεγραφικοῦ, β) Τηλεφωνικοῦ, γ) Ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ δ) προσθέτου Ραδιοεπικοινωνιῶν κυροῦνται διὰ Β. Δ) τοσού ἐκδιδομένου προτάσει τοῦ ἐπὶ τῶν Συγκοινωνιῶν Ὑπουργοῦ.

Κατὰ τὴν αὐτὴν διαδικασίαν κυροῦνται καὶ αἱ κατὰ τὴν διάρκειαν ἰσχύος τῆς ἡνω Συμβάσεως συναρμονισμέναι: βάσει τῶν ἄρδρων 44 καὶ 45 Συμφωνίαι.

2. Δι' ἀποφάσεων τοῦ Υπουργοῦ Συγκοινωνιῶν, μετὰ γνώμην τοῦ Τηλεπικοινωνιακοῦ Συμβουλίου, δημοσιευμένων εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως καθορίζονται αἱ λεπτομέρειαι τῆς ἐφαρμογῆς τῶν ἐν τῇ προηγουμένῃ παραγράφῳ Κανονισμῶν καὶ Συμφωνιῶν καὶ ρυθμίζονται τὰ τῆς ἐφαρμογῆς τῶν προχιρετικῶν διατάξεων τούτων.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 17 Φεβρουαρίου 1968

Ἐν Ονόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ

ΓΕΩΡΓ. ΖΩΪΤΑΚΗΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

Γ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΣΤΥΛ. ΠΑΤΤΑΚΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Ν. ΜΑΚΑΡΕΖΟΣ, ΙΩΑΝ. ΡΟΔΙΝΟΣ-ΟΡΛΑΝΔΟΣ, ΚΩΝ. ΚΑΛΑΜΠΟΚΙΑΣ, ΘΕΟΦ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΤ, ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΤΤΣΟΠΟΤΛΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΚΤΠΡΑΙΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΠΑΠΑΔΗΜΗΤΡΙΟΤ, ΠΑΤΑ. ΤΟΤΟΜΗΣ, ΕΤΣΤΑΘ. ΠΟΤΑΛΑΝΤΖΑΣ, ΑΘ. Ν. ΑΘΑΝΑΣΙΟΤ, ΙΩΤΑ. Μ. ΕΤΛΑΜΠΙΟΣ, ΣΠ. ΛΙΖΑΡΔΟΣ, ΣΠΤΡ. ΛΑΜΠΙΡΗΣ, ΜΙΧ. ΣΙΔΕΡΑΤΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐιέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους οφραγής.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 19 Φεβρουαρίου 1968

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΚΩΝ. ΚΑΛΑΜΠΟΚΙΑΣ

CONVENTION INTERNATIONALE DES
TELECOMMUNICATIONS
PREAMBULE

1. En reconnaissant pleinement à chaque pays le droit souverain de réglementer ses télécommunications, les plénipotentiaires des gouvernements contractants, ayant en vue de faciliter les relations et la coopération entre les peuples par le bon fonctionnement des télécommunications, ont, d'un commun accord, arrêté la présente Convention.
2. Les pays et groupes de territoires qui deviennent parties à la présente Convention constituent l'Union internationale des télécommunications.
- CHAPITRE 1
Composition, objet et structure de l'Union
- ARTICLE 1
Composition de l'Union
3. 1. L'Union internationale des télécommunications comprend des Membres et des Membres associés.
4. 2. Est Membre de l'Union :
- a) tout pays ou groupe de territoires énuméré dans l'Annexe 1, après signature et ratification de la Convention, ou adhésion à cet Acte, par le pays ou groupe de territoires ou pour son compte;
 - b) tout pays non énuméré dans l'Annexe 1, qui devient Membre des Nations Unies et adhère à la présente Convention conformément aux dispositions de l'article 19;
 - c) tout pays souverain non énuméré dans l'Annexe 1 et non Membre des Nations Unies, qui adhère à la Convention conformément aux dispositions de l'article 19, après que sa demande d'admission en qualité de Membre de l'Union a été agréée par les deux tiers des Membres de l'Union,
7. 3. Est Membre associé de l'Union :
- a) tout pays non Membre de l'Union aux termes des numéros 4 à 6, dont la demande d'admission à l'Union en qualité de Membre associé est acceptée par la majorité des Membres de l'Union et qui adhère à la Convention conformément aux dispositions de l'article 19;
 - b) tout territoire ou groupe de territoires n'ayant pas l'entièr responsabilité de ses relations internationales, pour le compte duquel un Membre de l'Union a signé et ratifié la présente Convention ou y a adhéré conformément aux dispositions des articles 19 ou 20, lorsque sa demande d'admission en qualité de Membre associé, présentée par le Membre de l'Union responsable, a été approuvée par la majorité des Membres de l'Union;
 - c) tout territoire sous tutelle dont la demande d'admission en qualité de Membre associé a été présentée par les Nations Unies et au nom duquel les Nations Unies ont adhéré à la Convention conformément aux dispositions de l'article 21.
10. 4. Si un territoire, ou groupe de territoires, faisant partie d'un groupe de territoires constituant un Membre de l'Union devient, ou est devenu, Membre associé de l'Union selon les dispositions du numéro 8, ses droits et obligations selon la présente Convention ne sont plus que ceux d'un Membre associé.
11. 5. En application des dispositions des numéros 6, 7 et 8, si une demande d'admission en qualité de Membre ou de Membre associé est présentée dans l'intervalle de deux Conférences de plénipotentiaires, par la voie diplomatique et par l'entraîse du pays où est fixé le siège de l'Union, le secrétaire général consulte les Membres de l'Union;

un Membre sera considéré comme s'étant abstenu s'il n'a pas répondu dans le délai de quatre mois à compter du jour où il a été consulté.

ARTICLE 2

Droits et obligations des Membres et des Membres associés

12. 1. (1) Tous les Membres ont le droit de participer aux conférences de l'Union et sont éligibles à tous ses organismes.
13. (2) Chaque Membre a droit à une voix à toutes les conférences de l'Union, à toutes les réunions des Comités consultatifs internationaux auxquelles il participe et, s'il fait partie du Conseil d'administration à toutes les sessions de ce Conseil.
14. (3) Chaque Membre a également droit à une voix dans toute consultation effectuée par correspondance.
15. 2. Les Membres associés ont les mêmes droits et obligations que les Membres de l'Union. Toutefois, ils n'ont pas le droit de vote dans les conférences ou autres organismes de l'Union, ni celui de présenter des candidats au Comité international d'enregistrement des fréquences. Ils ne sont pas éligibles au Conseil d'administration.
- ARTICLE 3
Siège de l'Union
16. Le siège de l'Union est fixé à Genève.
- ARTICLE 4
Objet de l'Union
17. 1. L'Union a pour objet :
- a) de maintenir et d'étendre la coopération internationale pour l'amélioration et l'emploi rationnel des télécommunications de toutes sortes
 - b) de favoriser le développement de moyens techniques et leur exploitation la plus efficace en vue d'augmenter le rendement des services de télécommunications, d'accroître leur emploi et de généraliser le plus possible leur utilisation par le public;
 - c) d'harmoniser les efforts des nations vers ces fins communes.
20. 2. A cet effet et plus particulièrement, l'Union :
- a) effectue l'attribution des fréquences du spectre radioélectrique et l'enregistrement des assignations de fréquence, de façon à éviter les brouillages nuisibles entre les stations de radio-communications des différents pays;
 - b) coordonne les efforts en vue d'éliminer les brouillages nuisibles entre les stations de radiocommunications des différents pays et d'améliorer l'utilisation du spectre des fréquences;
 - c) favorise la collaboration entre ses Membres et Membres associés en vue de l'établissement de tarifs à des niveaux aussi bas que possible, compatibles avec un service de bonne qualité et une gestion financière des télécommunications saine et indépendante;
 - d) encourage la création, le développement et le perfectionnement des installations et des réseaux de télécommunications dans les pays nouveaux ou en voie de développement par tous les moyens à sa disposition, en particulier par sa participation aux programmes appropriés des Nations Unies;
 - e) provoque l'adoption de mesures permettant d'assurer la sécurité de la vie humaine par la coopération des services de télécommunications;

25 f) procède à des études, arrête des réglementations, adopte des résolutions, formule des recommandations et des voeux, recueille et publie des informations concernant les télécommunications, au bénéfice de tous les Membres et Membres associés.

ARTICLE 5

Structure de l'Union

26 L'organisation de l'Union repose sur :

1. La Conférence de plénipotentiaires, organe suprême de l'Union ;
2. les Conférences administratives ;
3. le Conseil d'administration ;
4. les organismes permanents désignés ci-après :
 - a) le Secrétariat général ;
 - b) le Comité international d'enregistrement des fréquences (I.F.R.B.) ;
 - c) le Comité consultatif international des radiocommunications (C.C.I.R.) ;
 - d) le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (C.C.I.T.T.).

ARTICLE 6

Conférence de plénipotentiaires

33 1. La Conférence de plénipotentiaires, organe suprême de l'Union, est composée de délégations représentant les Membres et les Membres associés.

2. La Conférence de plénipotentiaires ;
 - a) détermine les principes généraux que doit suivre l'Union pour atteindre les objectifs énoncés à l'article 4 de la présente Convention ;
 - b) examine le rapport du Conseil d'administration relatif son activité et celle de l'Union depuis la dernière Conférence de plénipotentiaires ;
 - c) établit les bases du budget de l'Union ainsi que le plafond de ses dépenses pour la période allant jusqu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires ;
 - d) fixe les traitements de base, les échelles de traitements et le régime des indemnités et pensions de tous les fonctionnaires de l'Union ;
 - e) approuve définitivement les comptes de l'Union ;
 - f) élit les Membres de l'Union appelés à composer le Conseil d'administration ;
 - g) élit le secrétaire général et le vice-secrétaire général et fixe la date à laquelle ils prennent leurs fonctions ;
 - h) révise la Convention si elle le juge nécessaire ;
 - i) conclut ou révise, le cas échéant, les accords entre l'Union et les autres organisations internationales, examine tout accord provisoire conclu par le Conseil d'administration, au nom de l'Union, avec ces mêmes organisations et lui donne la suite qu'elle juge convenable ;
 - j) traite toutes les autres questions de télécommunications jugées nécessaires.

44 3. La Conférence de plénipotentiaires se réunit normalement au lieu et à la date fixés par la Conférence de plénipotentiaires précédente.

- 45 4. (1) La date et le lieu de la prochaine Conférence de plénipotentiaires, ou l'un des deux seulement, peuvent être changés :
 - a) à la demande d'au moins un quart des Membres et Membres associés de l'Union, adressée individuellement au secrétaire général ;
 - b) ou sur proposition du Conseil d'administration.

48 (2) Dans les deux cas, une nouvelle date et un nouveau lieu, ou l'un des deux seulement, sont fixés avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union.

ARTICLE 7

Conférences administratives

49 1. Les conférences administratives de l'Union comprennent :

- a) les conférences administratives mondiales ;
- b) les conférences administratives régionales.

51 2. Les conférences administratives sont normalement convoquées pour traiter de questions de télécommunications particulières. Seules les questions inscrites à leur ordre du jour peuvent y être débattues. Les décisions de ces conférences doivent être, dans tous les cas, conformes aux dispositions de la Convention.

52 3. (1) L'ordre du jour d'une conférence administrative mondiale peut comporter :

- a) la révision partielle des Règlements administratifs énumérés au numéro 203 ;

53 b) exceptionnellement, la révision complète d'un ou plusieurs de ces Règlements ;

54 c) toute autre question de caractère mondial relevant de la compétence de la conférence.

55 (2) L'ordre du jour d'une conférence administrative régionale ne peut porter que sur des questions de télécommunications particulières de caractère régional, y compris des directives destinées au Comité international d'enregistrement des fréquences en ce qui concerne ses activités intéressant la région dont il s'agit, à condition que ces directives ne soient pas contraires aux intérêts d'autres régions. En outre, les décisions d'une telle conférence doivent être, dans tous les cas, conformes aux dispositions des Règlements administratifs.

56 4. (1) L'ordre du jour d'une conférence administrative est fixé par le Conseil d'administration avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou de la majorité des Membres de la région considérée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale, sous réserve des dispositions du numéro 76.

57 (2) Le cas échéant, cet ordre du jour comprend toute question dont l'inclusion a été décidée par une Conférence de plénipotentiaires.

58 (3) L'ordre du jour d'une conférence administrative mondiale traitant de radiocommunications peut également comporter :

- a) l'élection des membres du Comité international d'enregistrement des fréquences, en application des numéros 172 à 174 ;

59 b) les directives à donner à ce comité touchant ses activités, et l'examen de celles-ci.

60 5. (1) Une conférence administrative mondiale est convoquée :

a) sur décision d'une Conférence de plénipotentiaires, qui peut fixer la date et le lieu de sa réunion ;

61 b) sur recommandation d'une conférence administrative mondiale précédente ;

62 c) à la demande d'au moins un quart des Membres et Membres associés de l'Union, adressée individuellement au secrétaire général ;

63 d) sur proposition du Conseil d'administration.

64 (2) Dans les cas visés aux numéros 61, 62, 63 et éventuellement 60, la date et le lieu de la con-

- férence sont fixés par le Conseil d'administration avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union, sous réserve des dispositions du numéro 76.
- 65 6. (1) Une conférence administrative régionale est convoquée:
- a) sur décision d'une Conférence de plénipotentiaires;
 - b) sur recommandation d'une conférence administrative mondiale ou régionale précédente;
 - c) à la demande d'au moins un quart des Membres et Membres associés de l'Union appartenant à la région intéressée, adressée individuellement au secrétaire général;
 - d) sur proposition du Conseil d'administration.
- 69 (2) Dans les cas visés aux numéros 66, 67, 68 et éventuellement 65, la date et le lieu de la conférence sont fixés par le Conseil d'administration avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union appartenant à la région considérée, sous réserve des dispositions du numéro 76.
- 70 7. (1) L'ordre du jour, la date et le lieu d'une conférence administrative peuvent être changés:
- a) à la demande d'au moins un quart des Membres et Membres associés de l'Union s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou d'un quart des Membres et membres associés de l'Union appartenant à la région considérée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale. Les demandes sont adressées individuellement au secrétaire général qui en saisit le Conseil d'administration aux fins d'approbation;
 - b) sur proposition du Conseil d'administration.
- 72 (2) Dans les cas visés aux numéros 70 et 71, les modifications proposées ne sont définitivement adoptées qu'avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou de la majorité des Membres de l'Union appartenant à la région considérée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale, sous réserve des dispositions du numéro 76.
- 73 8. (1) Le Conseil d'administration peut juger utile de faire précéder la session principale d'une conférence administrative d'une réunion préparatoire chargée d'établir des propositions concernant les bases techniques des travaux de la conférence.
- 74 (2) La convocation de cette réunion préparatoire et son ordre du jour doivent être approuvés par la majorité des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou par la majorité des Membres de l'Union appartenant à la région intéressée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale, sous réserve des dispositions du numéro 76.
- 75 (3) A moins que la réunion préparatoire d'une conférence administrative n'en décide autrement, les textes qu'elle a finalement approuvés sont rassemblés sous la forme d'un rapport qui est approuvé par cette réunion et signé par son président.
76. 9. Dans les consultations visées aux numéros 56, 64, 69, 72 et 74, les Membres de l'Union qui n'ont pas répondu dans le délai fixé par le Conseil d'administration sont considérés comme n'ayant pas participé à ces consultations et en conséquence ne sont pas pris en considération dans le calcul de la majorité. Si le nombre des réponses reçues ne dépasse pas la moitié du nombre des Membres de l'Union consultés, on procède à une nouvelle consultation.

ARTICLE 8

Réglement intérieur des conférences et assemblées

77 Pour l'organisation de leurs travaux et la conduite de leurs débats, les conférences et assemblées appliquent le règlement intérieur compris dans le Règlement général annexé à la Convention. Toutefois, chaque conférence ou assemblée peut adopter les règles qu'elle juge indispensables en complément de celles du chapitre 9 du Règlement général, à condition que ces règles supplémentaires soient compatibles avec les dispositions de la Convention et du Règlement général.

ARTICLE 9

Conseil d'administration

A. Organisation et fonctionnement

78 1. (1) Le Conseil d'administration est composé de vingt-neuf Membres de l'Union élus par la Conférence de plénipotentiaires en tenant compte de la nécessité d'une représentation équitable de toutes les parties du monde. Les Membres de l'Union élus au Conseil remplissent leur mandat jusqu'à la date à laquelle la Conférence de plénipotentiaires procède à l'élection d'un nouveau Conseil. Ils sont rééligibles.

79 (2) Si, entre deux Conférences de plénipotentiaires, une vacance se produit au sein du Conseil, le siège revient de droit au Membre de l'Union qui a obtenu, lors du dernier scrutin, le plus grand nombre de suffrages parmi les Membres qui font partie de la même région et dont la candidature n'a pas été retenue.

80 (3) Un siège au Conseil est considéré comme vacant:

a) lorsqu'un Membre du Conseil ne s'est pas fait représenter à deux sessions annuelles consécutives du Conseil;

81 b) lorsqu'un pays Membre de l'Union se démet de ses fonctions de Membre du Conseil.

82 2. Chacun des Membres du Conseil d'administration désigne pour siéger au Conseil une personne qui, dans la mesure du possible, est un fonctionnaire de son administration des télécommunications ou qui est directement responsable devant cette administration ou en son nom; cette personne doit être qualifiée en raison de son expérience des services de télécommunications.

83 3. Chaque Membre du Conseil d'administration dispose d'une voix.

84 4. Le Conseil d'administration établit son propre règlement intérieur.

85 5. Le Conseil d'administration élit ses propres président et vice-président au début de chaque session annuelle. Ceux-ci restent en fonctions jusqu'à l'ouverture de la session annuelle suivante et sont rééligibles. Le vice-président remplace le président en l'absence de ce dernier.

86 6. (1) Le Conseil d'administration se réunit en session annuelle au siège de l'Union.

87 (2) Au cours de cette session, il peut décider de tenir exceptionnellement une session supplémentaire.

88 (3) Dans l'intervalle des sessions ordinaires, il peut être convoqué, en principe au siège de l'Union, par son président, à la demande de la majorité de ses Membres.

89 7. Le secrétaire général et le vice-secrétaire général, le président et le vice-président du Comité international d'enregistrement des fréquences et les directeurs des Comités consultatifs i-

- internationaux participent de plein droit aux délibérations du Conseil d'administration, mais sans prendre part aux votes. Toutefois, le Conseil peut tenir des séances réservées à ses seuls membres.
8. Le secrétaire général assume les fonctions de secrétaire du Conseil d'administration.
9. (1) Dans l'intervalle qui sépare les Conférences de plénipotentiaires, le Conseil d'administration agit en tant que mandataire de la Conférence de plénipotentiaires dans les limites des pouvoirs délégués par celle-ci.
9. (2) Le Conseil agit seulement lorsqu'il est en session officielle.
10. Le représentant de chacun des Membres du Conseil d'administration a le droit d'assister en qualité d'observateur à toutes les réunions des organismes permanents de l'Union désignés aux numéros 30, 31 et 32.
11. Seuls les frais de voyage et de subsistance engagés par le représentant de chacun des Membres du Conseil d'administration pour exercer ses fonctions aux sessions du Conseil sont à la charge de l'Union.

B. Attributions

12. (1) Le Conseil d'administration est chargé de prendre toutes mesures pour faciliter la mise à exécution, par les Membres et les Membres associés, des dispositions de la Convention, des Règlements, des décisions de la Conférence de plénipotentiaires et, le cas échéant, des décisions des autres conférences et réunions de l'Union.
12. (2) Il assure une coordination efficace des activités de l'Union.
13. En particulier, le Conseil d'administration:
- a) accomplit toutes les tâches qui lui sont assignées par la Conférence de plénipotentiaires;
 - b) est chargé, dans l'intervalle qui sépare les Conférences de plénipotentiaires, d'assurer la coordination avec toutes les organisations internationales visées aux articles 29 et 30. A cet effet, il conclut au nom de l'Union des accords provisoires avec les organisations internationales visées à l'article 30 et avec les Nations Unies en application de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications; ces accords provisoires doivent être soumis à la Conférence de plénipotentiaires suivante conformément aux dispositions du numéro 42;
 - c) arrête l'effectif et la hiérarchie du personnel du Secrétariat général et des secrétariats spécialisés des organismes permanents de l'Union, en tenant compte des directives générales données par la Conférence de plénipotentiaires;
 - d) établit tous les règlements qu'il juge nécessaires aux activités administratives et financières de l'Union, ainsi que les règlements administratifs destinés à tenir compte de la pratique courante de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées qui appliquent le régime commun des traitements, indemnités et pensions;
 - e) contrôle le fonctionnement administratif de l'Union;
 - f) examine et arrête le budget annuel de l'Union en réalisant toutes les économies possibles;
 - g) prend tous arrangements nécessaires en vue de la vérification annuelle des comptes de l'Union établis par le secrétaire général et arrête ces comptes pour les soumettre à la Conférence de plénipotentiaires suivante;
 - h) ajuste, s'il est nécessaire :
1. les échelles de base des traitements du per-

- sonnel de la catégorie professionnelle et des catégories supérieures, à l'exclusion des traitements des postes auxquels il est pourvu par voie d'élection, afin de les adapter aux échelles de base des traitements fixées par les Nations Unies pour les catégories correspondantes du régime commun :
2. les échelles de base des traitements du personnel de la catégorie des services généraux, afin de les adapter aux salaires appliqués par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées au siège de l'Union ;
3. les indemnités de poste de la catégorie professionnelle et des catégories supérieures, y compris celles des postes auxquels il est pourvu par voie d'élection, conformément aux décisions des Nations Unies valables pour le siège de l'Union ;
4. les indemnités dont bénéficie tout le personnel de l'Union, en harmonie avec toutes les modifications adoptées dans le régime commun des Nations Unies ;
5. les contributions de l'Union et du personnel à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, conformément aux décisions du Comité mixte de cette Caisse ;
6. les indemnités de cherté de vie accordées aux bénéficiaires de la Caisse d'assurance du personnel de l'Union selon la pratique suivie par les Nations Unies.
- i) prend les dispositions nécessaires pour la convocation des Conférences de plénipotentiaires et des conférences administratives de l'Union conformément aux articles 6 et 7 ;
- j) soumet à la Conférence de plénipotentiaires les avis qu'il juge utiles ;
- k) coordonne les activités des organismes permanents de l'Union, prend les dispositions opportunes pour donner suite aux demandes ou recommandations soumises par ces organismes et examine leurs rapports annuels ;
- l) procède, s'il le juge utile, à la désignation d'un intérimaire à l'emploi devenu vacant de vice-secrétaire général ;
- m) procède à la désignation d'intérimaires aux emplois devenus vacants de directeurs des Comités consultatifs internationaux ;
- n) remplit les autres fonctions prévues dans la présente Convention et, dans le cadre de celle-ci et des Règlements, toutes les fonctions jugées nécessaires à la bonne administration de l'Union ;
- o) prend les dispositions nécessaires, après accord de la majorité des Membres de l'Union, pour résoudre à titre provisoire les cas non prévus dans la Convention et ses annexes, pour la solution desquels il n'est pas possible d'attendre la prochaine conférence compétente ;
- p) soumet à l'examen de la Conférence de plénipotentiaires un rapport relatant ses activités et celles de l'Union ;
- q) envoie aux Membres et Membres associés de l'Union le plus tôt possible après chacune de ses sessions, des comptes rendus succincts de ses travaux, ainsi que tous documents qu'il juge utiles ;
- r) favorise la coopération internationale en vue d'assurer par tous les moyens à sa disposition et, notamment par la participation de l'Union aux programmes appropriés des Nations Unies, la coopération technique avec les pays nouveaux ou en voie de développement, conformément à l'objet de l'Union, qui est de favoriser par tous les moyens possibles le développement des télécommunications.

ARTICLE 10

Secrétariat général

- 120 1. (1) Le Secrétariat général est dirigé par un secrétaire général assisté d'un vice-secrétaire général.
- 121 (2) Le secrétaire général et le vice-secrétaire général prennent leur service à la date fixée au moment de leur élection. Ils restent normalement en fonctions jusqu'à la date fixée par la Conférence de plénipotentiaires au cours de sa réunion suivante et son rééligibles.
- 122 (3) Le secrétaire général est responsable devant le Conseil d'administration pour la totalité des aspects administratifs et financiers des activités de l'Union. Le vice-secrétaire général est responsable devant le secrétaire général.
- 123 (4) Si l'emploi de secrétaire général devient vacant, le vice secrétaire général est chargé de l'intérim.
- 124 2. Le secrétaire général:
- a) coordonne les activités des organismes permanents de l'Union, avec l'aide du Comité de coordination dont il est question à l'article 11;
 - b) organise le travail du Secrétariat général et nomme le personnel de ce secrétariat en se conformant aux directives données par la Conférence de plénipotentiaires et aux règlements établis par le Conseil d'administration;
 - c) prend les mesures administratives relatives à la constitution des secrétariats spécialisés des organismes permanents et nomme le personnel de ces secrétariats en accord avec le chef de chaque organisme permanent et en se fondant sur le choix de ce dernier, la décision finale de nomination ou de licenciement appartenant au secrétaire général
 - d) porte à la connaissance du Conseil d'administration toute décision, prise par les Nations Unies et les institutions spécialisées, qui affecte les conditions de service, d'indemnités et de pensions du régime commun;
 - e) veille à l'application des règlements administratifs et financiers approuvés par le Conseil d'administration;
 - f) exerce une surveillance exclusivement administrative sur le personnel des secrétariats spécialisés, lequel travaille directement sous les ordres des chefs des organismes permanents de l'Union;
 - g) assure le travail de secrétariat qui précède et qui suit les conférences de l'Union.
 - h) assure, s'il y a lieu en coopération avec le gouvernement invitant, le secrétariat de toutes les conférences de l'Union et, en collaboration avec le chef de l'organisme permanent intéressé, fournit les services nécessaires à la tenue des réunions de chaque organisme permanent de l'Union; il peut aussi, sur demande et sur la base d'un contrat, assurer le secrétariat de toute autre réunion relative aux télécommunications;
 - i) tient à jour les nomenclatures officielles établies d'après les renseignements fournis à cet effet par les organismes permanents de l'Union ou par les administrations, à l'exception des fichiers de référence et de tous autres dossiers indispensables qui peuvent avoir trait aux fonctions du Comité international d'enregistrement des fréquences;
 - j) publie les avis et les principaux rapports des organismes permanents de l'Union;
 - k) publie les accords internationaux et régionaux concernant les télécommunications qui

lui sont communiqués par les parties, et tient à jour les documents qui s'y rapportent;

- 135 l) publie les normes techniques du Comité international d'enregistrement des fréquences, ainsi que toute autre documentation concernant l'as- signation et l'utilisation des fréquences, telle qu' elle a été élaborée par le Comité international d' enregistrement des fréquences dans l'exercice de ses fonctions;
- 136 m) établit, publie et tient à jour en recourant, le cas échéant, aux autres organismes permanents de l'Union;
- 137 1. une documentation indiquant la composi- tion et la structure de l'Union;
- 138 2. les statistiques générales et les documents officiels de service de l'Union prescrits dans les Règlements annexés à la Convention;
- 139 3. tous autres documents dont l'établissement est prescrit par les conférences et par le Conseil d'administration;
- 140 n) distribue les documents publiés;
- 141 o) rassemble et publie, sous forme appropriée, les renseignements nationaux et internationaux concernant les télécommunications dans le monde entier;
- 142 p) recueille et publie, en collaboration avec les autres organismes permanents de l'Union, les informations de caractère technique ou administratif qui pourraient être particulièrement utiles pour les pays nouveaux ou en voie de développement afin de les aider à améliorer leurs réseaux de télécommunications. L'attention de ces pays est également attirée sur les possibilités offertes par les programmes internationaux placés sous les auspices des Nations Unies;
- 143 q) rassemble et publie tous les renseignements susceptibles d'être utiles aux Membres et Membres associés, concernant la mise en oeuvre de moyens techniques afin d'obtenir le meilleur rendement des services de télécommunications et, notamment le meilleur emploi possible des fréquences radio-électriques en vue de diminuer les brouillages;
- 144 r) publie périodiquement, à l'aide des ren- sseignements réunis ou mis à sa disposition, y compris ceux qu'il peut recueillir auprès d'autres organisations internationales, un journal d'infor- mation et de docum entation générales sur les téléc- communications;
- 145 s) prépare et soumet au Conseil d'administra- tion un projet du budget annuel, lequel, après approbation par ce Conseil, est transmis, à titre d' information, à tous les Membres et Membres as- sociés;
- 146 t) établit un rapport de gestion financière soumis chaque année au Conseil d'administra- tion et un compte récapitulatif à la veille de chaque Conférence de plénipotentiaires; ces rapports, après vérification et approbation par le Conseil d'administration, sont communiqués aux Membres et Membres associés et soumis à la Conférence de plénipotentiaires suivante aux fins d'examen et d'approbation définitive;
- 147 u) établit, sur l'activité de l'Union, un rap- port annuel transmis, après approbation du Con- seil d'administration, à tous les Membres et Mem- bres associés;
- 148 v) assure toutes les autres fonctions de se- crétariat de l'Union;
- 149 w) agit en qualité de représentant légal de l'Union

150 3. Le vice-scrétaire général assiste le secrétaire général dans l'exercice de ses fonctions et assume les tâches particulières que lui confie le secrétaire général. Il exerce les fonctions du secrétaire général en l'absence de ce dernier.

151 4. Le secrétaire général ou le vice-scrétaire général peut assister à titre consultatif aux assemblées plénieress des Comités consultatifs internationaux et à toutes les conférences de l'Union; le secrétaire général ou son représentant peut participer, à titre consultatif, à toutes les autres réunions de l'Union; leur participation aux séances du Conseil d'administration est régie par les dispositions du numéro 89.

ARTICLE 11

Comité de coordination

152 1. (1) Le secrétaire général est assisté par un Comité de coordination qui lui donne des avis sur les questions d'administration, de finances et de coopération technique intéressant plusieurs organismes permanents, ainsi que dans les domaines des relations extérieures et de l'information publique.

153. (2) Le Comité examine également toutes questions importantes qui lui sont soumises par le Conseil d'administration. Après étude de ces questions, le Comité présente au Conseil un rapport à leur sujet par l'intermédiaire du secrétaire général.

154 (3) Le Comité prête notamment son concours au secrétaire général dans l'accomplissement des tâches qui sont assignées à celui-ci en vertu des numéros 144, 145, 146 et 147.

155 (4) Le Comité examine les résultats des activités de l'Union dans le domaine de la coopération technique et présente des recommandations au Conseil d'administration par l'intermédiaire du secrétaire général.

156 (5) Le Comité est chargé d'assurer la coordination avec toutes les organisations internationales mentionnées aux articles 29 et 30 en ce qui concerne la représentation des organismes permanents de l'Union aux conférences de ces organisations.

157 2. Le Comité doit s'efforcer de formuler ses conclusions par accord unanime. Le secrétaire général peut toutefois prendre des décisions, même sans être appuyé par deux autres membres ou plus du Comité, s'il juge que les questions en cause présentent un caractère d'urgence. Dans ces circonstances et si le Comité le lui demande, il fait rapport au Conseil d'administration sur ces questions, en des termes approuvés par tous les membres du Comité. Si, dans ces mêmes circonstances, les questions ne sont pas urgentes, mais néanmoins importantes, elles sont renvoyées à la session suivante du Conseil d'administration aux fins d'examen.

158 3. Le Comité est présidé par le secrétaire général et composé du vice-scrétaire général, des directeurs des Comités consultatifs internationaux et du président du Comité international d'enregistrement des fréquences.

159. 4. Le Comité se réunit sur convocation de son président, en général au moins une fois par mois.

ARTICLE 12

Les fonctionnaires élus et le personnel de l'Union

160 1. Le secrétaire général, le vice-scrétaire général et les directeurs des Comités consultatifs

internationaux doivent tous être ressortissants de pays différents, Membres de l'Union. Lors de leur élection, il convient de tenir dûment compte des principes exposés au numéro 164 et d'une représentation géographique appropriée des régions du monde.

161 2. (1) Dans l'accomplissement de leurs fonctions, les fonctionnaires élus ainsi que le personnel de l'Union ne doivent solliciter ni accepter d'instructions d'aucun gouvernement, ni d'aucune autorité extérieure à l'Union. Ils doivent s'abstenir de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux.

162 (2) Chaque Membre et Membre associé doit respecter le caractère exclusivement international des fonctions des fonctionnaires élus et du personnel de l'Union, et ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche.

163 (3) En dehors de leurs fonctions, les fonctionnaires élus, ainsi que le personnel de l'Union, ne doivent pas avoir de participation ni d'intérêts financiers, de quelque nature que ce soit, dans une entreprise quelconque s'occupant de télécommunications. Toutefois, l'expression «intérêts financiers» ne doit pas être interprétée comme s'opposant à la continuation de versements pour la retraite en raison d'un emploi ou de services antérieurs

164 3. La considération dominante dans le recrutement et la fixation des conditions d'emploi du personnel doit être la nécessité d'assurer à l'Union les services de personnes possédant les plus hautes qualités d'efficience, de compétence et d'intégrité. L'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible doit être dûment prise en considération.

ARTICLE 13

Comité international d'enregistrement des fréquences

165 1. Les tâches essentielles du Comité international d'enregistrement des fréquences consistent :

a) à effectuer une inscription méthodique des assignations de fréquence faites par les différents pays, de manière à fixer, conformément à la procédure spécifiée dans le Règlement des radiocommunications et, le cas échéant, conformément aux décisions des conférences compétentes de l'Union la date, le but et les caractéristiques techniques de chacune de ces assignations afin d'en assurer la reconnaissance internationale officielle ;

166 b) à fournir des avis aux Membres et Membres associés, en vue de l'exploitation d'un nombre aussi grand que possible de voies radioélectriques dans les régions du spectre des fréquences où des brouillages nuisibles peuvent se produire ;

167 c) à exécuter toutes les tâches additionnelles relatives à l'assignation et à l'utilisation des fréquences, prescrites par une conférence compétente de l'Union, ou par le Conseil d'administration avec le consentement de la majorité des Membres de l'Union en vue de la préparation d'une telle conférence ou en exécution de ses décisions ;

168 d) à tenir à jour les dossiers indispensables qui ont trait à l'exercice de ses fonctions.

169 2. (1) Le Comité international d'enregistrement des fréquences est un organisme composé de cinq membres indépendants, désignés conformément aux dispositions des numéros 172 à 180

170 (2) Les membres du Comité doivent être pleinement qualifiés par leur compétence technique dans le domaine des radiocommunications et posséder une expérience pratique en matière d'assignation et d'utilisation des fréquences.

- 171 (3) En outre, pour permettre une meilleure compréhension des problèmes qui viennent devant le Comité en vertu du numéro 166, chaque membre doit être au courant des conditions géographiques, économiques et démographiques d'une région particulière du globe.
- 172 3. (1) Les cinq membres du Comité sont élus à intervalles d'au moins cinq ans par une conférence administrative mondiale chargée de traiter de questions générales intéressant les radiocommunications. Ces membres sont choisis parmi les candidats proposés par les pays, Membres de l'Union. Chaque Membre de l'Union ne peut proposer qu'un seul candidat, ressortissant de son pays. Chaque candidat doit posséder les qualifications indiquées aux numéros 170 et 171.
- 173 (2) La procédure pour cette élection est établie par la conférence elle-même, de manière à assurer une représentation équitable des différents régions du monde.
- 174 (3) A chaque élection, tout membre du Comité en fonctions peut être proposé à nouveau comme candidat par le pays dont il est ressortissant.
- 175 (4) Les membres du Comité prennent leur service à la date fixée par la conférence administrative mondiale qui les a élus. Ils restent normalement en fonctions jusqu'à la date fixée par la conférence qui élit leurs successeurs.
- 176 (5) Si, dans l'intervalle qui sépare deux conférences administratives mondiales chargées d'élire les membres du Comité, un membre élu du Comité démissionne ou abandonne ses fonctions sans motif valable pendant une période dépassant trente jours, ou s'il décède, le pays Membre de l'Union dont il est ressortissant est invité par le président du Comité à désigner aussitôt que possible un remplaçant ressortissant de ces pays.
- 177 (6) Si le pays Membre en question ne désigne pas un remplaçant dans un délai de trois mois à partir de cette invitation, il perd son droit de désigner une personne pour siéger au Comité pendant le reste de la durée du mandat du Comité.
- 178 (7) Si, dans l'intervalle qui sépare deux conférences administratives mondiales chargées d'élire les membres du Comité, un remplaçant à son tour démissionne ou abandonne ses fonctions sans motif valable pendant une période dépassant trente jours, ou s'il décède, le pays Membre de l'Union dont il est ressortissant n'a pas le droit de désigner un autre remplaçant.
- 179 (8) Dans les cas prévus aux numéros 177 et 178, le président du Comité demande au secrétaire général d'inviter les pays Membres de l'Union qui font partie de la région concernée à proposer des candidats pour l'élection d'un remplaçant par le Conseil d'administration lors de sa session annuelle suivante.
- 180 (9) Pour garantir un fonctionnement efficace du Comité, tout pays dont un ressortissant a été élu membre du Comité doit, dans toute la mesure du possible, s'abstenir de le rappeler entre deux conférences administratives mondiales chargées d'élire les membres du Comité.
- 181 4. (1) Les méthodes de travail du Comité sont définies dans le Règlement des radiocommunications.
- 182 (2) Les membres du Comité élisent parmi eux un président et un vice-président, lesquels remplissent leurs fonctions pendant une durée d'une année. Par la suite, le vice-président succède chaque année au président, et un nouveau vice-président est élu.
- 183 (3) Le Comité dispose d'un secrétariat spécialisé.
- 184 5. (1) Les membres du Comité s'acquittent de leur tâche, non comme des représentants de leurs pays respectifs ou d'une région, mais comme des agents impartiaux investis d'un mandat international.
- 185 (2) Aucun membre du Comité ne doit, relativement à l'exercice de ses fonctions, demander ni recevoir d'instructions d'aucun gouvernement, ni d'aucun membre d'un gouvernement quelconque, ni d'aucune organisation ou personne publique ou privée. De plus, chaque Membre ou Membre associé doit respecter le caractère international du Comité et des fonctions de ses membres et il ne doit en aucun cas essayer d'influencer l'un quelconque d'entre eux dans l'exercice de ses fonctions.

ARTICLE 14.

Comités consultatifs internationaux

- 186 1. (1) Le Comité consultatif international des radiocommunications (C.C.I.R.) est chargé d'effectuer des études et d'émettre des avis sur les questions techniques et d'exploitation spécifiquement relatives aux radiocommunications.
- 187 (2) Le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (C.C.I.T.T.) est chargé d'effectuer des études et d'émettre des avis sur les questions techniques d'exploitation et de tarification concernant la télégraphie et la téléphonie.
- 188 (3) Dans l'accomplissement de ses tâches, chaque Comité consultatif doit porter dûment attention à l'étude des questions et à l'élaboration des avis directement liés à la création, au développement et au perfectionnement des télécommunications dans les pays nouveaux ou en voie de développement, dans le cadre régional et dans le domaine international.
- 189 (4) Sur demande des pays intéressés, chaque Comité consultatif peut également faire des études et donner des conseils sur les questions relatives aux télécommunications nationales de ces pays. L'étude de ces questions doit être effectuée conformément aux dispositions du numéro 190.
- 190 2. (1) Les questions étudiées par chaque Comité consultatif international, et sur lesquelles il est chargé d'émettre des avis, lui sont posées par la Conférence de plénipotentiaires, par une conférence administrative, par le Conseil d'administration, par l'autre Comité consultatif ou par le Comité international d'enregistrement des fréquences. Ces questions viennent s'ajouter à celles que l'assemblée plénière du Comité consultatif intéressé lui-même a décidé de retenir, ou, dans l'intervalle des assemblées plénaires, à celles dont l'inscription a été demandée ou approuvée par correspondance par vingt Membres et Membres associés de l'Union au moins.
- 191 (2) Les assemblées plénaires des Comités consultatifs internationaux sont autorisées à soumettre aux conférences administratives des propositions découlant directement de leurs avis ou des conclusions de leurs études en cours.
- 192 3. Les Comités consultatifs internationaux ont pour membres :
- a) de droit, les administrations de tous les Membres et Membres associés de l'Union;
- 193 b) toute exploitation privée reconnue qui, avec l'approbation du Membre ou Membre associé qui l'a reconnue, demande à participer aux travaux de ces Comités.

- 194 4. Le fonctionnement de chaque Comité consultatif international est assuré par :
- a) l'assemblée plénière, réunie normalement tous les trois ans. Lorsqu'une conférence administrative mondiale correspondante a été convoquée, la réunion de l'assemblée plénière se tient, si possible, au moins huit mois avant cette conférence;
- 195 b) les commissions d'études constituées par l'assemblée plénière pour traiter les questions à examiner;
- 196 c) un directeur élu par l'assemblée plénière, initialement pour une période égale à deux fois la durée séparant deux assemblées plénaires consécutives normalement pour six ans. Il est rééligible à chacune des assemblées plénaires ultérieures et, s'il est réélu, il reste en fonctions jusqu'à l'assemblée plénière suivante, normalement pendant trois ans. Si le poste se trouve inopinément vacant, l'assemblée plénière suivante élit le nouveau directeur;
- 197 d) un secrétariat spécialisé qui assiste le directeur;
- 198 e) des laboratoires ou installations techniques créés par l'Union.
- 199 5. Il est institué une Commission mondiale du Plan, ainsi que des Commissions régionales du Plan, selon des décisions conjointes des assemblées plénaires des Comités consultatifs internationaux. Ces Commissions élaborent un Plan général pour le réseau international de télécommunications, afin de faciliter la planification des services internationaux de telecommunications. Elles soumettent aux Comités consultatifs internationaux des questions dont l'étude présente un intérêt particulier pour les pays nouveaux ou en voie de développement et qui relèvent du mandat de ces Comités.
- 200 6. Les assemblées plénaires et les commissions d'études des Comités consultatifs internationaux observent également, au cours de leurs réunions, le règlement intérieur compris dans le Règlement général annexé à la Convention. Elles peuvent aussi adopter un règlement intérieur supplémentaire conformément au numéro 77. Ce règlement supplémentaire est publié sous forme d'une résolution dans les documents des assemblées plénaires.
- 201 7. Les méthodes de travail des Comités consultatifs internationaux sont définies dans la deuxième partie du Règlement général annexé à la Convention.

ARTICLE 15.

Règlements

- 202 1. Sous réserve des dispositions de l'article 8, le Règlement général qui fait l'objet de l'Annexe 4 à la présente Convention a la même portée que celle-ci et la même durée.
- 203 2. (1) Les dispositions de la Convention sont complétées par les Règlements administratifs suivants :
- le Règlement télégraphique,
le Règlement téléphonique,
le Règlement des radiocommunications,
le Règlement additionnel des radiocommunications.
- 204 (2) La ratification de la présente Convention conformément à l'article 18, ou l'adhésion à la présente Convention conformément à l'article 19, implique l'acceptation du Règlement général et des Règlements administratifs en vigueur au moment de cette ratification ou de cette adhésion.
- 205 (3) Les Membres et Membres associés doivent

- informer le secrétaire général de leur approbation de toute révision de ces Règlements par des conférences administratives compétentes. Le secrétaire général notifie ces approbations aux Membres et Membres associés au fur et à mesure qu'il les reçoit.
- 206 3. En cas de divergence entre une disposition de la Convention et une disposition d'un Règlement, la Convention prévaut.
- #### ARTICLE 16.

Finances de l'Union
- 207 1. Les dépenses de l'Union comprennent les frais afférents :
- a) au Conseil d'administration, au Secrétariat général, au Comité international d'enregistrement des fréquences, aux secrétariats des Comités consultatifs internationaux et aux laboratoires et installations techniques créés par l'Union;
- 208 b) aux Conférences de plénipotentiaires et aux conférences administratives mondiales;
- 209 c) à toutes les réunions des Comités consultatifs internationaux.
- 210 2. Les dépenses des conférences administratives régionales visées au numéro 50 sont supportées par tous les Membres et Membres associés de la région concernée, selon la classe de contribution de ces derniers et, sur la même base, par ceux des Membres et Membres associés d'autres régions qui ont éventuellement participé à de telles conférences.
- 211 3. Le Conseil d'administration examine et arrête le budget annuel de l'Union, compte tenu des limites fixées pour les dépenses par la Conférence de plénipotentiaires.
- 212 4. Les dépenses de l'Union sont couvertes par les contributions de ses Membres et Membres associés, déterminées en fonction du nombre d'unités correspondant à la classe de contribution choisie par chaque Membre et Membre associé selon le tableau suivant :
- | classe de 30 unités | classe de 8 unités |
|---------------------|--------------------|
| » 25 » | » 5 » |
| » 20 » | » 4 » |
| » 18 » | » 3 » |
| » 15 » | » 2 » |
| » 13 » | » 1 unité |
| » 10 » | » $\frac{1}{2}$ » |
- 213 5. Les Membres et Membres associés choisissent librement la classe de contribution selon laquelle ils entendent participer aux dépenses de l'Union.
- 214 6. (1) Chaque Membre ou Membre associé fait connaître au secrétaire général, six mois au moins avant l'entrée en vigueur de la Convention, la classe de contribution qu'il a choisie.
- 215 (2) Cette décision est notifiée par le secrétaire général aux Membres et Membres associés.
- 216 (3) Les Membres et Membres associés qui n'ont pas fait connaître leur décision avant la date spécifiée au numéro 214 conservent la classe de contribution qu'ils ont notifiée antérieurement au secrétaire général.
- 217 (4) Les Membres et Membres associés peuvent à tout moment choisir une classe de contribution supérieure à celle qu'ils avaient adoptée auparavant.
- 218 (5) Aucune réduction du nombre d'unités de contribution, établi conformément aux numéros 214 à 216, ne peut prendre effet pendant la durée de validité de la Convention.
- 219 7. Les Membres et Membres associés payent à l'avance leur part contributive annuelle calculée d'après le budget arrêté par le Conseil d'administration

- 220 8. (1) Tout nouveau Membre ou Membre associé acquitte, au titre de l'année de son adhésion, une contribution calculée à partir du premier jour du mois de l'adhésion.
- 221 (2) En cas de dénonciation de la Convention par un Membre ou un Membre associé, la contribution doit être acquittée jusqu'au dernier jour du mois où la dénonciation prend effet.
- 222 9. Les sommes dues portent intérêt à partir du début de chaque année financière de l'Union. Cet intérêt est fixé au taux de 3 % (trois pour cent) par an pendant les six premiers mois et au taux de 6 % (six pour cent) par an à partir du septième mois.
- 223 10. Les dispositions suivantes s'appliquent aux contributions des exploitations privées reconnues, organismes scientifiques ou industriels et organisations internationales :
- 224 a) les exploitations privées reconnues et les organismes scientifiques ou industriels contribuent aux dépenses des Comités consultatifs internationaux aux travaux desquels ils sont convenus de participer. De même, les exploitations privées reconnues contribuent aux dépenses des conférences administratives auxquelles elles sont convenues de participer ou ont participé aux termes du numéro 621 du Règlement général ;
- 225 b) les organisations internationales contribuent également aux dépenses des conférences ou réunions auxquelles elles ont été admises à participer à moins que, sous réserve de réciprocité elles n'aient été exonérées par le Conseil d'administration ;
- 226 c) les exploitations privées reconnues, les organismes scientifiques ou industriels et les organisations internationales qui contribuent aux dépenses des conférences ou réunions selon les dispositions des numéros 224 et 225 choisissent librement dans le tableau qui figure au numéro 212 la classe de contribution selon laquelle ils entendent participer aux dépenses, et ils informent le secrétaire général de la classe choisie ;
- 227 d) les exploitations privées reconnues, les organismes scientifiques ou industriels et les organisations internationales qui contribuent aux dépenses des conférences ou réunions peuvent à tout moment choisir une classe de contribution supérieure à celle qu'ils avaient adoptée auparavant ;
- 228 e) aucune réduction du nombre d'unités de contribution ne peut prendre effet pendant la durée de validité de la Convention ;
- 229 f) en cas de dénonciation de la participation aux travaux d'un Comité consultatif international, la contribution doit être acquittée jusqu'au dernier jour du mois où la dénonciation prend effet ;
- 230 g) le montant de l'unité contributive des exploitations privées reconnues, des organismes scientifiques ou industriels et des organisations internationales aux dépenses des Comités consultatifs internationaux aux travaux desquels ils sont convenus de participer est fixé chaque année par le Conseil d'administration. Les contributions sont considérées comme une recette de l'Union. Elles portent intérêt conformément aux dispositions du numéro 222 ;
- 231 h) le montant de l'unité contributive aux dépenses d'une conférence administrative des exploitations privées reconnues qui y participent aux termes du numéro 621 du Règlement général et des organisations internationales qui y participent, est fixé en divisant le montant total du budget de la

conférence en question par le nombre total d'unités versées par les Membres et Membres associés au titre de leur contribution aux dépenses de l'Union. Les contributions sont considérées comme une recette de l'Union. Elles portent intérêt à partir du soixantième jour qui suit l'envoi des factures, aux taux fixés au numéro 222.

- 232 11. Les dépenses occasionnées aux laboratoires et installations techniques de l'Union par des mesures, des essais ou des recherches spéciales pour le compte de certains Membres ou Membres associés, groupes de Membres ou Membres associés, organisations régionales ou autres, sont supportées par ces Membres ou Membres associés, groupes, organisations ou autres.
- 233 12. Le prix de vente des documents aux administrations, aux exploitations privées reconnues ou à des particuliers est déterminé par le secrétaire général, en collaboration avec le Conseil d'administration, en s'inspirant du souci de couvrir, en règle générale, les dépenses d'impression et de distribution.
- ### ARTICLE 17
- #### Langues
- 234 1. (1) L'Union a pour langues officielles : l'anglais, le chinois, l'espagnol, le français et le russe.
- 235 (2) L'Union a pour langues de travail : l'anglais, l'espagnol et le français.
- 236 (3) En cas de contestation, le texte français fait foi.
- 237 2. (1) Les documents définitifs des Conférences de plénipotentiaires et des conférences administratives, leurs Actes finals, protocoles, résolutions, recommandations et voeux sont établis dans les langues officielles de l'Union, d'après des rédactions équivalentes aussi bien dans la forme que dans le fond.
- 238 (2) Tous les autres documents de ces conférences sont rédigés dans les langues de travail de l'Union.
- 239 3. (1) Les documents officiels de service de l'Union prescrits dans les Règlements administratifs sont publiés dans les cinq langues officielles.
- 240 (2) Tous les autres documents dont le secrétaire général, doit conformément à ses attributions, assurer la distribution générale, sont établis dans les trois langues de travail.
- 241 4. Tous les documents dont il est question aux numéros 237 à 240 peuvent être publiés dans une autre langue que celles qui y sont spécifiées à condition que les Membres ou Membres associés qui demandent cette publication s'engagent à prendre à leur charge la totalité des frais de traduction et de publication encourus.
- 242 5. (1) Dans les débats des conférences de l'Union, et, chaque fois que cela est nécessaire, dans les réunions de son Conseil d'administration et de ses organismes permanents, un système efficace d'interprétation réciproque dans les trois langues de travail et dans la langue russe doit être utilisé.
- 243 (2) Lorsque tous les participants à une réunion conviennent de cette procédure, les débats peuvent avoir lieu dans un nombre de langues inférieur aux quatre langues ci-dessus.
- 244 6. (1) Lors des conférences de l'Union et des réunions de son Conseil d'administration et de ses organismes permanents, des langues autres que celles indiquées aux numéros 235 et 242 peuvent être employées :

245 a) s'il est demandé au secrétaire général ou au chef de l'organisme permanent intéressé d'assurer l'utilisation d'une ou de plusieurs langues supplémentaires, orales ou écrites, et à condition que les dépenses supplémentaires encourues de ce fait soient supportées par les Membres ou Membres associés qui ont fait cette demande ou qui l'ont appuyée.

246 b) si une délégation prend elle-même des dispositions pour assurer à ses propres frais la traduction orale de sa propre langue dans l'une des langues indiquées au numéro 242.

247 (2) Dans le cas prévu au numéro 245, le secrétaire général ou le chef de l'organisme permanent concerné se conforme à cette demande dans la mesure du possible, après avoir obtenu des Membres ou Membres associés intéressés l'engagement que les dépenses encourues seront dûment remboursées par eux à l'Union.

248 (3) Dans le cas prévu au numéro 246, la délégation intéressée peut en outre, si elle le désire, assurer, à ses propres frais, la traduction orale dans sa propre langue à partir de l'une des langues indiquées au numéro 242.

CHAPITRE II

Application de la Convention et des Règlements

ARTICLE 18

Ratification de la Convention

249 1. La présente Convention sera ratifiée par chacun des gouvernements signataires selon les règles constitutionnelles en vigueur dans les pays respectifs. Les instruments de ratification seront adressés, dans le plus bref délai possible, par la voie diplomatique et par l'entremise du gouvernement du pays où se trouve le siège de l'Union, au secrétaire général, qui les notifie aux Membres et Membres associés.

250 2. (1) Pendant une période de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, tout gouvernement signataire jouit des droits conférés aux Membres de l'Union aux numéros 12 à 14, même s'il n'a pas déposé d'instrument de ratification aux termes du numéro 249.

251 (2) A l'expiration d'une période de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, un gouvernement signataire qui n'a pas déposé d'instrument de ratification aux termes du numéro 249, n'a plus qualité pour voter à aucune conférence de l'Union, à aucune session du Conseil d'administration, à aucune réunion des organismes permanents de l'Union, ni lors d'aucune consultation par correspondance effectuée en conformité avec les dispositions de la Convention, et ceci tant que l'instrument de ratification n'a pas été déposé. Les droits de ce gouvernement, autres que les droits de vote, ne sont pas affectés.

252 3. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à l'article 53, chaque instrument de ratification prendra effet à la date de dépôt auprès du secrétaire général.

253 4. Dans le cas où l'un ou plusieurs des gouvernements signataires ne ratifieraient pas la Convention, celle-ci n'en serait pas moins valable pour les gouvernements qui l'auront ratifiée.

ARTICLE 19

Adhésion à la Convention

254 1. Le gouvernement d'un pays qui n'a pas signé la présente Convention peut y adhérer en tout temps en se conformant aux dispositions de l'article 1.

255 2. L'instrument d'adhésion est adressé au secrétaire général par la voie diplomatique et par l'entremise du gouvernement du pays où se trouve le siège de l'Union. L'adhésion prend effet du jour de son dépôt, à moins qu'il n'en soit stipulé autrement. Le secrétaire général notifie l'adhésion aux Membres et Membres associés et transmet à chacun d'eux une copie authentifiée de l'Acte.

ARTICLE 20

Application de la Convention aux pays ou territoires dont les relations internationales sont assurées par des Membres de l'Union

256 1. Les Membres de l'Union peuvent en tout temps déclarer que la présente Convention est applicable à l'ensemble, à un groupe, ou à un seul des pays ou territoires dont ils assurent les relations internationales.

257 2. Toute déclaration faite conformément aux dispositions du numéro 256 est adressée au secrétaire général, qui la notifie aux Membres et Membres associés.

258 3. Les dispositions des numéros 256 et 257 ne sont pas obligatoires pour les pays, territoires ou groupes de territoires énumérés dans l'Annexe 1 à la présente Convention.

ARTICLE 21

Application de la Convention aux territoires sous tutelle des Nations Unies

259 Les Nations Unies peuvent adhérer à la présente Convention au nom d'un territoire ou groupe de territoires confiés à leur administration et faisant l'objet d'un accord de tutelle conformément à l'article 75 de la Charte des Nations Unies.

ARTICLE 22

Exécution de la Convention et des Règlements

260 1. Les Membres et Membres associés sont tenus de se conformer aux dispositions de la présente Convention et des Règlements y annexés dans tous les bureaux et dans toutes les stations de télécommunications établis ou exploités par eux et qui assurent des services internationaux ou qui peuvent provoquer des brouillages nuisibles aux services de radiocommunications d'autres pays, sauf en ce qui concerne les services qui échappent à ces obligations en vertu des dispositions de l'article 51 de la présente Convention.

261 2. Ils doivent en outre prendre les mesures nécessaires pour imposer l'observation des dispositions de la présente Convention et des Règlements y annexés aux exploitations autorisées par eux à établir et à exploiter des télécommunications et qui assurent des services internationaux ou qui exploitent des stations qui peuvent causer des brouillages nuisibles aux services de radiocommunications d'autres pays.

ARTICLE 23

Dénonciation de la Convention

262 1. Tout Membre ou Membre associé qui a ratifié la présente Convention, ou qui y a adhéré,

a le droit de la dénoncer par une notification adressée au secrétaire général par la voie diplomatique et par l'entremise du gouvernement du pays où se trouve le siège de l'Union. Le secrétaire général en avise les autres Membres et Membres associés.

263 2. Cette dénonciation produit son effet à l'expiration d'une période d'une année à partir du jour où le secrétaire général a reçu la notification.

ARTICLE 24

Dénonciation de la Convention par des pays ou territoires dont les relations internationales sont assurées par des Membres de l'Union

264 1. Lorsque la présente Convention a été rendue applicable à un pays, à un territoire ou à un groupe de territoires conformément aux dispositions de l'article 20, il peut être mis fin, à tout moment, à cette situation. Si ce pays, territoire, ou groupe de territoires, est Membre associé, il perd cette qualité au même moment.

265 2. Les dénonciations prévues au paragraphe précédent sont notifiées dans les conditions fixées au numéro 262; elles prennent effet dans les conditions prévues au numéro 263.

ARTICLE 25

Abrogation de la Convention antérieure

266 La présente Convention abroge et remplace la Convention internationale des télécommunications de Genève (1959) dans les relations entre les gouvernements contractants.

ARTICLE 26

Validité des Règlements administratifs en vigueur

267 Les Règlements administratifs visés au numéro 203 sont ceux qui sont en vigueur au moment de la signature de la présente Convention. Ils sont considérés comme annexés à la présente Convention et demeurent valables, sous réserve des révisions partielles qui peuvent être adoptées aux termes du numéro 52, jusqu'au moment de l'entrée en vigueur des nouveaux règlements élaborés par les conférences administratives mondiales compétentes et destinés à les remplacer en tant qu'annexes à la présente Convention.

ARTICLE 27

Relations avec des Etats non contractants

268 1. Tous les Membres et Membres associés se réservent pour eux-mêmes et pour les exploitations privées reconnues, la faculté de fixer les conditions dans lesquelles ils admettent les télécommunications échangées avec un Etat qui n'est pas partie à la présente Convention.

269 2. Si une télécommunication originaire d'un Etat non contractant est acceptée par un Membre ou Membre associé, elle doit être transmise et, pour autant qu'elle emprunte les voies d'un Membre ou Membre associé, les dispositions obligatoires de la Convention et des Règlements ainsi que les taxes normales lui sont appliquées.

ARTICLE 28

Règlement des différends

270 1. Les Membres et les Membres associés peuvent régler leurs différends sur les questions relatives à l'application de la présente Convention ou des Règlements prévus à l'article 15, par la voie diplomatique, ou suivant les procédures établies

par les traités bilatéraux ou multilatéraux conclus entre eux pour le règlement des différends internationaux, ou par toute autre méthode dont ils pourraient décider d'un commun accord.

271 2. Au cas où aucun de ces moyens de règlement ne serait adopté, tout Membre ou Membre associé, partie dans un différend, peut avoir recours à l'arbitrage, conformément à la procédure définie à l'Annexe 3 ou au Protocole additionnel facultatif, selon le cas.

CHAPITRE III

Relations avec les Nations Unies et les organisations internationales

ARTICLE 29

Relations avec les Nations Unies

272 1. Les relations entre les Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications sont définies dans l'Accord conclu entre ces deux organisations.

273 2. Conformément aux dispositions de l'article XVI de l'Accord ci-dessus mentionné, les services d'exploitation des télécommunications des Nations Unies jouissent des droits et sont soumis aux obligations prévus dans cette Convention et dans les Règlements administratifs y annexés. Ils ont, en conséquence, le droit d'assister, à titre consultatif, à toutes les conférences de l'Union, y compris les réunions des Comités consultatifs internationaux.

ARTICLE 30

Relations avec les organisations internationales

274 Afin d'aider à la réalisation d'une entière coordination internationale dans le domaine des télécommunications, l'Union collabore avec les organisations internationales qui ont des intérêts et des activités connexes.

CHAPITRE IV

Dispositions générales relatives aux télécommunications

ARTICLE 31

Droit du public à utiliser le service international des télécommunications

275 Les Membres et les Membres associés reconnaissent au public le droit de correspondre au moyen du service international de correspondance publique. Les services, les taxes et les garanties sont les mêmes pour tous les usagers, dans chaque catégorie de correspondance, sans priorité ni préférence quelconque.

ARTICLE 32

Arrêt des télécommunications

276 1. Les Membres et les Membres associés se réservent le droit d'arrêter la transmission de tout télégramme privé qui paraîtrait dangereux pour la sûreté de l'Etat ou contraire à ses lois, à l'ordre public ou aux bonnes moeurs, à charge d'aviser immédiatement le bureau d'origine de l'arrêt total du télégramme ou d'une partie quelconque de celui-ci, sauf dans le cas où cette notification paraîtrait dangereuse pour la sûreté de l'Etat.

277 2. Les Membres et les Membres associés se réservent aussi le droit d'interrompre toute autre télécommunication privée qui peut paraître dangereuse pour la sûreté de l'Etat ou contraire à ses lois, à l'ordre public ou aux bonnes moeurs.

ARTICLE 33

Suspension du service

278 Chaque Membre et Membre associé se réserve le droit de suspendre le service des télécommunications internationales pour une durée indéterminée, soit d'une manière générale, soit seulement pour certaines relations et/ou pour certaines natures de correspondances de départ, d'arrivée ou de transit, à charge pour lui d'en aviser immédiatement chacun des autres Membres et Membres associés par l'intermédiaire du secrétaire général.

ARTICLE 34

Responsabilité

279 Les Membres et les Membres associés n'acceptent aucune responsabilité à l'égard des usagers des services internationaux de télécommunications, notamment en ce qui concerne les réclamations tendant à obtenir des dommages et intérêts.

ARTICLE 35

Secret des télécommunications

280 1. Les Membres et les Membres associés s'engagent à prendre toutes les mesures possibles, compatibles avec le système de télécommunications employé, en vue d'assurer le secret des correspondances internationales.

281 2. Toutefois, ils se réservent le droit de communiquer ces correspondances aux autorités compétentes afin d'assurer l'application de leur législation intérieure ou l'exécution des conventions internationales auxquelles ils sont parties

ARTICLE 36

Etablissement, exploitation et sauvegarde des installations et des voies de télécommunication

282 1. Les Membres et les Membres associés prennent les mesures utiles en vue d'établir, dans les meilleures conditions techniques, les voies et installations nécessaires pour assurer l'échange rapide et ininterrompu des télécommunications internationales.

283 2. Autant que possible, ces voies et installations doivent être exploitées selon les méthodes et procédures que l'expérience pratique de l'exploitation a révélé les meilleures, entretenues en bon état d'utilisation et maintenues au niveau des progrès scientifiques et techniques.

284 3. Les Membres et les Membres associés assurent la sauvegarde de ces voies et installations dans les limites de leur juridiction.

285 4. A moins d'arrangements particuliers fixant d'autres conditions, tous les Membres et Membres associés prennent les mesures utiles pour assurer la maintenance de celles des sections de circuits internationaux de télécommunications qui sont comprises dans les limites de leur contrôle.

ARTICLE 37.

Notification des contraventions

286 Afin de faciliter l'application des dispositions de l'article 22 de la présente Convention, les Membres et les Membres associés s'engagent à se renseigner mutuellement au sujet des contraventions aux dispositions de la présente Convention et des Règlements y annexés.

ARTICLE 38.

Taxes et franchise

287 Les dispositions relatives aux taxes des télécommunications et les divers cas dans lesquels la

franchise est accordée sont fixés dans les Règlements annexés à la présente Convention.

ARTICLE 39.

Priorité des télécommunications relatives à la sécurité de la vie humaine.

288 Les services internationaux de télécommunications doivent accorder la priorité absolue à toutes les télécommunications relatives à la sécurité de la vie humaine en mer, sur terre, dans les airs et dans l'espace extra atmosphérique, ainsi qu'aux télécommunications épidémiologiques d'urgence exceptionnelle de l'Organisation mondiale de la santé.

ARTICLE 40.

Priorité des télégrammes d'Etat, des appels et des conversations téléphoniques d'Etat.

289 Sous réserve des dispositions des articles 39 et 49 de la présente Convention, les télégrammes d'Etat jouissent d'un droit de priorité sur les autres télégrammes, lorsque l'expéditeur en fait la demande. Les appels et conversations téléphoniques, d'Etat peuvent également, sur demande expresse et dans la mesure du possible, bénéficier d'un droit de priorité sur les autres appels et conversations téléphoniques.

ARTICLE 41.

Langage secret.

290 1. Les télégrammes d'Etat, ainsi que les télégrammes de service, peuvent être rédigés en langage secret dans toutes les relations.

291 2. Les télégrammes privés en langage secret peuvent être admis entre tous les pays à l'exception de ceux qui on préalablement notifié, par l'intermédiaire du secrétaire général, qu'ils n'admettent pas ce langage pour ces catégories de correspondance.

292 3. Les Membres et les Membres associés qui n'admettent pas les télégrammes privés en langage secret en provenance ou à destination de leur propre territoire, doivent les accepter en transit, sauf dans le cas de suspension de service prévu à l'article 33 de la présente Convention.

ARTICLE 42.

Etablissement et reddition des comptes

293 1. Les administrations des Membres et Membres associés et les exploitations privées reconnues qui exploitent des services internationaux de télécommunications doivent se mettre d'accord sur le montant de leurs créances et de leurs dettes.

294 2. Les comptes afférents aux débits et crédits visés au numéro 293 sont établis conformément aux dispositions des Règlements annexés à la présente Convention, à moins d'arrangements particuliers entre les parties intéressées.

295 3. Les règlements de comptes internationaux sont considérés comme transactions courantes et effectués en accord avec les obligations internationales courantes des pays intéressés, lorsque les gouvernements ont conclu des arrangements à ce sujet. En l'absence d'arrangements de ce genre ou d'accords particuliers conclus dans les conditions prévues à l'article 44 de la présente Convention, ces règlements de comptes sont effectués conformément aux dispositions des Règlements.

ARTICLE 43.

Unité monétaire

296 L'unité monétaire employée à la composition des tarifs des télécommunications internationales

et à l'établissement des comptes internationaux est le franc-or à 100 centimes, d'un poids de 10/31 de gramme et d'un titre de 0,900.

ARTICLE 44.

Accords particuliers

297 Les Membres et les Membres associés se réservent, pour eux-mêmes, pour les exploitations privées reconnues par eux et pour d'autres exploitations dûment autorisées à cet effet, la faculté de conclure des accords particuliers sur des questions de télécommunications qui n'intéressent pas la généralité des Membres et Membres associés. Toutefois, ces accords ne doivent pas aller à l'encontre des dispositions de la présente Convention ou des Règlements y annexés, en ce qui concerne les brouillages nuisibles que leur mise à exécution serait susceptible de causer aux services de radiocommunications des autres pays.

ARTICLE 45.

Conférences régionales, accords régionaux, organisations régionales.

298 Les Membres et les Membres associés se réservent le droit de tenir des conférences régionales, de conclure des accords régionaux et de créer des organisations régionales, en vue de régler des questions de télécommunications susceptibles d'être traitées sur un plan régional. Les accords régionaux ne doivent pas être en contradiction avec la présente Convention.

CHAPITRE V.

Dispositions spéciales aux radiocommunications

ARTICLE 46.

Utilisation rationnelle du spectre des fréquences radioélectriques.

299 Les Membres et les Membres associés reconnaissent souhaitable que le nombre de fréquences et l'espace du spectre utilisés soient limités au minimum indispensable pour assurer de manière satisfaisante le fonctionnement des services nécessaires. Il est désirable, à cette fin, que les derniers perfectionnements de la technique soient mis en application dans les moindres délais.

ARTICLE 47.

Intercommunication

300 1. Les stations qui assurent les radiocommunications dans le service mobile sont tenues, dans les limites de leur affectation normale, d'échanger réciprocement les radiocommunications sans distinction du système radioélectrique adopté par elles.

301 2. Toutefois, afin de ne pas entraver les progrès scientifiques, les dispositions du numéro 300 n'empêchent pas l'emploi d'un système radioélectrique incapable de communiquer avec d'autres systèmes, pourvu que cette incapacité soit due à la nature spécifique de ce système et qu'elle ne soit pas l'effet de dispositifs adoptés uniquement en vue d'empêcher l'intercommunication.

302 3. Nonobstant les dispositions du numéro 300, une station peut être affectée à un service international restreint de télécommunications, déterminé par le but de ce service ou par d'autres circonstances indépendantes du système employé.

ARTICLE 48.

Brouillages nuisibles.

303 1. Toutes les stations, quel que soit leur objet, doivent être établies et exploitées de manière

à ne pas causer de brouillages nuisibles aux communications ou services radioélectriques des autres Membres ou Membres associés, des exploitations privées reconnues et des autres exploitations dûment autorisées à assurer un service de radiocommunications, et qui fonctionnent en se conformant aux dispositions du Règlement des radiocommunications.

304 2. Chaque Membre ou Membre associé s'engage à exiger, des exploitations privées reconnues par lui et des autres exploitations dûment autorisées à cet effet, l'observation des prescriptions du numéro 303.

305. 3. De plus, les Membres et les Membres associés reconnaissent désirable de prendre les mesures pratiquement possibles pour empêcher que le fonctionnement des appareils et installations électriques de toutes sortes ne cause des brouillages nuisibles aux communications ou services radioélectriques visés au numéro 303.

ARTICLE 49.

Appels et messages de détresse

306 Les stations de radiocommunications sont obligées d'accepter en priorité absolue les appels et messages de détresse quelle qu'en soit la provenance, de répondre de même à ces messages et d'y donner immédiatement la suite qu'ils comportent.

ARTICLE 50.

Signaux de détresse, d'urgence, de sécurité ou d'identification faux ou trompeurs.

307 Les Membres et les Membres associés s'engagent à prendre les mesures utiles pour réprimer la transmission ou la mise en circulation de signaux de détresse, d'urgence, de sécurité ou d'identification faux ou trompeurs, et à collaborer en vue de localiser et d'identifier les stations de leur propre pays qui émettent de tels signaux.

ARTICLE 51.

Installations des services de défense nationale.

308 1. Les Membres et les Membres associés conservent leur entière liberté relativement aux installations radioélectriques militaires de leurs armées et de leurs forces navales et aériennes.

309 2. Toutefois, ces installations doivent, autant que possible, observer les dispositions réglementaires relatives aux secours à prêter en cas de détresse et aux mesures à prendre pour empêcher les brouillages nuisibles, ainsi que les prescriptions des Règlements concernant les types d'émission et les fréquences à utiliser, selon la nature du service qu'elles assurent.

310 3. En outre, lorsque ces installations participent au service de la correspondance publique ou aux autres services régis par les Règlements annexés à la présente Convention, elles doivent se conformer, en général, aux prescriptions réglementaires applicables à ces services.

CHAPITRE VI.

Definitions

ARTICLE 52.

Définitions

311 Dans la présente Convention, à moins de contradiction avec le contexte :

a) les termes qui sont définis dans l'Annexe ont le sens qui leur est assigné ;

312 b) les autres termes définis dans les Règlements visés à l'article 15 ont le sens qui leur est assigné dans ces Règlements.

CHAPITRE VII.

Disposition finale.

ARTICLE 53.

Mise en vigueur de la Convention

313 La présente Convention entrera en vigueur le premier janvier mil neuf cent soixante-sept entre les pays, territoires ou groupes de territoires pour lesquels les ratifications ou les adhésions auront été déposées avant cette date.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé la Convention en un exemplaire dans chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe, le texte français faisant foi en cas de contestation; cet exemplaire restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

Fait à Montreux, le 12 novembre 1965.

Pour l'Afghanistan :

M.A. GRAN S.N. ALAWI

Pour l'Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire) :

A. AMRANI S. DOUZIDIA M. HARBI

Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite :

A. ZAIDAN M. MIRDAD A.K. BASHAWRI

Pour la République Argentine :

A. LOZANO CONEJERO M. BUCICH
0. GARCIA PINEIRO R.A. SALVADOR F. DIACO

Pour le Commonwealth de l'Australie :

C.J. GRIFFITHS R. E. BUTLER

Pour l'Autriche :

B. SCHAGINGER K. VAVRA A. SAPIK

Pour la Belgique :

M.C.E.D. LAMBIOTTE R. ROTHSCHILD

Pour la République Socialiste Soviétique de Bielorussie :
P. AFANASSIEV

Pour l'Union de Birmanie :

MIN LWIN PE THAN

Pour la Bolivie :

Sra. M.C. SEJAS SIERRA

Pour le Brésil :

E. MACHADO DE ASSIS E. MARTINS DA SILVA
D.S. FERREIRA C. GOMES DE BARROS
J.A. MARQUES H. DOURADOPour la République Populaire de Bulgarie :
V. MAKARSKIPour la République Fédérale du Cameroun :
TCHOUTA MOUSSA H. EFFOUDOU

Pour le Canada :

F.G. NIXON

Pour la République Centrafricaine :
E. N'ZENGOU L.A. MOZIALLO

Pour Ceylan :

G.E. de S. ELLAWELA

Pour le Chili :
H. CALCAGNI P. E. CLAUDE F. R. HUIDOBRO

Pour la Chine :

Y. SHEN T.C. YÜ T.C. LIU T. V. MIAO

Pour la République de Chypre :

R. MICHAELIDES A.E. EMPEDOKLIS

Pour l'Etat de la Cite du Vatican :

A. STEFANIZZI P.V. GIUDICI

Pour la République de Colombie :

E. ARANGO S. QUIJANO-CABALLERO

O. ROVIRA ARANGO

Pour la République Democratique du Congo :

J. MULUMBA B. KALONJI F. TUMBA

A. MASAMBA M.G.M'RELA

Pour la République du Congo (Brazzaville) :

M. N'TSIBA J. BALIMA R. RIZET

Pour la République de Corée :

I.Y. CHUNG C.W. PAK

Pour Costa Rica :

C. DI MOTTOLE BALESTRA M. BAGLI

Pour la République de Côte D'Ivoire :

S. CISSOCO T. KONDE B. SAKANOKO

Pour Cuba :

P. W. LUIS TORRES L. SOLA VILLA
J.A. VALLADARES TIMONEDA

Pour la République du Dahomey :

T. BOURAIMA

Pour le Danemark :

G. PEDERSEN P.F. ERIKSEN

Pour l'ensemble des Territoires Représentes par l'Office Français des Postes et Telecommunications
D'outre-Mer :E. SKINAZI M. CHAPRON J.L.A. CONSTANTIN
G. AUNEVEUX

Pour l'Equateur :

E. PONCE y CARBO

Pour l'Espagne :

J.P. de LOJENDIO e IRURE J.A. GIMENEZ-ARNAU
J. GARRIDO

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

J.C. HOLMES

Pour l'Ethiopie :

D. NEGASH D. BEYENE

Pour la Finlande :

O.J. SALOILA T.A. PUOLANNE

Pour la France :

I. CABANNE G. TERRAS R. VARGUES

Pour Republique Gabonaise :

E. MEFANE J.A. ANGULEY

Pour le Ghana :

J. A. BROBBEY

Pour la Grèce :

A. MARANGOUADAKIS D. BACALEXIS

Pour le Guatemala :

F. VILLELA JIMENEZ

Pour la République de Guinée :

S. DIARRA A.I. DIALLO M. B. CAMARA M. SAADI

Pour la République d'Haiti :

J.D. BAGUIDI

Pour la République de Haute-Volta :

A.M. KAMBIRE

Pour la République Populaire Hongroise

D. HORN

Pour la République de l'Inde	Pour la République Malgache :
CHAMAN LAL	C. RAMANITRA
C.P. VASUDEVAN	R. RAVELOMANATSOA—RATSI'UHAH
G. D. GOKARN	J. CHAUVICOURT
A. ASRANI	
Pour la Republique d'Indonesie	Pour la République du Mali :
A. TAHIR	M. SIDIBE
	Pour Malte :
PRATOMC	I. XUEREB
T. AWUY	A. BARBARA
A. BOER	J.V. GALEA
Pour l'Iran	Pour le Royaume du Maroc :
G. SHAKIBNIA	A. LARAQUI
Pour la Republique d'Iraq	A. BERRADA
W. KARAGOLI	M. BENABDELIAH
Pour l'Irlande	Pour la République Islamique de Mauritanie :
L. O'BROIN	M. N'DIAYE
P. L. O'COLMAIN	
M. O'MALEY	Pour le Mexique :
Pour l'Islande :	C. NÚNEZ A.
B. KRISTJANSSON	L. BARAJAS G.
Pour l'Etat d'Israël :	Pour Monaco :
E. RON	C.C. SOLAMITO
M. SHAKKÉD	A.Y. PASSERON
M. BAVLY	
Pour l'Italie :	Pour la République populaire de Mongolie :
F. BABUSCIO—RIZZO	D. GOTOV
A. BIGI	S. GANDORJE
Pour la Jamaïque	L. NATSAGDORJE
H. H. HAUGHTON	
G. A. GAUNTLETT	Pour le Nepal :
Pour le Japon :	H.P. UPADHYAY
I. HATAKEYAM A	
M. TAKASHIMA	Pour le Nicaragua :
M. ITANO	A.A. MULLHAUPT
Pour le Royaume Hachémité de Jordanie	Pour la République du Niger :
Z. GOUSSOUS	B. BOLHO
K. SAMAWI	B. BATOURE
Pour la Kenya :	R. MAS
F. M. HINAWY	
Pour l'etat de Koweït	Pour la République fédérale de Nigeria :
F. HAMZEH	G.C. OKOLI
A. M. AL—SABEJ	E.A. ONUOHA
F. KODSI	
Pour le Royaume du Laos :	Pour la Norvege :
I. CABANNE	L. LARSEN
Pour le Liban :	P. ÖVREGARD
N. KAYATA	N.J. SOBERG
M. GHAZAL	T.L. NEBELL
Pour la République du Liberia :	Pour la Nouvelle-Zelande :
J. L. COOPER, Jr.	E.S. DOAK
Pour la Principauté de Liechtenstein :	A.W. BROCKWAY
A. HILBE	
Pour le Luxembourg :	Pour l'Ouganda :
E. RAUS	J.W.L. AKOL
J. B. WOLFF	G.W. ADAMS
Pour la Malaisie :	
V.T. SAMBANTHAN	Pour le Pakistan :
K. P. CHEW	M.S. KARI
MAH SECK WAH	R. AHMAD
B.A.K. SHAMSUDDIN	M. ASLAM
Pour le Malawi :	
A.W. LE FEVRE	Pour le Panama :
	J.A. TACK
	Pour le Paraguay :
	S. GUANES
	M. FERREIRA FALCON
	Pour le Royaume des pays-bas :
	G.H. BAST
	Pour le Perou :
	E. GOMEZ CORNEJO
	J. BARREDA
	F. SOLARI SWAYNE
	A.A. GIESECKE MATTO

Pour la République des Philippines :	Pour la confédération Suisse :
V.A. PACIS	G.A. WETTSTEIN
A.G. GAMBOA Jr.	A. LANGENBERGER
P.F. MARTINEZ	F. LOCHER
R.D. TANDINGAN	R. RUTSCHI
Pour la République populaire de Pologne :	Pour la République Unie de Tanzanie :
H. BACZKO	C.G. KAHAMA
Pour le Portugal :	Pour la République du Tchad :
J.T.C. CALVET de MAGALHÃES	M. NGARNIM
M.A. VIEIRA	G. GOY
J. da CRUZ FILIPE	Pour la République Socialiste Tchécoslovaque :
R. REZENDE RODRIGUES	M. LAIPERT
M.F. da COSTA JARDIM	Pour les territoires des Etats-Unis d'Amérique
Pour les provinces Espagnoles d'Afrique :	F. CORNEIRO
J. SABAU BERGAMIN	Pour les territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-uni de la grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord :
Pour les provinces portugaises d'outre-mer :	A. H. SHEFFIELD
J.T.C. CALVET de MAGALHÃES	D. SIMPER
M.A. VIEIRA	Pour la Thaïlande :
J. da CRUZ FILIPE	S. PUNYARATABANDHU
R. REZENDE RODRIGUES	S. SUKHANETR
M.F. da COSTA JARDIM	C. VAJRABHAYA
Pour la République Arabe Syrienne :	D. CHAROENPHOL
A.S. ATASSI	Pour la République Togolaise :
A.M. NAFFAKH	A. AITHNARD
Pour la République Arabe Unie :	Pour la Trinité et Tobago :
I. FOUAD	W.A. ROSE
A. OSMAN	T.A. WISLON
F.I. ALI	Pour la Tunisie :
Pour la République fédérale d'Allemagne :	Z. CHELLI
H. BORNEMANN	M. MILI
Pour la République Socialiste Soviétique de l'Ukraine :	A. LADJIMI
G. SINTCHENKO	Pour la Turquie :
Pour la République Somalie :	N. TANAY
S. I. ABDI	A.F. ARPACI
Pour la RHODESIE :	M.D. KARAOGLAN
C. R. DICKENSON	Mme S. ÇUBUKÇU
Pour la République Socialiste de Roumanie :	Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques :
M. GRIGORE	A. POUKHALSKI
G. AIRINEI	Pour la République de Venezuela :
Pour le Royaume-uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord :	E. TOVAR COVA
W.A. WOLVERSON	Pour la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie :
H.G. LILLIGRAP	P. VASILJEVIC
C.E. LOVELL	Pour la République de ZAMBIE
P.W.F. FRYER	L. CHANGUFU
H.C. GREENWOOD	ANNEXE 1
Pour la République Rwandaise :	(voir numéro 4)
Z. HABIYAMBERE	Afghanistan
L. SIBOMANA	Albanie (République Populaire d')
Pour la République du Sénégal :	Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire)
I. N'DIAYE	Arabie Saoudite (Royaume de l')
M. ROULET	Argentine (République)
L. DIA	Australie (Commonwealth de l')
Pour Sierra Leone :	Autriche
C.S. DAVIES	Belgique
Pour Singapour :	Biélorussie (République Socialiste Soviétique de)
CHONG TONG CHAN	Birmanie (Union de)
Pour la République du Soudan :	Bolivie
M.S. SULEIMAN	Brésil
F.M.F. BARBARY	Bulgarie (République Populaire de)
Pour la Suède :	Burundi (Royaume du)
H. STERKY	
H. WESTERBERG	
S. HULTARE	

Cambodge (Royaume du)	Ouganda
Cameroun (République Fédérale du)	Pakistan
Canada	Panama
Centrafricaine (République)	Paraguay
Ceylan	Pays-Bas (Royaume des)
Chili	Pérou
Chine	Philippines (République des)
Chypre (République de)	Pologne (République Populaire de)
Cité du Vatican (Etat de la)	Portugal
Colombie (République de)	Provinces espagnoles d'Afrique
Congo (République Démocratique du)	Provinces portugaises d'Outre - Mer
Congo (République du) (Brazzaville)	République Arabe Syrienne
Corée (République de)	République Arabe Unie
Costa Rica	République Fédérale d'Allemagne
Côte d'Ivoire (République de)	République Socialiste Soviétique de l'Ukraine
Cuba	République Somalie
Dahomey (République du)	Rhodésie
Danemark	Roumanie (République Socialiste de)
Dominicaine (République)	Royaume Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande du Nord
El Salvador (République de)	Rwandaise (République)
Ensemble des Territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications d'Outre - Mer	Sénégal (République du)
Équateur	Sierra Leone
Espagne	Singapour
Etats-Unis d'Amérique	Soudan (République du)
Ethiopie	Sud-africaine (République) et Territoire de l'Afrique du Sud-Ouest
Finlande	Suède
France	Suisse (Confédération)
Gabonaise (République)	Tanzanie (République Unie de)
Ghana	Tchad (République du)
Grèce	Tchécoslovaque (République Socialiste)
Guatemala	Territoires des Etats-Unis d'Amérique
Guinée (République de)	Territoires d'Outre-Mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume Uni de la Grand Bretagne et de l'Irlande du Nord
Haiti (République d')	Thaïlande
Haute-Volta (République de)	Togolaise (République)
Honduras (République de)	Trinité et Tobago
Hongroise (République Populaire)	Tunisie
Inde (République de l')	Turquie
Indonésie (République d')	Union des Républiques Socialistes Soviétiques
Iran	Uruguay (République Orientale de l')
Iraq (République d')	Venezuela (République de)
Irlande	Viet-Nam (République du)
Islande	Yémen
Israël (Etat d')	Yougoslavie (République Socialiste Fédérative de)
Italie	Zambie (République de)
Jamaïque	
Japon	
Jordanie (Royaume Hachémite de)	
Kenya	
Koweit (Etat de)	
Laos (Royaume du)	
Liban	
Libéria (République du)	
Libye (Royaume de)	
Liechtenstein (Principauté de)	
Luxembourg	
Malaisie	
Malawi	
Malgache République)	
Mali (République du)	
Malte	
Maroc (Royaume du)	
Mauritanie (République Islamique de)	
Mexique	
Monaco	
Mongolie (République Populaire de)	
Népal	
Nicaragua	
Niger (République du)	
Nigeria (République Fédérale de)	
Norvège	
Nouvelle-Zélande	

ANNEXE 2

(voir article 52)

Définition de certains termes employés dans la Convention internationale des télécommunications et ses annexes

- 401 **Administration:** Tout service ou département gouvernemental responsable des mesures à prendre pour exécuter les obligations de la Convention internationale des télécommunications et des Règlements y annexés.
- 402 **Exploitation privée:** Tout particulier ou société, autre qu'une institution ou agence gouvernementale, qui exploite une installation de télécommunications destinée à assurer un service de télécommunications international ou qui est susceptible de produire des brouillages nuisibles à un tel service.
- 403 **Exploitation privée reconnue:** Toute exploitation privée répondant à la définition ci-dessus, qui exploite un service de correspondance publique ou de radiodiffusion et à laquelle les obligations prévues à l'article 22 sont imposées par le Membre ou le Membre associé sur le territoire duquel

- est installé siège social de cette exploitation ou par le Membre ou Membre associé qui a autorisé cette exploitation à établir et à exploiter un service de télécommunications sur son territoire.
- 404 **Délégué:** Personne envoyée par le gouvernement d'un Membre ou d'un Membre associé de l'Union à une Conférence de plénipotentiaires, ou personne représentant le gouvernement ou l'administration d'un Membre ou d'un Membre associé de l'Union à une conférence administrative ou à une réunion d'un Comité consultatif international.
- 405 **Représentant:** Personne envoyée par une exploitation privée reconnue à une conférence administrative ou à une réunion d'un Comité consultatif international.
- 406 **Expert:** Personne envoyée par un établissement national scientifique ou industriel autorisé par le gouvernement ou l'administration de son pays à assister aux réunions des commissions d'études d'un Comité consultatif international.
- 407 **Observateur:** Personne envoyée par:
 - les Nations Unies en exécution des dispositions de l'article 29 de la Convention;
 - l'une des organisations internationales invitées ou admises conformément aux dispositions du Règlement général à participer aux travaux d'une conférence
 - le gouvernement d'un Membre ou Membre associé de l'Union participant sans droit de vote à une conférence administrative régionale tenue conformément aux dispositions de l'article 7 de la Convention.
- 408 **Délégation:** Ensemble des délégués et, éventuellement, des représentants, conseillers, attachés ou interprètes envoyés par un même pays.
- Chaque Membre et Membre associé est libre de composer sa délégation à sa convenance. En particulier, il peut y inclure en qualité de délégués, de conseillers ou d'attachés, des personnes appartenant à des exploitations privées reconnues par lui ou des personnes appartenant à d'autres entreprises privées qui s'intéressent aux télécommunications.
- 409 **Télécommunication:** Toute transmission, émission ou réception de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de renseignements de toute nature, par fil, radioélectricité, optique ou autres systèmes électromagnétiques.
- 410 **Télégraphie:** Système de télécommunications qui intervient dans toute opération assurant la transmission et la reproduction à distance du contenu de tout document, tel qu'un écrit, un imprimé ou une image fixe, ou bien la reproduction à distance de tous genres d'information sous cette forme. Aux fins du Règlement des radiocommunications, le terme «télégraphie» signifie, sauf avis contraire, «un système de télécommunications assurant la transmission des écrits par l'utilisation d'un code de signaux».
- 411 **Téléphonie:** Système de télécommunications établi en vue de la transmission de la parole, ou, dans certains cas, d'autres sons.
- 412 **Radiocommunication:** Télécommunication réalisée à l'aide des ondes radioélectriques.
- 413 **Radio:** Préfixe s'appliquant à l'emploi des ondes radioélectriques.
- 414 **Brouillage nuisible:** Toute émission, tout rayonnement ou toute induction qui compromet le fonctionnement d'un service de radionavigation ou d'autres services de sécurité (1) ou qui cause une grave détérioration de la qualité d'un service de radiocommunications fonctionnant conformément au Règlement des radiocommunications, le gène ou l'interrompt de façon répétée.
- 415 **Service international:** Service de télécommunications entre bureaux ou stations de télécommunications de toute nature, situés dans des pays différents ou appartenant à des pays différents.
- 416 **Service mobile:** Service de radiocommunications entre stations mobiles et stations terrestres, ou entre stations mobiles.
- 417 **Service de radiodiffusion:** Service de radiocommunications dont les émissions sont destinées à être reçues directement par le public en général. Ce service peut comprendre des émissions sonores, des émissions de télévision, ou d'autres genres d'émissions.
- 418 **Correspondance publique:** Toute télécommunication que les bureaux et stations, par le fait de leur mise à la disposition du public, doivent accepter aux fins de transmission.
- 419 **Télégramme:** Ecrit destiné à être transmis par télégraphie en vue de sa remise au destinataire. Ce terme comprend aussi le radiotélégramme, sauf spécification contraire.
- 420 **Télégrammes, appels et conversations téléphoniques d'Etat:** Télégrammes et appels et conversations téléphoniques émanant de l'une des autorités ci-après:
 - chef d'un Etat;
 - chef d'un gouvernement et membres d'un gouvernement;
 - chef d'un territoire ou chef d'un territoire compris dans un groupe de territoires Membre ou Membre associé;
 - chef d'un territoire sous tutelle ou sous mandat, soit des Nations Unies, soit d'un Membre ou Membre associé;
 - commandants en chef des forces militaires, terrestres, navales ou aériennes;
 - agents diplomatiques ou consulaires;
 - Secrétaire général des Nations Unies; chef des organes principaux des Nations Unies;
 - Cour internationale de justice de La Haye.
- 421 **Les réponses aux télégrammes d'Etat** définis ci-dessus sont également considérées comme des télégrammes d'Etat.
- 422 **Télégrammes de service:** Télégrammes échangés entre
 - a) les administrations;
 - b) les exploitations privées reconnues;
 - c) les administrations et les exploitations privées reconnues;
 - d) les administrations et les exploitations privées reconnues d'une part, et le secrétaire général de l'Union d'autre part, et relatifs aux télécommunications publiques internationales.
- 423 **Télégrammes privés:** Télégrammes autres que les télégrammes de service ou d'Etat.

ANNEXE 3

(voir article 28)

Arbitrage

- 501 1. La partie qui fait appel entame la procédure en transmettant à l'autre partie une notification de demande d'arbitrage.
- 502 2. Les parties décident d'un commun accord si l'arbitrage doit être confié à des personnes, à des administrations ou à des gouvernements. Au cas où, dans le délai d'un mois à compter du jour

(1) On considère comme service de sécurité tout service radioélectrique exploité de façon permanente ou temporaire pour assurer la sécurité de la vie humaine et la sauvegarde des biens.

- de la notification de la demande d'arbitrage, les parties n'ont pas pu tomber d'accord sur ce point, l'arbitrage est confié à des gouvernements.
- 503 3. Si l'arbitrage est confié à des personnes, les arbitres ne doivent ni être des ressortissants d'un pays partie dans le différend, ni avoir leur domicile dans un de ces pays, ni être à leur service.
- 504 4. Si l'arbitrage est confié à des gouvernements ou à des administrations de ces gouvernements, ceux-ci doivent être choisis parmi les Membres ou Membres associés qui ne sont pas impliqués dans le différend, mais qui sont parties à l'accord dont l'application a provoqué le différend.
- 505 5. Dans le délai de trois mois à compter de la date de réception de la notification de la demande d'arbitrage, chacune des deux parties en cause désigne un arbitre.
- 506 6. Si plus de deux parties sont impliquées dans le différend, chacun des deux groupes de parties ayant des intérêts communs dans le différend désigne un arbitre conformément à la procédure prévue aux numéros 504 et 505.
- 507 7. Les deux arbitres ainsi désignés s'entendent pour nommer un troisième arbitre qui, si les deux premiers sont des personnes et non des gouvernements ou des administrations, doit répondre aux conditions fixées au numéro 503 et qui, de plus, doit être d'une nationalité différente de celles des deux autres. A défaut d'accord entre les deux arbitres sur le choix du troisième arbitre, chaque arbitre propose un troisième arbitre n'ayant aucun intérêt dans le différend. Le secrétaire général procède alors à un tirage au sort pour désigner le troisième arbitre.
- 508 8. Les parties en désaccord peuvent s'entendre pour faire régler leur différend par un arbitre unique désigné d'un commun accord; elles peuvent aussi désigner chacune un arbitre et demander au secrétaire général de procéder à un tirage au sort pour désigner l'arbitre unique.
- 509 9. Le ou les arbitres décident librement de la procédure à suivre.
- 510 10. La décision de l'arbitre unique est définitive et lie les parties au différend. Si l'arbitrage est confié à plusieurs arbitres, la décision intervenue à la majorité des votes des arbitres est définitive et lie les parties.
- 511 11. Chaque partie supporte les dépenses qu'elle a encourues à l'occasion de l'instruction et de l'introduction de l'arbitrage. Les frais d'arbitrage, autres que ceux exposés par les parties elles-mêmes, sont répartis d'une manière égale entre les parties en litige.
- 512 12. L'Union fournit tous les renseignements se rapportant au différend dont le ou les arbitres peuvent avoir besoin.

ANNEXE 4

Règlement général annexé à la Convention internationale des télécommunications

1re PARTIE

Dispositions générales concernant les conférences

CHAPITRE 1

Invitation et admission aux Conférences de plénipotentiaires lorsqu'il y a un gouvernement invitant

601 1. Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration, fixe la date définitive et le lieu exact de la conférence.

602 2. (1) Un an avant cette date, le gouvernement invitant envoie une invitation au gouvernement de

chaque pays Membre de l'Union et à chaque Membre associé de l'Union.

- 603 (2) Ces invitations peuvent être adressées soit directement, soit par l'entremise du secrétaire général, soit par l'intermédiaire d'un autre gouvernement.
- 604 3. Le secrétaire général adresse une invitation aux Nations Unies conformément aux dispositions de l'article 29 de la Convention.
- 605 4. Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration ou sur proposition de ce dernier, peut inviter les institutions spécialisées des Nations Unies ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique à envoyer des observateurs pour participer à la conférence avec voix consultative sur la base de la réciprocité.
- 606 5. Les réponses des Membres et Membres associés doivent parvenir au gouvernement invitant au plus tard un mois avant l'ouverture de la conférence; elles doivent, autant que possible, donner toutes indications sur la composition de la délégation.
- 607 6. Tout organisme permanent de l'Union a le droit d'être représenté à la conférence à titre consultatif lorsque celle-ci traite des affaires qui relèvent de sa compétence. En cas de besoin, la conférence peut inviter un organisme qui n'aurait pas jugé utile de s'y faire représenter.
- 608 7. Sont admis aux Conférences de plénipotentiaires :
- a) les délégations, telles qu'elles sont définies au numéro 408 de l'Annexe 2 à la Convention;
- b) les observateurs des Nations Unies;
- c) les observateurs des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, conformément au numéro 605.

CHAPITRE 2

Invitation et admission aux conférences administratives lorsqu'il y a un gouvernement invitant

- 611 1. (1) Les dispositions des numéros 601 à 606 sont applicables aux conférences administratives.
- 612 (2) Toutefois, le délai prévu pour l'envoi des invitations peut être réduit à six mois si nécessaire.
- 613 (3) Les Membres et les Membres associés de l'Union peuvent faire part de l'invitation qui leur a été adressée aux exploitations privées reconnues par eux.
- 614 2. (1) Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration ou sur proposition de ce dernier, peut adresser une notification aux organisations internationales qui ont intérêt à envoyer des observateurs pour participer à la conférence avec voix consultative.
- 615 (2) Les organisations internationales intéressées adressent au gouvernement invitant une demande d'admission dans un délai de deux mois à partir de la date de la notification.
- 616 (3) Le gouvernement invitant rassemble les demandes et la décision d'admission est prise par la conférence elle-même.
- 617 3. Sont admis aux conférences administratives :
- a) les délégations, telles qu'elles sont définies au numéro 408 de l'Annexe 2 à la Convention;
- b) les observateurs des Nations Unies;
- c) les observateurs des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, conformément au numéro 605;
- d) les observateurs des organisations internationales agréées conformément aux dispositions des numéros 614 à 616;

- 621 e) les représentants des exploitations privées reconnues, dûment autorisées par le pays Membre dont elles dépendent ;
- 622 f) les organismes permanents de l'Union, dans les conditions spécifiées au numéro 607.

CHAPITRE 3

Dispositions particulières aux conférences qui se réunissent sans gouvernement invitant

- 623 Lorsqu' une conférence doit être réunie sans gouvernement invitant, les dispositions des chapitres 1 et 2 sont applicables. Le secrétaire général, après entente avec le Gouvernement de la Confédération Suisse, prend les dispositions nécessaires pour convoquer et organiser la conférence au siège de l' Union.

CHAPITRE 4

Délais et modalités de présentation des propositions aux conférences

- 624 1. Immédiatement après l'envoi des invitations, le secrétaire général prie les Membres et Membres associés de lui faire parvenir dans un délai de quatre mois leurs propositions relatives aux travaux de la conférence.

- 625 2. Toute proposition dont l'adoption entraîne la révision du texte de la Convention ou des Règlements doit contenir des références aux numéros des parties du texte qui requièrent cette révision. Les motifs de la proposition doivent être indiqués dans chaque cas aussi brièvement que possible.

- 626 3. Le secrétaire général communique les propositions à tous les Membres et Membres associés au fur et à mesure de leur réception.

- 627 4. Le secrétaire général réunit et coordonne les propositions reçues des administrations et des assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux et les fait parvenir aux Membres et Membres associés trois mois au moins avant la date d'ouverture de la conférence. Ni le Secrétariat général ni les secrétariats spécialisés ne sont habilités à présenter des propositions.

CHAPITRE 5

Pouvoirs des délégations aux conférences

- 628 1. La délégation envoyée à une conférence par un Membre ou Membre associé de l'Union doit être dûment accréditée conformément aux dispositions des numéros 629 à 636.

- 629 2. (1) Les délégations aux Conférences de plénipotentiaires sont accréditées par des actes signés par le chef de l'Etat, ou par le chef du gouvernement, ou par le ministre des Affaires étrangères.

- 630 (2) Les délégations aux conférences administratives sont accréditées par des actes signés par le chef de l'Etat, ou par le chef du gouvernement, ou par le ministre des Affaires étrangères, ou par le ministre compétent pour les questions traitées au cours de la conférence.

- 631 (3) Sous réserve de confirmation émanant de l'une des autorités citées au numéro 629 ou 630 et reçue avant la signature des Actes finals, une délégation peut être provisoirement accréditée par le chef de la mission diplomatique de son pays auprès du gouvernement du pays où se tient la conférence ou, si ce dernier est celui du siège de l'Union, par le chef de la délégation permanente de son pays auprès de l'Office européen des Nations Unies.

- 632 (4) Une délégation représentant un territoire sous tutelle au nom duquel les Nations Unies ont

adhéré à la Convention conformément à l'article 21, doit être accréditée par un acte signé du Secrétaire général des Nations Unies.

- 633 3. Les pouvoirs sont acceptés s'ils sont signés par l'une des autorités énumérées aux numéros 629 à 632 et s'ils répondent à l'un des critères suivants :

634 — conférer les pleins pouvoirs à la délégation.

635 — autoriser la délégation à représenter son gouvernement sans aucune restriction,

636 — donner à la délégation ou à certains de ses membres le droit de signer les Actes finals.

- 637 4. (1) Une délégation dont les pouvoirs sont reconnus en règle par la séance plénière est habilitée à exercer le droit de vote du pays Membre intéressé et à signer les Actes finals.

- 638 (2) Une délégation dont les pouvoirs ne sont pas reconnus en règle par la séance plénière n'est pas habilitée à exercer le droit de vote ni à signer les Actes finals tant qu'il n'a pas été remédié à cet état de choses.

- 639 5. Les pouvoirs doivent être déposés au secrétariat de la conférence dès que possible. Une commission spéciale est chargée de les vérifier; elle présente à la séance plénière un rapport sur ses conclusions dans le délai fixé par celle-ci. En attendant la décision de la séance plénière à ce sujet, la délégation d'un Membre de l'Union est habilitée à participer aux travaux et à exercer le droit de vote du Membre intéressé.

- 640 6. En règle générale, les Membres de l'Union doivent s'efforcer d'envoyer aux conférences de l'Union leurs propres délégations. Toutefois, si pour des raisons exceptionnelles un Membre ne peut pas envoyer sa propre délégation, il peut donner à la délégation d'un autre Membre le pouvoir de voter et de signer en son nom. Ce transfert de pouvoir doit faire l'objet d'un acte signé par l'une des autorités citées au numéro 629 ou 630 selon le cas.

- 641 7. Une délégation ayant le droit de vote peut donner mandat à une autre délégation ayant le droit de vote d'exercer ce droit au cours d'une ou de plusieurs séances auxquelles il ne lui est pas possible d'assister. En pareil cas, elle doit en informer le président de la conférence en temps utile et par écrit.

- 642 8. Une délégation ne peut exercer plus d'un vote par procuration en l'un des cas prévus aux numéros 640 et 641.

- 643 9. Les pouvoirs et procurations adressés par télégramme ne sont pas acceptables. En revanche, sont acceptés les télégrammes répondant à une demande d'information du président ou du secrétariat de la conférence, relativement à une question de pouvoirs.

CHAPITRE 6

Procédure pour la convocation de conférences administratives mondiales à la demande de Membres et Membres associés de l'Union ou sur proposition du Conseil d'administration

- 644 1. Les Membres et Membres associés de l'Union qui désirent qu'une conférence administrative mondiale soit convoquée en informent le secrétaire général en indiquant l'ordre du jour, le lieu et la date proposés pour la conférence.

- 645 2. Le secrétaire général, au reçu de requêtes concordantes provenant d'au moins un quart des Membres et Membres associés de l'Union,

transmet la communication par télégramme à tous les Membres et Membres associés en priant les Membres de lui indiquer, dans un délai de six semaines, s'ils acceptent ou non la proposition formulée.

646 3. Si la majorité des Membres, déterminée selon les dispositions du numéro 76, se prononce en faveur de l'ensemble de la proposition, c'est-à-dire accepte à la fois l'ordre du jour, la date et le lieu de réunion proposés, le secrétaire général en informe tous les Membres et Membres associés de l'Union par télégramme-circulaire.

647 4. (1) Si la proposition acceptée tend à réunir la conférence ailleurs qu'au siège de l'Union, le secrétaire général demande au gouvernement du pays intéressé s'il accepte de devenir gouvernement invitant.

648 (2) Dans l'affirmative, le secrétaire général, en accord avec ce gouvernement, prend les dispositions nécessaires pour la réunion de la conférence.

649 (3) Dans la négative, le secrétaire général invite les Membres et Membres associés qui ont demandé la convocation de la conférence à formuler de nouvelles propositions quant au lieu de la réunion.

650 5. Lorsque la proposition acceptée tend à réunir la conférence au siège de l'Union, les dispositions du chapitre 3 sont applicables.

651 6. (1) Si l'ensemble de la proposition (ordre du jour, lieu et date) n'est pas accepté par la majorité des Membres, déterminée selon les dispositions du numéro 76, le secrétaire général communique les réponses reçues aux Membres et Membres associés de l'Union, en invitant les Membres à se prononcer de façon définitive, dans un délai de six semaines, sur le ou les points controversés.

652 (2) Ces points sont considérés comme adoptés lorsqu'ils ont été approuvés par la majorité des Membres, déterminée selon les dispositions du numéro 76.

653 7. La procédure indiquée ci-dessus est également applicable lorsque la proposition de convocation d'une conférence administrative mondiale est présentée par le Conseil d'administration.

CHAPITRE 7

Procédure pour la convocation de conférences administratives régionales à la demande de Membres et Membres associés de l'Union ou sur proposition du Conseil d'administration

654 Dans le cas des conférences administratives régionales, la procédure décrite au chapitre 6 s'applique aux seuls Membres et Membres associés de la région intéressée. Si la convocation doit se faire sur l'initiative des Membres et Membres associés de la région, il suffit que le secrétaire général reçoive des demandes concordantes émanant du quart des Membres et Membres associés de cette région.

CHAPITRE 8

Dispositions communes à toutes les conférences Changement de la date ou du lieu d'une conférence

655 1. Les dispositions des chapitres 6 et 7 s'appliquent par analogie lorsqu'il s'agit, à la demande de Membres et Membres associés de l'Union ou sur proposition du Conseil d'administration, de changer la date et le lieu d'une conférence, ou l'un

des deux seulement. Toutefois, de tels changements ne peuvent être opérés que si la majorité des Membres intéressés, déterminée selon les dispositions du numéro 76, s'est prononcée en leur faveur.

656 2. Tout Membre ou Membre associé qui propose de changer la date ou le lieu d'une conférence est tenu d'obtenir l'appui du nombre requis d'autres Membres et Membres associés.

657 3. Le cas échéant, le secrétaire général fait connaître dans la communication prévue au numéro 645, les conséquences financières probables qui résultent du changement de lieu ou du changement de date, par exemple lorsque des dépenses ont été engagées pour préparer la réunion de la conférence au lieu prévu initialement.

CHAPITRE 9

Règlement intérieur des conférences

ARTICLE 1

Ordre des places

658 Aux séances de la conférence, les délégations sont rangées dans l'ordre alphabétique des noms en français des pays représentés

ARTICLE 2

Inauguration de la conférence

659 1. (1) La séance inaugurale de la conférence est précédée d'une réunion des chefs de délégation au cours de laquelle est préparé l'ordre du jour de la première séance plénière.

660 (2) Le président de la réunion des chefs de délégation est désigné conformément aux dispositions des numéros 661 et 662.

661 2. (1) La conférence est inaugurée par une personnalité désignée par le gouvernement invitant.

662 (2) S'il n'y a pas de gouvernement invitant, elle est inaugurée par le chef de délégation le plus âgé.

663 3. (1) A la première séance plénière, il est procédé à l'élection du président qui, généralement, est une personnalité désignée par le gouvernement invitant.

664 (2) S'il n'y a pas de gouvernement invitant, le président est choisi compte tenu de la proposition faite par les chefs de délégation au cours de la réunion visée au numéro 659.

665 4. La première séance plénière procède également :

a) à l'élection des vice-présidents de la conférence ;

b) à la constitution des commissions de la conférence et à l'élection des présidents et vice-présidents respectifs ;

666 667 c) à la constitution du secrétariat de la conférence, lequel est composé de personnel du Secrétariat général de l'Union et, le cas échéant, de personnel fourni par l'administration du gouvernement invitant.

ARTICLE 3

Prérogatives du président de la conférence

668 1. En plus de l'exercice de toutes les autres prérogatives qui lui sont conférées dans le présent règlement, le président prononce l'ouverture et la clôture de chaque séance plénière, dirige les débats, veille à l'application du règlement intérieur, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions adoptées.

669 2. Il a la direction générale des travaux de la conférence et veille au maintien de l'ordre au cours des séances plénières. Il statue sur les motions et points d'ordre et a, en particulier, le pouvoir de proposer l'ajournement ou la clôture du débat, la levée ou la suspension d'une séance. Il peut aussi décider d'ajourner la convocation d'une séance plénière, s'il le juge nécessaire.

670 3. Il protège le droit de toutes les délégations d'exprimer librement et pleinement leur avis sur le sujet en discussion.

671 4. Il veille à ce que les débats soient limités au sujet en discussion et il peut interrompre tout orateur qui s'écarte de la question traitée, pour lui rappeler la nécessité de s'en tenir à cette question.

ARTICLE 4

Institution des commissions

672 1. La séance plénière peut instituer des commissions pour examiner les questions soumises aux délibérations de la conférence. Ces commissions peuvent instituer des sous-commissions. Les commissions et sous-commissions peuvent également constituer des groupes de travail.

673 2. Il n'est institué de sous-commissions et groupes de travail que si cela est absolument nécessaire.

ARTICLE 5

Commission de contrôle budgétaire

674 1. A l'ouverture de chaque conférence ou réunion, la séance plénière nomme une commission de contrôle budgétaire chargée d'apprécier l'organisation et les moyens d'action mis à la disposition des délégués, d'examiner et d'approuver les comptes des dépenses encourues pendant toute la durée de la conférence ou réunion. Cette commission comprend, indépendamment des membres des délégations qui désirent y participer, un représentant du secrétariat général et, s'il y a un gouvernement invitant, un représentant de celui-ci.

675 2. Avant l'épuisement du budget approuvé par le Conseil d'administration pour la conférence ou réunion, la commission de contrôle budgétaire, en collaboration avec le secrétariat de la conférence ou réunion, présente à la séance plénière un état provisoire des dépenses. La séance plénière en tient compte, afin de décider si les progrès réalisés justifient une prolongation au-delà de la date à laquelle le budget approuvé sera épuisé.

676 3. A la fin de chaque conférence ou réunion, la commission de contrôle budgétaire présente à la séance plénière un rapport indiquant, aussi exactement que possible, le montant estimé des dépenses de la conférence ou réunion.

677 4. Après avoir examiné et approuvé ce rapport, la séance plénière le transmet au secrétaire général, avec ses observations, afin qu'il en saisisse le Conseil d'administration lors de sa prochaine session annuelle.

ARTICLE 6

Composition des commissions

678 1. Conférences de plénipotentiaires

Les commissions sont composées des délégués des pays Membres et Membres associés et des observateurs prévus aux numéros 609 et 610, qui en ont fait la demande ou qui ont été désignés par la séance plénière.

679 2. Conférences administratives.

Les commissions sont composées des délégués des pays Membres et Membres associés, des observateurs et des représentants prévus aux numéros 618 à 621, qui en ont fait la demande ou qui ont été désignés par la séance plénière.

ARTICLE 7

Présidents et vice-présidents des sous-commissions

680 Le président de chaque commission propose à celle-ci le choix des présidents et vice-présidents des sous-commissions qu'elle institue.

ARTICLE 8

Convocation aux séances

681 Les séances plénières et celles des commissions, sous-commissions et groupes de travail sont annoncées suffisamment à l'avance au lieu et réunion de la conférence.

ARTICLE 9

Propositions présentées avant l'ouverture de la conférence

682 Les propositions présentées avant l'ouverture de la conférence sont réparties par la séance plénière entre les commissions compétentes instituées conformément aux dispositions de l'article 4 du présent chapitre. Toutefois, la séance plénière peut traiter directement n'importe quelle proposition.

ARTICLE 10

Propositions ou amendements présentés au cours de la conférence

683 1. Les propositions ou amendements présentés après l'ouverture de la conférence sont remis, selon le cas, au président de la conférence ou au président de la commission compétente ou bien au secrétariat de la conférence aux fins de publication et de distribution comme document de conférence.

684 2. Aucune proposition ou amendement écrit ne peut être présenté s'il n'est signé par le chef de la délégation intéressée ou par son suppléant.

685 3. Le président d'une conférence ou d'une commission peut présenter en tout temps des propositions susceptibles d'accélérer le cours des débats.

686 4. Toute proposition ou amendement doit contenir en termes concrets et précis le texte à examiner.

687 5. (1) Le président de la conférence ou le président de la commission compétente décide dans chaque cas si une proposition ou un amendement présenté en cours de séance peut faire l'objet d'une communication verbale ou s'il doit être remis par écrit aux fins de publication et de distribution dans les conditions prévues au numéro 683.

688 (2) En général, le texte de toute proposition importante qui doit faire l'objet d'un vote doit être distribué dans les langues de travail de la conférence suffisamment tôt pour permettre son étude avant la discussion.

689 (3) En outre, le président de la conférence, qui reçoit les propositions ou amendements visés au numéro 683, les aiguille, selon le cas, vers les commissions compétentes ou la séance plénière.

690 6. Toute personne autorisée peut lire ou demander que soient lus en séance plénière toute

proposition ou amendement présentés par elle au cours de la conférence et peut en exposer les motifs.

ARTICLE 11

Conditions requises pour l'examen et le vote d'une proposition ou d'un amendement

691 1. Aucune proposition ou amendement présenté ayant l'ouverture de la conférence, ou par une délégation durant la conférence, ne peut être mis en discussion si, au moment de son examen, il n'est pas appuyé par au moins une autre délégation.

692 2. Toute proposition ou amendement dûment appuyé doit être, après discussion, mis aux voix.

ARTICLE 12

Propositions ou amendements omis ou différés

693 Quand une proposition ou un amendement a été omis ou lorsque son examen a été différé, il appartient à la délégation sous les auspices de laquelle il a été présenté de veiller à ce que cette proposition ou cet amendement ne soit pas perdu de vue par la suite.

ARTICLE 13

Conduite des débats en séance plénière

1. Quorum

Pour qu'un vote soit valablement pris au cours d'une séance plénière, plus de la moitié des délégations accréditées à la conférence et ayant droit de vote doivent être présentes ou représentées à la séance.

695 2. Ordre de discussion

(1) Les personnes qui désirent prendre la parole ne peuvent le faire qu'après avoir obtenu le consentement du président. En règle générale, elles commencent par indiquer à quel titre elles parlent.

696 (2) Toute personne qui a la parole doit s'exprimer lentement et distinctement, en séparant bien les mots et en marquant les temps d'arrêt nécessaires pour permettre à tous de bien comprendre sa pensée.

697 3. Motions d'ordre et points d'ordre

(1) Au cours des débats, une délégation peut, au moment qu'elle juge opportun, présenter toute motion d'ordre ou soulever tout point d'ordre, lesquels donnent immédiatement lieu à une décision prise par le président conformément au présent règlement. Toute délégation peut en appeler de la décision du président, mais celle-ci reste valable en son intégrité si la majorité des délégations présentes et votant ne s'y oppose pas.

698 (2) La délégation qui présente une motion d'ordre ne peut pas, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion.

699 4. Ordre de priorité des motions et points d'ordre

L'ordre de priorité à assigner aux motions et points d'ordre dont il est question aux numéros 697 et 698 est le suivant :

a) tout point d'ordre relatif à l'application du présent règlement;

b) suspension de la séance;

c) levée de la séance;

700 d) ajournement du débat sur la question en discussion;

701 e) clôture du débat sur la question en discussion;

702 f) toutes autres motions ou points d'ordre qui pourraient être présentés et dont la priorité relative est fixée par le président.

703 5. Motion de suspension ou de levée de la séance

Pendant la discussion d'une question, une délégation peut proposer de suspendre ou de lever la séance, en indiquant les motifs de sa proposition. Si cette proposition est appuyée, la parole est donnée à deux orateurs s'exprimant contre la clôture et uniquement sur ce sujet, après quoi la motion est mise aux voix.

704 6. Motion d'ajournement du débat

Pendant la discussion de toute question, une délégation peut proposer l'ajournement du débat pour une période déterminée. Au cas où une telle motion fait l'objet d'une discussion, seuls trois orateurs, en plus de l'auteur de la motion, peuvent y prendre part, un en faveur de la motion et deux contre.

705 7. Motion de clôture du débat

À tout moment, une délégation peut proposer que le débat sur la question en discussion soit clos. En ce cas, la parole n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à la clôture, après quoi la motion est mise aux voix.

706 8. Limitation des interventions

(1) La séance plénière peut éventuellement limiter la durée et le nombre des interventions d'une même délégation sur un sujet déterminé.

707 (2) Toutefois, sur les questions de procédure, le président limite la durée de chaque intervention à cinq minutes au maximum.

708 (3) Quant un orateur dépasse le temps de parole qui lui a été accordé, le président en avise l'Assemblée et prie l'orateur de vouloir bien conclure son exposé à bref délai.

709 9. Clôture de la liste des orateurs

(1) Au cours d'un débat, le président peut donner lecture de la liste des orateurs inscrits ; il y ajoute le nom des délégations qui manifestent le désir de prendre la parole et, avec l'assentiment de l'Assemblée, peut déclarer la liste close. Cependant, s'il le juge opportun, le président peut accorder, à titre exceptionnel, le droit de répondre à toute intervention antérieure, même après la clôture de la liste.

710 (2) Lorsque la liste des orateurs est épuisée, le président prononce la clôture du débat.

711 10. Question de compétence

Les questions de compétence qui peuvent se présenter doivent être réglées avant qu'il soit voté sur le fond de la question en discussion.

712 11. Retrait et nouvelle présentation d'une motion

L'auteur d'une motion peut la retirer avant qu'elle soit mise aux voix. Toute motion, amendée ou non, qui serait ainsi retirée, peut être présentée à nouveau ou reprise, soit par la délégation auteur de l'amendement, soit par toute autre délégation.

ARTICLE 14

Droit de vote

713 1. A toutes les séances de la conférence, la délégation d'un Membre de l'Union, dûment accréditée par ce dernier pour participer à la conférence, a droit à une voix, conformément à l'article 2 de la Convention.

714 2. La délégation d'un Membre de l'Union exerce son droit de vote dans les conditions précisées au chapitre 5 du Règlement général.

ARTICLE 15

Vote

717 1. Définition de la majorité

(1) La majorité est constituée par plus de la moitié des délégations présentes et votant.

718 (2) Les abstentions ne sont pas prises en considération dans le décompte des voix nécessaires pour constituer la majorité.

719 (3) En cas d'égalité des voix, la proposition ou l'amendement est considéré comme rejeté.

720 (4) Aux fins du présent règlement, est considérée comme «délégation présente et votant» toute délégation qui se prononce pour ou contre une proposition.

721 2. Non-participation au vote

Les délégations présentes qui ne participent pas à un vote déterminé ou qui déclarent expressément ne pas vouloir y participer, ne sont pas considérées comme absentes du point de vue de la détermination du quorum au sens du numéro 694, ni comme s'étant abstenues du point de vue de l'application des dispositions du numéro 723.

722 3. Majorité spéciale

En ce qui concerne l'admission des Membres de l'Union, la majorité requise est fixée à l'article 1 de la Convention.

723 4. Plus de cinquante pour cent d'abstentions

Lorsque le nombre des abstentions dépasse la moitié du nombre des suffrages exprimés (pour contre, abstentions), l'examen de la question en discussion est renvoyé à une séance ultérieure au cours de laquelle les abstentions n'entreront plus en ligne de compte.

724 5. Procédures de vote

(1) Sauf dans le cas prévu au numéro 727, les procédures de vote sont les suivantes :

a) à main levée, en règle générale ;

725 b) par appel nominal, si une majorité ne se dégage pas clairement d'un vote selon la procédure précédente ou si au moins deux délégations le demandent.

726 (2) Il est procédé au vote par appel nominal dans l'ordre alphabétique des noms en français des Membres représentés.

727 6. Vote au scrutin secret

Il est procédé à un vote secret lorsque cinq au moins des délégations présentes et ayant qualité pour voter le demandent. Dans ce cas, le secrétariat prend immédiatement les mesures nécessaires pour assurer le secret du scrutin.

728 7. Interdiction d'interrompre le vote

Quand le scrutin est commencé, aucune délégation ne peut l'interrompre, sauf s'il s'agit d'un point d'ordre relatif à la manière dont s'effectue le scrutin.

729 8. Explications de vote

Le président donne la parole aux délégations qui désirent expliquer leur vote postérieurement au vote lui-même.

730 9. Vote d'une proposition par parties

(1) Lorsque l'auteur d'une proposition le demande, ou lorsque l'assemblée le juge opportun, ou lorsque le président, avec l'approbation de l'auteur, le propose, cette proposition est subdivisée et ses différentes parties sont mises aux voix séparément. Les parties de la proposition qui ont été adoptées sont ensuite mises aux voix comme un tout.

731 (2) Si toutes les parties d'une proposition sont rejetées, la proposition elle-même est considérée comme rejetée.

732 10. Ordre de vote des propositions relatives à une même question

(1) Si la même question fait l'objet de plusieurs propositions, celles-ci sont mises aux voix dans l'ordre où elles ont été présentées, à moins que l'assemblée n'en décide autrement.

733 (2) Après chaque vote, l'assemblée décide s'il y a lieu ou non de mettre aux voix la proposition suivante.

734 11. Amendements.

(1) Est considérée comme amendement toute proposition de modification qui comporte uniquement une suppression, une adjonction à une partie de la proposition originale ou la révision d'une partie de cette proposition.

735 (2) Tout amendement à une proposition qui est accepté par la délégation qui présente cette proposition est aussitôt incorporé au texte primitif de la proposition.

736 (3) Aucune proposition de modification n'est considérée comme un amendement si l'assemblée est d'avis qu'elle est incompatible avec la proposition initiale

737 12. Vote sur les amendements

(1) Si une proposition est l'objet d'un amendement, c'est cet amendement qui est mis aux voix en premier lieu

738 (2) Si une proposition est l'objet de plusieurs amendements, est mis aux voix en premier lieu celui des amendements qui s'écarte le plus du texte original ; est ensuite mis aux voix celui des amendements, parmi ceux qui restent, qui s'écarte encore le plus du texte original, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été examinés.

739 (3) Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, la proposition ainsi modifiée est ensuite elle-même mise aux voix.

740 (4) Si aucun amendement n'est adopté, la proposition initiale est mise aux voix.

ARTICLE 16

Commissions et sous-commissions. Conduite des débats et procédure de vote

741 1. Les présidents des commissions et sous-commissions ont des attributions analogues à celles dévolues selon l'article 3 au président de la conférence

742 2. Les dispositions fixées à l'article 13 pour la conduite des débats en séance plénière sont applicables aux débats des commissions ou sous-commissions, sauf en matière de quorum.

743 3. Les dispositions fixées à l'article 15 sont applicables aux votes dans les commissions ou sous-commissions, sauf dans le cas prévu au numéro 722.

ARTICLE 17.

Réserves

744 1. En règle générale, les délégations qui ne peuvent pas faire partager leur point de vue par les autres délégations doivent s'efforcer, dans la mesure du possible, de se rallier à l'opinion de la majorité.

745 2. Toutefois, s'il apparaît à une délégation qu'une décision quelconque est de nature à empêcher son gouvernement de ratifier la Convention ou d'approuver la révision d'un Règlement, cette délégation peut faire des réserves à titre provisoire ou définitif au sujet de cette décision.

ARTICLE 18.

Procès-verbaux des séances plénierées

746 1. Les procès-verbaux des séances plénierées sont établis par le secrétariat de la conférence, qui

- s'efforce d'en assurer la distribution aux délégations le plus tôt possible avant la date à laquelle ces procès-verbaux doivent être examinés.
- 747 2. Lorsque les procès-verbaux ont été distribués, les délégations peuvent déposer par écrit au secrétariat de la conférence, et ceci dans le plus bref délai possible, les corrections qu'elles estiment justifiées, ce qui ne les empêche pas de présenter cralement des modifications à la séance au cours de laquelle les procès-verbaux sont approuvés.
- 748 3. (1) En règle générale, les procès-verbaux ne contiennent que les propositions et les conclusions, avec les arguments sur lesquels elles sont fondées, dans une rédaction aussi concise que possible.
- 749 (2) Néanmoins, toute délégation a le droit de demander l'insertion analytique ou in extenso de toute déclaration formulée par elle au cours des débats. Dans ce cas, elle doit, en règle générale, l'annoncer au début de son intervention, en vue de faciliter la tâche des rapporteurs. Elle doit, en outre, en fournir elle-même le texte au secrétariat de la conférence, dans les deux heures qui suivent la fin de la séance.
- 750 4. Il ne doit, en tout cas, être usé qu'avec discréption de la faculté accordée au numéro 749, en ce qui concerne l'insertion des déclarations.
- ARTICLE 19**
- Comptes rendus et rapports des commissions et souscommissions**
- 751 1. (1) Les débats des commissions et sous-commissions sont résumés séance par séance, dans des comptes rendus, établis par le secrétariat de la conférence, où se trouvent mis en relief les points essentiels des discussions, les diverses opinions qu'il convient de noter, ainsi que les propositions et conclusions qui se dégagent de l'ensemble.
- 752 (2) Néanmoins, toute délégation a également le droit d'user de la faculté prévue au numéro 749.
- 753 (3) Il ne doit être recouru qu'avec discréption à la faculté à laquelle se réfère l'alinéa ci-dessus.
- 754 2. Les commissions et sous-commissions peuvent établir les rapports partiels qu'elles estiment nécessaires et, éventuellement, à la fin de leurs travaux, elles peuvent présenter un rapport final dans lequel elles récapitulent sous une forme concise les propositions et les conclusions qui résultent des études qui leur ont été confiées.
- ARTICLE 20**
- Approbation des procès-verbaux, comptes rendus et rapports**
- 755 1. (1) En règle générale, au commencement de chaque séance plénière ou de chaque séance de commission ou de sous-commission, le président demande si les délégations ont des observations à formuler quant au procès-verbal ou au compte rendu de la séance précédente. Ceux-ci sont considérés comme approuvés si aucune correction n'a été communiquée au secrétariat ou si aucune opposition ne se manifeste verbalement. Dans les cas contraire, les corrections nécessaires sont apportées au procès-verbal ou au compte rendu.
- 756 (2) Tout rapport partiel ou final doit être approuvé par la commission ou la sous-commission intéressée.
- 757 2. (1) Le procès-verbal de la dernière séance plénière est examiné et approuvé par le président de cette séance.
- 758 (2) Le compte rendu de la dernière séance d'une commission ou d'une sous-commission est examiné et approuvé par le président de cette commission ou sous-commission.
- ARTICLE 21**
- Commission de rédaction**
- 759 1. Les textes de la Convention, des Règlements et des autres Actes finals de la conférence, établis autant que possible dans leur forme définitive par les diverses commissions en tenant compte des avis exprimés, sont soumis à la commission de rédaction, laquelle est chargée d'en perfectionner la forme sans en altérer le sens et de les assembler avec les textes antérieurs non amendés.
- 760 2. Ces textes sont soumis par la commission de rédaction à la séance plénière, laquelle les approuve ou les renvoie, aux fins de nouvel examen, à la commission compétente.
- ARTICLE 22**
- Numérotage**
- 761 1. Les numéros des chapitres, articles et paragraphes des textes soumis à révision sont conservés jusqu'à la première lecture en séance plénière. Les textes ajoutés portent provisoirement le numéro du dernier paragraphe précédent du texte primitif, auquel on ajoute «A», «B», etc.
- 762 2. Le numérotage définitif des chapitres, articles et paragraphes est confié à la commission de rédaction, après leur adoption en première lecture.
- ARTICLE 23.**
- Approbation définitive**
- 763 Les textes de la Convention, des Règlements et des autres Actes finals sont considérés comme définitifs lorsqu'ils ont été approuvés en seconde lecture par la séance plénière.
- ARTICLE 24.**
- Signature**
- 764 Les textes définitifs approuvés par la conférence sont soumis à la signature des délégués munis des pouvoirs définis au chapitre 5 du Règlement général, en suivant l'ordre alphabétique des noms en français des pays représentés.
- ARTICLE 25.**
- Communiqués de presse.**
- 765 Des communiqués officiels sur les travaux de la conférence ne peuvent être transmis à la presse qu'avec l'autorisation du président ou de l'un des vice-présidents de la conférence.
- ARTICLE 26.**
- Franchise**
- 766 Pendant la durée de la conférence, les membres des délégations, les membres du Conseil d'administration, les hauts fonctionnaires des organismes permanents de l'Union qui assistent à la conférence et le personnel du secrétariat de l'Union détaché à la conférence ont droit à la franchise postale, télégraphique et téléphonique dans la mesure où le gouvernement du pays où se tient la conférence a pu s'entendre à ce sujet avec les autres gouvernements et les exploitations privées reconnues concernées.

2e PARTIE

Comités consultatifs internationaux

CHAPITRE 10.

Dispositions générales

767 Les dispositions de la deuxième partie du Règlement général complètent l'article 14 de la Convention où sont définies les attributions et la structure des Comités consultatifs internationaux.

CHAPITRE 11.

Conditions de participation

768 1. (1) Les membres de chaque Comité consultatif international sont :

a) de droit, les administrations de tous les Membres et Membres associés de l'Union ;

769 b) toute exploitation privée reconnue qui, avec l'approbation du Membre ou Membre associé qui l'a reconnue et sous réserve de l'application de la procédure ci-dessous, demande à participer aux travaux de ce Comité : cette exploitation privée ne peut cependant intervenir au nom du Membre ou Membre associé qui l'a reconnue, que si ce dernier, dans chaque cas particulier, fait savoir au Comité consultatif intéressé qu'il l'a autorisée à cet effet.

770 (2) La première demande de participation aux travaux d'un Comité consultatif émanant d'une exploitation privée reconnue est adressée au secrétaire général, qui la porte à la connaissance de tous les Membres et Membres associés et du directeur de ce Comité consultatif. La demande émanant d'une exploitation privée reconnue doit être approuvée par le Membre ou Membre associé qui l'a reconnue.

771 2. (1) Les organisations internationales qui coordonnent leurs travaux avec ceux de l'Union internationale des télécommunications et qui ont des activités connexes, peuvent être admises à participer, à titre consultatif, aux travaux des Comités consultatifs.

772 (2) La première demande de participation aux travaux d'un Comité consultatif émanant d'une organisation internationale est adressée au secrétaire général, qui la porte par la voie télégraphique à la connaissance de tous les Membres et Membres associés et invite les Membres à se prononcer sur l'acceptation de cette demande ; la demande est acceptée si la majorité des réponses des Membres parvenues dans le délai d'un mois est favorable. Le secrétaire général porte le résultat de cette consultation à la connaissance de tous les Membres et les Membres associés et du directeur du Comité consultatif intéressé.

773 3. (1) Les organismes scientifiques ou industriels qui se consacrent à l'étude de problèmes de télécommunications ou à l'étude ou la fabrication de matériel destiné aux services de télécommunications, peuvent être admis à participer, à titre consultatif, aux réunions des commissions d'études des Comités consultatifs, sous réserve de l'approbation des administrations des pays intéressés.

774 (2) La première demande d'admission aux réunions des commissions d'études d'un Comité consultatif émanant d'un organisme scientifique ou industriel est adressée au directeur de ce Comité consultatif. Cette demande doit être approuvée par l'administration du pays intéressé.

775 4. Toute exploitation privée reconnue, toute organisation internationale ou tout organisme sci-

tifique ou industriel qui a été admis à participer aux travaux d'un Comité consultatif a le droit de dénoncer cette participation par une notification adressée au secrétaire général. Cette dénonciation prend effet à l'expiration d'une période d'une année à partir du jour de réception de la notification par le secrétaire général.

CHAPITRE 12

Rôles de l'assemblée plénière

776 L'assemblée plénière :

a) examine les rapports des commissions d'études et approuve, modifie ou rejette les projets d'avis que contiennent ces rapports ;

777 b) arrête la liste des questions nouvelles à mettre à l'étude, conformément aux dispositions du numéro 190 et, si besoin est, établit un programme d'études ;

778 c) selon les nécessités, maintient les commissions d'études existantes et en crée de nouvelles ;

779 d) attribue aux commissions d'études les questions à étudier ;

780 e) examine et approuve le rapport du directeur sur les travaux du Comité depuis la dernière réunion de l'assemblée plénière ;

781 f) approuve une estimation des besoins financiers du Comité jusqu'à la prochaine assemblée plénière, estimation qui sera soumise au Conseil d'administration ;

782 g) examine les autres questions jugées nécessaires dans le cadre des dispositions de l'article 14 de la Convention et de la deuxième partie du Règlement général.

CHAPITRE 13

Réunions de l'assemblée plénière

783 1. L'assemblée plénière se réunit normalement tous les trois ans à la date et au lieu fixés par l'assemblée plénière précédente.

784 2. La date et le lieu d'une réunion de l'assemblée plénière, ou l'un des deux seulement, peuvent être modifiés avec l'approbation de la majorité des Membres de l'Union qui ont répondu à une demande du secrétaire général sollicitant leur avis.

785 3. A chacune de ces réunions, l'assemblée plénière d'un Comité consultatif est présidée par le chef de la délégation du pays dans lequel la réunion a lieu ou, lorsque cette réunion se tient au siège de l'Union, par une personne élue par l'assemblée plénière elle-même ; le président est assisté de vice-présidents élus par l'assemblée plénière.

786 4. Le secrétariat de l'assemblée plénière d'un Comité consultatif est assuré par le secrétariat spécialisé de ce Comité, avec, si cela est nécessaire, le concours de l'administration du gouvernement invitant et du personnel du secrétariat général.

CHAPITRE 14.

Langues et droit de vote aux assemblées plénierées

787 1. (1) Les langues utilisées au cours des assemblées plénierées sont celles qui sont prévues à l'article 17 de la Convention.

788 (2) Les documents préparatoires des commissions d'études, les documents et les procès-verbaux des assemblées plénierées et les documents publiés à la suite de celles-ci par les Comités consultatifs internationaux sont rédigés dans les trois langues de travail de l'Union.

789 2. Les Membres qui sont autorisés à voter aux séances des assemblées plénierées des Comités consultatifs sont ceux qui sont visés aux numé-

ros 13 et 250. Toutefois, lorsque'un pays Membre de l'Union n'est pas représenté par une administration, les représentants des exploitations privées reconnues de ce pays ont, ensemble et quel que soit leur nombre, droit à une seule voix, sous réserve des dispositions du numéro 769.

CHAPITRE 15

Commissions d'études

- 790 1. L'assemblée plénière constitue les commissions d'études nécessaires pour traiter les questions qu'elle a mises à l'étude. Les administrations, les exploitations privées reconnues et les organisations internationales admises conformément aux dispositions des numéros 771 et 772, désireuses de prendre part aux travaux de commissions d'études, se font connaître soit au cours de l'assemblée plénière, soit, ultérieurement, au directeur du Comité consultatif intéressé.
- 791 2. En outre, et sous réserve des dispositions des numéros 773 et 774, les experts des organismes scientifiques ou industriels peuvent être admis à participer, à titre consultatif, à toute réunion de l'une quelconque des commissions d'études.
- 792 3. L'assemblée plénière nomme les rapporteurs principaux qui doivent présider chacune de ces commissions d'études ainsi que les vice-rapporteurs principaux. Si dans l'intervalle de deux réunions de l'assemblée plénière, un rapporteur principal vient à être empêché d'exercer ses fonctions, le vice-rapporteur principal prend sa place, et la commission d'études élit, au cours de sa réunion suivante, parmi ses membres, un nouveau vice-rapporteur principal. Elle élit de même un nouveau vice-rapporteur principal si, au cours de cette même période, le vice-rapporteur principal n'est plus en mesure d'exercer ses fonctions.

CHAPITRE 16.

Traitemen t des affaires des commissions d'études.

- 793 1. Les questions confiées aux commissions d'études sont, dans la mesure du possible, traitées par correspondance.
- 794 2. (1) Cependant, l'assemblée plénière peut utilement donner des directives au sujet des réunions de commissions d'études qui apparaissent nécessaires pour traiter des groupes importants de questions.
- 795 (2) En outre, s'il apparaît à un rapporteur principal, après l'assemblée plénière, qu'une ou plusieurs réunions de sa commission d'études non prévues par l'assemblée plénière sont nécessaires pour discuter verballement des questions qui n'ont pas pu être traitées par correspondance, il peut, avec l'autorisation de son administration et après consultation du directeur intéressé et des membres de sa commission, proposer une réunion à un endroit convenable, en tenant compte de la nécessité de réduire les dépenses au minimum.
- 796 3. Toutefois, pour éviter des voyages inutiles et des absences prolongées, le directeur d'un Comité consultatif, d'accord avec les rapporteurs principaux des diverses commissions d'études intéressées, établit le plan général des réunions du groupe des commissions d'études qui doivent siéger en un même lieu pendant la même période.
- 797 4. Le directeur envoie les rapports finals des commissions d'études aux administrations participantes, aux exploitations privées reconnues du Comité consultatif et, éventuellement, aux orga-

nisations internationales qui y ont participé. Ces rapports sont envoyés aussitôt que possible et, en tout cas, assez tôt pour qu'ils parviennent à leurs destinataires au moins un mois avant la date de la prochaine assemblée plénière. Il peut seulement être dérogé à cette clause lorsque des réunions des commissions d'études ont lieu immédiatement avant celle de l'assemblée plénière. Les questions qui n'ont pas fait l'objet d'un rapport parvenu dans les conditions ci-dessus ne peuvent pas être inscrites à l'ordre du jour de l'assemblée plénière.

CHAPITRE 17.

Fonctions du directeur. Secretariat spécialisé

- 798 1. (1) Le directeur d'un Comité consultatif coordonne les travaux de l'assemblée plénière et des commissions d'études; il est responsable de l'organisation des travaux du Comité.
- 799 (2) Il a la responsabilité des documents du Comité.
- 800 (3) Le directeur est assisté par un secrétariat formé de personnel spécialisé qui travaille sous son autorité directe à l'organisation des travaux du Comité.
- 801 (4) Le personnel des secrétariats spécialisés, laboratoires et installations techniques d'un Comité consultatif relève, du point de vue administratif, de l'autorité du secrétaire général.
- 802 2. Le directeur choisit le personnel technique et administratif de ce secrétariat dans le cadre du budget approuvé par la Conférence de plénipotentiaires ou par le Conseil d'administration. La nomination de ce personnel technique et administratif est arrêtée par le secrétaire général, en accord avec le directeur. La décision définitive de nomination ou de licenciement appartient au secrétaire général.
- 803 3. Le directeur participe de plein droit à titre consultatif aux délibérations de l'assemblée plénière et des commissions d'études. Il prend toutes mesures concernant la préparation des réunions de l'assemblée plénière et des commissions d'études.
- 804 4. Le directeur rend compte, dans un rapport présenté à l'assemblée plénière, de l'activité du Comité consultatif depuis la dernière réunion de l'assemblée plénière. Ce rapport, après approbation, est envoyé au secrétaire général pour être transmis au Conseil d'administration.
- 805 5. Le directeur présente au Conseil d'administration, à sa session annuelle, un rapport sur les activités du Comité pendant l'année précédente, aux fins d'information du Conseil et des Membres et Membres associés de l'Union.
- 806 6. Le directeur soumet à l'approbation de l'assemblée plénière une estimation des besoins financiers du Comité consultatif jusqu'à la prochaine assemblée plénière. Cette estimation, après approbation, est envoyée au secrétaire général pour être soumise au Conseil d'administration.
- 807 7. Le directeur établit, afin que le secrétaire général les incorpore aux prévisions budgétaires annuelles de l'Union, les prévisions de dépenses du Comité pour l'année suivante, en se fondant sur l'estimation des besoins financiers du Comité approuvée par l'assemblée plénière.
- 808 8. Le directeur participe dans toute la mesure nécessaire aux activités de coopération technique de l'Union dans le cadre des dispositions de la Convention.

CHAPITRE 18.

Propositions pour les conférences administratives

809 1. Conformément au numéro 191, les assemblées plénieress des Comités consultatifs peuvent formuler des propositions de modification aux Règlements visés au numéro 203.

810 2. Ces propositions sont adressées en temps utile au secrétaire général en vue d'être rassemblées, coordonnées et communiquées dans les conditions prévues au numéro 627.

CHAPITRE 19

Relations des Comités consultatifs entre eux et avec d'autres organisations internationales.

811 1. (1) Les assemblées plénieress des Comités consultatifs peuvent constituer des commissions mixtes pour effectuer des études et émettre des avis sur des questions d'intérêt commun.

812 (2) Les directeurs des Comités consultatifs peuvent, en collaboration avec les rapporteurs principaux, organiser des réunions mixtes de commissions d'études des deux Comités consultatifs, en vue d'étudier et de préparer des projets d'avis sur des questions d'intérêt commun. Ces projets d'avis sont soumis à la prochaine réunion de l'assemblée plénieress de chacun des Comités consultatifs.

813 2. Lorsque l'un des Comités consultatifs est invité à se faire représenter à une réunion de l'autre Comité consultatif ou d'une organisation Internationale, son assemblée plénieress ou son directeur est autorisé, en tenant compte du numéro 156, à prendre des dispositions pour assurer cette représentation avec voix consultative.

814 3. Le secrétaire général, le vice-secrétaire général, le président du Comité international d'enregistrement des fréquences et le directeur de l'autre Comité consultatif, ou leurs représentants, peuvent assister à titre consultatif aux réunions d'un Comité consultatif. En cas de besoin, un Comité peut inviter à ses réunions, à titre consultatif des représentants des tout organisme permanent de l'Union qui n'a pas jugé nécessaire de se faire représenter.

PROTOCOLE FINAL

à la

Convention internationale des télécommunications
(Montreux, 1965)

Au moment de signer la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), les plénipotentiaires soussignés prennent acte des déclarations suivantes qui font partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires (Montreux, 1965) :

I

Pour l'Afghanistan :

La délégation du Gouvernement royal d'Afghanistan à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Montreux, 1965) réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation de sa part contributive à l'Union, et de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses services de télécommunications au cas où des pays Membres ou Membres associés n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965).

II

Pour l'Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire) :

La délégation de la République Algérienne Démocratique et Populaire déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts, au cas où certains Membres ou Membres associés n'observeraient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), ou si les réserves formulées par les Membres ou Membres associés deyaienr compromettre ses services de télécommunications ou entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

III

Pour l'Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire), le Royaume de l'Arabie Saoudite, la République d'Iraq, le Royaume Hachémite de Jordanie, l'Etat de Koweït, le Liban, le Royaume du Maroc, la République Arabe Syrienne, la République Arabe Unie, la République du Soudan et la Tunisie :

Les délégations des pays ci-dessus déclarent que leur signature de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), ainsi que la ratification éventuelle ultérieure de cet Acte par leurs Gouvernements respectifs, ne sont pas valables vis-à-vis du Membre inscrit à l'Annexe 1 à ladite Convention sous le nom d'Israël et n'impliquent aucunement sa reconnaissance.

IV

Pour l'Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire), la République Fédérale du Cameroun, la République Centrafricaine, la République Démocratique du Congo, la République du Congo (Brazzaville), la République de Côte d'Ivoire, la République du Dahomey, l'Ethiopie, la République Gabonaise, le Ghana, la République de Guinée, la République de Haute-Volta, le Kenya, la République du Libéria, le Malawi, la République Malgache, la République du Mali, le Royaume du Maroc, la République Islamique de Mauritanie, la République du Niger, la République Fédérale de Nigéria, l'Ouganda, la République Arabe Unie, la République Somalie, la République Rwandaise, la République du Sénégal, la Sierra Leone, la République du Soudan, la République Unie de Tanzanie, la République du Tchad, la République Togolaise, la Tunisie et la République de Zambie :

Les délégations des pays ci-dessus déclarent que leur signature de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) ainsi que la ratification ultérieure de cet Acte par leurs Gouvernements respectifs n'impliquent en aucun cas la reconnaissance du Gouvernement actuel de la République Sudafricaine par ces Etats et ne comportent aucune obligation vis-à-vis de ce Gouvernement.

V

Pour la République Argentine :

La délégation argentine déclare :

La Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) dispose au numéro 4 qu'est Membre de l'Union tout pays ou groupe de territoires énumérés dans l'Annexe 1. Cette

Annexe 1 mentionne, à cet effet, les «Territoires d'Outre-Mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord».

Le Gouvernement précité a coutume d'inclure dans cet ensemble le territoire qu'il dénomme les «Îles Falkland et leurs dépendances» et les «Territoires antarctiques britanniques».

La délégation argentine déclare formellement que ce fait ne porte aucunement atteinte à la souveraineté de l'Argentine sur les îles Malouines, les îles Sandwich du Sud et les îles de la Géorgie du Sud. Le Royaume-Uni occupe ces îles en vertu d'un acte de force que n'a jamais accepté le Gouvernement argentin, lequel réaffirme les droits imprescriptibles de la République argentine et déclare que ces territoires et les terres comprises dans le secteur antarctique argentin ne sont ni colonie, ni possession d'aucune nation et qu'elles font partie intégrante du territoire argentin.

En ce qui concerne la dénomination utilisée dans ledit document pour désigner les îles Malouines, la délégation argentine juge opportun de rappeler la décision du Comité spécial des Nations Unies chargé d'étudier l'application de la déclaration relative à l'octroi de l'indépendance aux pays coloniaux et à leurs peuples; ce Comité, ayant accepté par approbation générale le rapport du sous-comité III sur les îles Malouines, en date du 13 novembre 1964, a décidé à la majorité des voix que le mot Malouines figureraient joint au nom de Falkland dans tous les documents du Comité spécial, la proposition ayant été faite que cette solution de compromis soit adoptée pour tous les documents des Nations-Unies.

La déclaration ci-dessus doit être considérée comme s'appliquant à toute autre citation du même ordre qui serait incluse dans la Convention ou ses annexes.

VI

Pour la République Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la République de Colombie, Costa Rica, l'Equateur, le Guatemala, le Mexique, le Nicaragua, Panama, le Paraguay, le Pérou et la République de Venezuela :

Les délégations des pays ci-dessus déclarent ne pas accepter le principe de la participation aux conférences et réunions régionales, avec droit de vote, de Membres de l'Union n'appartenant pas à la région intéressée.

Pour le Commonwealth de l'Australie, le Malawi, Malte, la Nouvelle-Zélande, le Royaume des Pays-Bas, la République des Philippines, le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, et Trinité et Tobago :

Les délégations des pays ci-dessus réservent à leurs Gouvernements respectifs le droit de prendre toutes mesures qu'ils pourront estimer nécessaires pour protéger leurs intérêts au cas où certains Membres ou Membres associés de l'Union ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de leurs services de télécommunications.

VIII

Pour l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Principauté de Liechtenstein, le Luxembourg, la Norvège, le Royaume des Pays-Bas, la République Fédérale d'Allemagne, la Suède et la Confédération Suisse :

En ce qui concerne l'article 15 de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), les délégations des pays susmentionnés déclarent formellement maintenir les réserves qu'elles ont formulées au nom de leurs Administrations lors de la signature des Règlements mentionnés dans l'article 15.

IX

Pour la Belgique :

En signant la présente Convention, la délégation du Royaume de Belgique déclare, au nom de son Gouvernement, qu'elle n'accepte aucune conséquence des réserves qui entraîneraient une augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

X

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie, la République Socialiste Soviétique de l'Ukraine et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques :

Les délégations des pays ci-dessus déclarent, au nom de leurs Gouvernements respectifs :

1. que la décision prise par la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Montreux, 1965) de reconnaître les pouvoirs des représentants de Tchang-Kai-Chek de participer à la Conférence et de signer ses Actes finals au nom de la Chine est illégale, car les représentants légitimes de la Chine à l'Union internationale des télécommunications, comme dans d'autres organisations internationales, ne peuvent être que ceux nommés par le Gouvernement de la République Populaire de Chine;

2. que les autorités de Saïgon ne représentent pas en fait le Viet-Nam du Sud; elles ne peuvent donc parler en son nom à l'Union internationale des télécommunications. En conséquence, la signature des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires par les représentants de ces autorités, ou leur adhésion à ces Actes au nom du Viet-Nam du Sud est dépourvue de toute légalité;

3. qu'en signant la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), la République Socialiste Soviétique de Biélorussie, la République Socialiste Soviétique de l'Ukraine et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques déclarent laisser ouverte la question de l'acceptation du Règlement des radiocommunications (Genève, 1959).

XI

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie, la République Populaire de Bulgarie, Cuba, la République Populaire Hongroise, la République Populaire de Mongolie, la République Populaire de Pologne, la République Socialiste Soviétique de l'Ukraine, la République Socialiste de Roumanie, la République Socialiste Tchécoslovaque et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques :

Les délégations des pays ci-dessus déclarent, au nom de leurs Gouvernements respectifs, qu'ils considèrent comme absolument injustifiée et dépourvue de toute valeur juridique la prétention

tion des représentants de la Corée du Sud de parler au sein de l'Union internationale des télécommunications au nom de la Corée toute entière, car le régime fantoche de la Corée du Sud ne représente pas et ne peut pas représenter le peuple coréen.

XII

Pour l'Union de Birmanie :

En signant la présente Convention, la délégation de l'Union de Birmanie déclare qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts si les réserves formulées par d'autres pays devaient conduire à une augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

XIII

Pour la République Populaire de Bulgarie, Cuba, la République Populaire Hongroise, la République Populaire de Mongolie, la République Populaire de Pologne, la République Socialiste de Roumanie et la République Socialiste Tchécoslovaque :

Les délégations des pays ci-dessus déclarent qu'elles réservent à leurs Gouvernements le droit d'accepter ou de ne pas accepter le Règlement des radiocommunications, soit dans son ensemble, soit en partie.

XIV

Pour la République Populaire de Bulgarie, Cuba, la République Populaire Hongroise, la République Populaire de Mongolie, la République Populaire de Pologne, la République Socialiste de Roumanie et la République Socialiste Tchécoslovaque :

Les délégations des pays ci-dessus considèrent comme illégale et sans droit la signature au nom de la Chine par les représentants de Tchang-Kai-Chek de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), car les seuls représentants légaux de la Chine ayant le droit de signer les arrangements internationaux au nom de la Chine sont les représentants désignés par le Gouvernement central de la République Populaire de Chine.

En même temps, les délégations des pays ci-dessus déclarent que, vu la présente situation sur le territoire du Viet-Nam du Sud et des Accords de Genève, leurs Gouvernements ne peuvent pas considérer le Gouvernement de Saïgon comme représentant les intérêts du peuple du Viet-Nam du Sud.

XV

Pour la République Fédérale du Cameroun :

La délégation de la République Fédérale du Cameroun à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Montreux, 1965), déclare au nom de son Gouvernement que celui-ci se réserve le droit de prendre toutes mesures utiles à la sauvegarde de ses intérêts si les réserves émises par d'autres délégations au nom de leurs Gouvernements ou le non-respect de la Convention tendaient à compromettre la bonne marche de son service de télécommunications.

Le Gouvernement de la République Fédérale du Cameroun n'accepte en outre aucune conséquence des réserves faites par d'autres Gouverne-

ments à la présente Conférence ayant pour conséquence l'augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

XVI

Pour le Canada :

La signature de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) par le Canada est sujette à la réserve que ce pays n'accepte pas d'être lié par le Règlement téléphonique; il accepte cependant d'être lié par les autres Règlements administratifs, sauf dans les cas où des réserves expresses y sont formulées.

XVII

Pour le Chili :

La délégation du Chili tient à signaler que chaque fois qu'apparaissent dans la Convention internationale des télécommunications, dans ses annexes, dans les Règlements, ou dans des documents de quelque nature que ce soit, des mentions ou des références à des « territoires antarctiques » comme dépendances d'un Etat quelconque, ces mentions ou références ne s'appliquent pas, et ne peuvent pas s'appliquer, au secteur antarctique chilien, qui fait partie intégrante du territoire national de la République du Chili et sur lequel cette République possède des droits imprescriptibles

XVIII

Pour la Chine :

La délégation de la République de Chine à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Montreux, 1965) de même qu'à Atlantic City, à Buenos Aires et à Genève, est la seule représentation légitime de la Chine à cette Conférence et elle a été reconnue comme telle par ladite Conférence. Toutes les déclarations ou réserves présentées par des Membres de l'Union à l'occasion de la présente Convention ou jointes à cette Convention, et qui sont incompatibles avec la position de la République de Chine exposée plus haut, sont illégales et, par conséquent, nulles et non avouées. En signant la présente convention, la République de Chine n'accepte, vis-à-vis de ces Membres de l'Union, aucune obligation provenant de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), ni d'aucun protocole s'y rapportant.

XIX

Pour la République de Chypre :

La délégation de Chypre déclare que le Gouvernement de la République de Chypre ne peut accepter aucune incidence financière qui pourrait éventuellement résulter des réserves faites par d'autres Gouvernements participant à la Conférence de plénipotentiaires (Montreux, 1965).

XX

Pour la République de Colombie et l'Espagne :

Les délégations de la République de Colombie et de l'Espagne déclarent, au nom de leurs Gouvernements respectifs, qu'elles n'acceptent aucune conséquence des réserves qui pourraient avoir pour effet d'augmenter leurs quotes-parts contributives aux dépenses de l'Union.

XXI

Pour la République de Corée :

La délégation de la République de Corée déclare que, tout comme aux conférences tenues de puis que la Corée a adhéré à l'Union, elle est la

seule représentation légitime pour toute la Corée et qu'elle a été reconnue comme telle par la Conférence. Toutes les déclarations ou réserves présentées par des Membres de l'Union à l'occasion de la présente Convention, ou jointes à cette Convention, et qui sont incompatibles avec la position de la République de Corée exposée plus haut sont illégales et, par conséquent, nulles et non avenues.

XXII

Pour Costa Rica:

La délégation de la République de Costa Rica déclare qu'elle réserve pour son Gouvernement le droit d'accepter ou de refuser les conséquences des réserves faites par d'autres gouvernements, qui pourraient entraîner une augmentation de sa part de contribution aux dépenses de l'Union, ou qui pourraient compromettre ses services de télécommunications.

XXIII

Pour la République de Côte d'Ivoire:

La délégation de la République de Côte d'Ivoire déclare qu'elle réserve pour son Gouvernement le droit d'accepter ou de refuser les conséquences des réserves faites par d'autres gouvernements et qui pourraient entraîner une augmentation de sa part de contribution aux dépenses de l'Union.

XXIV

Pour Cuba:

En signant la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) au nom du Gouvernement de la République de Cuba, la délégation de Cuba fait une réserve formelle au sujet de l'acceptation du Règlement télégraphique, du Règlement téléphonique et du Règlement additionnel des radiocommunications cités aux numéros 293 et suivants (article 15) de ladite Convention.

XXV

Pour Cuba, la République Populaire Hongroise, la République populaire de Mongolie et la République populaire de Pologne:

Les délégations des pays ci-dessus réservent à leurs Gouvernements respectifs le droit de prendre toutes mesures qu'ils pourront juger nécessaires à la sauvegarde de leurs intérêts si des réserves formulées par d'autres pays doivent conduire à augmenter leurs parts de contributions aux dépenses de l'Union, ou si certains Membres de l'Union ne prennent pas leur part des dépenses de l'Union.

XXVI

Pour la République du Dahomey:

La délégation de la République du Dahomey réserve à son Gouvernement le droit:

1. de n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation de sa part contributive à l'Union;

2. de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses services de télécommunications au cas où des pays Membres ou Membres associés n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965).

XXVII

Pour le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède:

Les délégations des pays ci-dessus déclarent, au nom de leurs Gouvernements respectifs, qu'elles n'acceptent aucune conséquence des réserves

qui entraîneraient une augmentation de leur quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

XXVIII

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Les Etats-Unis d'Amérique déclarent formellement que, par la signature de la présente Convention en leur nom, les Etats-Unis d'Amérique n'acceptent aucune obligation concernant le Règlement téléphonique ou le Règlement additionnel des radiocommunications, visés à l'article 15 de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965).

XXIX

Pour l'Ethiopie:

La délégation de l'Ethiopie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ou Membres associés manqueraient, de quelque façon que ce soit, de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunications.

XXX

Pour la Crète:

La délégation hellénique déclare, au nom de son Gouvernement, qu'elle n'accepte aucune conséquence des réserves faites par d'autres Gouvernements, qui entraîneraient une augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

Elle réserve aussi le droit à son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ou Membres associés de l'Union ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses propres services de télécommunications.

XXXI

Pour la République de Guinée et la République du Mali:

Les délégations des pays ci-dessus réservent le droit à leurs Gouvernements respectifs de prendre toutes mesures qu'ils jugeront nécessaires pour garantir la sauvegarde de leurs intérêts, si certains Membres ou Membres associés n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), ou si les réserves de ces pays peuvent compromettre leurs services de télécommunications.

XXXII

Pour la République de l'Inde:

1. En signant les Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Montreux, 1965), la République de l'Inde n'accepte aucune conséquence financière des réserves qui ont pu être faites au sujet des finances de l'Union par quelque délégation ayant participé à ladite Conférence.

2. La délégation de la République de l'Inde déclare que la signature de la Convention par ladite délégation est également sujette à la réserve que la République de l'Inde pourra ou non se trouver en mesure d'accepter certaines dispositions du Règlement télégraphique et du Règlement téléphonique (Genève, 1958) mentionnés à l'article 15 de la Convention.

3. De plus, la délégation de la République de l'Inde réserve à son Gouvernement le droit de prendre éventuellement des mesures appropriées pour assurer le bon fonctionnement de l'Union et de ses organismes permanents, ainsi que l'application des Règlements cités à l'article 15 de la Convention si un pays quelconque fait des réserves et/ou n'accepte pas les dispositions de la Convention et des Règlements précités.

XXXIII

Pour la République d'Indonésie :

1. La délégation de la République d'Indonésie déclare que la signature, par ladite délégation, de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) et l'éventuelle ratification ultérieure de cette Convention par son Gouvernement ne doivent pas être interprétées comme une reconnaissance par la République d'Indonésie du Gouvernement de la «Fédération de Malaisie», de la «Chine» et d'autres pays non reconnus par la République d'Indonésie.

2. La délégation de la République d'Indonésie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres ou des Membres associés n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunications.

XXXIV

Pour l'Iran :

La délégation de l'Iran réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres ou des Membres associés n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) ou si les réserves de ces pays peuvent compromettre ses services de télécommunications.

XXXV

Pour l'Etat d'Israël :

Les déclarations faites par les Gouvernements de l'Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire), du Royaume de l'Arabie Saoudite, de la République d'Iraq, du Royaume Hachémite de Jordanie, de l'Etat de Koweit, du Liban, du Royaume du Maroc, de la République Arabe Syrienne, de la République Arabe Unie, de la République du Soudan et de la Tunisie étant en contradiction flagrante avec les principes et les objectifs de l'Union internationale des télécommunications et, par conséquent, dénuées de toute valeur juridique, le Gouvernement d'Israël tient à faire savoir officiellement qu'il rejette ces déclarations purement et simplement et qu'il considère qu'elles ne peuvent avoir aucune valeur pour ce qui est des droits et des obligations des

Etats Membres de l'Union internationale des télécommunications.

De toute façon, le Gouvernement d'Israël se prévaudra des droits qui sont les siens pour sauvegarder ses intérêts au cas où les Gouvernements de l'Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire), du Royaume de l'Arabie Saoudite, de la République d'Iraq, du Royaume Hachémite de Jordanie, de l'Etat de Koweit, du Liban, du Royaume du Maroc, de la République Arabe Syrienne, de la République Arabe Unie, de la République du Soudan et de la Tunisie violeraient de quelque manière que ce soit l'un quelconque des articles de la Convention internationale des télécommunications.

XXXVI

Pour l'Italie :

La délégation de l'Italie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts au cas où certains Membres ou Membres associés de l'Union ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses propres services de télécommunications.

XXXVII

Pour la Jamaïque :

La délégation de la Jamaïque réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ou Membres associés ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunications de la Jamaïque.

XXXVIII

Pour le Kenya :

La délégation du Kenya réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ou Membres associés n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) ou des annexes et Règlements qui y sont annexés, ou si les réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunications.

XXXIX

Pour la République du Libéria :

La délégation de la République du Libéria réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres ou des Membres associés n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) ou si les réserves de ces pays peuvent compromettre ses services de télécommunications.

XL

Pour la Malaisie :

La délégation du Gouvernement de la Malaisie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où des Membres associés manqueraient, de quelque façon que ce soit, de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965).

XLI

Pour la République Islamique de Mauritanie :

La délégation de la République Islamique de Mauritanie, en signant la présente Convention, réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures nécessaires pour protéger les intérêts de ses télécommunications si certains Membres ou Membres associés n'observent pas les dispositions de la présente Convention et de n'accepter aucune réserve faite par d'autres gouvernements tendant à augmenter le montant de la quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

XLII

Pour le Népal :

La délégation du Royaume du Népal réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunications.

XLIII

Pour la République Fédérale de Nigeria :

En signant la présente Convention, la délégation de la République Fédérale de Nigeria déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ou Membres associés de l'Union ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunications de la République Fédérale de Nigeria.

XLIV

Pour l'Ouganda :

La délégation de l'Ouganda réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres ou des Membres associés n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) ou des annexes et Règlements qui y sont attachés, ou si les réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunications.

XLV

Pour le Pakistan :

Le Gouvernement du Pakistan déclare que, lors de la signature de la présente Convention en son nom, il se réserve le droit d'adhérer à tout ou partie des dispositions du Règlement téléphonique et du Règlement des radiocommunications.

Le Gouvernement du Pakistan déclare de plus qu'il se réserve le droit d'accepter ou non les conséquences, que pourrait entraîner la non-

adhésion d'un autre pays Membre de l'Union aux dispositions de la présente Convention ou des Règlements y annexés.

XLVI

Pour Panama :

La délégation de la République de Panama à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Montreux, 1965) déclare que le Gouvernement de la République de Panama n'accepte aucune incidence financière qui pourrait éventuellement découler des réserves formulées par d'autres gouvernements participant à la présente Conférence, sur toute question relative aux finances de l'Union.

XLVII

Pour le Pérou :

La délégation du Pérou réserve à son Gouvernement le droit :

4. de prendre les mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ou Membres associés manqueraient, de quelque façon que ce soit, de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par ces Membres ou Membres associés entraînaient une augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union ou compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunications ;

2. d'accepter ou de ne pas accepter, en totalité ou en partie, les dispositions des Règlements administratifs visés à l'article 15 de la Convention.

XLVIII

Pour la République des Philippines :

Etant donné que les réserves faites par certains pays sont de nature à compromettre le bon fonctionnement des services de télécommunications de la République des Philippines, la délégation de la République des Philippines se réserve formellement le droit, en signant la présente Convention au nom de son Gouvernement, d'accepter ou de refuser, en partie ou en totalité, les dispositions des Règlements télégraphique et téléphonique et du Règlement additionnel des radiocommunications, qui sont cités, dans la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) et qui la complètent.

XLIX

Pour le Portugal :

La délégation portugaise à la Conférence de plénipotentiaires de l'U.I.T. (Montreux, 1965), considérant

a) que la résolution No 46 adoptée par la Conférence a trait à des questions de caractère exclusivement politique et entièrement en dehors du cadre de l'Union ;

b) que cette résolution a été adoptée sans que la Conférence se soit prononcée, aux termes du numéro 611 du Règlement général annexé à la Convention de Genève (1959) sur la question de compétence soulevée par écrit par la délégation portugaise (procès-verbal de la 7e séance plénière, du 21 septembre 1965, document No 158) ; déclare

au nom de son Gouvernement, que, en signant la Convention, elle considère la Résolution No 46 comme illégale et, par conséquent, non existante.

L

Pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord :

La délégation du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord déclare qu'elle n'accepte pas la déclaration faite par la délégation argentine pour autant que cette déclaration conteste la souveraineté du Gouvernement de Sa Majesté sur les Iles Falkland et leurs dépendances, ainsi que sur le Territoire antarctique britannique et elle désire formellement réservé les droits du Gouvernement de Sa Majesté sur cette question. Les Iles Falkland et leurs dépendances ainsi que le Territoire antarctique britannique sont, et continuent à être, partie intégrante des territoires dont l'ensemble constitue le Membre de l'Union connu sous le nom de «Territoires d'Outre-Mer» dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande du Nord», au nom duquel le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord a adhéré à la Convention internationale des télécommunications de Genève (1959), le 9 décembre 1961 et qui est désigné de la même manière dans l'annexe 1 à la Convention internationale des télécommunications de Montreux (1965).

La délégation du Royaume-Uni ne peut pas accepter non plus l'avis exprimé par la délégation argentine, selon lequel il convient d'associer le terme «(Malouines)» à la désignation des Iles Falkland et de leurs dépendances. La décision de faire suivre cette dernière désignation du terme «(Malouines)» ne concerne que les documents du Comité spécial des Nations Unies chargé d'étudier l'application de la déclaration relative à l'octroi de l'indépendance aux pays coloniaux et à leurs peuples et elle n'a pas été adoptée par les Nations Unies pour tous leurs documents. Cette décision ne concerne donc nullement la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) ni ses annexes ou tous autres documents publiés par l'Union internationale des télécommunications.

Pour ce qui est de la déclaration de la délégation argentine au sujet de la souveraineté sur le Territoire antarctique britannique, la délégation du Royaume-Uni désire appeler l'attention du Gouvernement argentin sur l'Article IV du Traité de l'Antarctique, auquel le Gouvernement argentin et le Gouvernement du Royaume-Uni sont parties l'un et l'autre.

LI

Pour la République Rwandaise :

La délégation de la République Rwandaise réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ou Membres associés n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), ou des annexes et Règlements qui y sont annexés, ou si les réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunications.

LII

Pour la République du Sénégal :

La délégation de la République du Sénégal déclare au nom de son Gouvernement qu'elle n'accepte aucune conséquence des réserves faites par d'autres Gouvernement à la présente Confé-

rence ayant pour effet l'augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

Par ailleurs, la République du Sénégal se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera utiles à la sauvegarde de ses intérêts si les réserves émises par d'autres pays ou le non-respect de la Convention tendaient à compromettre la bonne marche de son service des télécommunications.

LIII

Pour la Sierra Leone :

La délégation de la Sierra Leone déclare qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts au cas où des Membres ou Membres associés de l'Union n'observeraient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), ou si les réserves formulées par d'autres pays Membres devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunications.

LIV

Pour Singapour :

En signant la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), la délégation du Gouvernement de Singapour réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures, qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si des pays n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de cette Convention, ou si les réserves de ces pays peuvent compromettre ses services de télécommunications ou entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

LV

pour la République Somalie

La délégation de la République Somalie réserve à son Gouvernement le droit de prendre les mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ou Membres associés manqueraient, de quelque façon que ce soit, de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) de ses annexes ou des Règlements qui y sont annexés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunications.

LVI

Pour la République du Soudan :

La délégation de la République du Soudan réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où un pays n'observerait pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), ou si les réserves formulées par un pays quelconque devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunications ou conduire à une augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

LVII

Pour la Confédération Suisse :

Le respect du droit étant un principe constant de la politique suivie par la Confédération Suisse, sa délégation déclare ne pouvoir accepter les rés-

lutions Nos 44, 45 et 46 qui lui paraissent contraires aux articles 2 et 4 de la Convention.

Par cette prise de position, la délégation suisse ne se prononce pas sur le fond des résolutions en question, mais elle estime que les différends d'ordre politique devraient, par principe, être tenus strictement à l'écart des institutions techniques.

LVIII

Pour la République Unie de Tanzanie :

La délégation de la République Unie de Tanzanie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ou Membres associés n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) ou des annexes et Règlements qui y sont annexés, ou si les réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunications.

LIX

Pour les Territoires des Etats-Unis d'Amérique :

Les Territoires des Etats-Unis d'Amérique déclarent formellement que, par la signature de la présente Convention en leur nom, les Territoires des Etats-Unis d'Amérique n'acceptent aucune obligation concernant le Règlement téléphonique ou le Règlement additionnel des radiocommunications, visés à l'article 15 de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965).

LX

Pour la Thaïlande :

La Thaïlande se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'elle peut considérer comme nécessaires pour protéger ses intérêts si des réserves formulées par d'autres pays doivent conduire à augmenter sa part de contribution aux dépenses de l'Union.

LXI

Pour la République Togolaise :

La délégation de la République Togolaise réserve à son Gouvernement le droit de prendre les mesures qu'il jugerait opportunes si un pays ne respectait pas les dispositions de la présente Convention ou si des réserves émises pendant la Conférence ou à la signature par certains Membres ou Membres associés entraînaient des situations contrariantes pour ses services de télécommunications ou une augmentation estimée trop importante de sa part de contribution aux dépenses de l'Union.

LXII

Pour la Turquie :

La Turquie se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'elle peut considérer comme nécessaires pour protéger ses intérêts si des réserves formulées par d'autres pays doivent conduire à augmenter sa part de contribution aux dépenses de l'Union.

LXIII

Pour la République de Venezuela :

1. La délégation de la République de Venezuela réserve à son Gouvernement le droit d'accepter ou de ne pas accepter les dispositions du numéro 204 de la présente Convention, en ce qui concerne les Règlements administratifs.

2. La délégation de la République de Venezuela réserve à son Gouvernement le droit de prendre les mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où un autre pays n'observe

rait pas les dispositions de la présente Convention.

3. La République de Venezuela n'accepte aucune conséquence des réserves formulées au sujet de la présente Convention ou de ses annexes, qui pourraient conduire à une augmentation directe ou indirecte de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union internationale des télécommunications.

LXIV

Pour la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie :

La délégation de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie déclare, au nom de son Gouvernement, qu'elle considère :

a) que les représentants de Taiwan n'ont pas le droit de signer la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) au nom de la Chine ;

b) que les représentants du Viet-Nam du Sud n'ont pas le droit de signer ladite Convention au nom du Viet-Nam entier ;

c) que les représentants de la Corée du Sud n'ont pas le droit de signer ladite Convention au nom de la Corée entière.

LXV

Pour la République de Zambie :

La délégation de la République de Zambie déclare qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres ou Membres associés n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) ou si les réserves de ces pays peuvent compromettre ses services de télécommunications.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé ce Protocole final en un exemplaire et en chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe. Ce Protocole restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

Fait à Montreux, le 12 novembre 1965. Suivent les mêmes signatures que pour la Convention.

PROTOCOLES ADDITIONNELS

à la

Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965)

Les plénipotentiaires soussignés ont signé les Protocoles additionnels suivants qui font partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires (Montreux, 1965) :

PROTOCOLE ADDITIONNEL I

Dépenses de l'Union pour la période de 1966 à 1971

1. Le Conseil d'administration est autorisé à établir le budget annuel de l'Union de telle sorte que les dépenses annuelles.

— du Conseil d'administration.

— du Secrétariat général.

— du Comité international d'enregistrement des fréquences,

— des secrétariats des Comités consultatifs internationaux,

— des laboratoires et installations techniques de l'Union ne dépassent pas les sommes ci-après pour les années 1966 et suivantes, jusqu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires :

17.900.000 francs suisses pour l'année 1966
 18.125.000 francs suisses pour l'année 1967
 18.610.000 francs suisses pour l'année 1968
 19.185.000 francs suisses pour l'année 1969
 19.955.000 francs suisses pour l'année 1970
 20.400.000 francs suisses pour l'année 1971.

Pour les années postérieures à 1971, les budgets annuels ne devront pas dépasser de plus de 3 % chaque année la somme fixée pour l'année précédente.

2. Les limites fixées pour les années 1966 et 1967 comprennent chacune une somme de 500.000 francs suisses au titre de paiements qui pourraient se révéler nécessaires aux termes de la résolution No 3 de la présente Conférence. Toute économie réalisée au titre de ces paiements ne pourra être utilisée à d'autres fins.

3. Le Conseil d'administration est autorisé à dépasser les limites fixées au paragraphe 1 ci-dessus pour couvrir les dépenses relatives à l'établissement d'un projet de Charte constitutionnelle de l'Union (voir la résolution No 35 de la présente Conférence).

4. Le Conseil d'administration peut autoriser les dépenses relatives aux conférences et réunions visées aux numéros 208 et 209 de la Convention.

4.1. Durant les années 1966 à 1971, le Conseil d'administration, compte tenu éventuellement des dispositions de l'alinéa 4.3 ci-dessous, maintiendra ces dépenses dans la limite des montants suivants :

4.185.000 francs suisses pour l'année 1966
 2.815.000 francs suisses pour l'année 1967
 4.985.000 francs suisses pour l'année 1968
 5.035.000 francs suisses pour l'année 1969
 5.555.000 francs suisses pour l'année 1970
 5.310.000 francs suisses pour l'année 1971.

4.2 Si la Conférence de plénipotentiaires, une conférence administrative mondiale traitant de questions de télégraphie ou de téléphonie ou une conférence administrative mondiale traitant de questions de radiocommunications ne devaient pas se réunir au cours des années 1968 à 1971, le total des montants autorisés pour ces années serait réduit de 2.500.000 francs suisses au titre de la Conférence de plénipotentiaires, 1.500.000 francs suisses au titre d'une conférence administrative mondiale traitant de questions de télégraphie ou de téléphonie et 2.000.000 francs suisses au titre d'une conférence administrative mondiale traitant de questions de radiocommunications.

Si la Conférence de plénipotentiaires ne se réunit pas en 1971, le Conseil d'administration autorisera, année par année, pour les années postérieures à 1971, les crédits qu'il jugera opportun d'affecter au titre des dépenses relatives aux conférences et réunions visées aux numéros 208 et 209 de la Convention.

4.3 Le Conseil d'administration peut autoriser un dépassement des limites annuelles fixées à l'alinéa 4.1 ci-dessus, si ce dépassement peut être compensé par des crédits :

— demeurés disponibles sur une année précédente,

— ou à prélever sur une année future.

5. Le Conseil d'administration est autorisé à dépasser les limites fixées aux paragraphes 1 et 4 ci-dessus pour tenir compte :

5.1 des augmentations des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonctions à Genève ;

5.2 des fluctuations du cours du change entre le franc suisse et le dollar U.S. qui entraîneraient pour l'Union des dépenses supplémentaires.

6. Le Conseil d'administration a mission de réaliser toutes les économies possibles. A cette fin, il se doit de fixer chaque année les dépenses autorisées au niveau le plus bas possible compatible avec les besoins de l'Union, dans les limites fixées aux paragraphes 1 et 4 ci-dessus, en tenant compte, le cas échéant, des dispositions du paragraphe 5.

7. Si les crédits que le Conseil d'administration peut autoriser en application des dispositions des paragraphes 1 à 5 ci-dessus se révèlent insuffisants pour assurer le bon fonctionnement de l'Union, le Conseil ne peut dépasser ces crédits qu'avec l'approbation de la majorité des Membres de l'Union dûment consultés. Toute consultation des Membres de l'Union doit comporter un exposé complet des faits justifiant une telle demande.

8. Avant d'examiner des propositions susceptibles d'avoir des répercussions financières, les conférences administratives mondiales et les assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux devront disposer d'une estimation des dépenses supplémentaires y afférentes.

9. Il ne sera donné suite à aucune décision d'une conférence administrative ou d'une assemblée plénière d'un Comité consultatif international ayant pour conséquence une augmentation directe ou indirecte des dépenses au-delà des crédits dont le Conseil d'administration peut disposer aux termes des paragraphes 1 à 5 ci-dessus ou dans les conditions prévues au paragraphe 7.

PROTOCOLE ADDITIONNEL II

Procédure à suivre par les Membres et Membres associés en vue du choix de leur classe de contribution

1. Tout Membre et Membre associé devra, ayant le 1er juillet 1966, notifier au secrétaire général la classe de contribution choisie par lui dans le tableau des classes de contribution figurant au numéro 212 de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965).

2. Les Membres et Membres associés qui auront omis de faire connaître leur décision avant le 1er juillet 1966, en application des stipulations du paragraphe 1 ci-dessus, seront tenus de contribuer conformément au nombre d'unités souhaité par eux sous le régime de la Convention de Genève.

PROTOCOLE ADDITIONNEL III

Date d'entrée en fonctions du secrétaire général et du vice-secrétaire général

Le secrétaire général et le vice-secrétaire général élus par la Conférence de plénipotentiaires de Montreux (1965) dans les conditions prévues par cette Conférence entreront en fonctions le 1er janvier 1966.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé ces Protocoles additionnels en un exemplaire et en chacune des langues anglaise

chinoise, espagnole, française et russe. Ces Protocoles resteront déposés aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

Fait à Montreux, le 12 novembre 1965.

Les signatures qui suivent les Protocoles additionnels I-III sont les mêmes que celles qui suivent la Convention.

PROTOCOLE ADDITIONNEL IV

Arrangements transitoires

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Montreux, 1965) a décidé des dispositions suivantes qui seront appliquées à titre provisoire jusqu'à l'entrée en vigueur de la Convention internationale des télécommunications de Montreux (1965).

1. (1) Le Conseil d'administration sera composé de vingt-neuf Membres qui seront élus par la Conférence selon la procédure fixée par ladite Convention. Le Conseil pourra se réunir aussitôt après son élection et exécuter les tâches que la Convention lui confie.

(2) Le président et le vice-président que le Conseil d'administration élira au cours de sa première session resteront en fonctions jusqu'à l'élection de leurs successeurs, qui aura lieu à l'ouverture de la session annuelle de 1967 du Conseil.

2. Le Comité international d'enregistrement des fréquences sera composé de cinq membres qui seront élus par la présente Conférence, selon des modalités fixées par elle. Les membres du Comité entreront en fonctions le 1er janvier 1967.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé ce Protocole additionnel en un exemplaire et en chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe. Ce Protocole restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

Fait à Montreux, le 21 octobre 1965.

PROTOCOLE ADDITIONNEL FACULTATIF

à la

Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965)

Règlement obligatoire des différends

Au moment de procéder à la signature de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), les plénipotentiaires soussignés ont signé le Protocole additionnel facultatif suivant relatif au règlement obligatoire des différends et faisant partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires (Montreux, 1965).

Les Membres et les Membres associés de l'Union, parties au présent Protocole additionnel facultatif à la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965).

exprimant le désir de recourir, pour ce qui les concerne, à l'arbitrage obligatoire pour la solution de tous différends relatifs à l'application de la Convention ou des Règlements prévus à l'article 15 de celle-ci, sont convenus des dispositions suivants :

ARTICLE PREMIER

A moins qu'un des modes de règlement énumérés à l'article 28 de la Convention n'ait été choisi d'un commun accord, les différends relatifs

à l'application de la Convention ou des Règlements prévus à l'article 15 de celle-ci sont, à la demande d'une des parties, soumis à un arbitrage obligatoire. La procédure est celle de l'Annexe 3 à la Convention, dont le paragraphe 5 est modifié comme suit :

«5. Dans le délai de trois mois à compter de la date de réception de la notification de la demande d'arbitrage, chacune des deux parties en cause désigne un arbitre. Si, à l'échéance de ce délai, l'une des parties n'a pas désigné son arbitre, cette désignation est faite, à la demande de l'autre partie, par le secrétaire général qui procède conformément aux dispositions des paragraphes 3 et 4 de l'Annexe 3 à la Convention».

ARTICLE 2

Le présent Protocole sera ouvert à la signature des Membres et Membres associés qui signeront la Convention. Il sera ratifié selon la procédure prévue pour la Convention et restera ouvert à l'adhésion des Etats qui deviendront Membres ou Membres associés de l'Union.

ARTICLE 3

Le présent Protocole entrera en vigueur le même jour que la Convention, ou le trentième jour suivant la date de dépôt du second instrument de ratification ou d'adhésion mais au plus tôt lors de l'entrée en vigueur de la Convention.

Pour chaque Membre ou Membre associé qui ratifiera le présent Protocole ou y adhérera après son entrée en vigueur, ce Protocole entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion.

ARTICLE 4

Le secrétaire général notifiera à tous les Membres et Membres associés :

a) les signatures apposées au présent Protocole et le dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion ;

b) la date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole en un exemplaire dans chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe, le texte français faisant foi en cas de contestation ; cet exemplaire restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

Fait à Montreux, le 12 novembre 1965.

Pour l'Afghanistan :

M.A. GRAN S.N. ALAWI

Pour le Commonwealth de l'Australie :

C.J. GRIFFITHS R. E. BUTLER

Pour l'Autriche :

B. B. SCHAGINGER K. VAVRA A. SAPIK

Pour la Belgique :

M.C.E.D. LAMBIOTTE R. ROTHSCHILD

Pour l'Union de Birmanie :

MIN LWIN PE THAN

Pour la Bolivie :

Sra. M.C. SEJAS SIERRA

Pour le Brésil :
 E. MACHADO DE ASSIS
 D.S. FERREIRA C. GOMES DE BARROS
 J.A. MARQUES H. DOURADO

Pour le Canada :
 F.G. NIXON

Pour la République Centrafricaine :
 E. NZENGOU L.A. MOZIALLO

Pour la République de Chypre :
 R. MICHAELIDES A.E. EMPEDOKLIS

Pour l'Etat de la Cité du Vatican :
 A. STEFANIZZI P.V. GIUDICI

Pour la République Democratique du Congo :
 J. MULUMBA B. KALONJI F. TUMBA
 A. MASAMBA M.G. MPBELA

Pour la République du Congo (Brazzaville) :
 M. N'TSIBA J. BALIMA R. RIZET

Pour la République de Corée :
 I.Y. CHUNG C.W. PAK

Pour Costa Rica :
 C. DI MOTTOLE BALESTRA M. BAGLI

Pour la République de Côte D'Ivoire :
 S. CISSOKO T. KONDE B. SAKANOKO

Pour l'ensemble des Territoires Representes par l'Office Français des Postes et Telecommunications D'outre-Mer :
 E. SKINAZI M. CHAPRON J.L.A. CONSTANTIN
 G. AUNEVEUX

Pour la Finlande :
 O.J. SALOILA T.A. PUOLANNE

Pour Republique Gabonaise :
 E. MÉFANE J.A. ANGUILEY

Pour le Ghana :
 J. A. BROBBEY

Pour la Grèce :
 A. MARANGOUDAKIS D. BACALEXIS

Pour le Guatemala :
 F. VILLELA JIMÉNEZ

Pour la République d'Haiti :
 J.D. BAGUIDI

Pour le Japon :
 I. HATAKEYAMA
 M. TAKASHIMA
 M. ITANO

Pour la Principauté de Liechtenstein :
 A. HILBE

Pour le Luxembourg :
 E. RAUS
 J. B. WOLFF

Pour la République Malgache :
 C. RAMANITRA
 R. RAVELOMANANTSOA—RATSIMIHAN
 J. CHAUVICOURT

Pour Malte :
 I. XUEREB
 A. BARBARA
 J.V. GALEA

Pour la République Islamique de Mauritanie :
 M. N'DIAYE

Pour le Mexique :
 C. NUNEZ A.
 L. BARAJAS G.
 Pour Monaco :
 C.C. SOLAMITO
 A.Y. PASSEURON

Pour la République populaire de Mongolie :
 D. GOTOU
 S. GANDORJE
 L. NATSAGDORJE

Pour le Nicaragua :
 A.A. MULLHAUPT

Pour le Panama :
 J.A. TACK

Pour le Paraguay :
 S. GUANES
 M. FERREIRA FALCON

Pour le Royaume des pays-bas :
 G.H. BAST

Pour la République des Philippines :
 V.A. PACIS
 A.G. GAMBOA Jr.
 P.E. MARTINEZ
 R. D. TANDINGAN

Pour le Rhodesie :
 C. R. DICKENSON

Pour le Royaume-uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord :
 W.A. WOLVERSON H.G. LILLIGRAP
 C.E. LOVELL
 P.W.F. FRYER
 H.C. GREENWOOD

Pour la République Rwandaise :
 Z. HABIYAMBERE
 L. SIBOMANA

Pour la République du Senegal :
 I. N'DIAYE
 M. ROULET
 L. DIA

Pour la Confédération Suisse :
 G.A. WETFESTEIN
 A. LANGENBERGER
 F. LOCHER
 R. RUTSCHI
 G. BUTTEX

Pour la République du Tchad :
 M. NGARNM
 G. GOY

Pour les territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-uni de la grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord :
 A. H. SHEFFIELD
 D. SIMPER

Pour la Thaïlande :
 S. PUNYARATABANDHU
 S. SUKHANETR
 C. VAJRABHAYA
 D. CHAROENPHOL

Pour la République Togolaise :
 A. AITHNARD

Pour la Trinité et Tobago :
 W.A. ROSE
 T.A. WILSON

Pour la République de Zambie :
 L. CHANGUFU

**ΔΙΕΘΝΗΣ
ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΤΗΛΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΠΡΟΛΟΓΟΣ**

Οι πληρεξόδιοι των συμβιττλιούμένων Χωρῶν, δικαιούμενοι πλήρως εἰς ἑκάστην Χώραν τὸ κυριαρχικὸν δικαίωμα τῆς ρυθμίσεως τῶν τηλεπικοινωνιῶν τῆς, ἀπεράπιστον κοινῇ συμφωνίᾳ, τὴν σύναψιν τῆς δικούσθου Συμβάσεως ἐπὶ σκοπῷ προσγωγῆς τῶν μεταξὺ τῶν λαῶν σγέσεων καὶ συνεργασίας διὰ τῆς καλῆς λειτουργίας τῶν τηλεπικοινωνιῶν.

Αἱ Χῶραι καὶ αἱ διάδειναι ἐδαφῶν, αἵτινες καθίστανται Μέρη τῆς παρούσης Συμβάσεως, συνιστῶσι τὴν Διεθνῆ Ἐνωσιν Τηλεπικοινωνιῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Ι.

Σύνθεσις, ἀντικείμενον καὶ διάρθρωσις τῆς Ἐνώσεως.
"Αρθρον 1.

Σύνθεσις τῆς Ἐνώσεως

- 3 1. Η Διεθνῆς Ἐνωσις Τηλεπικοινωνιῶν περιλαμβάνει Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη.
- 4 2. Μέλος τῆς Ἐνώσεως εἶναι:
 - α) Πᾶσα χώρα ἡ ὁμάς ἐδαφῶν ἀναγραφομένη εἰς τὸ Παράρτημα I. μετὰ τὴν ὑπογραφὴν καὶ ἐπικύρωσιν τῆς Συμβάσεως ἡ μετὰ τὴν προσχώρησιν εἰς ταύτην τῆς ἐν λόγῳ γωρᾶς ἡ τῆς ὁμάδος ἐδαφῶν ἡ Μέλους τινὸς τῆς Ἐνώσεως διὰ λογαριασμὸν τούτων.
 - β) Πᾶσα χώρα μὴ ἀναγραφομένη εἰς τὸ Παράρτημα I, ἡ ὁποία καθίσταται Μέλος τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ προσχωρεῖ εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 19.
 - γ) Πᾶσα κυριαρχος χώρα μὴ περιλαμβανομένη εἰς τὸ Παράρτημα I. καὶ μὴ τυγχάνουσα Μέλος τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ἡ ὁποία προσχωρεῖ εἰς τὴν Σύμβασιν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 19 μετὰ τὴν ἀποδογήν τῆς αἰτήσεως τῆς ὅπως γίνη Μέλος τῆς Ἐνώσεως, ὑπὸ τῶν δύο τοίτων τῶν Μελῶν τῆς Ἐνώσεως.
 3. Συνεργαζόμενον Μέλος τῆς Ἐνώσεως εἶναι:
 - α) Πᾶσα χώρα μὴ τυγχάνουσα Μέλος τῆς Ἐνώσεως κατὰ τὰς διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 4 ἔως 6, τῆς ὁποίας ἡ αἴτησις περὶ εἰσδοχῆς τῆς εἰς τὴν Ἐνωσιν ὡς συνεργαζόμενου Μέλους γίνεται ἀποδεκτὴ ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἐνώσεως καὶ ἡτις προσχωρεῖ εἰς τὴν Σύμβασιν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 19.
 - β) Πᾶν ἔδαφος ἡ ὁμάς ἐδαφῶν μὴ ἔχοντα ἐξ ὀλοκλήρου τὴν εὐθύνην τῶν διεθνῶν της σγέσεων, διὰ λογαριασμὸν τῆς ὁποίας ἐν Μέλος τῆς Ἐνώσεως ὑπέγραψε καὶ ἐπεκύρωσε τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἡ προσχώρησιν εἰς αὐτήν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἀρθρῶν 19 ἢ 20, ἐφ' ὅσον ἡ σγετικὴ αἰτησις εἰσδοχῆς τῆς ὡς συνεργαζόμενου Μέλους, ὑποβληθεῖσα ὑπὸ τοῦ ὑπευθύνου Μέλους τῆς Ἐνώσεως, ἐνεκρίθη ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἐνώσεως.
 - γ) Πᾶν ἔδαφος ὑπὸ κηδεμονίαν, τοῦ ὁποίου ἡ αἴτησις ὅπως γίνη δεκτὸν ὡς συνεργαζόμενον Μέλος, ὑπεβλήθη ὑπὸ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ ὀνόματι τοῦ ὁποίου τὰ Ἡνωμένα "Ἐθνη προσεχώρησαν εἰς τὴν Σύμβασιν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 21.
 4. Ἐὰν ἔδαφός τι ἡ ὁμάς ἐδαφῶν, ἀποτελοῦσα μέρος ὁμάδος ἐδαφῶν, ἡτις τυγχάνει Μέλος τῆς Ἐνώ-

σεως, καταστῆ ἡ ἔχει καταστῆ συνεργαζόμενον Μέλος τῆς Ἐνώσεως συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 8 δὲν ἔχει πλέον εἰμὶ τὰ δικαιώματα καὶ τὰς ὑποχρεώσεις τοῦ συνεργαζόμενου Μέλους.

- 11 5. Ἐν τῇ ἐφαρμογῇ τῶν δικτάξεων τῶν ἀριθμῶν 6, 7 καὶ 8, ἐάν μίχα αἴτησις προσχωρήσεως ὡς Μέλους ἡ συνεργαζόμενον Μέλους ὑποβληθῇ κατὰ τὸ μεσολαβοῦν μεταξὺ δύο δικαιώματος πληρεζουσίων χρονικὸν διάστημα, διὰ τῆς διπλωματικῆς ὅδου καὶ τῇ μεσολαβήσῃ τῆς γωρᾶς ἔνθι ἐδρεύει ἡ Ἐνωσις, ἡ Γενικὸς Γραμματεὺς συμβουλεύεται σχετικῶς τὰ Μέλη τῆς Ἐνώσεως. Ἐάν Μέλος τι δὲν ἀπαντήσῃ ἐντὸς τετραμήνου, ὑπολογιζόμενον ἀπὸ τῆς ἡμέρας καὶ 0' ἣν ἔχειται ἡ γνώμη του, θεωρεῖται ἡτο ἀπέσχεν.

"Αρθρον 2.

Δικαιώματα καὶ ὑποχρεώσεις τῶν Μελῶν καὶ τῶν συνεργαζόμενων Μελῶν.

- 12 1. (1) Πάντα τὰ Μέλη ἔχουσι τὸ δικαίωμα νὰ μετέχωσιν εἰς τὰς δικαιώματος τῆς Ἐνώσεως καὶ νὰ ἐκλέγωνται εἰς πάντας τοὺς ὄργανοις τῆς.
- 13 (2) "Εκκεστον Μέλος ἔχει δικαίωμα μιᾶς ψήφου εἰς δύο τὰς δικαιώματος τῆς Ἐνώσεως, εἰς δύο τὰς συνελεύσεις τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν εἰς τὰς ὁποίας μετέγει καὶ, ἐάν ἀποτελῇ Μέλος τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, εἰς ἀπάσας τὰς συνόδους τοῦ Συμβουλίου τούτου.
- 14 (3) "Εκκεστον Μέλος ἔχει ἐπίσης δικαίωμα μιᾶς ψήφου εἰς τὰς δικαιώματος τῆς διενεργούμενας ψηφοφορίας.
- 15 2. Τὰ συνεργαζόμενα Μέλη ἔχουσι τὰ αὐτὰ δικαιώματα καὶ τὰς αὐτὰς ὑποχρεώσεις ὡς καὶ τὰ Μέλη τῆς Ἐνώσεως. Ἐν τούτοις δὲν ἔχουσι δικαίωμα ψήφου εἰς τὰς δικαιώματος καὶ λοιπούς Ὁργανισμούς τῆς Ἐνώσεως, οὔτε δικαίωμα νὸς ὑποβάλλωσιν ὑποψηφιότητας εἰς τὴν Διεθνῆ Ἐπιτροπὴν καταγραφῆς τῶν συγνοτήτων. Δὲν εἶναι ἐκλέξιμα εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον.

"Αρθρον 3.

"Εδρα τῆς Ἐνώσεως.

- 16 16. "Εδρα τῆς Ἐνώσεως ὁρίζεται ἡ Γενεύη.
"Αρθρον 4.

"Αντικείμενον τῆς Ἐνώσεως.

- 17 1. Σκοποί τῆς Ἐνώσεως εἶναι:
 - α) Νὰ διατηρῇ καὶ ἐπεκτείνῃ τὴν διεθνῆ συνεργασίαν πρὸς βελτίωσιν καὶ ὁριολογικήν χρῆσιν τῶν τηλεπικοινωνιῶν παντὸς εἰδούς.
 - β) Νὰ εἴναι τὴν ἀνάπτυξιν τῶν τεχνικῶν μέσων καὶ τὴν ἀποτελεσματικότερον ἐκμετάλλευσιν αὐτῶν, ἐπὶ σκοπῷ αὐξήσεως τῆς ἀποδόσεως τῶν ὑπηρεσιῶν τηλεπικοινωνιῶν, ἐπεκτάσεως τῆς χρήσεως αὐτῶν καὶ τῆς κατὰ τὸ δυνατὸν γενικεύσεως τῆς χρησιμοποίησεως αὐτῶν ὑπὸ τοῦ κοινοῦ.
 - γ) Νὰ ἐναρμονίζῃ τὰς προσπαθείας τῶν ἐθνῶν ἐν τῇ ἐπιδιώξει τῶν καινῶν τούτων σκοπῶν.
- 20 2. Πρὸς τοῦτο ἡ "Ἐνωσις εἰδικῶτερον:
 - α) Ἐνεργεῖ τὴν κατανομὴν τῶν συγκοτήτων τοῦ φάσματος καὶ τὴν καταγραφὴν τῶν ἐκχωρουμένων συγκοτήτων εἰς τρόπον ὡστε νὰ ἀποφεύγωνται ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις μεταξὺ τῶν σταθμῶν ραδιοεπικοινωνίας τῶν διαφόρων χωρῶν.
 - β) Συντονίζει τὰς προσπαθείας διὰ τὴν ἐξάλειψιν τῶν ἐπιβλαβῶν παρενοχλήσεων μεταξὺ τῶν σταθμῶν ραδιοεπικοινωνίας τῶν διαφόρων χωρῶν καὶ τὴν βελτίωσιν τῆς χρησιμοποίησεως τοῦ φάσματος τῶν συγκοτήτων.

- 22 γ) Εύνοει τὴν συνεργκούσιαν μεταξὺ τῶν Μελῶν της ὡς καὶ τῶν συνεργαζομένων Μελῶν διὰ τὴν καθιέρωσιν χαμηλῶν κατὰ τὸ δυνατὸν τιμολογίων, ἐναρμονίζομένων μὴ παρογήν ὑπηρεσίας καλῆς ποιότητος καὶ ἀνεξάρτητον οἰκονομικὴν διαχείρισιν τῶν τηλεπικοινωνιῶν ἐπὶ ὑγιούς βάσεως.
- 23 δ) Ἐνθαρρύνει τὴν δημιουργίαν, τὴν ἀνάπτυξιν καὶ τὴν τελειοποίησιν τῶν ἐγκαταστάσεων καὶ τῶν τηλεπικοινωνιῶν δικτίων εἰς τὰς νέας ἢ εἰς τὰς εἰς τὸ στάδιον τῆς ἀναπτύξεως εύρισκομένας γύρωρας, δι’ δλῶν τῶν εἰς τὴν διάθεσιν αὐτῆς μέσων, ἰδιαιτέρως διὰ τῆς συμμετοχῆς της εἰς τὰ οἰκεῖα προγράμματα τῶν Ηνωμένων Ἐθνῶν.
- 24 ε) Προκαλεῖ τὴν υἱοθέτησιν μέτρων ἔξασφαλιζόντων τὴν ὀνθραπόνην ζωὴν διὰ τῆς συνεργασίας τῶν ὑπηρεσιῶν τηλεπικοινωνίας.
- 25 Προρχίνει εἰς μελέτας, ἐκδίδει κανονισμούς, υἱοθετεῖ ἀποφάσεις, διατυπώνει συστάσεις καὶ εὐχάς, συλλέγει καὶ δημιουργεῖ πληροφορίας ἀφορώσας τὰς τηλεπικοινωνίχας, ἐπ’ ὀφελείᾳ πάντων τῶν Μελῶν καὶ τῶν συνεργαζομένων Μελῶν.
- “Ἄρθρον 5.
- Διάρθρωσις τῆς Ἐνώσεως.
- 26 Η δργάνωσις τῆς Ἐνώσεως ἐδράζεται ἐπὶ:
1. Τῆς διασκέψεως τῶν πληρεξουσίων, ἀνωτάτου δργάνου τῆς Ἐνώσεως.
 2. Τῶν Διοικητικῶν Διασκέψεων.
 3. Τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.
 4. Τῶν κάτωθι μενίμων δργανισμῶν:
 - α) Τῆς Γενικῆς Γραμματείας.
 - β) Τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς Συγνοτήτων (I.F.R.B.).
 - γ) Τῆς Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς Ραδιοεπικοινωνιῶν (C.C.I.R.).
 - δ) Τῆς Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Τηλεγραφικῆς καὶ Τηλεφωνικῆς Ἐπιτροπῆς (C.C.I.T.T.).
- “Ἄρθρον 6.
- Διάσκεψις πληρεξουσίων.
- 33 Η διάσκεψις πληρεξουσίων, ἀνώτατον δργανον τῆς Ἐνώσεως, ἀπαρτίζεται ἀπὸ ἀντιπροσωπείας ἐκπροσωπούσας τὴν Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη.
- 34 1. Η Διάπτεις τῶν Πληρεξουσίων:
- α) Προσδιορίζει τὰς γενικὰς ἀρχὰς τὰς ὅποιας διφείλει νὰ ἀκολουθῇ ἡ Ἐνώσις πρὸς ἐπίτευξιν τῶν εἰς τὸ ἄρθρον 4 τῆς παρούσης Συμβάσεως ἀναφερομένων ἀντικειμενικῶν σκοπῶν.
- β) Ἐξετάζει τὴν ἔκθεσιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἐπὶ τῆς δράσεώς του καὶ ἐπὶ τῆς τοιαύτης τῆς Ἐνώσεως κατὰ τὸ ἀπὸ τῆς τελευταίας Διασκέψεως πληρεξουσίων χρονικὸν διάστημα.
- γ) Θέτει τὰς βάσεις τοῦ προϋπολογισμοῦ τῆς Ἐνώσεως ὡς καὶ τὸ ὑψός τῶν δαπανῶν αὐτῆς διὰ τὴν περίοδον τὴν ἐξικουμένην μέχρι τῆς προσεγοῦς διασκέψεως πληρεξουσίων.
- δ) Καθορίζει τὰς βασικὰς ἀποδοχάς, τὰς βασικὰς μισθολογικὰς βαθμίδας καὶ τὸ καθεστώς τῶν ἀποζημιώσεων καὶ συντάξεων, ὀπάντων τῶν ὑπαλλήλων τῆς Ἐνώσεως.
- ε) Ἐγκρίνει τελικῶς τοὺς λογαριασμοὺς τῆς Ἐνώσεως.
- στ) Ἐκλέγει τὸ Μέλη τῆς Ἐνώσεως, ἀτινα θὰ ἀποτελέσωσι τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον.
- ζ) Ἐκλέγει τὸν Γενικὸν Γραμματέα καὶ τὸν ἀναπληρωτὴν Γενικὸν Γραμματέα καὶ καθορίζει τὴν χρονολογίαν ἀναλήψεως τῶν καθηκόντων των.
- η) Ἀναθεωρεῖ τὴν Σύμβασιν, ἀν κρίνῃ τοῦτο ἀναγκαῖον.
- 42 θ) Συνάπτει ἡ ἀναθεωρεῖ, περιπτώσεως τυχούσης, τὰς μεταξὺ τῆς Ἐνώσεως καὶ τῶν λοιπῶν διεθνῶν δργανισμῶν συμφωνίας, ἐξετάζει πᾶσαν προσωρινὴν συμφωνίαν συναπτομένην ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἐν ὀνόματι τῆς Ἐνώσεως, μετὰ τῶν ἰδίων τούτων δργανισμῶν καὶ δίδει εἰς αὐτὴν τὴν ἥν κρίνει κατάλληλον συνέχειαν.
- 43 ι) Ἀσχολεῖται μὲ δλα τὰ ὑπ’ αὐτῆς κρινόμενα ὡς ἀναγκαῖα ζητήματα Τηλεπικοινωνιῶν.
- 44 2. Η Διάσκεψις τῶν πληρεξουσίων συνέργεται κανονικῶς εἰς τόπον καὶ ἡμερομηνίαν καθοριζόμενα ὑπὸ τῆς προηγουμένης Διασκέψεως πληρεξουσίων.
- 45 3. (1) Ο τόπος καὶ ἡ ἡμερομηνία τῆς προσεγοῦς Διασκέψεως πληρεξουσίων, ἡ καὶ μόνον τὸ ἐν ἐκ τῶν δύο. δύνανται νὰ μεταβληθῶσι:
- 46 α) Τῇ αἰτήσει τοῦ ὑπὸ τετάρτου τούλαχιστον τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ἐνώσεως, ἀπευθυνομένης κατ’ ἰδίαν παρ’ ἐκάστου τούτων πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα.
- 47 β) Προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.
- 48 2. Εἰς ἀμφοτέρας τὰς περιπτώσεις, δρίζονται, μετὰ σύμφωνον γνώμην τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἐνώσεως, νέα ἡμερομηνία καὶ νέος τόπος ἢ τὸ ἐν μόνον ἐκ τῶν δύο.
- “Ἄρθρον 7.
- Διοικητικαὶ Διασκέψεις.
- 49 1. Αἱ Διοικητικαὶ διασκέψεις τῆς Ἐνώσεως περιλαμβάνουν:
- α) Τας παγκοσμίους διοικητικὰς διασκέψεις.
- β) Τας περιοχικὰς διοικητικὰς διασκέψεις.
- 51 2. Αἱ διοικητικαὶ διασκέψεις συγκαλοῦνται κανονικῶς διὰ νὰ πραγματευθῶσι ιδιαίζοντα θέματα τηλεπικοινωνιῶν.
- Μόνον τὰ ἐν τῇ ἡμερησίᾳ διατάξει αὐτῶν ἀναγραφόμενα θέματα, δύνανται νὰ συζητῶνται κατὰ τὰς Διασκέψεις ταύτας.
- Αἱ ἀποφάσεις τῶν διασκέψεων τούτων δέον, εἰς πάσας τὰς περιπτώσεις, νὰ είναι σύμφωνοι πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως.
- 52 3. (1) Η ἡμερησία διάταξις μιᾶς παγκοσμίου διοικητικῆς διασκέψεως δύναται νὰ περιλαμβάνῃ:
- α) τὴν μερικὴν ἀναθεώρησιν τῶν διοικητικῶν Κανονισμῶν οἵτινες ἀπαριθμοῦνται εἰς τὸν ἀριθμὸν 203.
- β) Ἐξαρετικῶς, τὴν πλήρη ἀναθεώρησιν ὑπὸ τῆς Συμβάσεως.
- 54 γ) Οἰονδήποτε ἔτερον θέμα παγκοσμίου χαρακτῆρος ἔξαρτώμενον ἐκ τῆς ἀρμοδιότητος τῆς διασκέψεως.
- 55 (2) Η ἡμερησία διάταξις μιᾶς περιοχικῆς διοικητικῆς διασκέψεως, δύναται νὰ ἀναφέρεται μόνον ἐπὶ εἰδικῶν τηλεπικοινωνιῶν θεμάτων περιοχικοῦ χαρακτῆρος, περιλαμβανομένων κατευθύνσεων προοριζομένων διὰ τὴν Διεθνῆ Ἐπιτροπὴν καταγραφῆς συχνοτήτων εἰς διάφορη τὰς δραστηριότητάς της τὰς ἐνδιαφερούσας τὴν περὶ ἣς πρόκειται περιοχὴν ὑπὸ τὸν δρόνον ὅπως αἱ κατευθύνσεις αὗται μὴ είναι ἀντίθετοι εἰς τὰ συμφέροντα δλῶν περιοχῶν. Εκτὸς τούτου, αἱ ἀποφάσεις μιᾶς τοιαύτης διασκέψεως δέον, ἐν πάσῃ περιπτώσει, νὰ είναι σύμφωνοι πρὸς τὰς διατάξεις τῶν Διοικητικῶν Κανονισμῶν.
- 56 4. (1) Η ἡμερησία διάταξις μιᾶς διοικητικῆς διασκέψεως καθορίζεται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου κατόπιν συμφωνίας τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἐνώσεως ἐὰν πρόκειται διὰ μίαν παγκόσμιον διοικητικὴν διάσκεψιν ἢ τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς θεωρουμένης περιοχῆς ἐὰν πρόκειται διὰ μίαν περιοχικὴν διοικητικὴν διάσκεψιν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 76.

- 57 (2) Ηεριπτώσεως διοθείσης ή ήμερησία αύτη διάταξις περιλαμβάνει πάν θέμα τὸ δόποιον ἀπεφασίσθη νὰ περιληφθῇ ὑπὸ μᾶς Διασκέψεως πληρεξουσίων.
- 58 (3) Η ήμερησία διάταξις μᾶς παγκοσμίου διοικητικῆς διασκέψεως ἡτις πραγματεύεται ραδιοεπικοινωνίας δύναται ἐπίσης νὰ περιλαμβάνῃ:
- α) Τὴν ἔκλογὴν τῶν μελῶν τῆς διεθνοῦς ἐπιτροπῆς καταγραφῆς συχνοτήτων, κατ' ἐφαρμογὴν τῶν ἀριθμῶν 172 ἔως 174.
- 59 β) Τὰς κατευθύνσεις αἵτινες δέον νὰ δοθοῦν εἰς τὴν ἐπιτροπὴν τοι' γ. ἀναφορικῶς μὲ τὰς δραστηριότητάς της, καὶ τὴν ἔξετασιν τῶν δραστηριοτήτων τούτων.
- 60 (5) (1) Μία παγκόσμιος διοικητικὴ διάσκεψις συγκαλεῖται:
- α) Τῇ ἀποφάσει μᾶς διασκέψεως πληρεξουσίων ἡτις δύναται νὰ δρίσῃ τὴν ήμερομηνίαν καὶ τὸν τόπον τῆς συγκλήσεώς της.
- 61 β) Τῇ συστάσει μᾶς προηγουμένης παγκοσμίου διοικητικῆς διασκέψεως.
- 62 γ) Τῇ αἵτησει τούλαχιστον τοῦ ἐνὸς τετάρτου τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς 'Ενώσεως, ἀπευθυνομένη κατ' ἴδιαν παρ' ἔκάστου τούτων πρὸς τὸν γενικὸν γραμματέα.
- 63 δ) Τῇ προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.
- 64 (2) Εἰς τὰς ἐν τοῖς ἀριθμοῖς 61, 62, 63 καὶ ἐνδεχομένως 60 ἀναφερομένας περιπτώσεις ἡ ήμερομηνία καὶ ὁ τόπος τῆς διασκέψεως δρίζονται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου κατόπιν συμφωνίας τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς 'Ενώσεως, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 76.
- 65 6. (1) Μία περιοχικὴ διοικητικὴ διάσκεψις συγκαλεῖται:
- α) Τῇ ἀποφάσει μᾶς διασκέψεως πληρεξουσίων.
- 66 β) Τῇ συστάσει μᾶς προηγουμένης παγκοσμίου ἡ περιοχικῆς διοικητικῆς διασκέψεως.
- 67 γ) Τῇ αἵτησει τούλαχιστον τοῦ ἐνὸς τετάρτου τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς 'Ενώσεως ἀνήκοντος εἰς τὴν ἐνδιαφερομένην περιοχήν, ἀπευθυνομένην παρ' ἔκάστου τούτων κατ' ἴδιαν πρὸς τὸν γενικὸν γραμματέα.
- 68 δ) Τῇ προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.
- 69 (2) Εἰς τὰς ἐν τοῖς ἀριθμοῖς 66, 67, 68 καὶ ἐνδεχομένως 65 ἀναφερομένας περιπτώσεις ἡ ήμερομηνία καὶ ὁ τόπος τῆς διασκέψεως δρίζονται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου κατόπιν συμφωνίας τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς 'Ενώσεως τῶν ἀνηκόντων εἰς τὴν θεωρουμένην περιοχήν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 76.
70. 7. (1) Η ήμερησία διάταξις, ή ήμερομηνία καὶ ὁ τόπος μᾶς διοικητικῆς διασκέψεως δύνανται νὰ τροποποιηθοῦν.
- α) Τῇ αἵτησει τούλαχιστον τοῦ ἐνὸς τετάρτου τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς 'Ενώσεως, ἐὰν πρόκειται διὰ μίαν παγκόσμιον διοικητικὴν διάσκεψιν, ἐνὸς τετάρτου τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς 'Ενώσεως ἀνήκοντος εἰς τὴν θεωρουμένην περιοχήν, ἐὰν πρόκειται διὰ μίαν περιοχικὴν διοικητικὴν διάσκεψιν.
- Αἱ αἵτησεις ἀπευθύνονται ἀτομικῶς ὑφ' ἔκάστου πρὸς τὸν γενικὸν γραμματέα ὁ δόποιος μεριμνῇ διὰ τὴν ἔγκρισιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.
- β) Τῇ προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.
- 72 (2) Εἰς τὰς ἐν τοῖς ἀριθμοῖς 70 καὶ 71 ἀναφερομένας περιπτώσεις, αἱ προτεινόμεναι τροποποιήσεις υἱοθετοῦνται δριστικῶς μόνον κατόπιν συμφωνίας τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς 'Ενώσεως, ἐὰν πρόκειται διὰ παγκόσμιον Διοικητικὴν Διάσκεψιν, ή τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς 'Ενώσεως τῶν ἀνηκόντων εἰς τὴν θεωρουμένην περιοχήν, ἐὰν πρόκειται διὰ περιο-
- χικὴν Διοικητικὴν Διάσκεψιν ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 76.
- 73 8. (1) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον δύναται νὰ θεωρήσῃ χρήσιμον ὅπως τῆς κυρίας συνόδου μᾶς διοικητικῆς διασκέψεως προγραμμῆς προπαρασκευαστικὴ σύνοδος ἐπιφορτισμένη νὰ καταστήσῃ προτάσεις ἀφορώσας τὰς τεχνικὰς βάσεις τῶν ἔργων τῆς διασκέψεως.
- 74 (2) Η σύγκλησις τῆς προπαρασκευαστικῆς ταύτης συνόδου καὶ ἡ ἡμερησία τῆς διάταξις δέον νὰ ἐγκριθοῦν ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς 'Ενώσεως ἐὰν πρόκειται διὰ παγκόσμιον Διοικητικὴν Διάσκεψιν ή ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς 'Ενώσεως τῶν ἀνηκόντων εἰς τὴν ἐνδιαφερομένην περιοχήν, ἐὰν πρόκειται διὰ περιοχικὴν Διοικητικὴν Διάσκεψιν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 76.
- 75 (3) Εἳναι ἡ προπαρασκευαστικὴ σύνοδος μᾶς διοικητικῆς διασκέψεως δὲν ἀπεράσισε διαφοροτρόπως τὰ κείμενα τὰ ὅποια τελικῶς ἐνέκρινεν αὐτῇ συγκεντρώνονται ὑπὸ μορφὴν ἐκθέσεως ἡτις ἐγκρίνεται ὑπὸ τῆς συνόδου ταύτης καὶ ὑπογράφεται ὑπὸ τοῦ Προέδρου τῆς.
- 76 Εἰς τὰς ἐν τοῖς ἀριθμοῖς 56, 64, 69, 72 καὶ 74 ἀναφερομένας συμβουλάς τὰ Μέλη τῆς 'Ενώσεως τὰ ὅποια δὲν ἀπήντησαν ἐντὸς τῆς ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ὀριζομένης προθεσμίας, θεωροῦνται ὡς μὴ μετέχοντα τῶν συμβουλῶν τούτων καὶ δὲν λαμβάνονται κατὰ συνέπειαν ὑπὸ δψων διὰ τὸν ὑπολογισμὸν τῆς πλειοψηφίας. Εἳναι δὲ ἀριθμὸς τῶν ληγθεισῶν ἀπαντήσεων, δὲν ὑπερβαίνει τὸ ἡμίσυο τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ἐρωτωμάτων Μελῶν τῆς 'Ενώσεως ἐρωτῶνται ἐκ νέου τὰ Μέλη.
- Αρθρον 8.
- Ἐσωτερικὸς Κανονισμὸς τῶν Διασκέψεων καὶ Συνελεύσεων.
- 77 Διὰ τὴν δργάνωσιν τῶν ἔργων τῶν καὶ τὴν διεύθυνσιν τῶν συζητήσεων τῶν αἱ διασκέψεις καὶ συνελεύσεις ἐφαρμόζουν τὸν ἐσωτερικὸν κανονισμὸν τὸν περιλαμβανόμενον εἰς τὸν προσηγραμμένον ἐν τῇ Συμβάσει Γενικὸν Κανονισμόν.
- Ἐν τούτοις ἐκάστη Διάσκεψις ή Συνέλευσις δύναται νὰ υἱοθετήσῃ τοὺς κανόνας τούς ὅποιους κρίνει ἀπαραίτητους πρὸς συμπλήρωσιν ἐκείνων τοῦ ἐδαφίου 9 τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ, ὑπὸ τὸν δρόν διὰ οἱ συμπληρωματικοὶ οὗτοι κανόνες θάσι συμφωνοῦν μὲ τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως καὶ τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ.
- Αρθρον 9.
- Διοικητικὸν Συμβούλιον.
- 78 1. (1) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἀποτελεῖται ἐξ εἰκοσὶ ἐννέα Μελῶν τῆς 'Ενώσεως ἐκλεγομένων ὑπὸ τῆς διασκέψεως πληρεξουσίων λαμβανομένης ὑπὸ δψων τῆς ἀνάγκης δικαίας ἐκπροσωπήσεως ὅλων τῶν μερῶν τοῦ κόσμου.
- Τὰ εἰς τὸ Συμβούλιον ἐκλεγόμενα Μέλη τῆς 'Ενώσεως ἐκπληροῦνται τὴν ἐντολήν των μέχρι τῆς ήμερουηνίας καθ' ἥν η Διάσκεψις τῶν πληρεξουσίων προβάλλεται εἰς τὴν ἔκλογήν νέου τοῦ Συμβουλίου.
- Τὰ αὐτὰ Μέλη δύνανται νὰ ἐπανεκλέγωνται.
- 79 (2) Εἳναι κατὰ τὸ μεταξὺ δύο Διασκέψεων πληγεῖσουσίων χρονικὸν διάστημα χρησεύση μία ἔδρα εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον αὐτῇ αὐτοδικαίως καταλαμβάνεται ὑπὸ τοῦ Μέλους τῆς 'Ενώσεως, τὸ δόποιον κατὰ τὴν τελευταίαν ψήφοφορίαν ἔκτασε τὸν μεγαλύτερον ἀριθμὸν ψήφων μεταξὺ τῶν εἰς τὴν αὐτὴν περιοχὴν ἀνήκοντων καὶ μὴ ἐκλεγέντων Μελῶν.
- 80 (3) Μία ἔδρα εἰς τὸ Συμβούλιον λογίζεται κανή.
- α) "Οταν ἐν Μέλος τοῦ Συμβουλίου δὲν ἀντεπονεῖται τὸν μεταξὺ εἰς δύο συνεχεῖς ἐτησίας συνεδριάσεις τοῦ Συμβουλίου.
- β) "Οταν μία χώρα Μέλος τῆς 'Ενώσεως παρατεῖται τῶν καθηκόντων τῆς ὡς μέλους τοῦ Συμβουλίου.

82. 2. "Εκαστον Μέλος τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου όριζει διὰ τὴν ἐν τῷ Συμβούλῳ ἔδραν του, πρόσωπον τὸ ὅποιον κατὰ τὸ δυνατὸν νὰ είναι λειτουργὸς τῆς Δημοσίεως τῶν τηλεπικοινωνιῶν του ἢ ἀμέσως ὑπερθυνον ἔνοντι τῆς Διευθύνσεως αὐτῆς ἢ ἐν δύναματι του. Τὸ πρόσωπον αὐτὸν δέον νὰ κέντηται ἐμπειρίαν περὶ τὰ τηλεπικοινωνικὰ ζητήματα.
83. 3. "Εκαστὸν Μέλος τοῦ Συμβουλίου διαθέτει μίαν ψῆφον.
84. 4. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον καταρτίζει τὸν ἔδιον αὐτοῦ ἐστατερικὸν ακνονισμόν.
85. 5. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον κατὰ τὴν ἔναρξην ἑκάστης ἑτησίας συνόδου ἐκλέγει τὸν Πρόεδρον καὶ τὸν ἀντιπρόεδρον αὐτοῦ. Οὗτοι ἐκπληροῦν τὰ καθήκοντὰ των μέχρι τῆς ἐνάρξεως τῆς ἐπομένης ἑτησίας συνόδου είναι δὲ ἐπανεκλέξιμοι. 'Απουσιάζοντος τοῦ Προέδρου, τοῦτον ἀναπληροῦ ὁ ἀντιπρόεδρος.
86. 6. (1) Τὸ Συμβούλιον συνέρχεται εἰς ἑτησίαν σύνοδον, ἐν τῇ ἔδρᾳ τῆς 'Ενώσεως.
87. (2) Κατὰ τὴν σύνοδον ταύτην, τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ ἀποφασίσῃ ὅπως συγκαλέσῃ ἐκτάκτως μίαν συμπληρωματικὴν σύνοδον.
88. (3) Κατὰ τὸ μεταξὺ τῶν τακτικῶν συνόδων διάστημα, τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ συγκληθῇ κατ' ἀρχὴν ἐν τῇ ἔδρᾳ τῆς 'Ενώσεως, ὑπὸ τοῦ Προέδρου αὐτοῦ, τῇ αἰτήσει τῆς πλειοψηφίας τῶν μελῶν αὐτοῦ.
89. 7. 'Ο Γενικὸς Γραμματεὺς καὶ ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεὺς, ὁ Πρόεδρος καὶ ἀντιπρόεδρος τῆς Διεύθυνσης Ἐπιτροπῆς καταγραφῆς συγχονοτήτων καὶ οἱ Διευθυνταὶ τῶν Διειθνῶν Συμβούλευτικῶν Ἐπιτροπῶν, μετέχουσιν αὐτοδικαίως εἰς τὰς συζητήσεις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, γωρὶς δύμως νὰ λαμβάνουσι μέρος εἰς τὰς ψηφοφορίας. 'Εν τούτοις τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ πραγματοποιῇ συνεδριάσεις μόνον ἐκ τῶν Μελῶν του.
90. 8. 'Ο Γενικὸς Γραμματεὺς τῆς 'Ενώσεως ἐκτελεῖ καθήκοντα Γραμματέως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.
91. 9. (1) Κατὰ τὸ μεσολαβοῦν γρονικὸν διάστημα μεταξὺ τῶν Διασκέψεων πληρεξουσίων, τὸ Διοικ. Συμβούλιον ἐνεργεῖ ὡς ἐντολοδόχος τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων, ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῶν ἐκχωρηθέντων αὐτῷ ὑπὸ αὐτῆς δικαιωμάτων.
92. (2) Τὸ Συμβούλιον ἐνεργεῖ μόνον ὅσακις εὑρίσκεται ἐν ἐπισήμῳ συνόδῳ.
93. 10. 'Ο ἀντιπρόσωπος ἐκάστου τῶν μελῶν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ παρίσταται ὡς παρατηρητής, εἰς πάσας τὰς συνόδους τῶν μονίμων δργανισμῶν τῆς 'Ενώσεως, τῶν καθοριζομένων εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 30, 31 καὶ 32.
94. 11. Μόνον τὰ ἔξιδα μετακινήσεως καὶ διακονῆς τοῦ ἀντιπροσώπου ἐκάστου τῶν Μελῶν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου διὰ τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν καθηκόντων του κατὰ τὰς συνόδους τοῦ Συμβουλίου, βαρύνουν τὴν 'Ενώσειν.
- B. 'Αρμοδιότητες
95. 12. (1) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἐπιφορτίζεται νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς διευκόλυνσιν τῆς ἐφορμογῆς, ὑπὸ τῶν Μελῶν καὶ τῶν συνεργαζομένων Μελῶν, τῶν διατάξεων τῆς Συμβάσεως, τῶν Κανονισμῶν, τῶν ἀποφάσεων τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων καὶ περιπτώσεως τυχούσης, τῶν ἀποφάσεων τῶν λοιπῶν Διασκέψεων καὶ Συνελεύσεων τῆς 'Ενώσεως.
96. 2. 'Εξασφαλίζει ἀποτελεσματικὸν συντονισμὸν τῶν ἐγκριτῶν τῆς 'Ενώσεως.
97. 13. Εἰδικώτερον, τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον:
- α) Ἐκτελεῖ πᾶν ἔργον τὸ ὅποιον ἀνατίθεται εἰς αὐτὸν ὑπὸ τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων.
- β) Ἐπιφορτίζεται ὅπως ἔξασφαλίζῃ τὸν συντονισμὸν μεθ' δλων τῶν διειθνῶν δργανώσεων, αἵτινες προβλέπονται ὑπὸ τῶν ἀριθμῶν 29 καὶ 30, κατὰ τὸ μεσολαβοῦν μεταξὺ τῶν Διασκέψεων Πλειρεξουσίων
- χρονικὸν διάστημα. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον συνάπτει ἐξ ὀνόματος τῆς 'Ενώσεως προσωρινὰς Συμφωνίας μετὰ τῶν ἐν ἀριθμῷ 30 ἀναρρησιμένων διεθνῶν δργανώσεων καὶ μετὰ τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ Συμφώνου μεταξὺ τοῦ 'Οργανισμοῦ 'Ηνωμένων 'Εθνῶν καὶ τῆς Διεύθυνσης 'Ενώσεως Τηλεπικοινωνιῶν. Αἱ προσωριναὶ αὗται συμφωνίαι δέον νὰ ὑποβάλλωνται εἰς τὴν προσεγγίζουσαν Πληρεξουσίων συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 42.
99. γ) Ὁρίζει, τὸν ἀριθμὸν καὶ τὴν ιεραρχίαν τοῦ πρωσπικοῦ τῆς Γενικῆς Γραμματείας καὶ τὸν εἰδικῶν γραμματειῶν τῶν μονίμων δργανισμῶν τῆς 'Ενώσεως, λαμβάνον ὑπὸ δύψιν τὰς ὑπὸ τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων δοθείσας γενικὰς κατευθυντήριους γραμμάτες.
100. δ) Καταρτίζει πάντας τοὺς κανονισμοὺς οὓς κρίνει ἀναγκαίους διὰ τὰς διοικητικὰς καὶ οἰκονομικὰς δραστηριότητας τῆς 'Ενώσεως καθὼς καὶ τοὺς διοικητικοὺς κανονισμοὺς λαμβάνον ὑπὸ δύψιν τὴν τρέχουσαν πρακτικὴν τοῦ 'Οργανισμοῦ 'Ηνωμένων 'Εθνῶν καὶ τῶν εἰδικευμένων 'Οργανισμῶν οἵτινες ἐφαρμόζουσι τὸ κοινὸν καθεστώς τῶν ἀποδοχῶν, ἀποζημιώσεων καὶ συντάξεων.
101. ε) Ελέγχει τὴν διοικητικὴν λειτουργίαν τῆς 'Ενώσεως.
102. στ) Εξετάζει καὶ ἐγκρίνει τὸν ἑτησίον προυπολογισμὸν τῆς 'Ενώσεως πραγματοποιοῦν πάσας τὰς δυνατὰς οἰκονομικὰς.
103. ζ) Λαμβάνει δόλα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὸν ἑτησιον ἔλεγχον τῶν ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως καταρτιζομένων λογαριασμῶν καὶ ἐγκρίνει τοὺς λογαριασμούς τούτους πρὸς ὑποβολὴν εἰς τὴν ἐπομένην Διάσκεψιν πληρεξουσίων.
104. η) Ἀναπροσαρμόζει ἐάν είναι ἀναγκαῖον:
1. Τὰς βασικὰς μισθολογικὰς βαθμίδας ἀποδοχῶν τοῦ πρωσπικοῦ τῶν κατηγοριῶν διοικητικῶν ὑπαλλήλων καὶ διευθυντῶν, ἐξαιρέσει τῶν ἀποδοχῶν τῶν θέσεων αἵτινες πληροῦνται δι' ἐκλογῆς, διὰ νὰ τὰς προσαρμόσῃ πρὸς τὰς βασικὰς μισθολογικὰς βαθμίδας ἀποδοχῶν, τὰς καθοριζομένας ὑπὸ τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν διὰ τὰς ἀντιστοίχους κοινὰς κατηγορίας.
105. 2. Τὰς βασικὰς μισθολογικὰς βαθμίδας ἀποδοχῶν τοῦ πρωσπικοῦ τῆς κατηγορίας τῶν γενικῶν ὑπηρεσιῶν, διὰ νὰ τὰς προσαρμόσῃ πρὸς τὰς ἀποδοχάς, αἵτινες ἐφαρμόζονται ὑπὸ τοῦ Ο.Η.Ε. καὶ τὸν πορὰ τῇ ἔδρᾳ τῆς 'Ενώσεως εἰδικευμένων δργανισμῶν.
106. 3. Τὰς ἀποζημιώσεις θέσεως τῆς κατηγορίας τῶν διοικητικῶν ὑπαλλήλων καὶ τῶν ἀνωτέρων κατηγοριῶν περιλαμβανομένων καὶ τῶν θέσεων, αἵτινες πληροῦνται δι' ἐκλογῆς, συμφώνως πρὸς τὰς ἀποφάσεις τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν τὰς ἴσχυούσας διὰ τὴν ἔδραν τῆς 'Ενώσεως.
107. 4. Τὰς ἀποζημιώσεις τὰς ὀποίας δικαιοῦνται ἀπὸ τὸ πρωσπικὸν τῆς 'Ενώσεως, ἐν ἀρμονίᾳ μὲ τὰς υἱοθετουμένας τροποποιήσεις εἰς τὸ κοινὸν καθεστώς τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν.
108. 5. Τὴν συμβολὴν τῆς 'Ενώσεως καὶ τοῦ πρωσπικοῦ εἰς τὸ Κοινὸν Ταμείον συντάξεων τοῦ πρωσπικοῦ τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν, συμφώνως πρὸς τὰς ἀποφάσεις τῆς Μικτῆς Επιτροπῆς τοῦ Ταμείου τούτου.
109. 6. Τὰς ἀποζημιώσεις ἀκριβείας ζωῆς τὰς παρεγγυμένας εἰς τοὺς δικαιούχους τοῦ Ταμείου ἀσφαλίσεως Πρωσπικοῦ τῆς 'Ενώσεως, συμφώνως μὲ τὴν διολογισμένην ὑπὸ τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν Πρακτικήν.
110. 6) Φροντίζει διὰ τὴν σύγκλησιν τῶν διαπλανέσεων τῆς 'Ενώσεως κατ' ἐφαρμογὴν τῶν δικρίων 6 καὶ 7.
111. 1) Τοιούτοις εἰς τὴν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων τὰς γνωματεύσεις τὰς ὀποίας κρίνει χρησίμους.
112. 2) Συντονίζει τὰς ἐργασίας τῶν μονίμων δργανισμῶν τῆς 'Ενώσεως, λαμβάνει τὰ ἐνδεικνυόμενα μέτρα διὰ νὰ δίδῃ συνέχειαν εἰς τὰς ὑπὸ τῶν δργανισμῶν

- τούτων ύποβαλλομένας αίτήσεις ή συστάσεις και έξετάζει τὰς ἔτησίας ἐκθέσεις αὐτῶν.
- 113 ιβ) Προβαίνει, ἐάν καίνη τοῦτο χρήσιμον, εἰς τὸν διορισμὸν ἐνὸς προσωρινοῦ ἀναπληρωτοῦ εἰς περίπτωσιν κενώσεως τῆς θέσεως τοῦ ἀναπληρωτοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.
- 114 ιγ) Προβαίνει εἰς τὸν διορισμὸν προσωρινοῦ ἀναπληρωτοῦ εἰς τὰς γηρευούσας θέσεις Διευθυντοῦ τῶν Διειθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν.
- 115 ιδ) Ἐκτελεῖ τὰς λοιπὰς προβλεπομένας ὑπὸ τῆς πασούσης Συμβάσεως λειτουργίας καὶ ἐντὸς τοῦ πλαισίου ταύτης καὶ τῶν Κανονισμῶν, πάσας τὰς λειτουργίας, αἴτινες κρίνονται ἀναγκαῖαι διὰ τὴν καλὴν διοικησιν τῆς Ἐνώσεως.
- 116 ιε) Λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα, μετὰ προηγουμένην συμφωνίαν τῆς πλειοψηφίας τῶν μελῶν τῆς Ἐνώσεως διὰ τὴν ἐπίλυσιν, προσωρινῶς, τῶν περιπτώσεων αἴτινες δὲν προβλέπονται ὑπὸ τῆς Συμβάσεως καὶ τῶν Παραστημάτων τῆς, ἡ λύσις τῶν ὅποιων δὲν εἰναι δυνατὸν νὰ ἀνοβληθῇ μέχρι τῆς ἀρμοδίας προσεχοῦς Διασκέψεως.
- 117 ιστ) Ὑποβάλλει πρὸς ἔξέτασιν ὑπὸ τῆς Διασκέψεως Πληρεξούσιων, ἔκθειον περὶ τῶν δραστηριοτήτων αὐτοῦ καθὼς καὶ τῶν δραστηριοτήτων τῆς Ἐνώσεως.
- 118 ιζ) Διαβιβάζει εἰς τὰ μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη τῆς Ἐνώσεως τὸ ταχύτερον δυνατόν, μεθ' ἔκάστην τῶν συνόδων του, περιληπτικὰ πρακτικὰ τῶν ἐργασιῶν του, καθὼς καὶ διὰ τὰ ἔγγραφα τὰ ὅποια κρίνει χρήσιμα.
- 119 ιη) Εὔνοει τὴν διεθνῆ συνεργασίαν ἐπὶ σκοπῷ τῆς παραχωρήσεως διὰ διάθεσιν αὐτοῦ μέσων καὶ εἰδικώτερον διὰ τῆς συμμετοχῆς τῆς Ἐνώσεως εἰς τὰ οἰκεῖα Προγράμματα τῶν Ηνωμένων Ἐθνῶν, τεχνικῆς βοηθείας πρὸς τὰς νέας καὶ τὰς ὑπὸ ἀνάπτυξιν χώρας, συμφώνως πρὸς τὸ ἀντικείμενον τῆς Ἐνώσεως, συνιστάμενον εἰς τὸ νὰ ὑποθάλπῃ διὰ διάθεσιν τῶν δυνατῶν μέσων τὴν ἀνάπτυξιν τῶν Τηλεπικοινωνιῶν.
- *Αρθρον 10.
- Γενικὴ Γραμματεία
- 120 1. (1) Ἡ Γενικὴ Γραμματεία Διευθύνεται ὑπὸ Γενικοῦ Γραμματέως, ἐπικουρουμένου ὑπὸ ἀναπληρωτοῦ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.
- 121 (2) Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς καὶ ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεὺς ἀνολαμβάνουσιν ὑπηρεσίαν ὡπὸ τῆς ἡμέρας, ἡτις καθορίζεται κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ἔκλογῆς των. Παραμένουσιν κανονικῶς ἐν ὑπηρεσίᾳ μέχρι τῆς ἡμέρας ἡτις καθορίζεται ὑπὸ τῆς Διασκέψεως Πληρεξούσιων κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἐπομένης συνόδου τῆς καὶ δύνανται νὰ ἐπανεκλεγῶσι.
- 122 (3) Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς είναι ὑπεύθυνος ἔναντι τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου διὰ τὸ σύνολον τῶν διοικητικῶν καὶ οἰκονομικῶν ἀπόψεων τῶν δραστηριοτήτων τῆς Ἐνώσεως.
- ‘Ο ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεὺς είναι ὑπεύθυνος ἔναντι τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.
- 123 (4) Εάν ἡ θέσις τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως χηρεύσῃ, ὁ ὀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεὺς ἐπιφορτίζεται νὰ καταλάβῃ, ταύτην προσωρινῶς.
- 124 (2) Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς :
- α) Συντονίζει τὰς δραστηριότητας τῶν μονίμων ὄργανισμῶν τῆς Ἐνώσεως, μὲ τὴν βεβήθειαν τῆς συντονιστικῆς ἐπιτοπῆς, περὶ ἣς ὁ λόγος ἐν ἀρθρῷ 11.
- 125 β) Ὁργανώνει τὴν ἔργασίαν τῆς Γενικῆς Γραμματείας καὶ διορίζει τὸ προσωπικὸν τῆς Γραμματείας ταύτης συμμορφούμενος πρὸς τὰς ὑπὸ τῆς Διασκέψεως Πληρεξούσιων διδομένας κατευθύνσεις καὶ πρὸς τούς, ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, καταρτίζομένους κανονισμούς.
- 126 γ) Λαμβάνει τὰ διοικητικὰ μέτρα, τὰ σχετικόμενα μὲ τὴν σύστασιν τῶν διδομένων γραμματειῶν τῶν
- μονίμων ὄργανισμῶν καὶ διορίζει τὸ προσωπικὸν τῶν γραμματειῶν τούτων, ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τοῦ προσταμένου ἑκάστου μονίμου ὄργανισμοῦ καὶ ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ἔκλογῆς τοῦ τελευταίου τούτου, τῆς τελικῆς ἀποφάσεως περὶ διορισμοῦ ἡ περὶ ἀπολύσεως ἀνηκούσης εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα.
- 127 δ) Φέρει εἰς γνῶσιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου πᾶσαν ἀπόφασιν, λαμβανομένην ὑπὸ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῶν εἰδικευμένων ὄργανισμῶν, ἀφορῶσαν τοὺς ὄρους ἔργασίας ἀποζημιώσεων καὶ παροχῆν κοινῆς ἐφαρμογῆς.
- 128 ε) Ἐποπτεύει διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διοικητικῶν καὶ οἰκονομικῶν κανονισμῶν τῶν ἐγκριθέντων ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.
- 129 στ) Ἀσκεῖ ἐποπτείαν, ἀποκλειστικῶς διοικητικήν, ἐπὶ τοῦ προσωπικοῦ τῶν εἰδικευμένων γραμματειῶν, τὸ ὅποιον ἔργαζεται ὑπὸ τὰς ἀμέσους διαταγὰς τῶν προσταμένων τῶν μονίμων ὄργανισμῶν τῆς Ἐνώσεως.
- 130 ζ) Ἐξασφαλίζει τὴν ἔργασίαν γραμματείας, ἡτις προηγεῖται καὶ ἔπειται τῶν Διασκέψεων τῆς Ἐνώσεως.
- 131 η) Ἐξασφαλίζει, ἐν συνεργασίᾳ ἐνδεχομένως μετὰ τῆς προσκαλούσης Κυβερνήσεως τὴν Γραμματείαν δύλων τῶν Διασκέψεων τῆς Ἐνώσεως καὶ παρέχει ἐν συνεργασίᾳ μετὰ τοῦ ἐπὶ κεφαλῆς τοῦ ἐνδιαφερομένου μονίμου ὄργανισμοῦ τὰς ἀναγκαῖας ὑπηρεσίας κατὰ τὸ χρονικὸν διάστημα τῶν συνόδων ἐκάστου μονίμου ὄργανισμοῦ τῆς Ἐνώσεως.
- Δύναται ἐπίσης κατόπιν αἰτήσεως καὶ ἐπὶ τῇ βάσει συμβολαίου, νὰ ἔξασφαλίζῃ τὴν Γραμματείαν οἰωνδήποτε ἔτερων συνελεύσεων σχετικῶν μὲ τηλεπικοινωνίας.
- 132 θ) Ἐνημερώνει τὰ ἐπίσημα ὄνοματολόγια, τὰ καταρτικόμενα βάσει τῶν πρὸς τοῦ παρεχομένων στοιχείων, ὑπὸ τῶν μονίμων ὄργανισμῶν τῆς Ἐνώσεως ἡ ὑπὸ τῶν Διευθύνσεων, ἔξαιρέσει τῶν εὑρετηρίων καὶ πάντων τῶν λοιπῶν ἀπαραιτήτων φακέλλων, οἰτινες δύνανται νὰ ἔχωσι σχέσιν μὲ τὰ καθήκοντα τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς συχνοτήτων.
- 133 ι) Δημοσιεύει τὰς γνωματεύσεις καὶ τὰς κυρίας ἐκθέσεις τῶν μονίμων ὄργανισμῶν τῆς Ἐνώσεως.
- 134 ια) Δημοσιεύει τὰς ἀφορώσας τὰς Τηλεπικοινωνίας διεθνεῖς καὶ περιφερειακὰς συμφωνίας, αἴτινες ἀνακοινούνται αὐτῇ ὑπὸ τῶν Μερῶν, καὶ ἐνημερώνει τὰ σχετικὰ στοιχεῖα.
- 135 ιβ) Δημοσιεύει τοὺς τεχνικοὺς ὄρους τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς Συχνοτήτων, ὡς καὶ πᾶν ἄλλο στοιχεῖον ἀφορῶν τὴν ἐκχώρησιν καὶ τὴν χρησιμοποίησιν τῶν συχνοτήτων, ὡς ἐπεξειργάσθη τοῦτο ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ Καταγραφῆς Συχνοτήτων ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν καθηκόντων τῆς.
- 136 ιγ) Καταρτίζει, δημοσιεύει καὶ ἐνημερώνει, βοηθούμενος, περιπτώσεως τυχούσης ὑπὸ τῶν μονίμων ὄργανισμῶν τῆς Ἐνώσεως:
- 137 1. Σειρὰν στοιχείων διεκυνόντων τὴν σύνθεσιν καὶ τὴν διάρθρωσιν τῆς Ἐνώσεως.
2. Τὰς γενικὰς στατιστικὰς καὶ τὰ ἐπίσημα ὑπηρεσιακὰ στοιχεῖα τῆς Ἐνώσεως τὰ προβλεπόμενα ὑπὸ τῶν προστημένων εἰς τὴν Σύμβασιν Κανονισμῶν.
- 139 3. Πάντα τὰ λοιπὰ στοιχεῖα, ἡ τήρησις τῶν ὅποιων καθορίζεται ὑπὸ τῶν Διασκέψεων καὶ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.
- 140 ιδ) Διατίθει τὰ δημοσιεύμενα στοιχεῖα.
- 141 ιε) Συγκεντρώνει καὶ δημοσιεύει, ὑπὸ κατάλληλον μορφήν, πληροφορίας ἐθνικού καὶ διεθνοῦς χαρακτήρος ἐνδιαφερούσας τὰς Τηλεπικοινωνίας, καθ' ὅλον τὸν κόσμον.
- 142 ιστ) Συλλέγει καὶ δημοσιεύει, ἐν συνεργασίᾳ μὲ τοὺς ἄλλους μονίμους ὄργανισμούς τῆς Ἐνώσεως, τὰς πληροφορίας τεχνικοῦ ἡ διοικητικοῦ χαρακτήρος, αἴτινες δύνανται νὰ είναι ὀφέλιμοι, ἵδιατέρως ἡ τὰς νέας χώρας ? τὰς εὐρισκομένας εἰς τὴν ἀδόν τῆς ἀναπτυξεως, πρὸς βελτίωσιν τῶν τηλεπικοινωνιῶν

- δικτύων. Έφιστάται ἐπίσης ἡ προσοχή τῶν γωρῶν τούτων ἐπὶ τῶν δυνατοτήτων, αἵτινες παρέχονται παρὰ τῶν διεθνῶν προγραμμάτων, τῶν τελούντων ὑπὸ τὴν αἵδια τῶν Ἰννεμένων, Εθνῶν.
- 143 (ε) Συνκεντρώνει καὶ δημοσιεύει πάσας τὰς ἀφορώπαχτὰς τὴν γρηγοριόησιν τεχνικῶν μέσων πληροφορίας, αἵτινες δύνανται νὸς εἶναι ἀφέλιμοι εἰς τὸ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη, πρὸς βελτίωσιν τῆς ἀποδόσεως τῶν ὑπηρεσιῶν τηλεπικοινωνίας καὶ ἴδια πρὸς καλυτέραν, κατὰ τὸ δυνατόν, γρηγοριόησιν τῶν ραδιοηλεκτρικῶν συγχοντήτων πρὸς μείωσιν τῶν παρενογλήσεων.
- 144 (η) Δημοσιεύει περιοδικῶς, τῇ βοηθείᾳ τῶν συγκεντρωμένων ἡ τιθεμένων εἰς τὴν διάθεσιν του πληροφορῶν, συμπεριλαμβανομένων καὶ ἐκείνων, τὰς ὄποιας δύνανται νὰ λάβῃ ὅποιος διεθνεῖς ὀργανισμούς, ἐφημερίδα πληροφοριόδοτήσεως καὶ γενικῆς ἐνημερώσεως ἐπὶ τῶν Τηλεπικοινωνιῶν.
- 145 (ιθ) Προπαρασκευάζει καὶ ὑποβάλλει εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον σχέδιον ἐτησίου προϋπολογισμοῦ, διστις ἐγκρινομένος ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου, διαβιβάζεται, ὑπὸ τοῦ πληροφοριακού, εἰς ὅλα τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη.
- 146 (κ) Καταρτίζει ἔκθεσιν οἰκονομικῆς διαχειρίσεως, ὑποβαλλομένην κατ' ἔτος εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον καὶ ἀνακεφαλαιωτικὸν λογχηρασμόν, πρὸ ἐκάστης Διασκέψεως Πληρεξουσίων. Λί ἐκένεσις αἵτινα ἀφοῦ ἐλεγχθῶσι ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἀνακοινοῦνται εἰς τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη καὶ ὑποβάλλονται εἰς τὴν ἐπομένην Διάσκεψιν Πληρεξουσίων πρὸς ἔξετασιν καὶ τελικὴν ἐγκρισιν.
- 147 (κα) Καταρτίζει ἐτησίαν ἔκθεσιν ἐπὶ τῆς δράσεως τῆς Ἐνώσεως, ἡτις ἐγκρινομένη ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, διαβιβάζεται εἰς ὅλα τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη.
- 148 (κβ) Διασφαλίζει πάσας τὰς λοιπὰς λειτουργίας τῆς Γενικῆς Γραμματείας.
- 149 (κγ) Ενεργειᾶς ὑπὸ τὴν ἴδιοτητα νομίμου ἐκπροσώπου τῆς Ἐνώσεως.
- 150 3. Ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματέας συντρέγει τὸν Γενικὸν Γραμματέα ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν καθηκόντων τοῦ καὶ ἐκτελεῖ τὰς εἰδικάς ἐργασίας τὰς ὅποιας ἐμπιστεύεται εἰς αὐτὸν ὁ Γενικὸς Γραμματέας. Ἐκτελεῖ τὰ καθήκοντα τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως ἐν περιπτώσει ἀποσύνας τοῦ τελευταίου τούτου.
- 151 4. Ὁ Γενικὸς Γραμματέας ἡ ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματέας δύναται νὰ παρίσταται, ὑπὸ τοῦ πληροφοριακού εἰς τὰς γενικὰς συνελεύσεις τῶν διεθνῶν συμβούλευτικῶν ἐπιτροπῶν καὶ εἰς πάσας τὰς Διασκέψεις τῆς Ἐνώσεως. Ὁ Γενικὸς Γραμματέας ἡ ὁ ἀνπρόσωπός τοῦ δύναται νὰ συμμετέχῃ ὑπὸ τοῦ πληροφοριακού εἰς ὅπασας τὰς λοιπὰς συνελεύσεις τῆς Ἐνώσεως. Ἡ συμμετοχή τῶν εἰστάς συνεδριάσπεις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου διέπεται ὑπὸ τῶν διεκτέξεων τοῦ ἀριθμοῦ 89.
- Άρθρον 11.
- Συντονιστικὴ Ἐπιτροπὴ
- 152 1 (1) Ὁ Γενικὸς Γραμματέας ἐπικοινωνεῖται ὑπὸ μιᾶς συντονιστικῆς ἐπιτροπῆς ἡ ὄποια τοῦ παρέχει γωρματέσιες ἐπὶ ζητημάτων διοικητικῶν, οἰκονομικῶν καὶ τεχνικῆς συγερνασίας, ἐνδιαφερόντων περισσοτέρους μονίμους ὀργανισμούς καὶ ἐπὶ ζητημάτων τῶν τομέων ἐξωτερικῶν Σχέσεων καὶ Δημοσίκης ἐνημερώσεως.
- 153 (2) Ἡ ἐπιτροπὴ ἔχεται ἐπίσης πάντα τὰ σημαντικὰ θέματα τὰ ὅποια τῇ ὑποβάλλονται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.
- Μετὰ μελέτην τῶν θεμάτων τούτων ἡ ἐπιτροπὴ ὑποβάλλει εἰς τὸ Συμβούλιον μίαν ἔκθεσιν ἐπὶ τὸν ἀντικείμενον τῶν μέσω τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.
- 154 (3) Ἡ ἐπιτροπὴ παρέχει ἴδιαιτέρως τὴν συνδρομὴν τῆς πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα κατὰ τὴν ἐκπλή-
- ρωσιν καθηκόντων τὰ ὅποια τῷ σύνετεθησαν δυνάμει τῶν ἀριθμῶν 143, 144, 145 καὶ 146.
- 155 (4) Ἡ ἐπιτροπὴ ἔχεται τὰ ἀποτελέσματα τῶν δραστηριοτήτων τῆς Ἐνόποιες εἰς τὸν τομέα τῆς Τεχνικῆς συνεργασίας καὶ παρέχει συστάσεις εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον διὰ μέσου τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.
- 156 (5) Ἡ Ἐπιτροπὴ εἶναι ἐπιφορτισμένη νὰ ἔχει φαλίζῃ τὸν συντονισμὸν μὲ δῆλους τοὺς διεθνεῖς Ὀργανισμοὺς τεὺς μημημένους εἰς τὰ ἀριθμὰ 29 καὶ 30 ἀναφορικῶς μὲ τὴν ἐκπροσώπησιν τῶν μονίμων Ὀργανισμῶν τῆς Ἐνώσεως εἰς τὰς διακεψίεις τῶν Ὀργανισμῶν τούτων.
- 157 2. Ἡ Ἐπιτροπὴ πρέπει νὰ προσπαθῇ νὰ διατυπώῃ τὰ συμπεράσματα τῆς κατ' ὅμορφων γνώμην.
- Ο Γενικὸς Γραμματέας εὐς ἐν τούτοις δύναται νὰ λαμβάνῃ ἀποφάσεις ἀκόμη καὶ ἀνευ τῆς ὑποστηρίξεως δύο τοῦ περισσοτέρων Μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς, ἐάν κοίνη διὰ τὰ προκείμενα ζητήματα ἔχουν χαρχτῆρα ἐπίγοντο.
- Εἰς αὐτὸς τὰς περιπτώσεις καὶ ἐὰν τοῦ τὸ ζητήσῃ ἡ ἐπιτροπὴ, συντάσσει ἔκθεσιν πρὸς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἐπ' αὐτῶν τῶν ζητημάτων, ἐντὸς προθεσμιῶν ἐγκρινομένων ὑφ' ἀπόντων τῶν Μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς.
- Ἐάν, ὑπὸ σύτάξης τὸς ἀδίκης περιστάσεις τὰ ζητήματα δὲν εἶναι ἐπείγοντα ἀλλὰ παρὰ ταῦτα σπουδαῖα, παραπέμπονται εἰς τὴν ἐπομένην συνεδρίασιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου πρὸς ἔξετασιν.
- 158 3. Ἡ Ἐπιτροπὴ προσδέρεται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως καὶ συντίθεται ὑπὸ τοῦ ἀναπληρωτοῦ Γενικοῦ Γραμματέως, τῶν διευθυντῶν τῶν διεθνῶν ουμβούλευτικῶν ἐπιτροπῶν καὶ τοῦ προέδρου τῆς διεθνοῦς ἐπιτροπῆς καταγραφῆς τῶν συχνοτήτων.
- 159 4. Ἡ Ἐπιτροπὴ συνέρχεται τῇ προσκλήσει τοῦ Προέδρου τῆς, γενικῶς τούτους ἀπαξ κατὸ μῆνα.
- Ἄρθρον 12.
- Οἱ ἐκλεγόμενοι ἀνώτεροι ὑπάλληλοι καὶ τὸ προσωπικὸν τῆς Ἐνώσεως.
- 160 1. Ὁ Γενικὸς Γραμματέας, ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματέας καὶ οἱ Διευθυνταὶ τῶν Διεθνῶν Συμβούλευτικῶν ἐπιτροπῶν δέον ἀπαντεῖ νὰ προέρχωνται ἐκ δικτύων Χωρῶν, Μελῶν τῆς Ἐνώσεως.
- Κατὸ τὴν ἐκλογὴν των, πρέπει δεόντως νὰ λαμβάνωνται ὑπὸ δψει αἱ εἰς τὸν ἀριθμὸν 164 ἐκτιθέμεναι ἀργαλ καὶ μία κατάλληλος γεωγραφικὴ ἐκπροσώπησις διλῶν τῶν παριοχῶν τοῦ κόσμου.
- 161 2. (1) Ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν καθηκόντων των, οἱ ἐκλεγόντες λειτουργοί, ὡς καὶ τὸ προσωπικὸν τῆς Ἐνώσεως δὲν δύνανται νὰ ζητήσωσι οὔτε νὰ δέχωνται δημιαὶς Κυβερνήσεως των, ἡ ἀλλης ἀρχῆς ζένης πρὸ τῆς Ἐνώσεως.
- Οφείλουν νὰ διέπεωσιν πάσης πράξεως σύμβιβαστου πρὸ τῆς θέσιν των ὡς διεθνῶν λειτουργῶν.
- 162 (2) Ἐκαστον Μέλος καὶ Συνεργαζόμενον Μέλος δρεῖται νὰ σέβεται τὸν ἀποκλειστικὸν διεθνῆ χαρακτῆρα τῶν ὑπηρεσιῶν τῶν ἐκλεγέντων λειτουργῶν καὶ τοῦ προσωπικοῦ τῆς Ἐνώσεως καὶ νὰ μὴ ἐπιδιώκῃ νὰ ἐπηρεάσῃ αὐτοὺς κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ ἔργου των.
- 163 (3) Οἱ ἐκλεγόμενοι λειτουργοί, καθώς καὶ τὸ προσωπικὸν τῆς Ἐνώσεως δὲν ἐπιτρέπεται νὰ ἔχωσιν ἔξω τῶν καθηκόντων τῶν συμμετοχῆς οὔτε οἰκονομικὰ συμβέροντα οἰσαδήποτε φύσεως εἰς οἰανδήποτε ἐπιχείρησιν ἀσχολούμενην μὲ τηλεπικοινωνίας.
- Οὐχ ἡττον ἡ ἐκφρασίς «οἰκονομικὰ συμφέροντα» δὲν πρέπει νὰ ἐρμηνευθῇ ὡς ἀντιβαίνουσα εἰς τὴν συνέχισιν καταβολῆς γρηγόρων πρὸς συνταξιοδότησιν λόγω προγενεστέρας ὑπαλληλούχης σχέσεως ἡ ὑπηρεσιῶν.
- 164 3. Ἡ κυριαρχοῦσα σκέψις εἰς τὴν πρόσληψιν καὶ τὸν καθορισμὸν τῶν δρων γρηγοριοποιήσεως τοῦ προσω-

- πικοῦ δέον νὰ είναι ή ἀνάγκη ὅπως ἔξασφαλισθῶσιν εἰς τὴν "Ενωσιν αἱ ὑπηρεσίαι προσώπων κατεχόντων τὰ ἀνώτερα προσόντα ἵκανότητος, καταλληλότητος καὶ ἀκεραιότητος. Δέον νὰ λαμβάνηται δεόντως ὑπ' ὅψιν ἡ σπουδαιότητης προσλήψεως προσωπικοῦ γενομένης ἐπὶ εύρυτέρας, κατὰ τὸ δυνατόν, γεωγραφικῆς βάσεως.
- "Αρθρον 13.
- Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ Καταγραφῆς Συχνοτήτων.
- 165 1. Τὰ κυριώτερα καθήκοντα τῆς Ἐπιτροπῆς καταγραφῆς συχνοτήτων είναι :
- α). Νὰ ἐνεργῇ μεθοδικήν καταγραφὴν τῶν ὑπὸ τῶν διαφόρων χωρῶν παραχωρουμένων συχνοτήτων κατὰ τρόπον, ὡστε νὰ καθορίζωνται, συμφώνως πρὸς τὴν ὑπὸ τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ, περιπτώσεως τυχούσης, ὑπὸ τῶν ἀποφάσεων τῶν ἀρμοδίων Διασκέψεων τῆς Ἐνώσεως, προβλεπομένην διαδικασίαν, ἡ χρονολογία, ὁ σκοπὸς καὶ τὰ τεχνικὰ χαρακτηριστικά ἔκαστης παραχωρουμένης συχνοτήτος, ἵνα ἔξασφαλίζεται ἡ ἐπίσημος διεθνῆς ἀναγνώρισις ταύτης.
- 166 β). Νὰ παρέχῃ συμβουλάς εἰς τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη, διὰ τὴν ἀντικαταστάτην ἐντὸς διεπικαθημάτος τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς προτελεσθεως ταύτης, γάντι τὸ δικαιωμάτης, ὅπως ὑποδείξῃ πρόσωπον διὰ νὰ μετάπη τῆς Ἐπιτροπῆς ὅπως ὑποδείξῃ τὸ ταχύτερον δυνατόν, διάδογό του προερχόμενον ἐκ τῆς αὐτῆς χώρας.
- 167 γ). Νὰ ἐκτελῇ πάσας τὰς σχετικὰς μὲ τὴν παραχώρησιν καὶ τὴν χρησιμοποίησιν τῶν συχνοτήτων ἐργασίας, τὰς διαγραφομένας ὑπὸ ἀρμοδίας Διασκέψεως τῆς Ἐνώσεως ἡ ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, τὴν συγκαταθέσει τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἐνώσεως ἡ εἰς ἐκτέλεσιν τῶν ἀποφάσεων αὐτῆς.
- 168 δ). Νὰ τηρῇ ἐνημερωμένους τοὺς ἀπαραιτήτους φαιέλλους τοὺς ἔχοντας σχέσιν μὲ τὴν ἀσκησιν τῶν καθηκόντων αὐτῆς.
- 169 2. (1) Ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ καταγραφῆς συχνοτήτων είναι εἰς ὅργανησις ἀποτελούμενος ἐκ πέντε ἀνεξαρτήτων μελῶν, ὅριζομένων συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 172 ἔως 180.
- 170 (2). Τὰ μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς δέον νὰ είναι τελείως κατάλληλα, ὡς πρὸς τὴν τεχνικὴν ἀρμοδιότητα αὐτῶν ἐν τῷ πεδίῳ τῶν ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ νὰ κατέχωσι πρακτικὴν πεῖραν εἰς τὰ ζητήματα τῆς παραχωρήσεως καὶ χρησιμοποιήσεως τῶν συχνοτήτων.
- 171 (3). Πλὴν τούτου, πρὸς καλυτέραν κατανόησιν τῶν προβλημάτων τὰ ὄποια τίθενται εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν δυνάμει τοῦ ἀριθμοῦ 154, ἔκαστον μέλος δέον νὰ είναι ἐνήμερον τῶν γεωγραφικῶν, οἰκονομικῶν καὶ δημογραφικῶν συνθηκῶν μιᾶς ἴδιαιτέρας περιοχῆς τῆς ὑδρογείου.
- 172 3. (1) Τὰ πέντε Μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς ἐκλέγονται κατὰ διαστήματα τούλαχιστον πέντε ἔτῶν ὑπὸ μιᾶς παγκοσμίου διοικητικῆς διασκέψεως ἐπιφορτισμένης νὰ προγιατεύεται γενικὰ ζητήματα ἐνδιαφέροντα τὰς ραδιοεπικοινωνίας.
- Τὰ Μέλη ταῦτα ἐπιλέγονται μεταξὺ τῶν προτεινομένων ὑποψηφίων ἀπὸ τὰς χώρας Μέλη τῆς Ἐνώσεως.
- "Εκαστον Μέλος τῆς Ἐνώσεως δύναται νὰ προτείνη ἔνα μόνον ὑποψήφιον, προερχόμενον ἐκ τῆς χώρας του.
- "Εκαστος ὑποψήφιος δέον νὰ κέκτηται τὰ εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 170 καὶ 171 ἀναφερόμενα προσόντα.
- 173 (2). Ἡ διαδικασία τῆς ἐκλογῆς ταύτης καθορίζεται ὑπὸ αὐτῆς τῆς Διασκέψεως κατὰ τρόπον ὡστε νὰ διασφαλίζεται ἀντιπροσώπευσις δικαία τῶν διαφόρων περιοχῶν τοῦ κόσμου.
- 174 (3). Εἰς ἔκαστην ἐκλογὴν δύναται νὰ προταθῇ ἐκ νέου ὡς ὑποψήφιος ὑπὸ τῆς Χώρας ἐξ ἡς προέρχεται πᾶν ἐν ἐνεργείᾳ Μέλος τῆς Ἐπιτροπῆς.
- 175 (4). Τὰ Μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς ἀναλαμβάνουν ὑπηρεσίαν κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τὴν ὅριζομένην ὑπὸ τῆς παγκοσμίου διοικητικῆς διασκέψεως ἡ ὄποια τὰ ἔξελεῖ.

- Παρακαλένουν κανονικάς ἐν ὑπηρεσίᾳ μέχρι τῆς ἡμέρας της διεύρυνσης, τῆς ὑριζομένης ὑπὸ τῆς Διασκέψεως ἡς ἐκλέγει τοὺς δικαίους τοὺς.
- 176 (5). Ἐὰν κατὰ τὸ μετωπαθοῦν χρονικὸν διάστημα μεταξὺ δύο παγκοσμίων διοικητικῶν διακτέλεσιν ἐπιφορτισμένων μὲ τὴν ἐκλογὴν τῶν Μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς, ἐκλεγέντες μέλος τῆς Ἐπιτροπῆς περικυρῆθη ἡ ἐγκαταλείψη τὰ καθήκοντά του ἔντον εὐλόγου αἰτίας ἐπὶ χρονικὸν διάστημα, μεῖζων τῶν τριών μηνῶν ἡ ἀποθάνη, ἡ χώρα Μέλος τῆς Ἐνώσεως ἐξ ἡς προέρχεται τοῦτο προτικαλεῖται ὑπὸ τοῦ Προέδρου τῆς Ἐπιτροπῆς ὅπως ὑποδείξῃ τὸ ταχύτερον δυνατόν, διάδογό του προερχόμενον ἐκ τῆς αὐτῆς χώρας.
- 177 (6). Ἐὰν ἡ ἐν λόγῳ Χώρα Μέλος τῆς Ἐνώσεως δὲν ὑποδείξῃ ἀντικαταστάτην ἐντὸς διεπικαθημάτος τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς προτελεσθεως ταύτης, γάντι τὸ δικαιωμάτης, ὅπως ὑποδείξῃ πρόσωπον διὰ νὰ μετάπη τῆς Ἐπιτροπῆς ὅπως ὑποδείξῃ τὸ δικαίου ποιότηταν τῆς χρόνου τῆς θητείας τῆς Ἐπιτροπῆς.
- 178 (7). Ἐὰν κατὰ τὸ μετωπαθοῦν χρονικὸν διάστημα μεταξὺ δύο παγκοσμίων διοικητικῶν διακτέλεσιν ἐπιφορτισμένων μὲ τὴν ἐκλογὴν τῶν Μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς, εἰς ἀντικαταστάτης μὲ τὴν σειρὰν του παρακυρῆθη ἡ ἐγκαταλείψη τὰ καθήκοντά του ἔντον εὐλόγου αἰτίας ἐπὶ χρονικὸν διάστημα μεῖζων τῶν τριών μηνῶν, ἡ ἀποθάνη, ἡ Χώρα Μέλος τῆς Ἐνώσεως ἐκ τῆς ὅποιας προέρχεται δὲν ἔχει τὸ δικαιώματα νὰ ὑποδείξῃ ἐν δεύτερον ἀντικαταστάτην.
- 179 Εἰς τὰς προβλεπομένας εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 177 καὶ 178 περιπτώσεις διὰ τοῦ Προέδρου τῆς Ἐπιτροπῆς ζητεῖ ἀπὸ τὸν Γενικὸν Γραμματέαν νὰ καλέσῃ τὰς χώρας Μέλη τῆς Ἐνώσεως αἱ ὄποιαι ἀποτελοῦν μέρος τῆς ἐνδιαφερομένης περιοχῆς νὰ προτείνουν ὑποψηφίους διὰ τὴν ἐκλογὴν ἐνὸς ἀντικαταστάτου ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου κατὰ τὴν ἐπομένην ἐτησίκινην σύνοδον του.
- 180 (9). Πρὸς ἔξασφράλισιν ἀποτελεσματικῆς λειτουργίας τῆς Ἐπιτροπῆς, πᾶσα χώρα ἐξ ἡς προέρχεται ἐκλεγέται Μέλος τῆς Ἐπιτροπῆς, διὰ τοῦ οἰκείου τοῦ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, νὰ ἀποφύγῃ γὰρ ἀνακαλέσῃ τοῦτο κατὰ τὸ μεσολαβοῦν χρονικὸν διάστημα μεταξὺ δύο παγκοσμίων διασκέψεων ἐπιφορτισμένων νὰ ἐκλέξουν τὰ Μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς.
- 181 4. (1) Αἱ μέθοδοι ἐργασίας τῆς Ἐπιτροπῆς καθορίζονται ὑπὸ τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν.
- 182 (2) Τὰ Μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς ἐκλέγονται μεταξὺ των Προέδρων καὶ ἐναντίων Αντιπρόσωποι, οἵτινες ἀσκοῦσι τὰ καθήκοντά των ἐπὶ ἔτος. Ἐν συνεχείᾳ διαδέχεται κατ' ἔτος τὸν Προέδρον καὶ ἐκλέγεται νέος Αντιπρόσωπος.
- 183 (3). Ἡ Ἐπιτροπὴ διαθέτει εἰδικευμένην Γραμματείαν.
- 184 5. (1) Τὰ Μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς ἐκτελοῦσι τὰ καθήκοντά των, οὐχὶ ὡς ἀντιπρόσωποι τῶν οἰκείων Χωρῶν των ἡ περιοχῆς των, ἀλλ' ὡς ἀμερόληπτοι παράγοντες περιβελτικούς μεταξὺ τῶν διεθνῶν ζητημάτων.
- 185 (2). Οὐδὲν Μέλος τῆς Ἐπιτροπῆς ἐπιτρέπεται, ἐν σχέσει μὲ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν καθηκόντων του, νὰ ζητῇ ἡ νὰ δέχεται δόληγίας Κυβερνήσεως των εἰτε μέλους οἰασδήποτε Κυβερνήσεως, εἰτε οἰασδήποτε δργανώσεως, ὡς καὶ οἰουδήποτε προσώπου, ἀσχέτως ἀν τοῦτο ἔχῃ ἐπίσημον ιδιότητα ἡ εἰναι ιδιώτης. Ἐπὶ πλέον ἐκαστον Μέλος ἡ Συνεργαζόμενον Μέλος, διφέλει νὰ σέβηται τὸν διεθνῆ χαρακτῆρα τῆς Ἐπιτροπῆς καὶ τῶν καθηκόντων τῶν Μελῶν τῆς καὶ ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει ἐπιτρέπεται προσπάθεια ἐπηρεασμοῦ οἰουδήποτε Μέλους τῆς Ἐπιτροπῆς ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν καθηκόντων του.

"Αρθρον 14.

Διεθνεῖς Συμβουλευτικαὶ Ἐπιτροπαί.

186. 1. (1) Ἡ Διεθνὴς Συμβουλευτικὴ Ἐπιτροπὴ Ραδιοεπικοινωνιῶν (C.C.I.R.) ἐπιφορτίζεται μὲ τὴν

- ένέργειαν μελετῶν καὶ τὴν ἔκδοσιν γνωμοδοτήσεων ἐπὶ θεμάτων τεχνικῶν καὶ ἐκμεταλλεύσεως εἰδικῆς ἀναφερομένων εἰς τὰς ραδιοεπικοινωνίκς.
187. (2) Ἡ Διεθνῆς Συμβουλευτική τηλεγραφική καὶ τηλεφωνική Ἐπιτροπή ἐπιφορτίζεται μὲ τὴν ἔνέργειαν μελετῶν καὶ ἔκδοσιν γνωμοδοτήσεων ἐπὶ θεμάτων τεχνικῶν, ἐκμεταλλεύσεως καὶ τιμολογήσεως, ἀφορώντων τὴν τηλεγραφίαν καὶ τὴν τηλεφωνίαν.
188. (3) Ἐν τῇ ἔκπληκτωσι τῶν καθηκόντων της, ἔκαστη Ἐπιτροπὴ δέοντα νὰ δίδῃ τὴν δέουσαν προσοχὴν εἰς τὴν μελέτην θεμάτων καὶ τὴν ἐπεξεργασίαν γνωμοδοτήσεων συνδεομένων ἀπ' εὐθέας μὲ τὴν δημιουργίαν, τὴν ἀνάπτυξιν καὶ τὴν τελειοποίησιν τῶν Τηλεπικοινωνιῶν εἰς τὰς νέας ἡ ὑπὸ ἀνάπτυξιν Χώρας ἐπὶ περιοχικοῦ καὶ ἐπὶ διεθνοῦς ἐπιπέδου.
189. (4) Τῇ αἰτήσει τῶν ἐνδιαφερομένων χωρῶν, δύναται ἐπίσης ἔκαστη Συμβουλευτική Ἐπιτροπὴ νὰ ἐνεργῇ μελέτας καὶ νὰ παρέγγῃ συμβουλάς ἐπὶ προβλημάτων σχετικῶν μὲ τὰς ἔθνικας τηλεπικοινωνίας τῶν χωρῶν τούτων.
- ‘Η μελέτη αὐτῶν τῶν ζητημάτων πρέπει νὰ πραγματοποιήται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 190.
190. 2. (1) Τὰ ὑφ' ἔκαστης Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς μελετώμενα ζητήματα καὶ διὰ τὰ ὅποια ἐπιφορτίζεται νὰ ἔκδίδῃ γνωματεύσεις, τίθενται εἰς αὐτὴν ὑπὸ τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων, ὑπὸ Διοικητικῆς Διασκέψεως, ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ὑπὸ τῆς ἑτέρας Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς ἡ ὑπὸ τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς Συχνοτήτων. Τὰ ζητήματα ταῦτα προστίθενται εἰς ἔκεινα τὰ ὅποια αὐτὴ αὐτὴ ἡ Γενικὴ Συνέλευσις τῆς ἐνδιαφερομένης Ἐπιτροπῆς ἀπεφάσισε νὰ διατηρήσῃ, ἡ εἰς ἔκεινα τῶν ὅποιων ἡ ἐγγραφὴ ἐξητήθη ἡ ἐγένετο δεκτὴ δι' ἀλληλογραφίας ὑπὸ εἴκοσι τούλαχιστον μελῶν καὶ συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ἐνώσεως κατὰ τὸ μεσολαβοῦν μεταξύ Γενικῶν Συνελεύσεων διάστημα.
191. (2) Αἱ Γενικαὶ Συνελεύσεις τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν ἔξουσιοδοτοῦνται νὰ ὑποβάλωσιν εἰς τὰς Διοικητικὰς Διασκέψεις προτάσεις ἀπ' εὐθέας ἀπορρεούσας ἐκ τῶν γνωμοδοτήσεων τῶν ἡ ἐκ συμπερασμάτων τῶν τρεχουσῶν μελετῶν τῶν.
192. (3) Αἱ Διεθνεῖς Συμβουλευτικαὶ Ἐπιτροπαὶ ἔχουσιν ὡς Μέλη :
- α) Αὐτοδικαίως, τὰς Διευθύνσεις πάντων τῶν Μελῶν καὶ συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ἐνώσεως.
- 193 β) Πάσχων ἀνεγνωρισμένην ἴδιωτικὴν ἐπιχείρησιν, ἡτις τῇ συγχρατέσσει τοῦ Μέλους ἡ τοῦ Συνεργαζομένου Μέλους ὅπερ ἔχει ἀναγνωρίσει αὐτήν, ζητεῖ ὅπως μετάσχῃ τῶν ἐργασιῶν τῶν ἐπιτροπῶν τούτων.
194. (4) Ἡ λειτουργία ἔκαστης Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς διασφαλίζεται διὰ :
- α) Τῆς Γενικῆς Συνέλευσεως, συνερχομένης κανονικῶς ἀνὰ τρία ἔτη. Ἐάν συνεκλήθῃ ἀντίστοιχος Τακτικὴ Διοικητικὴ Διάσκεψις, ἡ σύνοδος τῆς Γενικῆς Συνέλευσεως καλεῖται, κατὰ τὸ δυνατόν, ὄχτων τούλαχιστον μῆνας πρὸ τῆς Διασκέψεως ταύτης.
- 195 β) Τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν, συνιστωμένων ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνέλευσεως διὰ τὴν ἔρευναν τῶν ὑπὸ μελέτην ζητημάτων.
- 196 γ) Ἐνὸς διευθυντοῦ ἐκλεγομένου ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνέλευσεως, ἀρχικῶς διὰ μίαν περίοδον ἵσην πρὸς δύο φοράς τὴν διάρκειαν τὴν χωρίουσαν δύο ἀλλεπαλλήλους Γενικὰς Συνέλευσεις, κανονικῶς δι' ἕξ ἔτη. Είναι ἐπανελέξιμος εἰς ἔκαστην τῶν ἐπομένων Γενικῶν Συνέλευσεων καὶ ἔὰν ἐπανελέγῃ, παραμένει ἐν ἐνεργείᾳ ἔως τὴν ἐπομένην Γενικὴν Συνέλευσιν κανονικῶς διὰ τρία ἔτη. Ἐάν ἡ θέσις εὑρεθῇ ἀπροόπτως κενή, ἡ ἐπομένη γενικὴ συνέλευσις ἐκλέγει τὸν νέον Διευθυντήν.
- 197 δ) Μιᾶς εἰδικευμένης Γραμματείας ἡτις βοηθεῖ τὸν Διευθυντήν.
- 198 ε) Τεχνικῶν ἐργαστηρίων ἡ ἐγκαταστάσεων δημιουργούμενων ὑπὸ τῆς Ἐνώσεως.
- 199 5. Ἰδρύεται μία παγκόσμιος Ἐπιτροπὴ προγραμματισμοῦ ὡς καὶ περιοχικαὶ Ἐπιτροπαὶ προγραμματισμοῦ, συμφώνως πρὸς συνημμένας ἀποφάσεις τῶν Γενικῶν Συνελεύσεων τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν.
- Αἱ Ἐπιτροπαὶ αὐταὶ ἐπεξεργάζονται ἐν γενικὸν Σχέδιον διὰ τὸ διεθνὲς δίκτυον τηλεπικοινωνίῶν, διὰ νὰ διευκολύνουν τὴν σχεδίασιν τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιῶν Ὑπηρεσιῶν. Αὗται ὑποβάλλουν εἰς τὰς Διεθνεῖς συμβουλευτικὰς ἐπιτροπὰς θέματα τῶν ὅποιων ἡ μελέτη παρουσιάζει ἴδιαλτερον ἐνδιαφέρον διὰ τὰς νέας ἡ τὰς εἰς τὴν ὁδὸν ἀναπτύξεως εύρισκομένας Χώρας καὶ ἀτινα ὑπάγονται εἰς τὴν ἀρμοδιότητα τῶν ἐπιτροπῶν τούτων.
- 200 6. Αἱ Γενικαὶ Συνελεύσεις καὶ αἱ ἐπιτροπαὶ μελετῶν τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν τηροῦν ἐπίσης, κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν συνόδων των, τὸν ἐσωτερικὸν κανονισμὸν τὸν περιλαμβανόμενον εἰς τὸν προσηρτημένον τῇ παρούσῃ Συμβάσει Γενικὸν Κανονισμόν.
- Αὗται δύνανται ἐπίσης νὰ υιοθετῶσι ἐναὶ ἐσωτερικὸν συμπληρωματικὸν Κανονισμὸν συμφώνως τῷ ἀριθμῷ 77.
- ‘Ο συμπληρωματικὸς αὐτὸς Κανονισμὸς δημοσιεύεται ὑπὸ τὴν μορφὴν μιᾶς ἀποφάσεως εἰς τὰ ἔγγραφα τῶν Γενικῶν Συνελεύσεων.
- 201 7. Αἱ μέθοδοι ἐργασίας τῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν καθορίζονται εἰς τὸ δεύτερον μέρος τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ, ὅστις εἶναι προσηρτημένος εἰς τὴν Σύμβασιν.
- ‘Αρθρον 15.
- Κανονισμοὶ
- 202 1. ‘Υπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 8, ὁ Γενικὸς Κανονισμὸς ὅστις ἀποτελεῖ ἀντικείμενον τοῦ ὑπὸ ἀριθμ. 4 Παραρτήματος τῆς παρούσης Συμβάσεως ἔχει τὴν αὐτὴν ἴσχυν καὶ τὴν αὐτὴν διάρκειαν μὲ ταύτην.
- 203 2. (1) Αἱ διατάξεις τῆς Συμβάσεως συμπληροῦνται ὑπὸ τῶν ἀκολούθων διοικητικῶν Κανονισμῶν :
- Τοῦ τηλεγραφικοῦ Κανονισμοῦ
Τοῦ τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ
Τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν
Τοῦ Προσθέτου Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν
- 204 (2) ‘Η ἐπικύρωσις τῆς παρούσης συμβάσεως συμφώνως τῷ ἀριθμῷ 18, ἡ ἡ προσχώρησις εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν συμφώνως τῷ ἀριθμῷ 19, περιλαμβάνει τὴν ἀποδοχὴν τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ καὶ τῶν διοικητικῶν κανονισμῶν οἱ ὅποιοι ἴσχυουν κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ἐπικυρώσεως ἡ προσχώρησεως ταύτης.
- 205 (3) Τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη ὀφείλουσι νὰ γνωστοποιῶσιν εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τὴν ὑπὸ αὐτῶν ἀποδοχὴν πάσης ἀναθεωρήσεως τῶν κανονισμῶν τούτων, γενομένης ὑπὸ ἀρμοδίων Διοικητικῶν Διασκέψεων.
- ‘Ο Γενικὸς Γραμματεὺς ἀνακοινοῦ πᾶσαν τοιαύτην ἀποδοχήν, κατὰ τὴν σειρὰν λήψεως αὐτῆς, εἰς τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη.
- 206 3. Εἰς περίπτωσιν ἀσυμφωνίας μεταξύ διατάξεώς τινος τῆς Συμβάσεως καὶ διατάξεώς τινος εἰνὸς Κανονισμοῦ, ἡ Σύμβασις εἶναι ἐπικρατεστέρα.
- ‘Αρθρον 16.
- Οίκονομικὰ τῆς Ἐνώσεως.
- 207 1. Αἱ δαπάναι τῆς Ἐνώσεως περιλαμβάνουν τὰ ἔξοδα τὰ ἀφορῶντα :
- α) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον, τὴν Γενικὴν Γραμματείαν, τὴν Διεθνῆ Ἐπιτροπὴν καταγραφῆς συχνοτήτων, τὰς Γραμματείας τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν, τὰ διατάξεις την τῆς Ἐνώσεως δημιουργούμενα ἐργαστήρια καὶ τεχνικὰς ἐγκαταστάσεις.

- β) Τὰς Διασκέψεις τῶν Πληρεξούσιων καὶ τὰς παγκοσμίους διοικητικὰς διασκέψεις.

γ) Ἀπάσας τὰς Συνόδους τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν.

2. Αἱ δαπάναι τῶν περιοχικῶν διοικητικῶν διασκέψεων αἱτίνες προοβλέπονται εἰς τὸν ἀστιθμὸν 50 θρούνουσι πάντα τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη τῆς ἐνδιαφερομένης περιοχῆς, ἀναλόγως τῆς τάξεως συμμετρίχης τούτων καὶ ἐπὶ τῆς αὐτῆς βάσεως τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη ἀλλων περιοχῶν, ἀτινα ἐνδεχομένως μετέσχον τῶν τοιούτων Διασκέψεων.

3. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἔχετείται καὶ ἐγκρίνει τὸν ἑτήσιον προϋπολογισμὸν τῆς Ἐνώσεως, λαμβανομένων ὑπὸ ὅψιν τῶν ὅρίων ἀτινα καθαροίσθησαν διὰ τὰς δαπάνας ὑπὸ τῆς Διασκέψεως πληρεξούσιων.

4. Αἱ δαπάναι τῆς Ἐνώσεως καλύπτονται ὑπὸ τῶν συνδρομῶν τῶν Μελῶν καὶ συνεργαζομένων Μελῶν αὐτῆς, καθορίζομένων συναρτήσει τοῦ ἀριθμοῦ τῶν μονάδων αἱτίνες ἀντιστοιχοῦσιν εἰς τὴν τάξιν συμμετοχῆς ἢν ἔχελεξεν ἐκαστον Μέλος καὶ συνεργαζόμενον Μέλος, κατὰ τὴν ἐπόμενον πίνακα:

Τάξις 30 μονάδων	Τάξις 8 μονάδων
» 25 »	» 5 »
» 20 »	» 4 »
» 18 »	» 3 »
» 15 »	» 2 »
» 13 »	» 1 μονάδος
» 10 »	» 1)2 »

5. Τὸ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη ἔκλεγουσιν ἔλευθέρως τὴν τάξιν συμμετοχῆς συμφώνως πρὸς τὴν ὄποιαν ἐπιθυμοῦσι νὰ μετέχωσι τῶν δαπανῶν τῆς Ἐνώσεως.

6. (1) Ἐκαστον Μέλος ἢ συνεργαζόμενον Μέλος γνωρίζει εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ἔξ μῆνας τούλαχιστον πρὸ τῆς ἐνάρξεως ἴσχυος τῆς Συμβάσεως, τὴν τάξιν συμμετοχῆς τὴν ὄποιαν ἔχελεξε τοῦτο.

(2) Η ἀπόφασις αὕτη ἀνακοινοῦται εἰς τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη ἥπο τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

(3) Τὸ Μέλη καὶ τὸ συνεργαζόμενα Μέλη τὰ ὄποια δὲν ἔθελον ἀνακοινώσει τὴν ἀπόφασίν των πρὸ τῆς εἰς τὸν ἀριθμὸν 214 δοκιμένης χρονολογίας, διατηροῦν τὴν τάξιν συμμετοχῆς τὴν ὄποιαν ἔχουσι ἀνακοινώσει προγενεστέρων εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα.

(4) Τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη δύνανται ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν νὰ ἔκλεξωσι τάξιν συμμετοχῆς ἀνωτέρων ἐκείνης τὴν ὄποιαν είχον πρότερον ἀποδεχθῆ.

(5) Οὐδεμία μείωσις τοῦ ἀριθμοῦ τῶν μονάδων συμμετοχῆς τῶν καθορισθεισῶν συμφώνως πρὸς τοὺς ἀριθμοὺς 214 ἥσας 216 δύναται νὰ γίνῃ κατὰ τὴν διάρκειαν ἴσχυος τῆς Συμβάσεως.

7. Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη προπληρώνουσι τὴν ἑτησίαν συνδρομὴν αὐτῶν, ὑπολογιζομένην κατὰ τὸν ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβούλιον καταρτιζόμενον προϋπολογιούμδν.

8. (1) Ἐκαστον νέον Μέλος ἢ συνεργαζόμενον Μέλος καταβάλλει, διὰ τὸ ἔτος τῆς ποοσχωρήσεως του, εἰσφορὴν ὑπολογιζομένην ἀπὸ τῆς πρώτης ἡμέρας τοῦ μηνὸς τῆς προσχωρήσεως.

(2) Εἰς περίπτωσιν καταγγελίας τῆς Συμβάσεως ὑπὸ ἑνὸς Μέλους ἢ συνεργαζομένου Μέλους, ἢ εἰσφορὰ δέσον νὰ καταβληθῇ μέχρι τῆς τελευταίας ἡμέρας τοῦ μηνὸς κατὰ τὴν ὄποιαν γίνεται ἡ καταγγελία.

9. Τὰ διφειλόμενα ποσὰ ὑπόκεινται εἰς τόκον ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως ἐκάστου οὐκονομικοῦ ἔτιους τῆς Ἐνώσεως. Ὁ τόκος οὗτος δρίζεται εἰς 3 ο]ο (τρία τοῖς ἑκατόν) ἑτησίως κατὰ τοὺς ποώτους ἔξ μῆνας καὶ εἰς 6 ο]ο (ἔξ τοῖς ἑκατόν) ἑτησίως ἀπὸ τοῦ ἐβδόμου μηνός.

10. Αἱ ἐπόμεναι διατάξεις ἐφαρμόζονται διὰ τὰς εἰσφορὰς τῶν ἀνεγνωριμένων θιωτικῶν ἐπιχειρήσεων, τῶν ἐπιστημονικῶν ἢ βιομηχανικῶν δργανιῶν καὶ τῶν διεθνῶν διατάξεων εἰς τὰς ὄποιας συνεφάνησαν νὰ συμμετάσχουν. Κατὰ τὸν ἔδιον τρόπον, αἱ ἀνεγνωρισμέναι θιωτικὴις ἐπιχειρήσεις, μετέχουν εἰς τὰς διαπάνας τῶν διοικητικῶν διασκέψεων εἰς τὰς ὄποιας συνεφάνησαν νὰ συμμετάσχουν ἢ συμμετέπχον κατὰ τοὺς ὄρους τοῦ ἀριθμοῦ 621 τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ.

11. Αἱ διεθνεῖς δργανισμοὶ μετέχουσιν ἐπίσης τῶν διαπάνων τῶν Διασκέψεων ἢ Συνόδων εἰς τὰς ὄποιας ἐγένοντο δεκτοὶ πρὸς συμμετοχήν, πλὴν ἦν, ὑπὸ τὸν ὄρον τῆς ἀμοιβαιήτητος ἀπηλλάγησαν ὑπὸ τῶν Διοικητικῶν Συμβούλιων.

12. γ) Λἱ ἀνεγνωρισμέναι θιωτικὴις ἐπιχειρήσεις, οἱ ἐπιστημονικοὶ ἢ βιομηχανικοὶ δργανισμοὶ καὶ οἱ διεθνεῖς δργανισμοὶ, οἱ ὄποιοι μετέχουν εἰς τὰς δαπάνας τῶν Διασκέψεων ἢ συνόδων κατὰ τοὺς ἀριθμοὺς 224 καὶ 225 ἐπιλέγοντας ἔλευθέρως ἐκ τοῦ πίνακας, διτις, ἐμφαίνεται εἰς τὸν ἀστιθμὸν 212 τὴν κλάσιν συμμετοχῆς βάσει τῆς ὄποιας ἐπιθυμοῦν νὰ μετέχουν τῶν δαπανῶν καὶ εἰδοποιοῦν τὸν Γενικὸν Γραμματέα πεοὶ τῆς ἐκλεγίσης εκλάσεως.

13. δ) Λἱ ἀνεγνωρισμέναι θιωτικὴις ἐπιχειρήσεις, οἱ ἐπιστημονικοὶ ἢ βιομηχανικοὶ δργανισμοὶ καὶ οἱ διεθνεῖς δργανισμοὶ οἱ ὄποιοι μετέχουν εἰς τὰς δαπάνας τῶν Διασκέψεων ἢ συνόδων δύνανται ἀνὰ πᾶσαν στργμήν νὰ ἐπιλέξουν μίαν τάξιν συμμετοχῆς ἀνωτέρων ἐκείνης τὴν ὄποιαν είχον υἱοθετήσει πρότερον.

14. ε) Οὐδεμία μείωσις τοῦ ἀστιθμοῦ τῶν μονάδων συμμετοχῆς δύναται νὰ λάβῃ, γώρων κατὰ τὴν διάρκειαν ἴσχυος τῆς Συμβάσεως.

15. ζ) Εἰς περίπτωσιν καταγγελίας τῆς συμμετοχῆς εἰς τὰς ἐργασίας μιᾶς διεθνοῦς συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς, ἢ εἰσφορὰ δέσον νὰ καταβληθῇ, μέγρι τῆς τελευταίας ἡμέρας τοῦ μηνὸς καθ' ὃν ἡ καταγγελία λομβάνει γώρων.

16. η) Τὸ ποσὸν τῆς μονάδος συμμετοχῆς τῶν ἀνεγνωρισμένων θιωτικῶν ἐπιχειρήσεων, τῶν ἐπιστημονικῶν ἢ βιομηχανικῶν δργανισμῶν τῶν διεθνῶν δργανισμῶν εἰς τὰς δαπάνας τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν, εἰς τὰς ἐογασίας τῶν ὄποιων συνεφάνησαν νὰ συμμετέχουν, καθοοίζεται κατ' ἔτος ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβούλιου. Αἱ εἰσφοραὶ θεωροῦνται ὡς ἐν ἔσοδον τῆς Ἐνώσεως. Ὑπόκεινται εἰς τόκον συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀστιθμοῦ 222.

17. θ) Τὸ ποσὸν τῆς μονάδος συμμετοχῆς εἰς τὰς δαπάνας μιᾶς διοικητικῆς Διασκέψεως τῶν ἀνεγνωρισμένων θιωτικῶν ἐπιχειρήσεων αἱτίνες μετέχουν εἰς τὰύτην κατὰ τοὺς ὄρους τοῦ ἀριθμοῦ 621 τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ καὶ τῶν συμμετεχόντων διεθνῶν δργανισμῶν καθοοίζεται διὰ τὰς διακριθέσεως τοῦ ὄλου ποσοῦ τοῦ προϋπολογισμοῦ τῆς ἐν λόγῳ δισκέψεως διὰ τοῦ διλικοῦ ἀριθμοῦ τῶν κατοβληθεισῶν μονάδων ὑπὸ τὸν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν κατὰ τὸν τρόπον τῆς συμμετοχῆς των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἐνώσεως. Αἱ εἰσφοραὶ θεωροῦνται ὡς ἐν ἔσοδον τῆς Ἐνώσεως. Ὑπόκεινται εἰς τόκον ἀπὸ τῆς ἐξηκοστῆς ἡμέρας ἡ ὄποια ἐπεται τῆς ἀποστολῆς τῶν τιμολογίων, κατὰ τὰ ἐπιτόκια τὰ δριζόμενα εἰς τὸν ἀστιθμὸν 222.

18. ι) Τὸ ποσὸν τῆς μονάδος συμμετοχῆς εἰς τὰς δαπάνας μιᾶς διοικητικῆς Διασκέψεως τῶν ἀνεγνωρισμένων θιωτικῶν ἐπιχειρήσεων αἱτίνες μετέχουν εἰς τὰύτην κατὰ τοὺς ὄρους τοῦ ἀριθμοῦ 621 τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ καὶ τῶν συμμετεχόντων διεθνῶν δργανισμῶν καθοοίζεται διὰ τὰς διακριθέσεως τοῦ ὄλου ποσοῦ τοῦ προϋπολογισμοῦ τῆς ἐν λόγῳ δισκέψεως διὰ τοῦ διλικοῦ ἀριθμοῦ τῶν κατοβληθεισῶν μονάδων ὑπὸ τὸν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν κατὰ τὸν τρόπον τῆς συμμετοχῆς των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἐνώσεως. Αἱ εἰσφοραὶ θεωροῦνται ὡς ἐν ἔσοδον τῆς Ἐνώσεως. Ὑπόκεινται εἰς τόκον ἀπὸ τῆς ἐξηκοστῆς ἡμέρας ἡ ὄποια ἐπεται τῆς ἀποστολῆς τῶν τιμολογίων, κατὰ τὰ ἐπιτόκια τὰ δριζόμενα εἰς τὸν ἀστιθμὸν 222.

19. ιι) Τὸ ποσὸν τῆς μονάδος συμμετοχῆς εἰς τὰς δαπάνας μιᾶς διοικητικῆς Διασκέψεως τῶν ἀνεγνωρισμένων θιωτικῶν ἐπιχειρήσεων αἱτίνες μετέχουν εἰς τὰς δαπάνας τῶν διεθνῶν δργανισμῶν καθοοίζεται διὰ τὰς διακριθέσεως τοῦ ὄλου ποσοῦ τοῦ προϋπολογισμοῦ τῆς ἐν λόγῳ δισκέψεως διὰ τοῦ διλικοῦ ἀριθμοῦ τῶν κατοβληθεισῶν μονάδων ὑπὸ τὸν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν κατὰ τὸν τρόπον τῆς συμμετοχῆς των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἐνώσεως. Αἱ εἰσφοραὶ θεωροῦνται ὡς ἐν ἔσοδον τῆς Ἐνώσεως. Ὑπόκεινται εἰς τόκον ἀπὸ τῆς ἐξηκοστῆς ἡμέρας ἡ ὄποια ἐπεται τῆς ἀποστολῆς τῶν τιμολογίων, κατὰ τὰ ἐπιτόκια τὰ δριζόμενα εἰς τὸν ἀστιθμὸν 222.

20. ιιι) Τὸ ποσὸν τῆς μονάδος συμμετοχῆς εἰς τὰς δαπάνας μιᾶς διοικητικῆς Διασκέψεως τῶν ἀνεγνωρισμένων θιωτικῶν ἐπιχειρήσεων αἱτίνες μετέχουν εἰς τὰς δαπάνας τῶν διεθνῶν δργανισμῶν καθοοίζεται διὰ τὰς διακριθέσεως τοῦ ὄλου ποσοῦ τοῦ προϋπολογισμοῦ τῆς ἐν λόγῳ δισκέψεως διὰ τοῦ διλικοῦ ἀριθμοῦ τῶν κατοβληθεισῶν μονάδων ὑπὸ τὸν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν κατὰ τὸν τρόπον τῆς συμμετοχῆς των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἐνώσεως. Αἱ εἰσφοραὶ θεωροῦνται ὡς ἐν ἔσοδον τῆς Ἐνώσεως. Ὑπόκεινται εἰς τόκον ἀπὸ τῆς ἐξηκοστῆς ἡμέρας ἡ ὄποια ἐπεται τῆς ἀποστολῆς τῶν τιμολογίων, κατὰ τὰ ἐπιτόκια τὰ δριζόμενα εἰς τὸν ἀστιθμὸν 222.

21. ιιιι) Τὸ ποσὸν τῆς μονάδος συμμετοχῆς εἰς τὰς δαπάνας μιᾶς διοικητικῆς Διασκέψεως τῶν ἀνεγνωρισμένων θιωτικῶν ἐπιχειρήσεων αἱτίνες μετέχουν εἰς τὰς δαπάνας τῶν διεθνῶν δργανισμῶν καθοοίζεται διὰ τὰς διακριθέσεως τοῦ ὄλου ποσοῦ τοῦ προϋπολογισμοῦ τῆς ἐν λόγῳ δισκέψεως διὰ τοῦ διλικοῦ ἀριθμοῦ τῶν κατοβληθεισῶν μονάδων ὑπὸ τὸν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν κατὰ τὸν τρόπον τῆς συμμετοχῆς των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἐνώσεως. Αἱ εἰσφοραὶ θεωροῦνται ὡς ἐν ἔσοδον τῆς Ἐνώσεως. Ὑπόκεινται εἰς τόκον ἀπὸ τῆς ἐξηκοστῆς ἡμέρας ἡ ὄποια ἐπεται τῆς ἀποστολῆς τῶν τιμολογίων, κατὰ τὰ ἐπιτόκια τὰ δριζόμενα εἰς τὸν ἀστιθμὸν 222.

22. ιιιιι) Τὸ ποσὸν τῆς μονάδος συμμετοχῆς εἰς τὰς δαπάνας μιᾶς διοικητικῆς Διασκέψεως τῶν ἀνεγνωρισμένων θιωτικῶν ἐπιχειρήσεων αἱτίνες μετέχουν εἰς τὰς δαπάνας τῶν διεθνῶν δργανισμῶν καθοοίζεται διὰ τὰς διακριθέσεως τοῦ ὄλου ποσοῦ τοῦ προϋπολογισμοῦ τῆς ἐν λόγῳ δισκέψεως διὰ τοῦ διλικοῦ ἀριθμοῦ τῶν κατοβληθεισῶν μονάδων ὑπὸ τὸν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν κατὰ τὸν τρόπον τῆς συμμετοχῆς των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἐνώσεως. Αἱ εἰσφοραὶ θεωροῦνται ὡς ἐν ἔσοδον τῆς Ἐνώσεως. Ὑπόκεινται εἰς τόκον ἀπὸ τῆς ἐξηκοστῆς ἡμέρας ἡ ὄποια ἐπεται τῆς ἀποστολῆς τῶν τιμολογίων, κατὰ τὰ ἐπιτόκια τὰ δριζόμενα εἰς τὸν ἀστιθμὸν 222.

23. ιιιιιι) Τὸ ποσὸν τῆς μονάδος συμμετοχῆς εἰς τὰς δαπάνας μιᾶς διοικητικῆς Διασκέψεως τῶν ἀνεγνωρισμένων θιωτικῶν ἐπιχειρήσεων αἱτίνες μετέχουν εἰς τὰς δαπάνας τῶν διεθνῶν δργανισμῶν καθοοίζεται διὰ τὰς διακριθέσεως τοῦ ὄλου ποσοῦ τοῦ προϋπολογισμοῦ τῆς ἐν λόγῳ δισκέψεως διὰ τοῦ διλικοῦ ἀριθμοῦ τῶν κατοβληθεισῶν μονάδων ὑπὸ τὸν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν κατὰ τὸν τρόπον τῆς συμμετοχῆς των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἐνώσεως. Αἱ εἰσφοραὶ θεωροῦνται ὡς ἐν ἔσοδον τῆς Ἐνώσεως. Ὑπόκεινται εἰς τόκον ἀπὸ τῆς ἐξηκοστῆς ἡμέρας ἡ ὄποια ἐπεται τῆς ἀποστολῆς τῶν τιμολογίων, κατὰ τὰ ἐπιτόκια τὰ δριζόμενα εἰς τὸν ἀστιθμὸν 222.

γνώμονα τὴν κάλυψιν γενικῶς, διὰ τῆς πωλήσεως τῶν ἐκδόσεων τούτων, τῶν δαπανῶν ἐκτυπώσεως καὶ διανομῆς.

”Αρθρον 17.

Γλωσσαι.

234 1. (1) Ἐπίσημοι γλώσσαι τῆς Ἐνώσεως εἶναι ἡ Ἀγγλική, ἡ Κινεζική, ἡ Ἰσπανική, ἡ Γαλλική καὶ ἡ Ρωσική.

235 (2) Γλωσσαι ἐργασίας τῆς Ἐνώσεως εἶναι ἡ Ἀγγλική, ἡ Ἰσπανική καὶ ἡ Γαλλική.

236 (3) Εἰς περίπτωσιν ἀμφισβήτησεως, τὸ γαλλικὸν κείμενον εἶναι ἐπικρατέστερον.

237 2. (1) Τὰ τελικὰ στοιχεῖα τῶν Διασκέψεων Πληρεζουσίων καὶ τῶν Διοικητικῶν Διασκέψεων, αἱ τελικαὶ Πράξεις αὐτῶν, τὰ Πρωτόκολλα, αἱ ἀποφάσεις, αἱ συστάσεις καὶ εὐχαῖ, συντάσσονται εἰς τὰς ἐπισήμους γλώσσας τῆς Ἐνώσεως εἰς κείμενα ἰσοδύναμα τόσον ἀπὸ ἀπόψεως τύπου ὅσον καὶ ἀπὸ ἀπόψεως οὐσίας.

238 (2) Πάντα τὰ λοιπὰ στοιχεῖα τῶν Διασκέψεων τούτων συντάσσονται εἰς τὰς γλώσσας ἐργασίας τῆς Ἐνώσεως.

239 3. (1) Τὰ ἐπίσημα ὑπηρεσιακὰ στοιχεῖα τῆς Ἐνώσεως, τὰ προβλεπόμενα εἰς τὸν Διοικητικὸν Κανόνισμον δημοσιεύονται εἰς τὰς πέντε ἐπισήμους γλώσσας.

240 (2) Πάντα τὰ λοιπὰ στοιχεῖα, τὰ ὅποια ὀφείλει ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς, ἐν τῇ ἀρμοδιότητί του, νὰ διανέμῃ γενικῶς, συντάσσονται εἰς τὰς τρεῖς γλώσσας ἐργασίας.

241 4. Πάντα τὰ εἰς τὸν ἀριθμὸν 237 ἔως 240 ἀναφέρομενα στοιχεῖα, δύνανται νὰ δημοσιεύονται καὶ εἰς ἄλλην γλώσσαν, ἐκτὸς ἐκείνων αἵτινες προβλέπονται εἰς τὸν ἀριθμὸν αὐτούς, ὑπὸ τὸν ὄρον ὅπως τὰ Μέλη ἡ Συνεργαζόμενα Μέλη, ἀτινα ἡ ζητοῦν τὴν τοιαύτην δημοσίευσιν ἀναλάβωσι τὸ σύνολον τῶν συνεπαγομένων δαπανῶν μεταφράσεως καὶ δημοσιεύσεως.

242 5. (1) Κατὰ τὰς συζητήσεις τῶν Διασκέψεων τῆς Ἐνώσεως καὶ, ὁσάκις τοῦτο εἶναι ἀναγκαῖον, κατὰ τὰς συνελεύσεις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καὶ τῶν μονίμων Ὀργανισμῶν, δέον νὰ ἐφαρμόζηται ἀποτελεσματικὸν σύστημα ἀμοιβαίας μεταφράσεως εἰς τὰς τρεῖς γλώσσας ἐργασίας καὶ τὴν Ρωσικὴν γλώσσαν.

243 (2) Όσάκις πάντες οἱ μετέχοντες εἰς τινα Συνεδρίασιν συμφωνήσωσι εἰς τοιαύτην διαδικασίαν, αἱ συζητήσεις δύνανται νὰ λαμβάνωσι χώραν εἰς τὸν ἀριθμὸν γλώσσων κατώτερον τῶν ἀνωτέρω τεσσάρων.

244 6. (1) Κατὰ τὰς Διασκέψεις τῆς Ἐνώσεως καὶ κατὰ τὰς Συνελεύσεις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καὶ τῶν μονίμων αὐτῆς ὄργανισμῶν δύνανται νὰ χρησιμοποιῶνται γλώσσαι διάφοροι τῶν εἰς τὸν ἀριθμὸν 235 καὶ 242 μνημονευομένων.

245 α) Ἐὰν ζητηθῇ ἀπὸ τὸν Γενικὸν Γραμματέα ἡ ἀπὸ τὸν Προϊστάμενον τοῦ οἰκείου μονίμου ὄργανισμοῦ ὅπως ἔξασφαλίσῃ τὴν χρησιμοποίησιν μᾶς ἡ πλειόνων συμπληρωματικῶν γλώσσων, προφορικῶν ἡ γραπτῶν, καὶ ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι αἱ ἐκ τοῦ γεγονότος τούτου προ-ιπτουσαι συμπληρωματικοὶ δαπάναι θὰ βαρύνωσιν τὰ Μέλη ἡ Συνεργαζόμενα Μέλη ἀτινα ὑπέβαλον ἡ ὑποτίθεσιν τὴν αἰτησιν ταύτην.

246 β) Ἐὰν ἀντιπροσωπεία τις λάβῃ αὐτὴ αὐτή πάντα τὰ μέτρα ἵνα ἔξασφαλίσῃ ιδίαις δαπάναις τὴν προφορικὴν μετάφρασιν τῆς ιδίας αὐτῆς γλώσσης εἰς μίαν τῶν ἐν ἀριθμῷ 242 μνημονευομένων γλώσσων.

247 (2) Ἐν τῇ περιπτώσει τῇ προβλεπομένη ἐν τῷ ἀριθμῷ 245, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἡ ὁ Προϊστάμενος τοῦ οἰκείου μονίμου Ὀργανισμοῦ συμμορφοῦται πρὸς τὴν αἰτησιν ταύτην ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, ἀφοῦ προηγουμένως τὰ ἐνδιαφέρομενα Μέλη ἡ Συνεργαζόμενα Μέλη, ἀναλάβωσι ἔναντι αὐτοῦ τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως καταβάλωσι δεόντως εἰς τὴν Ἐνώσιν τὰς ἐκ τοῦ λόγου τούτου προκυπτούσας δαπάνας.

248 (3) Ἐν τῇ περιπτώσει τῇ προβλεπομένη ἐν τῷ ἀριθμῷ 246, ἡ ἐνδιαφέρομένη ἀντιπροσωπεία δύναται, ἐπὶ πλέον, ἐὰν ἐπιμυηῇ τοῦτο νὰ ἔξασφαλίσῃ ιδίαις δαπάναις τὴν εἰς τὴν ιδίαν αὐτῆς γλώσσαν προφορικὴν μετάφρασιν ἐκ τινος ἐκ τῶν εἰς τὸν ἀριθμὸν 242 ἀναφερομένων γλώσσων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙ.

Ἐφαρμογὴ τῆς Συμβάσεως καὶ τῶν Κανονισμῶν.

”Αρθρον 18.

Ἐπικύρωσις τῆς Συμβάσεως.

249 1. Ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ ἐπικυρωθῆ ὑφ' ἐκάστης τῶν ὑπογράφουσαν Κυβερνήσεων κατὰ τοὺς ἐν ἴσχυί συνταγματικούς Κανόνας εἰς τὰς ἀντιποιόχους χώρας. Τὰ κυρωτικὰ ἔγγραφα θὰ ἀπευθυνθῶσι ἐντὸς τῆς βραχυτέρας δυνατῆς προθεσμίας διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ, καὶ μέσω τῆς Κυβερνήσεως τῆς χώρας εἰς ἣν εὑρίσκεται ἡ ἔδρα τῆς Ἐνώσεως, εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα ὁποῖος θέλει προβῆ εἰς κοινοποίησιν αὐτῶν εἰς τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη.

250 2. (1) Ἐπὶ διετίαν ἀρχομένην ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως τῆς ἴσχυος τῆς παρούσης Συμβάσεως, πᾶσα ὑπογράφασα Κυβέρνησις ἡτις δὲν κατέθεσε κυρωτικὸν ἔγγραφον κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἀνωτέρω ἀριθμοῦ 249 εἰς οὐδεμίαν Διάσκεψιν τῆς Ἐνώσεως ἡ Συνεδρίασιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἡ Σύνοδον τῶν μονίμων δργανισμῶν τῆς Ἐνώσεως ἔχει πλέον δικαίωμα ψήφου, οὔτε εἰς οὐδεμίαν συμβουλήν ἀλληλογραφίας πραγματοποιηθεῖσαν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως, καὶ τοῦτο ἐφ' ὅσον δὲν ἔχει κατατεθῆ τὸ κυρωτικὸν ἔγγραφον. Τὰ ἀλλα δικαίωματα τῆς Κυβερνήσεως αὐτῆς ἐκτὸς τῶν δικαιωμάτων ψήφου δὲν ἐπηρεάζονται.

252 3. Μετὰ τὴν ἔναρξιν τῆς ἴσχυος τῆς παρούσης Συμβάσεως συμφώνως τῷ ἀριθμῷ 53 ἔκαστον κυρωτικὸν ἔγγραφον ἀρχεται ἴσχυον ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς καταθέσεώς του εἰς τὴν Γενικὴν Γραμματείαν.

253 'Ἐν ἡ περιπτώσει μία ἡ πλειόνες ἐκ τῶν ὑπογράφασῶν τὴν Σύμβασιν Κυβερνήσεων, δὲν κήθελον ἐπικυρώση ταύτην, αὕτη δὲν παύει ἴσχυονσα δι' ἐκείνας, αἵτινες τὴν ἐκύρωσαν.

”Αρθρον 19.

Προσχώρησις εἰς τὴν Σύμβασιν.

254 1. Ἡ Κυβέρνησις χώρας τινός, ἡτις δὲν ὑπέγραψε τὴν παρούσαν Σύμβασιν δύναται νὰ προσχωρήσῃ εἰς ταύτην ὀποτεδήποτε συμμορφουμένη πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 1.

255 2. 'Ἡ Πρᾶξις προσχωρήσεως ἀπευθύνεται διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ καὶ μέσω τῆς Κυβερνήσεως τῆς χώρας εἰς ἣν εὑρίσκεται ἡ ἔδρα τῆς Ἐνώσεως, εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ὅστις ἀνακοινοῖ τὴν προσχώρησιν εἰς τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη, καὶ διαβιβάζει εἰς ἔκαστον τούτων κεκυρωμένον ἀντίγραφον τῆς Πρᾶξεως. 'Ἡ προσχώρησις ἀρχεται ἴσχυονσα διὰ τῆς ἡμέρας τῆς καταθέσεως, πλὴν ἀλλως ὑρίζεται διὰ ταύτης.

”Αρθρον 20.

Ἐφαρμογὴ τῆς Συμβάσεως εἰς χώρας ἡ ἔδαφη τῶν δοπιώναι ἔξωτερικαὶ σχέσεις διεξάγονται διὰ Μελῶν τῆς Ἐνώσεως.

256 1. Μέλη τῆς Ἐνώσεως δύνανται ἐν παντὶ χρόνῳ νὰ δηλώσωσι ὅτι ἡ παρούσα Σύμβασις ἔχει ἐφαρμογὴν διὰ τὸ σύνολον δι' διμάδα, ἡ διὰ μίαν μόνον τῶν χωρῶν ἡ ἔδαφων τὰς δοπιάς ἔκπροσωπούσιν εἰς τὰς ἔξωτερικὰς τῶν σχέσεις.

257 2. Ηδαία δήλωσις γενομένη κατὰ τὰς διατάξεις το

άριθμοῦ 256 ἀπευθύνεται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῆς 'Ενώσεως, ὁ ὅποῖς τὴν κοινοποιεῖ εἰς τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη.

258 Αἱ διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 256 καὶ 257 δὲν εἶναι ὑποχρεωτικαὶ διὰ τὰς χωρας, τὰ ἐδάφη ἢ ὅμαδας ἐδαφῶν τὰς ἀναγραφομένας εἰς τὸ Παράρτημα I τῆς παρούσης Συμβάσεως.

"Αρθρον 21.

'Εφαρμογὴ τῆς Συμβάσεως εἰς ἐδάφη τελοῦντα ὑπὸ τὴν κηδεμονίαν τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν.

259 Τὰ 'Ηνωμένα 'Εθνη δύνανται νὰ προσγωρήσωσι εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν ἐν ὀνόματι ἐδάφους ἢ ὅμαδος ἐδαφῶν ἐμπεπιστευμένων εἰς τὴν διοίκησίν των δυνάμει συμφωνίας περὶ κηδεμονίας συναφθείσης συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 75 τοῦ Χάρτου τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν.

"Αρθρον 22.

'Εκτέλεσις τῆς Συμβάσεως καὶ τῶν Κανονισμῶν.

260 1. Τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη διεπίλουσι νὰ συμμορφῶνται πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τῶν προσηρτημένων ταύτη Κανονισμῶν εἰς πάντα τὰ γραφεῖα καὶ εἰς πάντας τοὺς σταθμοὺς Τηλεπικοινωνίας τοὺς ἐγκατεστημένους ὑπ' αὐτῶν ἢ τῶν ὅποιων ἢ ἐκμετάλλευσις ἀσκεῖται ὑπ' αὐτῶν ἐφ' ὅσον διεξάγουσι διεθνεῖς ὑπηρεσίας ἢ δύνανται νὰ προκαλέσωσι ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις εἰς τὰς ὑπηρεσίας ραδιοεπικοινωνίας ἀλλων χωρῶν, πλὴν ἀν πρόκειται περὶ ὑπηρεσιῶν, αἵτινες ἀπαλλάσσονται τῆς ὑπόχρεώσεως ταύτης, δυνάμει τοῦ ἄρθρου 51 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

261 2. 'Οφείλουσι, πρὸς τούτοις, νὰ λαμβάνωσι τὰ ἀναγκαῖα μέτρά διὰ νὰ ἐπιβάλλωσι τὴν τήρησιν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τῶν προσηρτημένων ταύτη κανονισμῶν εἰς τὰς ἀνεγνωρισμένας διοικητικὰς καὶ τὰς λοιπὰς ἐπιχειρήσεις τὰς ἔξουσιοδοτούμενας νὰ ἐγκαθιστῶσι καὶ ἐκμεταλλεύωνται διεθνεῖς τηλεπικοινωνίας ἢ ἐκμεταλλεύονται σταθμοὺς δυναμένους νὰ προκαλέσωσι ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις, εἰς ὑπηρεσίας ραδιοεπικοινωνίας ἀλλων χωρῶν.

"Αρθρον 23.

Καταγγελία τῆς Συμβάσεως.

262 1. Πᾶν Μέλος ἢ Συνεργαζόμενον Μέλος, τὸ ὅποῖον ἐπεκύρωσε τὴν παρούσαν Σύμβασιν ἢ προσεχώρησε εἰς ταύτην, ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ καταγγείλῃ ταύτην διὰ γνωστοποίησεως ἀπευθυνομένης εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῆς 'Ενώσεως διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ ἢ συμφώνως πρὸς τὰς διὰ διμερῶν ἢ πολυμερῶν συνθηκῶν συνυμολογηθεισῶν μεταξύ των πρὸς διακανονισμῶν διεθνῶν διαφορῶν καθορισθείσας διαδικασίας, ἢ καθ' οἰανδήποτε ἄλλην μέθοδον ἢ ήθελον υἱοθετήσει κοινῆ συμφωνία.

263 2. 'Η καταγγελία αὕτη δρχεται ἵσχυουσα μετὰ πάροδον ἐνὸς ἔτους, ἀπὸ τῆς ἡμέρας λήξεως τῆς γνωστοποίησεως ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

"Αρθρον 24.

Καταγγελία τῆς Συμβάσεως ὑπὸ χωρῶν ἢ ἐδαφῶν τῶν ὅποιων οἱ διεθνεῖς σχέσεις διεξάγονται ὑπὸ Μελῶν τῆς 'Ενώσεως.

264 1. 'Η ἐφαρμογὴ τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τινὰ χωραν, ἔδαφος ἢ ὅμαδα ἐδαφῶν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 20, δύνανται νὰ τερματισθῇ ἀνά πᾶσαν στιγμὴν. 'Εδν ἡ χώρα αὕτη, τὸ ἔδαφος ἢ ὅμας ἐδαφῶν εἶναι συνεργαζόμενον Μέλος παύει αὐτοστιγμεῖ νὰ ἔχῃ τὸν ἰδιότητα ταύτην.

265 2. 'Η διὰ τῆς προηγουμένης παραγράφου προβλεπομένη καταγγελία γνωστοποιεῖται κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 262 καὶ δρχεται ἵσχυουσα κατὰ τὰς διατάξεις τὰς προβλεπομένας εἰς τὸν ἄριθμον 263.

"Αρθρον 25.

Κατάργησις τῆς προηγουμένης Συμβάσεως.

266 'Η παρούσα Σύμβασις καταργεῖ καὶ ἀντικαθιστᾶ τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν τῆς Γενεύης

(1959) εἰς τὰς μεταξύ τῶν Συμβαλλομένων Κυβερνήσεων Σχέσεις.

"Αρθρον 26.

Ἐγκυρότης τῶν ἵσχυοντων Διοικητικῶν Κανονισμῶν.

267 Οἱ ἐν τῷ ἀριθμῷ 203 προβλεπόμενοι διοικητικοὶ κανονισμοὶ εἶναι ἐκεῖνοι οἱ ὅποιοι τελοῦν ἐν ἵσχυι κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως. Οὗτοι θεωροῦνται ὡς προσηρτημένοι εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν καὶ παραμένουν ἵσχυοντες, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν μερικῶν ἀναθεωρήσεων αἱ ὅποιαι δύνανται νὰ υἱοθετηθοῦν κατὰ τους ὄρους τοῦ ἀριθμοῦ 52, μέχρι τῆς στιγμῆς τῆς ἵσχυος τῶν νέων Κανονισμῶν τῶν συνταχθησομένων ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων Παγκοσμίων Διοικητικῶν Διασκέψεων καὶ προορισμένων νὰ τοὺς ἀντικαταστήσουν ὡς παραρτήματα τῆς παρούσης Συμβάσεως.

"Αρθρον 27.

Σχέσεις μετὰ μὴ Συμβαλλομένων Χωρῶν.

268 1. Πάντα τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη διατηροῦσι δι' ἔκατα καὶ διὰ τὰς ὑπὸ αὐτῶν ἀνεγνωρισμένας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις, τὸ δικαίωμα νὰ καθορίζωσι τους ὄρους ὑφ' οὓς δέχονται τὴν ἀνταλλαγὴν τηλεπικοινωνιῶν μετὰ Κράτους μὴ μετέχοντος τῆς παρούσης Συμβάσεως.

269 2. 'Εὰν τηλεπικοινωνία τις, καταγομένη ἐκ Κράτους μὴ συμβληθέντος γίνηται δεκτὴ ὑπὸ Μέλους ἢ Συνεργαζομένου Μέλους, αὕτη πρέπει νὰ μεταβιβασθῇ, ἐφ' ὅσον δὲ γίνεται χρῆσις ὁδῶν Μέλους ἢ Συνεργαζομένου Μέλους ἔχουσι ἐφαρμογὴν αἱ ὑποχρεωτικαὶ διατάξεις τῆς Συμβάσεως καὶ τῶν Κανονισμῶν, ὡς καὶ τὰ κανονικὰ τέλη.

"Αρθρον 28.

Διακανονισμὸς τῶν διαφορῶν.

270 Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη δύνανται νὰ διευθετῶσι τὰς διαφορὰς των ἐπὶ ζητημάτων σχετικῶν μὲ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως ἢ τῶν ἐν ἄρθρῳ 15 προβλεπομένων Κανονισμῶν διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ ἢ συμφώνως πρὸς τὰς διὰ διμερῶν ἢ πολυμερῶν συνθηκῶν συνυμολογηθεισῶν μεταξύ των πρὸς διακανονισμῶν διεθνῶν διαφορῶν καθορισθείσας διαδικασίας, ἢ καθ' οἰανδήποτε ἄλλην μέθοδον ἢ ήθελον υἱοθετήσει κοινῆ συμφωνία.

271 2. 'Εν ἡ περιπτώσει οὐδὲν ἐξ αὐτῶν τῶν μέσων διακανονισμοῦ ήθελε υἱοθετηθῆ πᾶν Μέλος ἢ Συνεργαζόμενον Μέλος δύνανται πρὸς λύσιν ὑπαρχούσης διαφορᾶς νὰ καταφύγῃ εἰς διαιτησίαν, συμφώνως πρὸς τὴν ὄριζομένην εἰς τὸ παρόρτημα 3 διαδικασίαν ἢ εἰς τὸ πρόσθετον προαιρετικὸν Πρωτόκολλον, ἀναλόγως μὲ τὴν περίπτωσιν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ III

Σχέσεις μετὰ τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν καὶ τῶν Διεθνῶν 'Οργανώσεων.

"Αρθρον 29.

Σχέσεις μετὰ τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν.

272 1. Αἱ σχέσεις μεταξύ τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν καὶ τῆς Διεθνοῦς 'Ενώσεως Τηλεπικοινωνιῶν καθορίζονται ἐν τῇ συναφθείσῃ Συμφωνίᾳ μεταξύ τῶν δύο τούτων 'Οργανισμῶν.

273 2. Συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου XVI τῆς ἀνωτέρω μηνημονευμένης Συμφωνίας, αἱ ὑπηρεσίαι ἐκμεταλλεύσεως τῶν Τηλεπικοινωνιῶν τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν ἀπολαύσουσι τῶν δικαιωμάτων καὶ ὑπόκεινται εἰς τὰς ὑποχρεώσεις τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τῆς Συμβάσεως ταύτης καὶ τῶν προσηρτημένων εἰς αὐτὴν Κανονισμῶν.

Αὗται ἔχουσι, κατὰ συνέπειαν, τὸ δικαίωμα νὰ παρίστανται ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα, εἰς διάς τὰς Διασκέψεις τῆς 'Ενώσεως, συμπεριλαμβανομένων 'Επιτροπῶν.

"Αρθρον 30.

Σχέσεις μετά Διεθνῶν Ὀργανώσεων.

- 274 Πρὸς ὑποβοήθησιν τῆς πραγματοποιήσεως πλήρους διεθνοῦς συντονισμοῦ εἰς τὴν σφαῖραν τῶν Τηλεπικοινωνιῶν, ἡ "Ἐνωσις συνεργάζεται μετὰ τῶν διεθνῶν ὄργανώσεων, αἵτινες ἔχουσι συναφές ἐνδιαιφέρον καὶ δραστηριότητα.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IV.

Γενικαὶ διατάξεις σχετικαὶ μὲ τὰς Τηλεπικοινωνίας.
"Αρθρον 31.

Δικαίωμα τοῦ κοινοῦ νὰ χρησιμοποιῇ τὴν ὑπηρεσίαν Τηλεπικοινωνιῶν.

- 275 Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη, ἀναγνωρίζουσιν εἰς τὸ κοινὸν τὸ δικαίωμα νὰ ἀνταποκρίνεται μέσω τῆς διεθνοῦς ὑπηρεσίας ἴδιωτικῆς ἀνταποκρίσεως.

"Ἡ ὑπηρεσία, τὰ τέλη καὶ αἱ ἐγγυήσεις, ἐφαρμόζονται δμοιομόρφως δι' ὅλους τοὺς πελάτας εἰς ἔκαστην κατηγορίαν ἀνταποκρίσεων, ἀνευ οἰασδήποτε προτεραιότητος προτιμήσεως.

"Αρθρον 32.

Κατακράτησις τῶν Τηλεπικοινωνιῶν.

- 276 1. Τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη διατηροῦσι τὸ δικαίωμα νὰ ἀναστέλλωσι τὴν μεταβίβασιν παντὸς ἴδιωτικοῦ τηλεγραφήματος τὸ ὅποιον ἥθελε θεωρηθῆ ἐπικίνδυνον διὰ τὴν ἀσφάλειαν τοῦ Κράτους ἡ ἀντίθετον πρὸς τοὺς νόμους αὐτοῦ, πρὸς τὴν δημοσίαν τάξιν, ἡ τὰ χρηστὰ ἥθη, ὑπὸ τὸν ὄρον νὰ εἰδοποιῶσι ἀμέσως τὸ γραφεῖον καταγωγῆς περὶ τῆς μὴ μεταβιβάσεως τοῦ τηλεγραφήματος ὀλικῆς ἡ μερικῆς, πλὴν ἀνὴρ ἡ εἰδοποίησις αὐτῇ κρίνεται ἐπικίνδυνος διὰ τὴν ἀσφάλειαν τοῦ Κράτους.

- 277 2. Τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη διατηροῦσι ἐπίσης τὸ δικαίωμα νὰ διακόπτωσι πάσαν ἴδιωτικὴν τηλεγραφικὴν ἡ τηλεφωνικὴν συγκοινωνίαν, ἡ δοπία ἥθελε θεωρηθῆ ἐπικίνδυνος διὰ τὴν ἀσφάλειαν τοῦ Κράτους ἡ ἀντίθετος πρὸς τοὺς Νόμους αὐτοῦ, πρὸς τὴν δημοσίαν τάξιν ἡ τὰ χρηστὰ ἥθη.

"Αρθρον 33.

'Αναστολὴ τῆς ὑπηρεσίας.

- 278 "Ἐκαστὸν Μέλος ἡ Συνεργαζόμενον Μέλος, διατηρεῖ τὸ δικαίωμα ν' ἀναστέλλῃ τὴν ὑπηρεσίαν τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιῶν ἐπὶ ἀπροσδιόριστον χρόνον, εἴτε γενικῶς, εἴτε εἰς τινὰς μόνον σχέσεις καὶ ἡ διὰ τινὰς κατηγορίας ἀνταποκρίσεων ἔξερχομένων, εἰσερχομένων ἡ διαβατικῶν, ὑπὸ τὸν ὄρον νὰ εἰδοποιῇ περὶ τούτου ἀμέσως ἐκαστὸν τῶν λοιπῶν Μελῶν ἡ Συνεργαζόμενων Μελῶν μέσω τῆς Γενικῆς Γραμματείας.

"Αρθρον 34.

Εὐθύνη.

- 279 Τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη οὐδεμίαν εὐθύνην ἀναλαμβάνουσιν ἔναντι τῶν πελατῶν, τῶν διεθνῶν ὑπηρεσιῶν Τηλεπικοινωνίας, κυρίως ὅσον ἀφορᾶ αἱ τῆσις πρὸς ἀποζημίωσιν.

"Αρθρον 35.

'Απόρρητον τῶν Τηλεπικοινωνιῶν.

- 280 1. Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη ὑποχρεοῦνται νὰ λαμβάνωσι ὅλα τὰ δυνατὰ μέτρα, ἀναλόγως τοῦ χρησιμοποιούμενου συστήματος τηλεπικοινωνίας πρὸς προστασίαν τοῦ ἀπορρήτου τῶν διεθνῶν ἀνταποκρίσεων.

281. 2. 'Ἐν τούτοις διατηροῦσι τὸ δικαίωμα νὰ ἀνακοινῶσι τὰς ἀνταποκρίσεις ταύτας εἰς τὰς ἀρμοδίας ἀρχὰς κατ' ἐφαρμογὴν τῆς ἐσωτερικῆς των νομαθεσίας ἡ ἐκτέλεσιν διεθνῶν Συμβάσεων, εἰς ἀρχής ἔχουσι προσχωρήσει.

"Αρθρον 36.

'Ἐγκατάστασις, ἐκμετάλλευσις καὶ προστασία τῶν Μηχανημάτων καὶ ὅδῶν Τηλεπικοινωνίας.

- 282 1. Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη λαμβάνουσι τὰ κατάλληλα μέτρα διὰ τὴν ὄργανωσιν ὑπὸ τοὺς καλυτέρους τεχνικοὺς ὄρους τῶν ἀναγκαίων συγκοινωνῶν καὶ ἐγκαταστάσεων πρὸς ἔξασφαλισιν τῆς ταχείας καὶ ἀπροσκόπτου διαμοιβῆς τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιῶν.

283 2. Ἡ ἐκμετάλλευσις τῶν συγκοινωνιῶν τούτων καὶ ἐγκαταστάσεων, δέον κατὰ τὸ δυνατόν, νὰ ἀσκήται κατὰ τὰς καλιτέρας μεθόδους τὰς καθιερωμένας βάσει τῆς ἐκ τῆς πράξεως κεκτημένης πείρας δέον δὲ αἱ συγκοινωνίαι αὗται καὶ ἐγκαταστάσεις νὰ διατηρῶνται εἰς καλὴν κατάστασιν λειτουργίας καὶ νὰ εὑρίσκωνται εἰς τὸ ἐπίπεδον τῶν ἐπιστημονικῶν καὶ τεχνικῶν προόδων.

284 3. Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη ἐξασφαλίζουσι τὴν προστασίαν τῶν ὄδῶν καὶ ἐγκαταστάσεων τούτων ἐντὸς τῶν ὄρίων τῆς δικαιοδοσίας των.

285 4. Πάντα τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη λαμβάνουσι τὰ ἐπωφελῆ μέτρα διὰ τὴν διατήρησιν εἰς καλὴν κατάστασιν τῶν τμημάτων τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνικῶν κυκλωμάτων, ἀτινα περιλαμβάνονται ἐντὸς τῶν ὄρίων τοῦ ἐλέγχου των, πλὴν ἀνὴρ ὑπάρχουσι ἰδιαίτεραι συμφωνίαι καθορίζουσαι ἄλλους ὄρους.

"Αρθρον 37.

'Ανακοίνωσις τῶν παραβάσεων.

- 286 Πρὸς διευκόλυνσιν τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τοῦ ἀρθροῦ 22 τῆς παρούσης Συμβάσεως τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη ὑποχρεοῦνται εἰς ἀμοιβαίναν ἀνακοίνωσιν τῶν παραβάσεων τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τῶν προσηρημένων εἰς ταύτην Κανονισμῶν.

"Αρθρον 38.

Τέλη καὶ ἀτέλειαι.

- 287 Αἱ διατάξεις περὶ τελῶν τῶν τηλεπικοινωνιῶν καὶ αἱ διάφοροι περιστάσεις καθ' ἀρχὴν γοργεῖται ἀτέλειαι ὅριζονται διὰ τῶν προσηρημένων εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν Κανονισμῶν.

"Αρθρον 39.

Προτεραιότης τῶν Τηλεπικοινωνιῶν τῶν ἀφορωσῶν τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς.

- 288 Αἱ διευθεῖς ὑπηρεσίαι τηλεπικοινωνιῶν ὄφελουν νὰ παραχωρῶσιν ἀπόλυτον προτεραιότητα εἰς τὰς τηλεπικοινωνίας τὰς ἀφορώσας τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς, ἐν τῇ θαλάσσῃ, εἰς τὴν ξηράν, εἰς τὸν ἀέρα καὶ εἰς τὸν ἔξωταμοσφαιρικὸν χῶρον καθῶς καὶ εἰς τὰς ἔχουσας χαρακτῆρας ἔξαιρετικῶς ἐπείγοντα ἐπιδημιολογικὰς τηλεπικοινωνίας τῆς Παγκοσμίου Ὀργανώσεως. 'Υγείας.

"Αρθρον 40.

Προτεραιότης τῶν ἐπισήμων Τηλεγραφημάτων καὶ Τηλεφωνικῶν Συνδιαλέξεων.

- 289 'Τύπο τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῶν ἀρθρῶν 39 καὶ 49 τῆς παρούσης Συμβάσεως τὰ Κρατικὰ τηλεγραφήματα ἀπόλαυσιν προτεραιότητος, ἐπὶ τῶν λοιπῶν τηλεγραφημάτων, δταν δὲ ἀποστολεὺς ζητήσει τοῦτο. Αἱ Κρατικὰ τηλεφωνικὰ συνδιαλέξεις δύνανται ἐπίσης, ἐφ' ὅσον ρητῶς ζητηθῆ καὶ ὑπάρχει δυνατότης, νὰ τύχωσιν προτεραιότητος ἐπὶ τῶν λοιπῶν τηλεφωνικῶν συνδιαλέξεων.

"Αρθρον 41.

Μυστικὴ γλῶσσα.

- 290 1. Τὰ Κρατικὰ καὶ τὰ ὑπηρεσιακὰ τηλεγραφημάτα δύνανται νὰ συντάσσωνται εἰς μυστικὴν γλῶσσαν εἰς πάσας τὰς σχέσεις.

- 291 2. Τὰ ιδιωτικὰ τηλεγραφήματα εἰς μυστικὴν γλῶσσαν δύνανται νὰ γίνωνται δεκτὰ μεταξὺ πασῶν τῶν χωρῶν πλὴν ἐκείνων, αἵτινες ἀνεκοίνωσαν προηγουμένων μέσω τῆς Γενικῆς Γραμματείας, δτι δεν δέχονται τὴν γλῶσσαν ταύτην δι' αὐτὰς τὰς κατηγορίας τῶν ἀνταποκρίσεων.

- 292 3. Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη τὰ ὅποια δέχονται ιδιωτικὰ τηλεγραφήματα εἰς μυστικὴν γλῶσσαν καταγόμενα ἡ προοριζόμενα διὰ τὸ ἔδαφος των ὄφελουσιν νὰ δέχωνται αὐτὰ ὡς διαβατικὰ πλήν, τῆς περιπτώσεως ἀναστολῆς τῆς ὑπηρεσίας, προβλεπομένης ἐν ἀρθρῷ 33 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

"Αρθρον 42.

Κατάρτισις καὶ ἔξοφλησις τῶν λογαριασμῶν.

- 293 1. Αἱ διευθύνσεις τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν καὶ αἱ ἀνεγνωρισμέναι ἴδιωτικαι ἐπιχειρήσεις αἱ ὅποιαι ἔχμεταλλεύονται ὑπηρεσίας διεθνῶν τηλεπικοινωνιῶν, ὅφείλουσι νὰ ἔρχωνται εἰς συμφωνίαν ἐπὶ τοῦ ποσοῦ τῶν πιστώσεων καὶ τῶν χρεῶν των.
- 294 2. Οἱ λογαριασμοὶ χρεώσεων καὶ πιστώσεων οἱ προβλεπόμενοι εἰς τὸν ἀριθμὸν 293, καταρτίζονται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν προσηρτημένων εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν Κανονισμῶν, ἐκτὸς ἐὰν ὑπάρχωσιν ἴδιαιτεραι συμφωνίαι μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων Μερῶν.
- 295 3. Οἱ διακανονισμοὶ τῶν διεθνῶν λογαριασμῶν χαρακτηρίζονται ὡς τρεχούμεναι συναλλαγαὶ καὶ ἀνεργοῦνται συμφώνως πρὸς τὰς τρεχούσας διεθνεῖς ὑποχρεώσεις τῶν ἐνδιαφερομένων χωρῶν, ἐφ' ὅσον ὑπάρχουσι σχετικαὶ συμφωνίαι, μεταξὺ τῶν οἰκείων Κυβερνήσεων.

'Ελλείψει τοιούτων συμφωνιῶν ἡ ἴδιαιτέρων συμφωνιῶν συναφθεισῶν κατὰ τὰς εἰς τὸ ἀριθμὸν 44 τῆς παρούσης Σύμβασεως προβλεπομένας διατάξεις, οἱ διακανονισμοὶ οὗτοι τῶν λογαριασμῶν γίνονται συμφώνως πρὸς τοὺς Κανονισμούς.

"Αρθρον 43.

Νομισματικὴ Μονάς.

- 296 Νομισματικὴ μονὰς διὰ τὴν σύνθεσιν τῶν τιμολογίων τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιῶν καὶ τὴν κατάρτισιν τῶν διεθνῶν λογαριασμῶν είναι τὸ χρυσοῦν φράγκον ἐξ ἑκατὸν ἑκατοστῶν, βάρους 10/31 τοῦ γραμμαρίου καὶ τίτλου 0,900.

"Αρθρον 44.

Ίδιαιτεραι Συμφωνίαι.

- 297 Τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη ἐπιφυλάσσουσιν εἰς ἑαυτὰ εἰς τὰς παρὸν ἀνεγνωρισμένας ἴδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις καὶ εἰς ἄλλας ἐπιχειρήσεις δεόντως πρὸς τοῦτο ἔξουσιοδοτημένας, τὴν εὐχέρειαν νὰ συνάπτωσιν ἴδιαιτερας συμφωνίας ἐπὶ ζητημάτων τηλεπικοινωνιῶν τὰ ὅποια δὲν ἐνδιαφέρουσι τὸ σύνολον τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν.

'Ἐν τούτοις αἱ συμφωνίαι αὗται δὲν πρέπει ν' ἀντικεινται εἰς διατάξεις τῆς παρούσης Σύμβασεως ἡ τῶν εἰς ταύτην προτηρημένων Κανονισμῶν, ὅσον ἀφορᾷ τὰς ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις, τὰς ὅποιας θὰ ἡδύνατο νὰ προκαλέσῃ ἡ ἐφαρμογὴ αὐτῶν ἐπὶ ὑπηρεσιῶν ραδιοεπικοινωνιῶν τῶν διατάξεων τῶν ζητημάτων.

"Αρθρον 45.

Περιοχικαὶ Διασκέψεις, Περιοχικαὶ Συμφωνίαι καὶ Περιοχικαὶ Οργανώσεις.

- 298 Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη ἐπιφυλάσσουν εἰς ἑαυτὰ τὸ δικαίωμα νὰ πραγματοποιῶσι Περιοχικὰς Διασκέψεις, νὰ συνάπτουσιν περιοχικὰς Συμφωνίας καὶ νὰ δημιουργῶσι περιοχικὰς ὄργανωσεις, ἐπὶ σκοπῷ διακανονισμοῦ τηλεπικοινωνιακῶν ζητημάτων ἐπιδεκτικῶν ρυθμίσεως ἐπὶ περιοχικοῦ ἐπιπέδου.

'Ἐν τούτοις περιοχικαὶ συμφωνίαι δὲν πρέπει νὰ εύρισκονται εἰς ἀντίφασιν πρὸς τὴν παρούσαν Σύμβασιν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V.

Εἰδικαὶ Διατάξεις διὰ τὰς Ραδιοεπικοινωνίας

"Αρθρον 46.

Ορθολογιστικὴ χρησιμοποίησις τοῦ φάσματος ραδιολεκτρικῶν συχνοτήτων.

- 299 Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη, κρίνουν εὐκταῖον δπως ὁ χρησιμοποιούμενος ἀριθμὸς συχνοτήτων καὶ ἡ χρησιμοποιούμενη περιοχὴ τοῦ φάσματος περιορίζωνται εἰς τὸ ἐλάχιστον δυνατὸν δριον τὸ ἀπαραίτητον διὰ τὴν ἔξασφάλισιν καθ' ἵκανοποιητικὸν τρόπον τῆς λειτουργίας τῶν ἀναγκαιουσῶν ὑπηρεσιῶν.

Ἐνναι επιθυμητὸν διὰ τὸν σκοπὸν αὐτὸν, δπως αἱ τελευταῖαι τελειοποιήσεις τῆς τεχνικῆς τεθῶν εἰς ἐφαρμογὴν ἐντὸς τῶν ἀναγκαιωτῶν προθεσμιῶν.

"Αρθρον 47.

Αλληλεπικοινωνία

- 300 1. Οἱ σταθμοὶ οἵτινες ἔκτελοῦσι ραδιοεπικοινωνίαν εἰς τὴν κινητὴν ὑπηρεσίαν ὑποχρεοῦνται ἐντὸς τῶν δρίων τῆς κανονικῆς των χρησιμοποιήσεως, νὰ ἀνταλλάσσωσιν ἀμοιβαίως τὰς ραδιοεπικοινωνίας ὅπεραν διακρίσεως τοῦ οἰσθετηθέντος ὑπ' αὐτῶν ραδιολεκτρικοῦ συστήματος.

- 301 2. Οὐχ' ἡττον, διὰ νὰ μὴ παρακαλῶνται αἱ ἐπιστημονικαὶ πρόσδοι, αἱ διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 300 δὲν ἐμποδίζουσιν τὴν χρῆσιν ραδιολεκτρικοῦ συστήματος, μὴ ἵκανον νὰ ἐπικοινωνῇ μετ' ἄλλων συστημάτων, ἐφ' ὅσον ἡ ἀνικανότης αὐτῆς ὅφείλεται εἰς τὴν εἰδικὴν φύσιν τοῦ συστήματος καὶ δὲν είναι ἀποτέλεσμα υιοθετήσεως συστημάτων ἔχοντων ὡς ἀποκλειστικὸν σκοπὸν τὴν παρεμπόδισιν τῆς ἀλληλεπικοινωνίας.

- 302 3. Παρὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 300, σταθμὸς τις δύναται νὰ διατίθεται εἰς ἔκτελεσιν περιωρισμένης διεθνεῖς ὑπηρεσίας τηλεπικοινωνίας, καθοριζομένης ὑπὸ τοῦ σκοποῦ ταύτης ἡ ἄλλων συνθηκῶν ἀνεξαρτήτων τοῦ χρησιμοποιουμένου συστήματος.

"Αρθρον 48.

Ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις.

- 303 1. Πάντες οἱ σταθμοὶ, οἰδήποτε καὶ ἀν είναι τὸ ἀντικείμενόν των, πρέπει νὰ ἐγκαθίστανται καὶ νὰ ὑποκεινται εἰς ἔχμετάλλευσιν κατὰ τρόπον διότε νὰ μὴ προκαλῶσι ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις εἰς τὰς ραδιολεκτρικὰς ἐπικοινωνίας ἡ ὑπηρεσίας τῶν ἄλλων Μελῶν ἡ Συνεργαζομένων Μελῶν, τῶν ἀνεγνωρισμένων ἴδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων καὶ τῶν ἄλλων ἐπιχειρήσεων τῶν δεόντων ἔξουσιοδοτημένων διὰ τὴν διεξαγωγὴν ραδιοεπικοινωνίας καὶ αἱ ὅποιαι λειτουργοῦσι συμμορφούμεναι πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν.

- 304 2. "Εκαστὸν Μέλος ἡ Συνεργαζόμενον Μέλος ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἀπαιτῇ ἀπὸ τὰς ἀνεγνωρισμένας ὑπ' αὐτοῦ ἴδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις καὶ ἀπὸ τὰς ἄλλας ἐπιχειρήσεις τὰς δεόντως ἔξουσιοδοτημένης πρὸς τοῦτο τὴν τήρησιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 303.

- 305 3. "Ετι πλέον, τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη ἀναγνωρίζουσιν ὡς ἐπιθυμητὴν τὴν ληψὺν τῶν πρακτικῶν δυνατῶν μέτρων, ἵνα ἡ λειτουργία ἡ λεκτρικῶν μηχανημάτων καὶ ἐγκαταστάσεων πάσης φύσεως, μὴ προκαλῇ ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις εἰς τὰς ἐν ἀριθμῷ 303 ἀναφερομένας ραδιολεκτρικὰς ἐπικοινωνίας ἡ ὑπηρεσίας.

"Αρθρον 49.

Κλήσεις καὶ μηνύματα κινδύνου.

- 306 Οἱ σταθμοὶ ραδιοεπικοινωνίας ὑποχρεοῦνται νὰ δέχωνται κατ' ἀπόλυτον προτεραιότητα τὰς κλήσεις καὶ τὰ μηνύματα κινδύνου, οἰδήποτε καὶ ἀν είναι ἡ πρόλευσις των, νὰ ἀπαντῶσιν δύοις εἰς τὰ μηνύματα ταῦτα καὶ νὰ δίδωσιν ἀμέσως εἰς αὐτὰ τὴν ἐπιβαλλομένην συνέχειαν.

"Αρθρον 50.

Ψευδῆ ἡ ἀπατηλὰ σήματα κινδύνου ἐπείγοντος, ἀσφαλείας ἡ ταύτητος.

- 307 Τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη ὑποχρεοῦνται νὰ λαμβάνωσι τὰ κατάλληλα μέτρα πρεμπόδισιν τῆς μεταβιβάσεως ἡ θέσεως εἰς κυκλοφορίαν σημάτων κινδύνου, ἐπειγούσης ἀνάγκης, ἀσφαλείας ἡ ταύτητος φεύδον ἡ ἀπατηλῶν, καὶ νὰ συνεργάζωνται διὰ τὸν ἐντοπισμὸν καὶ ἀναγνώρισιν τῶν σταθμῶν τῆς ἴδιας αὐτῶν χώρας οἵτινες ἔκπεμπονται τὰ σήματα ταῦτα.

"Αρθρον 51.

Ἐγκαταστάσεις τῶν Τηγηρεσιῶν Εθνικῆς Αμύνης.

- 308 1. Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη διατηροῦσι πλήρη ἐλευθερίαν εἰς διάφορες τὰς ραδιολεκτρικὰς ἐγκαταστάσεις τῶν Στρατιωτικῶν Ναυτικῶν καὶ

- Αεροπορικῶν Δυνάμεων αὐτῶν.
 309 2. Ἐν τούτοις, καὶ ἐγκαταστάσεις αὗται πρέπει, ὅσον εἰναι δυνατόν, νὰ τηρῶσιν τὰς κανονιστικὰς διατάξεις τὰς σχετικὰς μὲ τὴν παροχὴν βοηθείας ἐν περιπτώσει κινδύνου, τὴν λῃζίν μέτρων πρὸς παρεμπόδισιν ἐπι-βλαβῶν παρενοχῆσεων ὡς καὶ τὰς δικτάξεις τῶν Κανονισμῶν τὰς ἀρροώσας τοὺς τύπους ἐκπομπῆς καὶ τὰς χρησιμοποιητέας συχνότητας, ἀναλόγως τῆς φύσεως τῆς ὑπηρεσίας τὴν ὅποιαν ἔκτελούσιν.
 310 3. Πλὴν τούτου, ὅταν αἱ ἐγκαταστάσεις αὗται μετέχουσι τῆς ὑπηρεσίας τῆς ἴδιωτικῆς ἀνταποκρίσεως ἢ ἄλλων ὑπηρεσιῶν διεπομένων ὑπὸ τῶν προσηρητημένων εἰς τὴν παρούσαν σύμβασιν Κανονισμῶν, ὀφείλουσι νὰ συμμορφῶνται γενικῶς πρὸς τὰς κανονιστικὰς διατάξεις ἔκτελέσεως τῶν ὑπηρεσιῶν τούτων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VI.

‘Ορισμοί.

“Αρθρον 52.

‘Ορισμοί.

- 311 Εἰς τὴν Σύμβασιν ταύτην, πλὴν ἀντιφάσεως μὲ τὸ κείμενον :

- α) Οἱ ὄροι, οἵτινες καθορίζονται ἐν τῷ Παραρτήματι 2 ἔχουσι τὴν ἔννοιαν ἢ ὅποια ἀποδίδεται εἰς αὐτούς.
 312 β) Οἱ λοιποὶ ὄροι, οἵτινες καθορίζονται διὰ τῶν ἐν ἀρθρῷ 15 προβλεπομένων Κανονισμῶν, ἔχουσι τὴν ἔννοιαν ἢ ὅποια ἀποδίδεται εἰς αὐτούς εἰς τοὺς Κανονισμοὺς τούτους.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VII.

Τελικὴ διάταξις.

“Αρθρον 53.

“Ἐναρξίς ἵσχυος τῆς Συμβάσεως.

- 313 Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἀρχίσῃ ἵσχυουσα τὴν πρώτην Ἱανουαρίου χίλια ἐννεακόσια ἑξήκοντα ἑπτὰ μεταξὺ τῶν χωρῶν, ἐδαφῶν ἢ ὁμάδων ἐδαφῶν διὰ τὰς ὅποιας αἱ ἐπικυρώσεις ἢ αἱ προσγωρήσεις θὰ ἔχωσι κατατεθῆ πρὸ τῆς χρονολογίας ταύτης.

Εἰς τὴν πίστωσιν τούτου, οἱ οἰκεῖοι πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν τὴν Σύμβασιν εἰς ἐν ἀντίτυπον, συντεταγμένον εἰς ἑκάστην τῶν γλωσσῶν ἀγγλικήν, κινεζικήν, ισπανικήν, γαλλικήν καὶ ρωσικήν τοῦ γαλλικοῦ κειμένου δητος ἐπικρατεστέρου, ἐν περιπτώσει ἀμφισβητήσεως τὸ ἀντίτυπον τοῦτο θὰ παραμεινῇ κατατεθειμένον εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Διεθνοῦς Ἐνώσεως Τηλεπικοινωνῶν ἥτις θὰ ἐπιδώσῃ ἐν ἀντίγραφον εἰς ἑκάστην τῶν ὑπογραψασῶν Χωρῶν.

Ἐγένετο ἐν Μοντρέ, τὴν 20ην Νοεμβρίου 1965

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ I

- Αφγανιστάν
 Αλβανία (Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς)
 Αλγερία (Αλγερινή Δημοκρατία Δημοκρατικὴ καὶ Λαϊκή)
 Σαουδικὴ Αραβία (Βασίλειον τῆς)
 Αργεντινή (Δημοκρατία)
 Αύστραλία (Ομοσπονδία τῆς)
 Λύστρια
 Βέλγιον
 Λευκορωσία (Σοβιετικὴ Σοισιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς) Βιρμανία (“Ενωσις τῆς)
 Βολιβία
 Βραζιλία
 Βουλγαρία (Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς)
 Μπουρούντι (Βασίλειον τῆς)
 Καμπότζη (Βασίλειον τῆς)
 Καμερούν (Ομοσπονδιακὴ Δημοκρατία τοῦ)
 Καναδᾶς
 Κεντροαφρικανική (Δημοκρατία)
 Κεντρο-

- Χιλή
 Κίνα
 Κύπρος (Δημοκρατία τῆς)
 Ηόλις τοῦ Βατικανοῦ (Κράτος τῆς)
 Κολομβία (Δημοκρατία τῆς)
 Κογκό (Δημοκρατία τοῦ)
 Κορέα (Δημοκρατία τῆς)
 Κόστα-Ρίκα
 Ἀκτὴ τοῦ Ἐλεφαντοστοῦ (Δημοκρατία τῆς)
 Κούβα
 Δαχομένη (Δημοκρατία τῆς)
 Δανία
 Δομινικανὴ (Δημοκρατία)
 Ἐλ Σαλβαντώρ (Δημοκρατία τῆς)
 Σύνολον ἐδαφῶν ἔκπρωσης πουμένων ὑπὸ τοῦ Γαλλικοῦ Γραφείου Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν ὑπερποντίων ἐδαφῶν.
 Ἰσημερινός
 Ἰσπανία
 Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι Αμερικῆς
 Αιθιοπία
 Φιλλανδία
 Γαλλία
 Καμπονεζική (Δημοκρατία)
 Γκάνα
 Ἐλλάς
 Γουατεμάλα
 Γουινέα (Δημοκρατία τῆς)
 Χαϊτή (Δημοκρατία τῆς)
 ΟΤ-Βόλτα (Δημοκρατία τῆς)
 Ουνδούρα (Δημοκρατία τῆς)
 Ουγγαρία (Λαϊκὴ Δημοκρατία)
 Ἰγδία (Δημοκρατία τῆς)
 Ἰγδονησία (Δημοκρατία τῆς)
 Ἰράν
 Ἰράκ (Δημοκρατία τοῦ)
 Ἰρλανδία
 Ἰσλανδία
 Ἰσραὴλ (Κράτος τοῦ)
 Ἰταλία
 Ιαπωνία
 Ἰορδανία (Χασεμιτικὸν Βασίλειον τῆς)
 Κένυα
 Κουβέιτ (Κράτος τοῦ)
 Λάος (Βασίλειον τοῦ)
 Λίβανος
 Λιβερία (Δημοκρατία τῆς)
 Λιβύη (Βασίλειον τῆς)
 Λιγυτεντάν (Πριγκηπάτον τοῦ)
 Λουξεμβούργον
 Μαλαισία
 Μαλάουι
 Μαλγκάς (Δημοκρατία)
 Μαλί (Δημοκρατία τοῦ)
 Μάλτα
 Μαρκόν (Βασίλειον τοῦ)
 Μαυριτανία (Ισλαμικὴ Δημοκρατία τῆς)
 Μεξικὸν
 Μονακό
 Μογγολία (Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς)
 Νεπάλ
 Νικαράγουα
 Νιγέρ (Δημοκρατία τῆς)
 Νιγηρία (Ομοσπονδιακὴ Δημοκρατία τῆς)
 Νορβηγία
 Νέα Ζηλανδία
 Ούγκαντα
 Πακιστάν
 Παναμᾶς
 Παραγουάνη

Κάτω Χώραι (Βασίλειον τῶν)
 Περού
 Φιλιππίναι (Δημοκρατία τῶν)
 Πολωνία (Λαϊκή Δημοκρατία τῆς)
 Πορτογαλία
 Ἰσπανικαὶ ἀποικίαι Ἀφρικῆς
 Ὑπερόποντιαι Πορτογαλικαὶ ἀποικίαι
 Ἀραβικὴ Δημοκρατία τῆς Συρίας
 Ἡνωμένη Ἀραβικὴ Δημοκρατία
 Ὀμοσπονδιακὴ Δημοκρατία τῆς Γερμανίας
 Ὀμοσπονδιακὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς Ουκρανίας
 Δημοκρατία τῆς Σομαλίας
 Ροδεσία
 Ρουμανία (Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς)
 Ἡνωμένον Βασίλειον τῆς Μεγάλης Βρεττανίας καὶ Β. Ἰρλανδίας.
 Ρουάντα (Δημοκρατία)
 Σενεγάλη (Δημοκρατία τῆς)
 Σιέρα Λεόνες
 Σιγκαπούρη
 Σουδάν (Δημοκρατία τοῦ)
 Νοτιοαφρικανικὴ (Δημοκρατία) καὶ ἔδαφος τῆς Νοτιοδυτικῆς Ἀφρικῆς.
 Σουηδία
 Ἐλβετία (Ὀμοσπονδία)
 Τανζανία (Ἡνωμένη Δημοκρατία τῆς)
 Τσάντ (Δημοκρατία τοῦ)
 Τσεχοσλοβακία (Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία)
 Ἐδάφη τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς.
 Ἐδάφη Ὑπερόποντια τῶν ὅποιων αἱ διεθνεῖς σχέσεις ἔξασφαλίζονται ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Ἡνωμένου Βασίλειον τῆς Μεγάλης Βρεττανίας καὶ Βρετανίας.
 Ταϊλάνδη
 Τογκολέξ (Δημοκρατία)
 Τρινιτά καὶ Τομπάγκο
 Τυνησία
 Τουρκία
 Ἔνωσις Σοβιετικῶν Συσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν
 Οὐραγουάνη (Ἀνατολικὴ Δημοκρατία τῆς)
 Βενεζούελα (Δημοκρατία τῆς)
 Βιέτ-Νάμ (Δημοκρατία τοῦ)
 Ὑεμένη
 Γιουγκοσλαβία (Ὀμόσπονδος Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς)
 Ζάρπια (Δημοκρατία τῆς)

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 2

(Βλέπε ἀρθρον 52)

Καθορισμὸς ὅρων χρησιμοποιουμένων εἰς τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν καὶ τὰ παραρτήματα αὐτῆς.

401. ¹ Διεύθυνσις: Πᾶσα Κυβερνητικὴ ὑπηρεσία, ὑπεύθυνος διὰ τὴν λῆψιν μέτρων πρὸς ἐκτέλεσιν τῶν ὑποχρεώσεων τῶν ἀναλγθεισῶν διὰ τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν καὶ τῶν προσηρτημένων αὐτῇ Κανονισμῶν.

402. ² Ἰδιωτικὴ Ἐπιχείρησις: Πᾶς ἴδιωτης ἢ Ἐταιρία μὴ κρατικὴ, ἡτις ἔκμεταλλεύεται ἐγκατάστασιν Τηλεπικοινωνίας, προορίζομένην νὰ ἐκτελῇ ὑπηρεσίαν διεθνοῦς Τηλεπικοινωνίας ἡεῖναι ἔνδεχόμενον νὰ προκαλέσῃ ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις εἰς τοιαύτην ὑπηρεσίαν.

403. ³ Ἀνεγνωρισμένη ἴδιωτικὴ Ἐπιχείρησις: Πᾶσα ἴδιωτικὴ Ἐπιχείρησις, ὡς ὅριζεται ἀνωτέρω, ἢ δοποίᾳ ἔκμεταλλεύεται ὑπηρεσίαν ἴδιωτης ἀνταποκρίσεως ἢ Ραδιοφωνίας καὶ εἰς τὴν δοποίαν αἱ ἀρθρωφ 22 προπροβλεπόμεναι ὑποχρεώσεις ἐπιβάλλονται ὑπὸ τοῦ Μέλους ἢ συνεργαζομένου Μέλους, ἐπὶ τοῦ ἔδαφους τοῦ δοποίου εἰναι ἐγκατεστημένη ἢ ἔδρα τῆς Ἐπιχειρήσεως ταύτης ἢ ὑπὸ τοῦ Μέλους ἢ συνεργαζομένου Μέλους, τὸ ὅποιον ἔχει ἔξουσιοδοτήσει τὴν Ἐπιχειρήσιν

ταύτην νὰ ἐγκαθιστᾶ καὶ νὰ ἔκμεταλλεύηται ἐπὶ τοῦ ἔδαφους του ὑπηρεσίαν τηλεπικοινωνίας.

404. Πληρεξούσιος: Πρόσωπον ἀποστελλόμενον ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως Μέλους ἢ Συνεργαζομένου Μέλους τῆς Ἐνώσεως εἰς Διάσκεψιν πληρεξούσιων ἢ Πρόσωπον ἀντιπροσωπεύον τὴν Κυβερνήσιν ἢ τὴν Διεύθυνσιν Μέλους τινος ἢ Συνεργαζομένου Μέλους τῆς Ἐνώσεως εἰς Διοικητικὴν Διάσκεψιν ἢ εἰς συνέλευσιν Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς.
405. Ἀντιπρόσωπος: Πρόσωπον ἀποστελλόμενον ὑπὸ ἀνεγνωρισμένης ἴδιωτικῆς ἐπιχειρήσεως εἰς Διοικητικὴν Διάσκεψιν ἢ εἰς συνέλευσιν Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς.
406. Ἐμπειρογνώμων: Πρόσωπον ἀποστελλόμενον ὑπὸ ἐπιστημονικοῦ ἢ βιομηχανικοῦ Ἐθνικοῦ Ἰδρύματος, ἔξουσιοδοτούμενον ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως ἢ τῆς Διεύθυνσεως τῆς Χώρας του, ὅπως παραστῇ εἰς τὰς συνελεύσεις τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς.
407. Παρατηρητής: Πρόσωπον ἀποστελλόμενον ὑπὸ: Τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, εἰς ἐκτέλεσιν τῶν Διατάξεων τοῦ ἀρθρου 29 τῆς Συμβάσεως. Μιᾶς τῶν Διεθνῶν Ὀργανώσεων τῶν προσκαλουμένων ἢ τῶν γενομένων δεκτῶν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Γενικοῦ Κκνονισμοῦ, ὅπως μετάσχωσιν τῶν ἐργασιῶν Διασκέψεως τινος.
408. Τῆς Κυβερνήσεως Μέλους ἢ Συνεργαζομένου Μέλους τῆς Ἐνώσεως μετέχοντος ἄνευ δικαιώματος ψήφου εἰς μίαν Διοικητικὴν Διάσκεψιν περιφερειακοῦ χαρακτηροῦ συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθρου 7 τῆς Συμβάσεως.
409. Ἀντιπροσωπεύει: Τὸ σύνολον τῶν Πληρεξουσίων καὶ ἐνδεχομένως, τῶν ἀντιπροσώπων, Συμβούλων, ἀκολούθων ἢ διερμηνέων τῶν ἀποστελλομένων ὑπὸ μιᾶς καὶ τῆς αὐτῆς χώρας. Ἐκεστον Μέλος καὶ Συνργαζόμενον Μέλος εἶναι ἐλεύθερον ὅπως καταρτίξῃ τὴν ἀντιπροσωπεύαν του κατὰ βούλησιν. Ἰδιαίτερως, δύναται νὰ περιλαμβάνῃ εἰς αὐτὴν ὑπὸ τὴν ἴδιοτητα πληρεξουσίων συμβούλων ἢ ἀκολούθων, πρόσωπα ἀνήκοντα εἰς ἀνεγνωρισμένης ὑπὸ αὐτοῦ ἴδιωτικᾶς ἐπιχειρήσεις ἢ πρόσωπα ἀνήκοντα εἰς ἄλλας ἴδιωτικᾶς ἐπιχειρήσεις ἐνδικαφερομένας διὰ τὰς Τηλεπικοινωνίας.
410. Τηλεπικοινωνίαι: Πᾶσα μεταβίβασις, ἐκπομπή ἢ λῆψίς σημείων, σημάτων, κειμένων εἰκόνων, ἥχων ἢ πληροφοριῶν πάστης φύσεως διὰ σύρματος, διὰ ραδιοηλεκτρισμοῦ, δόπτικῶς ἢ δι' ἄλλων ἡλεκτρομαγνητικῶν συστημάτων.
411. Τηλεγραφία: Σύστημα Τηλεπικοινωνίας ἔξασφαλίζοντα τὴν μεταβίβασιν καὶ τὴν ἀναπαραγωγὴν εἰς ἀπόστασιν τοῦ περιεχομένου παντὸς ἐγγράφου, ὅπως ψηρογράφου, ἐντύπου ἢ εἰκόνως, ἢ ἀκόμη ἀναπαραγωγὴν εἰς ἀπόστασιν παντὸς εἰδούς πληροφοριῶν ὑπὸ τὴν μορφὴν ταύτην. Εἰς τὸν κανονισμὸν Ραδιοεπικοινωνιῶν, ὁ δρος «Τηλεγραφία» σημαίνει, πλὴν ἀντιθέτου μνήσεις σύστημα Τηλεπικοινωνίας ἔξασφαλίζον τὴν μεταβίβασιν γραπτῶν διὰ τῆς χρησιμοποιήσεως κώδικος σημείων.
412. Τηλεφωνία: Σύστημα τηλεπικοινωνίας ἔγκαθιστά μενον διὰ τὴν μεταβίβασιν τοῦ λόγου, εἰς τινὰς δὲ περιπτώσεις καὶ ἄλλων ἥχων.
413. Ραδίο: Τηλεπικοινωνία πραγματοποιούμενη τῇ βοηθείᾳ τῶν ραδιοηλεκτρικῶν κυμάτων.
414. Ράδιο: Πρόθεμα χρησιμοποιούμενον εἰς τὴν γραπτῶν ραδιοηλεκτρικῶν κυμάτων.

(*) Ὑπηρεσία ἀσφαλείας θεωρεῖται πᾶσα ραδιοηλεκτρική ὑπηρεσία λειτουργοῦσα μονίμως ἢ προσκαΐρως πρὸς ἔξυπηρέτησιν τῆς ἀσφαλείας τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς καὶ τῆς προστασίας τῶν ἀγαθῶν, ἢ προξενίης

- νεί σοβαράν βιάζην τής ποιότητος ύπηρεσίας ραδιο-επικοινωνίας λειτουργούσης συμφώνως τῷ Κανονισμῷ Ραδιοεπικοινωνιῶν, τὴν παρεμποδίζει ἢ τὴν διακόπτει κατὰ τρίπον ἐπαναλαμβάνομενον.
- 415 Διεθνής ὑπηρεσία: Ὑπηρεσία τηλεπικοινωνίας μεταξύ Γραφείων ἢ σταθμῶν Τηλεπικοινωνίας πάσης φύσεως, κειμένων εἰς διαφόρους γύρωρας ἢ ἀνηκόντων εἰς διαφόρους γύρωρας.
- 416 Κινητή ὑπηρεσία: Ὑπηρεσία Ραδιοεπικοινωνίας μεταξύ κινητῶν σταθμῶν καὶ σταθμῶν ξηρᾶς, ἢ μεταξύ κινητῶν σταθμῶν.
- 417 Ραδιοφωνική ὑπηρεσία: Ὑπηρεσία Ραδιοεπικοινωνίας τῆς ὑποίκης αἱ ἐκπομπαὶ προσφέρουσι τιὰν διὰ τὴν λῆψιν ἀπὸ εὐθείας ὑπὸ τοῦ κοινοῦ ἐν γένει. Ἡ ὑπηρεσία αὕτη δύναται νὰ περιλαμβάνῃ, ἡγετικὰς ἐκπομπάς, ἐκπομπὰς τηλεοράσεως, ἢ ἄλλων εἰδῶν ἐκπομπάς.
- 418 Ἰδιωτικὴ ἀνταπόκρισις: Πάσα τηλεπικοινωνίας ἢ τὰ γραφεῖα καὶ οἱ σταθμοὶ ὃς ἐκ τοῦ γεγονότος ὅτι ἔχουν τεθεῖ εἰς τὴν διάθεσιν τοῦ κοινοῦ ὀφείλουσιν νὰ δέχωνται πρὸς μεταβίβασιν.
- 419 Τηλεγράφημα: Κείμενον προσφέρουσιν διὰ τηλεγραφικὴν μεταβίβασιν μὲ σκοπὸν νὰ ἐπιδοθῇ εἰς τὸν παραλήπτην. Εἰς τὸν ὄρον τοῦτον περιλαμβάνεται καὶ τὸ ραδιοτηλεγράφημα πλὴν ἀντιέτου ὄρισμοῦ.
- 420 Κρατικὰ τηλεγραφήματα καὶ τηλεφωνικὰ συνδιαλέξεις. Τηλεγραφήματα καὶ τηλεφωνικὰ συνδιαλέξεις ἀποστελλόμενα ὑπὸ μιᾶς τῶν κάτωθι ἀρχῶν:
- Ἀρχηγοῦ Κράτους
 - Ηροέδρου Κυβερνήσεως καὶ Μελῶν Κυβερνήσεως.
 - Ἀρχηγοῦ ἐδάφους ἢ Ἀρχηγοῦ ἐδάφους περιλαμβανομένου εἰς ὅμαδα ἐδαφῶν Μέλους ἢ Συνεργαζομένου Μέλους.
 - Ἀρχηγοῦ ἐδάφους ὑπὸ κηδεμονίαν ἢ ὑπὸ ἐντολὴν εἴτε τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν Μέλους ἢ Συνεργαζομένου Μέλους.
 - Ἀρχηγοῦ Στρατιωτικῶν δυνάμεων ξηρᾶς, θαλάσσης ἢ ἀρέος.
 - Διπλωματικῶν ἢ Προξενικῶν Ἀρχῶν.
 - Γενικοῦ Γραμματέως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, Ἀρχηγοῦ τῶν κυρίων ὀργάνων τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.
 - Διεθνοῦ Δικαιοστηρίου τῆς Χάγης.
- 421 Λί ἀπαντήσεις εἰς τὰ κρατικὰ τηλεγραφήματα, ὡς ταῦτα ὄριζονται ἀνωτέρω, θεωροῦνται ἐπίσης ὡς Κρατικὰ τηλεγραφήματα.
- 422 Ὑπηρεσιακὰ Τηλεγραφήματα: Τηλεγραφήματα διαμειρόμενα μεταξύ:
- α) Τῶν Διευθύνσεων
 - β) Τῶν ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων
 - γ) Τῶν Διευθύνσεων καὶ τῶν ἀνεγνωρισμένων Ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων.
 - δ) Τῶν Διευθύνσεων καὶ ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων ἀφ' ἐνὸς καὶ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως ἀφ' ἑτέρου, καὶ τὰ ὅποια εἴναι σχετικὰ μὲ τὰς διεθνεῖς τηλεπικοινωνίας.
- 423 Ἰδιωτικὰ Τηλεγραφήματα: Πάντα τὰ λοιπὰ τηλεγραφήματα, πλὴν τῶν ὑπηρεσιακῶν καὶ Κρατικῶν.
- ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 3
(βλέπε ἀρθρον 28)
Διαιτησία
- 501 1. Τὸ μέρος τὸ ὅποιον ἐγκαλεῖ ἀρχῆς τὴν σχετικὴν διαδικασίαν διαβιβάζον εἰς τὸ ἔτερον μέρος ἀνακοίνωσιν περὶ αἰτήσεως διαιτησίας.
- 502 2. Τὰ μέρη ἀποφασίζουσι κοινῇ συμφωνίᾳ ἐὰν θὰ ἀναθέσωσι τὴν διαιτησίαν εἰς πρόσωπα, Διευθύνσεις ἢ Κυβερνήσεις. Εἰς περίπτωσιν καθ' ἥν παρελθούσης προθεσμίας ἐνὸς μηνὸς ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ἀνακοίνωσεως αἰτήσεως περὶ διαιτησίας τὰ ἐνδιαφερόμενα μέρη δὲν συνεφώνησαν ἐπὶ τοῦ σημείου τούτου, ἡ διαιτησία
- 503 3. Ἐὰν ἡ διαιτησία ἀνατίθεται εἰς πρόσωπα, οἱ διαιτηταὶ δὲν πρέπει νὰ εἶναι ὑπήκοοι τῶν ἐνδιαφερομένων γύρωρων, οὔτε νὰ κατοικῶσι εἰς ταύτας, οὔτε νὰ χρησιμοποιῶνται εἰς τὴν ὑπηρεσίαν των.
- 504 4. Ἐὰν ἡ διαιτησία ἀνατίθεται εἰς Κυβερνήσεις ἢ εἰς Διευθύνσεις τῶν Κυβερνήσεων τούτων, αὗται πρέπει νὰ ἐλέγχωνται μεταξύ Μελῶν ἢ Συνεργαζομένων Μελῶν ξένων πρὸς τὴν διαφοράν, ἀλλὰ μετεγχύτων τῆς συμφωνίας ἢ ἐφαρμογῆ τῆς ὑποίκης προεκάλεσε τὴν διαφοράν.
- 505 5. Ἐντὸς τῆς προθεσμίας τριῶν μηνῶν ὑπολογιζομένης ἀπὸ τῆς χρονολογίας λήψεως τῆς ἀνακοίνωσεως δι' ἥς αἰτεῖται διαιτησία, ἔκαστον τῶν δύο μερῶν δρῖζει ἔνα διαιτητήν.
- 506 6. Ἐὰν περισσότερα τῶν δύο μερῶν ἔχουσιν ἐμπλακῆ εἰς τὴν διαφοράν, ἔκάστη δύμας ἔχουσα κοινὰ συμφέροντα εἰς τὴν διαφοράν, δρῖζει ἔνα διαιτητὴν συμφωνίας πρὸς τὴν ἐριθίμοις 504 – 505 προβλεπομένην διαδικασίαν.
- 507 7. Οἱ δύο οὗτοι δρῖζομενοι διαιτηταὶ συνεννοοῦνται διὰ τὸν διορισμὸν τρίτου διαιτητοῦ, ὅστις, ἐὰν οἱ δύο πρῶτοι εἶναι πρόσωπα καὶ ὅχι Κυβερνήσεις ἢ Διευθύνσεις πρέπει νὰ πληροῦν τοὺς δρους τοῦ ἀνιωτέρω ἀριθμοῦ 503 καὶ ἐπὶ πλέον νὰ ἔχῃ ἐθνικότητα διάφορον τῶν δύο ἀλλων. Εἰς περίπτωσιν ἀσυμφωνίας μεταξύ τῶν δύο διαιτητῶν ἐν τῇ ἐκλογῇ τρίτου ἔκαστος τούτων προτείνει τρίτον διαιτητήν, οὐδὲν συμφέροντα εἰς τὴν διαφοράν. Ο Γενικὸς Γραμματέως τῆς Ἐνώσεως προβάλλει τότε εἰς κλήρωσιν διὰ τὴν ἀνάδειξιν τοῦ ἐνὸς ἐκ τῶν δύο προταθέντων ὡς τρίτου διαιτητοῦ.
- 508 8. Τὰ διαφωνοῦντα μέρη δύνανται νὰ συνεννοοῦνται πρὸς λύσιν τῆς διαφορᾶς των ὑρέντων μόνου δικαιητοῦ, δρῖζομενου κοινῇ συμφωνίᾳ. Ἐπίσης δύνανται νὰ ἐριζωσιν, ἔκαστον, ἔνα διαιτητήν καὶ νὰ ζητῶσιν ἀπὸ τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῆς Ἐνώσεως, δρῖας, ἐκ τῶν δύο ἐκλέξῃ ἔνα διὰ κληρώσεως.
- 509 9. Ο διαιτητής ἢ οἱ διαιτηταὶ ἀποφασίζουσιν ἐλευθερώσεις ἐπὶ τῆς ἀκολουθητέας διαδικασίας.
- 510 10. Ἡ ἀπόφασις τοῦ μοναδικοῦ διαιτητοῦ εἶναι τελεστίδικος καὶ δεσμεύει τοὺς διαιτήκους. Ἐὰν ἡ διαιτησία ἀνατίθεται εἰς περισσότερους διαιτητάς, ἡ διὰ πλειοψηφίας τῶν διαιτητῶν λαμβανομένη ἀπόφασις εἶναι τελεστίδικος καὶ δεσμεύει τὰ Μέρη.
- 511 11. Ἐκαστον μέρος βαρύνεται μὲ τὰς δικάνας, τὰς ὑποίκης τὸ ἰδιον προσκάλεσεν ἐν τῇ προπαρασκευῇ τῆς διαιτησίας. Λί διπλοίοι παν δικάναι τῆς διαιτησίας κατανέμονται ἐξ ἵσου μεταξύ τῶν διαιτήκων.
- 512 12. Ἡ Ἐνώσις παρέγει πάσας τὰς σχετικὰς πρὸς τὴν διαφοράν πληροφορίας διὰ τὴν διαιτητής ἢ οἱ διαιτηταὶ θὰ δρύναντο νὰ ἔχωσιν ἀνάγκην.
- ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 4.
- Γενικὸς Κανονισμὸς προσητηριμένος εἰς τὴν Διεθνή Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν.
- ΜΕΡΟΣ ΠΡΩΤΟΝ
- Γενικαὶ Δικτάξεις ἀφορῶσαι τὰς Δικασκέψεις
- ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 1.
- Πρόσκλησις καὶ ἀποδογῆ, εἰς τὰς Δικασκέψεις Ηλεξίουσίων, ἐν περιπτώσει συμμετοχῆς προσκαλούσης Κυβερνήσεως.
- 601 1. Ἡ καλούσα Κυβερνήσις, ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου δρῖζει, τὴν δριστικὴν ἡμερομηνίαν καὶ τὸν ἀκριβῆ τύπον τῆς Δικασκέψεως.
- 602 2. (1) "Ἐν ἔτος πρὸ τῆς ἡμερομηνίας ταύτης, ἡ καλούσα Κυβερνήσις ἀποστέλλει πρόσκλησιν εἰς τὴν Κυβερνήσιν ἐκάστης γύρωρας Μέλους τῆς Ἐνώσεως καὶ εἰς ἔκαστον Συνεργαζομένον Μέλος τῆς Ἐνώσεως.

- 603 (2) Αἱ προσκλήσεις αὗται δύνανται νὰ ἀπειθύνωνται εἴτε ἀπ'ευθύνας, εἴτε μέσω τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως, εἴτε μέσω ἄλλης Κυβερνήσεως.
- 604 3. Ο Γενικὸς Γραμματεὺς ἀπειθύνει πρόσκλησιν εἰς τὰ Ἡνωμένα "Εθνη συμφόνους πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 29 τῆς Συμβάσεως.
- 605 4. Ἡ καλοῦσα Κυβέρνησις ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἡτοι προτάσει τούτου, δύναται νὰ καλέσῃ τὰς εἰδικευμένας ὁργανώσεις τοῦ Οργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν ὡς καὶ τῆς Διεύθυνσεως Ἐπιτροπῆς Ἀτομικῆς Ἐνεργείας, ὅπως ἀποστέλλοται παρατηρητὰς ἵνα μετασχων τῶν Διασκέψεων μετὰ Συμβουλευτικῆς ἄρδου ἐπὶ τῆς βάσεως τῆς ἀμοιβαιότητος.
- 606 5. Αἱ ἀπαντήσεις τῶν Μελῶν καὶ συνεργαζομένων Μελῶν πρέπει νὰ περιέργωνται εἰς τὴν καλούσαν Κυβέρνησιν ἐνα μῆνα, τῷ βραδύτερον, πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς Διασκέψεως. Αὕται δέον νὰ περιέργωσιν κατὰ τὸ δυνατὸν πάσας τὰς πληροφορίας τὰς σχετικὰς μὲ τὴν σύνθεσιν τῆς ἀντιπροσωπείας.
- 607 6. Πᾶς μόνιμος Ὀργανισμὸς τῆς Ἐνώσεως ἔχει τὸ δικαίωμα ὅπως ἀντιπροσωπευθῇ εἰς τὴν Διασκέψιν ὑπὲ Συμβουλευτικήν ἰδιότητα ὑσάκις αὐτῇ συζητεῖ ὑποθέσεις ἀναγομένας εἰς τὴν ἀρμοδιότητά του. Ἐν ἀνάγκῃ ἡ Διασκέψις δύναται νὰ καλέσῃ καὶ Ὀργανισμὸν ὃστις δὲν ἔκρινε ἀναγκαῖον νὰ ἀντιπροσωπευθῇ εἰς κύτην.
- 608 7. Γίνονται δεκτοὶ εἰς τὰς Διασκέψεις Πληρεξουσίων.
- α) Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι, ὡς αὗται ὅριζονται ἐν τῷ ἀριθμῷ 408 τοῦ Παραρτήματος 2 τῆς Συμβάσεως.
- 609 β) Οἱ παρατηρηταὶ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν
- 610 γ) Οἱ παρατηρηταὶ τῶν εἰδικευμένων ὁργανώσεων καὶ τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς ἀτομικῆς ἐνεργείας συμφώνως τῷ ἀριθμῷ 605.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 2.

Πρόσκλησις καὶ ἀποδοχὴ εἰς τὰς Διοικητικὰς Διασκέψεις ἐν περιπτώσει συμμετογῆς προσκλούσας Κυβερνήσεως.

- 611 1. (1) Αἱ διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 601 ἕως 606 ἐφαρμόζονται εἰς τὰς Διοικητικὰς Διασκέψεις.
- 612 (2) Ἐν τούτοις ἡ προθεσμία διὰ τὴν ἀποστολὴν τῶν προσκλήσεων δύναται νὰ περιορισθῇ εἰς ἔξι μῆνας ἐν ἀνάγκῃ.
- 613 (3) Τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη τῆς Ἐνώσεως δύνανται νὰ ἀνακοινῶσι τὴν πρόσκλησιν, ἡτις ἀπηνθύνθη εἰς αὐτά, εἰς τὰς ὑπ' αὐτῶν ἀνεγνωρισμένας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις.
- 614 2. (1) Ἡ καλοῦσα Κυβέρνησις ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἡ τῇ προτάσει τούτου, δύναται νὰ ἀπειθύνῃ ἀνακοίνωσιν εἰς τὰς διεθνεῖς ὁργανώσεις, αἴτινες ἐνδιαφέρωνται ὅπως ἀποστέλλωσι παρατηρητὰς ἵνα μετάσχωσι τῶν ἐργασιῶν τῆς Διασκέψεως ὑπὲ Συμβουλευτικήν ἰδιότητα.
- 615 (2) Αἱ ἐνδιαφερόμεναι διεθνεῖς ὁργανώσεις ἀπειθύνουσιν εἰς τὴν καλοῦσαν Κυβερνήσιν αἴτησιν συμμετογῆς ἐντὸς προθεσμίας δύο μηνῶν ἀρχομένης ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἀνακοινώσεως.
- 616 (3) Ἡ καλοῦσα Κυβέρνησις συγκεντρώνει τὰς αἰτήσεις ἡ δὲ ἀπόφασις περὶ ἀποδοχῆς τῆς αἰτήσεως λαμβάνεται ὑπὲ αὐτῆς ταύτης τῆς Διασκέψεως.
- 617 3. (1) Γίνονται δεκτοὶ εἰς τὰς Διοικητικὰς Διασκέψεις :
- α) Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι, ὡς αὗται ὅριζονται ἐν τῷ ἀριθμῷ 408 τοῦ Παραρτήματος 2 τῆς Συμβάσεως.
- 618 β) Οἱ παρατηρηταὶ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.
- 619 γ) Οἱ παρατηρηταὶ τῶν εἰδικευμένων ὁργανώσεων καὶ τῆς ἐπιτροπῆς ἀτομικῆς ἐνεργείας συμφώνως τῷ ἀριθμῷ 605.
- 620 δ) Οἱ παρατηρηταὶ τῶν διεθνῶν ὁργανώσεων τῶν γινομένων δεκτῶν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 614 ἕως 616.

- 621 ε) Οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων, τῶν δεύτερων ἐξουσιοδοτημένων ὑπὲ τῆς Νέαρχος Μέλους ἐξ ἡς ἐξαρτῶνται.
- 622 στ) Οἱ μόνιμοι δραγματιμοὶ τῆς Ἐνώσεως ὑπὲ τοὺς ἐν ἀριθμῷ 607 προβλεπομένους ὅρους.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 3.

Εἰδικὴ διατάξεις διὰ τὰς Διασκέψεις αἴτινες συνέρχονται ἡνὶ συμμετογῆς προσκλούσας Κυβερνήσεως.

- 623 Οσάκις πρόκειται νὰ συνέλθῃ διάσκεψις ὡσεὶ προσκλούσας Κυβερνήσεως, ἐφαρμόζονται αἱ διατάξεις τῶν Κεφαλαίων 1 καὶ 2. Ο Γενικὸς Γραμματεὺς κατόπιν συνεννοήσεως μετὰ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἐλβετικῆς Ὁμισπονδίας, ἀκμάζει τὰ ἀναρχαῖα μέτρα διὰ τὴν σύγκλησιν καὶ ὑργίσκων τῆς Διασκέψεως εἰς τὴν ἐδραν τῆς Ἐνώσεως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 4.

Προθεσμία καὶ τρόπος ὑποβολῆς προτάσεων εἰς τὰς Διασκέψεις.

- 624 1. Εὐθὺς μετὰ τὴν ἀποστολὴν τῶν προσκλήσεων ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς παρακαλεῖ τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη ὅπως τῷ ἀποστέλλωσι ἐντὸς προθεσμίας τεσσάρων μηνῶν τὰς σχετικὰς μὲ τὰς ἐργασίας τῆς Διασκέψεως.
- 625 2. Ήσσος ὑποβελλομένη πρότασις ἡς ἡ ἀποδοχὴ συεπάγεται τὴν ἀναθεώρησιν τοῦ κειμένου τῆς Συμβάσεως ἡ τῶν Κανονισμῶν δέον νὰ περιέχῃ παραπομπὰς ἐπιτρεπούσας τὴν εὐγερῆ ἀνέρεσιν, κατ' ἀριθμὸν τῶν μερῶν τοῦ κειμένου ἀτιναγόρασμοι τῆς ἀνθεωρήσεως ταύτης. Ή αἰτιολογία τῆς προτάσεως δέον νὰ ἐμφανίζεται εἰς ἑκάστην περίπτωσιν ὅσου εἶναι δυνατὸν συνοπτικῶς.
- 626 3. Ο Γενικὸς Γραμματεὺς ἀνακοινοῖ τὰς προτάσεις εἰς ἀπαντα τὰ Μέλη, καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη κατὰ τὴν σειρὰν τῆς λήψεως των.

- 627 4. Ο Γενικὸς Γραμματεὺς συγκεντρώνει καὶ συντονίζει τὰς ληφθείσας προτάσεις τῶν Διευθύνσεων καὶ τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν καὶ ἀνακοινοῖ αὐτὰς τρεῖς τούλαχιστον μηναῖς πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς Διασκέψεως εἰς πάντα τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα μέλη. Οὔτε ἡ Γενικὴ Γραμματεία οὔτε αἱ εἰδικευμέναι Γραμματεῖαι ἔχουσι τὴν δυνατότητα νὰ ὑποβάλλουν προτάσεις.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 5.

Διαπιστευτήρια τῶν ἀντιπροσωπειῶν εἰς τὰς Διασκέψεις.

- 628 1. Η ὑπὲ Μέλους ἡ Συνεργαζόμενοι Μέλους ἀποστελλομένη ἀντιπροσωπεία διὰ νὰ μετάσχῃ Διασκέψεως δέον νὰ εἶναι δεύτερων ἐξουσιοδοτημένη συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 629 ἕως 636.
- 629 2. (1) Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι πληρεξουσίων εἰς τὰς Διασκέψεις διαπιστεύονται διὰ πράξεων ὑπογεγραμμένων ὑπὲ τοῦ Ἀρχηγοῦ τοῦ Κράτους ἡ ὑπὲ τοῦ Πρωθυπουργοῦ ἡ ὑπὲ τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Ἐξωτερικῶν.
- 630 (2) Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι εἰς τὰς Διοικητικὰς Διασκέψεις διαπιστεύονται διὰ πράξεων ὑπογεγραμμένων ὑπὲ τοῦ Ἀρχηγοῦ τοῦ Κράτους. ἡ ὑπὲ τοῦ Πρωθυπουργοῦ τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Ἐξωτερικῶν ἡ ὑπὲ τοῦ Ὑπουργοῦ τοῦ ἄρμοδίου διὰ τὰ ἔξεταζόμενα ὑπὲ τῆς Διασκέψεως ματα.
- 631 (3) Μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως προερχομένης ἐκ μιᾶς τῶν ἀναφερομένων ἐν ἀριθμῷ 629 ἡ 630 ἀρχῶν καὶ λαμβανομένης πρὸ τῆς ἀπογραφῆς τῶν τελικῶν πράξεων, μία ἀντιπροσωπεία δύναται προσωρινῶς νὰ διαπιστεύεται ὑπὲ τοῦ Ἀρχηγοῦ τῆς διπλωματικῆς ἀποστολῆς τῆς χώρας του παρὰ τῇ Κυβερνήσει τῆς Χώρας δουν γίνεται ἡ Διασκέψις ἡ ἀν ὁ τόπος τῆς Διασκέψεως εἶναι ἐκεῖνος τῆς ἔδρας τῆς Ἐνώσεως, ὑπὲ τοῦ Ἀρχηγοῦ τῆς μονίμου ἀντιπροσωπείας τῆς χώρας του παρὰ τῷ Εὐρωπαϊκῷ γραφειῷ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.
- 632 (4) Πᾶσα ἀντιπροσωπεία ἐκπροσωπεῖα τῆς χώρας του παρὰ

- ύπό έντολήν, ἐπ' ἀριθμού τοῦ ὑποίσου ἔχουσι προσχωρήσεις τὰ Ἡνωμένα Ἐθνηίς τὴν Σύμβασιν, συμφάνως τῷ ἡρῷῳ 21 δέοντα εἰς εἰναὶ ἔξουσιοδοτημένη διὰ πράξεως ὑπογεγραμμένης ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.
- 633 3. Τὰ διαπιστευτήρια γίνονται δεκτὰ ἐὰν εἰναι ὑπογεγραμμένα ὑπὸ μιᾶς τῶν ἀποριμουμένων ἐν τοῖς ἀριθμοῖς 629 ἔως 632 ἀρχῶν καὶ ἐὰν ἀνταποκρίνωνται εἰς ἐαν ἐπομένων κριτήριων.
- 634 Νὰ ἀπονέμοιν τὰ πλήρη διαπιστευτήρια εἰς τὴν ἀντιπροσωπείαν.
- 635 Νὰ ἔξουσιοδοτῶν τὴν ἀντιπροσωπείαν νὰ ἐκπροσωπῇ τὴν Κυβέρνησιν τῆς ἁνεύσιδεν περιορισμοῦ.
- 636 Νὰ δίδουν εἰς τὴν ἀντιπροσωπείαν ἡ εἰς μερικὰ τῶν Μελῶν τῆς τὸ δικαίωμα τῆς ὑπογράφης τῶν ὄριστων πράξεων.
- 637 4. (1) Μία ἀντιπροσωπεία τῆς ὑποίσου τὰ διαπιστευτήρια ἀναγνωρίζονται ὡς καλῶς ἔχοντα ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνέλευσεως ἔχει τὴν δυνατότητα νὰ ἀσκῇ τὸ δικαίωμα ψήφου τῆς ἐνδιαφερομένης χώρας Μέλους καὶ νὰ ὑπογράψῃ τὰς τελικὰς Ηράξεις.
- 638 (2) Μία ἀντιπροσωπεία τῆς ὑποίσου τὰ διαπιστευτήρια δὲν ἀναγνωρίζονται ὡς καλῶς ἔχοντα ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνέλευσεως δὲν δύναται νὰ ἀσκῇ τὸ δικαίωμα ψήφου οὔτε νὰ ὑπογράψῃ τὰς τελικὰς πράξεις ἐφ' ὅσον κρόνον δὲν ἔχει τακτοποιηθῆ ταῦτα.
- 639 5. Τὰ διαπιστευτήρια δέοντα νὰ κατατίθενται εἰς τὴν Γραμματείαν τῆς Διασκέψεως μόλις εἶναι δυνατὸν.
- Εἰδικὴ ἐπιτροπὴ εἶναι ἐπιφορτισμένη νὰ τὰ ἐλέγξῃ παρουσιάσει εἰς τὴν Γενικήν Συνέλευσιν ἔκθεσιν μὲ τὰ συμπεράσματά της ἐντὸς τῆς καθοριζομένης ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνέλευσεως προσθεσμίας. Ἐν ἀναμονῇ τῆς ἀποφάσεως τῆς Γενικῆς Συνέλευσεως ἐπὶ τοῦ ἐν λόγῳ θέματος, ἡ ἀντιπροσωπεία ἐνός Μέλους τῆς Ἐνώσεως δύναται νὰ μετάσχῃ εἰς τὰς ἔργασίας καὶ ν' ἀσκῇ τὸ δικαίωμα ψήφου τοῦ ἐνδιαφερομένου Μέλους.
- 640 6. Κατὰ γενικὸν κανόνα τὰ Μέλη τῆς Ἐνώσεως δέοντα νὰ προσπαθῶσι νὰ ἀποστέλλωσι εἰς τὰς Διασκέψεις τῆς Ἐνώσεως ἰδιαίτερα των ἀντιπροσωπειάς. Ἐν τούτοις ἐὰν δι' ἔξαιρετους λόγους Μέλος τι δὲν δύναται νὰ ἀποστέλλῃ ἰδιαίτερα τοῦ ἀντιπροσωπείαν, δύναται νὰ διαπιστευθῇ ἀντιπροσωπείαν ἐπέρου Μέλους τῆς Ἐνώσεως καὶ νὰ δώσῃ εἰς αὐτὴν τὴν πληρεξουσιότητα νὰ ἐνεργῇ καὶ νὰ ὑπογράψῃ ἐπ' ὄνόματί της.
- Αὐτὴ ἡ μεταφορὰ διαπιστεύσεως δέοντα νὰ ἀποτελέσῃ ἀντικείμενον πράξεως ὑπογραφομένης ὑπὸ μιᾶς τῶν ἀναφερομένων ἀρχῶν ἐν τῷ ἀριθμῷ 629 ἢ 630 ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως.
- 641 7. Ἀντιπροσωπεία τὸ δικαίωμα ψήφου δύναται νὰ δώσῃ ἐντολὴν εἰς ἑτέρων ἀντιπροσωπείαν ἔχουσαν δικαίωμα ψήφου νὰ ἀσκήσῃ αὐτὸ τὸ δικαίωμα κατὰ τὴν διάρκειαν μιᾶς ἢ περισσοτέρων συνόδων εἰς τὰς ὑποίσους δὲν τῆς εἰναι δυνατὸν νὰ παρίσταται.
- Εἰς μίαν τοιαύτην περίπτωσιν, δέοντα νὰ εἰδοποιηθῇ τὸν Πρόεδρον τῆς Διασκέψεως ἐν καταλλήλῳ χρόνῳ καὶ γραπτῶς.
- 642 8. Μία ἀντιπροσωπεία δὲν δύναται ν' ἀσκήσῃ πλέον τῆς μιᾶς ψήφου κατ' ἔξουσιοδοτήσιν καθ' ἐκάστην τῶν προβλεπομένων εἰς τοὺς ἀριθμούς 640 καὶ 641 περιπτώσεων.
- 643 9. Τὰ διαπιστευτήρια καὶ αἱ ἔξουσιοδοτήσεις ἀπευθύνομενα τηλεγραφικῶς δὲν εἰναι δεκτά. Τούνχντινον γίνονται δεκτὰ τὰ τηλεγραφήματα δι' ὄντων δίδεται ἀπάντησης εἰς αἴτησιν πληροφοριῶν τοῦ προέδρου ἡ τῆς γραμματείας τῆς Διασκέψεως, ἀναφορικῶς μὲ ἐν ζήτημα διαπιστευτηρίων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 6.

Διαδικασία διὰ τὴν σύγκλησιν παγκοσμίων διοικητικῶν Διασκέψεων, τῇ αἰτήσει Μελῶν ἢ Συνεργαζόμενων Μελῶν τῆς Ἐνώσεως ἡ τῇ προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ

κοινοῦ Συμβούλου.

- 644 1. Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη τῆς Ἐνώσεως ἀτινα ἐπιμυροῦσι τὴν σύγκλησιν μᾶς παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως, πληροφοροῦσι περὶ τούτου τὸν Γενικοῦ Γραμματέα, καθορίζοντα τὴν ἡμερησίαν διάταξιν τὸν τόπον καὶ τὴν ἡμερομηνίαν, τὰ ὑποῖα προτίθενται διὰ τὴν διάσκεψιν.
- 645 2. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἀμα τῇ λήψει τῶν ταυτοσήμων αἰτήσεων τῶν προεργαμένων τούληματον παρὰ τοῦ ἐνὸς τετάρτου τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζόμενων Μελῶν τῆς Ἐνώσεως, διαβιβάζει τὴν ἀνακοίνωσιν τῆς εγραφικῶς πρὸς ὅλα τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη, Περικαλλῶν τὰ Μέλη νὰ τοῦ γνωστοποιήσουν ἐντὸς προθεσμίας ἐξ ἐβδομάδων, ἐὰν ἀποδέχωνται ἡ ὅχι τὴν διακυπωθεῖσαν πρότασιν.
- 646 3. Ἐὰν ἡ πλειοψηρία τῶν Μελῶν ἡ προσδιοριζομένη συμφώνως ποὺς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 76 ἀποφανθῇ διὰ τὸν συνόλου τῆς προτάσεως, ἐὰν δηλαδὴ ἀποδεχθῇ τόσον τὴν ἡμερησίαν διάταξιν, ὅσον καὶ τὴν προτεινομένην γρονιολογίαν καὶ τόπον συνόδου, διανοικότερες περὶ τούτου πάντα τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα μέλη τῆς Ἐνώσεως, διὰ τὴν τηλεγραφικῆς ἐγκυκλίου.
- 647 4. (1) Ἐὰν ἡ γενομένη ἀποδεκτὴ πρότασις τείνει διὰ τὴν σύγκλησιν τῆς Διασκέψεως εἰς ἄλλο μέρος καὶ οὐχὶ εἰς τὴν ἐδραν τῆς Ἐνώσεως, διανοικότερες περὶ τὴν Κυβέρνησιν τῆς ἐνδιαφερομένης χώρας ἀν δέγχεται νὰ γίνῃ προσκαλούσα Κυβέρνησις.
- 648 (2) Ἐν καταφατικῇ περιπτώσει διανοικότερες περὶ τὴν Κυβερνήσεως, λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν σύγκλησιν τῆς Διασκέψεως.
- 649 (3) Ἐν ἀποφατικῇ περιπτώσει διανοικότερες περὶ τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη τὸ ὑποῖα ἐξήτησαν τὴν σύγκλησιν τῆς Διασκέψεως νὰ διατυπώσουν νέχια προτάσεις ὅσον ἀφορᾷ τὸν τόπον τῆς συνόδου.
- 650 5. Ὁταν ἡ γενομένη δεκτὴ πρότασις συγκλίνει ἐπὶ τὴν σύγκλησιν τῆς Διασκέψεως εἰς τὴν ἐδραν τῆς Ἐνώσεως ἐφαρμόζονται αἱ διατάξεις τοῦ Κεφαλαίου 3.
- 651 6. (1) Ἐὰν δὲν ἔγκριθῇ τὸ σύνολον τῆς προτάσεως (ἡμερησία διάταξις, τόπος καὶ χρονολογία) ὑπὸ τῆς προσδιοριζομένης, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 76, πλειοψηρίας διανοικότερες περὶ τὰς ληγθείσας ἀπαντήσεις εἰς τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη τῆς Ἐνώσεως, καλῶν τὰ Μέλη νὰ ἀποφανθῇσιν κατὰ τρόπον ὀριστικὸν, ἐντὸς προθεσμίας ἐξ ἐβδομάδων, ἐπὶ τοῦ ὑπὸ τῶν ἀμφιστρηθεῖσαν σημείων.
- 652 (2) Τὰ σημεῖα ταῦτα θεωροῦσται ὡς γενόμενα ἀποδεκτὰ ὅταν ἔγκριθοῦν ἀπὸ τὴν, κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 76, προσδιοριζομένην πλειοψηρίαν τῶν Μελῶν.
- 653 7. Ἡ ἀνωτέρω ἀναφερομένη διαδικασία ἐφαρμόζεται ἐπίσης ὅταν ἡ πρότασις περὶ συγκλήσεως μᾶς παγκοσμίου διοικητικῆς διασκέψεως γίνεται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβούλου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 7

Διαδικασία διὰ τὴν σύγκλησιν περιοχιῶν Διοικητικῶν Διασκέψεων τῇ αἰτήσει Μελῶν καὶ Συνεργαζόμενων Μελῶν τῆς Ἐνώσεως ἡ τῇ προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβούλου.

- 654 Ἐν περιπτώσει περιοχιῶν Διοικητικῶν Διασκέψεων, ἡ ἐπὶ τῷ Κεφαλαίῳ 6 προβλεπομένη διαδικασία ἐφαρμόζεται μόνον εἰς τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη τῆς Ἐνώσεως ἐνδιαφερομένης περιοχῆς.
- Ἐὰν ἡ σύγκλησις δέοντα νὰ γίνῃ τῇ πρωτοβουλίᾳ Μελῶν καὶ Συνεργαζόμενων Μελῶν τῆς περιοχῆς, εἶναι ἀρκετὸν νὰ λάβῃ διανοικότερες περὶ τὴν συγκλήσεως τῶν Κεφαλαίων 6 προεργαμένης μᾶς παγκοσμίου διοικητικῆς διασκέψεως γίνεται ὑπὸ τοῦ τέταρτου τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζόμενων Μελῶν τῆς περιοχῆς.

- 655 1. Διαδικασία διὰ τὴν σύγκλησιν περιοχιῶν Διοικητικῶν Διασκέψεων, τῇ αἰτήσει Μελῶν καὶ Συνεργαζόμενων Μελῶν τῆς περιοχῆς.
- 656 1. Κατὰ διατάξεις τῶν Κεφαλαίων 6 καὶ 7 ἐφαρμόζεται διαδικασία διὰ τὴν σύγκλησιν περιοχιῶν Διοικητικῶν Διασκέψεων, τῇ αἰτήσει Μελῶν καὶ Συνεργαζόμενων Μελῶν τῆς περιοχῆς.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 8

- Κοιναὶ διατάξεις δι' ὅλας τὰς Διασκέψεις.
- 657 1. Αλλαγὴ τῆς χρονολογίας ἡ τοῦ τόπου Διασκέψεως.
- 658 1. Αἱ διατάξεις τῶν Κεφαλαίων 6 καὶ 7 ἐφαρμόζεται διαδικασία διὰ τὴν σύγκλησιν περιοχιῶν Διοικητικῶν Διασκέψεων, τῇ αἰτήσει Μελῶν καὶ Συνεργαζόμενων Μελῶν τῆς περιοχῆς.

ζονται κατ' ἀναλογίαν, ὅταν πρόκειται τῇ αἰτήσει Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ενώσεως ἢ τῇ προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, περὶ ἀλλαγῆς τῆς χρονολογίας καὶ τοῦ τόπου μιᾶς Διασκέψεως, ἢ τοῦ ἐνὸς ἐκ τῶν δύο μόνον.

Ἐν τούτοις τοιαῦται ἀλλαγὴ δὲν δύνανται νὰ πραγματοποιῶνται εἰ μὴ μόνον ἐάν ἡ πλειοψηφία τῶν ἐνδιαφερομένων Μελῶν, προσδιοριζομένη συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 76 ἀποφαίνεται ὑπὲρ αὐτῶν.

656 2. Πᾶν Μέλος ἢ Συνεργαζόμενον Μέλος τὸ ὄποιον προτείνει ἀλλαγὴν τῆς χρονολογίας ἢ τοῦ τόπου Διασκέψεως ὑποχρεοῦται νὰ ἐπιτύχῃ τὴν ὑποστήριξιν τοῦ ἀπαιτούμενου ἀριθμοῦ ἀλλων Μελῶν ἢ Συνεργαζομένων Μελῶν.

657 3. Περιπτώσεως τυχούσης, δὲ Γενικὸς Γραμματεὺς ἀναφέρει κατὰ τὰς ἐν ἀριθμῷ 645 προβλεπομένας γνωστοποίησεις τὰς πιθανὰς οἰκονομικὰς συνεπείας τὰς προκυπτούσας ἐκ τῆς ἀλλαγῆς τοῦ τόπου ἢ ἐκ τῆς ἀλλαγῆς τῆς χρονολογίας, ὥπως ἐπὶ παραδείγματι ὅτον ἔχουσι γίνει δαπάναι διὰ τὴν προπαρασκευὴν συγχλήσεως τῆς Διασκέψεως εἰς τὸν ἀρχικῶς προβλεφθέντα τόπον.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 9

Ἐσωτερικὸς Κανονισμὸς τῶν Διασκέψεων.

”Αρθρον 1

Σειρὰ τῶν θέσεων.

658 Κατὰ τὰς συνεδριάσεις τῆς Διασκέψεως, αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τάσσονται κατὰ τὴν εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν ἀλφαριθμητὴν σειρὰν τῶν ὀνομάτων τῶν ἀντιπροσωπευμένων χωρῶν.

”Αρθρον 2

Κήρυξις ἐνάρξεως τῆς Διασκέψεως.

659 1 (1) Τῆς ἐναρκτηρίου Συνεδριάσεως τῆς Διασκέψεως προηγεῖται συνέλευσις τῶν ἀρχηγῶν τῶν ἀντιπροσωπειῶν κατὰ τὴν ὄποιαν προπαρασκευάζεται ἢ ἡ μεροσία διάταξις τῆς πρώτης συνεδριάσεως τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

660 (2) Ο πρόεδρος τῆς Συνελεύσεως τῶν ἀρχηγῶν τῶν ἀντιπροσωπειῶν δρίζεται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 661 καὶ 662.

661 2 (1) Ἡ ἐναρξις τῆς Διασκέψεως κηρύσσεται ὑπὸ προσωπικότητος δριζομένης ὑπὸ τῆς προσκαλούσης Κυβερνήσεως.

662 (2) Εὰν δὲν ὑπάρχει προσκαλοῦσα Κυβέρνησις, ἢ ἐναρξις κηρύσσεται ὑπὸ τοῦ πρεσβυτέρου καθ' ἡλικίαν ἀρχηγοῦ ἀντιπροσωπείας.

663 3 (1) Κατὰ τὴν πρώτην συνεδρίασιν τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως γίνεται ἡ ἐκλογὴ τοῦ Προέδρου ὁ ὄποιος γενικῶς εἶναι προσωπικότης δριζομένη ὑπὸ τῆς προσκαλούσης Κυβερνήσεως.

664 (2) Εὰν δὲν ὑπάρχῃ προσκαλοῦσα Κυβέρνησις, δὲ Πρόεδρος ἐκλέγεται βάσει προτάσεως τῶν ἀρχηγῶν τῶν ἀντιπροσωπειῶν, διατυπουμένης κατὰ τὴν ἐν ἀριθμῷ 659 προβλεπομένην συνέλευσιν.

665 4. Ἡ πρώτη Γενικὴ Συνέλευσις προβαίνει ὁμοίως: α) Εἰς τὴν ἐκλογὴν τῶν ἀντιπροέδρων τῆς Διασκέψεως.

666 β) Εἰς τὴν σύστασιν τῶν Ἐπιτροπῶν τῆς Διασκέψεως καὶ εἰς τὴν ἐκλογὴν τῶν ἀντιπροέδρων Προέδρων καὶ Ἀντιπροέδρων.

667 γ) Εἰς τὴν συγκρότησιν τῆς Γραμματείας τῆς Διασκέψεως ἥτις συντίθεται ἐκ προσωπικοῦ τῆς Γενικῆς Γραμματείας τῆς Ἐνώσεως καὶ περιπτώσεως τυχούσης ἐκ προσωπικοῦ τῆς Διευθύνσεως τῆς προσκαλούσης Κυβερνήσεως.

”Αρθρον 3.

Προνομίαι τοῦ Προέδρου τῆς Διασκέψεως

668 1. Πλὴν τῆς ἀσκήσεως πασῶν τῶν λοιπῶν προνομιῶν αἱτινες ἐκχωριοῦνται εἰς τὸν πρόεδρον διὰ τοῦ παρόντος

Κανονισμοῦ, οὗτος κηρύσσεται τὴν ἐνορχεῖν καὶ τὸ πέρας ἐκάστης συνεδριάσεως τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως διεύθυνται τὰς συζητήσεις, μεριμνὴ διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ, διδεῖ τὸν λόγον, θέτει τὰ ζητήματα εἰς ψηφοφορίαν καὶ ἀναγιγνώσκει τὰς γενομένας δεκτὰς ἀποφάσεις.

669 2. Ἐγειρεται τὴν γενικὴν διεύθυνσιν τῶν ἐργασιῶν τῆς Διασκέψεως καὶ μεριμνὴ διὰ τὴν τήρησιν τῆς Τάξεως κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν συνεδριάσεων τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως. Ἀποφασίζει ἐπὶ προβλημάτων κανονισμοῦ καὶ ἔχει ἴδιατέρως, τὸ δικαίωμα νὰ προτείνῃ τὴν ἀναβολὴν ἢ τὴν διακοπὴν τῆς συζητήσεως, τὴν ἀναβολὴν ἢ τὴν διακοπὴν τῆς συνεδριάσεως των. Δύναται ἐπίσης ὑπὸ προφασίζῃ τὴν ἀναβολὴν τῆς συγκλήσεως γενικῆς συνελεύσεως ἢ ὄλομελείας, ἐάν κρίνῃ τοῦτο ἀναγκαῖον.

670 3. Προστατεύει τὸ δικαίωμα ὅλων τῶν ἀντιπροσωπειῶν ὅπως ἐκφράζωσι ἐλευθέρως καὶ πλήρως τὴν γνώμην των ἐπὶ τοῦ συζητουμένου θέματος.

671 4. Μεριμνὴ ὅπως αἱ συζητήσεις περιορίζωνται εἰς τὸ συζητούμενον θέμα καὶ δύνανται νὰ διακόπτῃ πάντα ρήτορος ὅστις κύθελε παρεκκλίνει τοῦ συζητουμένου θέματος, ἵνα ὑπομνήσῃ εἰς αὐτὸν ὅπως περιορισθῇ εἰς τὸ θέμα τοῦ.

”Αρθρον 4.

Σύστασις Ἐπιτροπῶν.

672 1. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις δύνανται νὰ συστήσῃ ἐπιτροπὰς πρὸς μελέτην τῶν ζητημάτων ἀτινα ἄγονται πρὸς συζητήσιν εἰς τὴν Διάσκεψιν. Αἱ ἐπιτροπαὶ αὗται δύνανται νὰ συνιστῶσιν ὑποεπιτροπάς. Αἱ ἐπιτροπαὶ καὶ αἱ ὑποεπιτροπαὶ αὗται δύνανται νὰ συνιστῶσιν ὡσαύτως ὅμαδας ἐργασίας.

673 2. Αἱ ἐπιτροπαὶ καὶ ὑμάδας ἐργασίας, μόνον δταν εἶναι τοῦτο ἀπολύτως ἀναγκαῖον.

”Αρθρον 5.

Ἐπιτροπὴ ἐλέγχου προϋπολογισμοῦ

674 Κατὰ τὴν ἐναρξιν ἐκάστης Διασκέψεως ἢ συνόδου ἡ Γενικὴ Συνέλευσις συνιστᾶ μίαν Ἐπιτροπὴν Ἐλέγχου προϋπολογισμοῦ, ἐπιφορτιζομένην νὰ παρακολουθῇ τὴν δργάνωσιν καὶ τὰ μέσα δράσεως ἀτινα τίθενται εἰς τὴν διάθεσιν τῶν ἀντιπροσώπων, νὰ ἔχεται καὶ νὰ ἐγκρίνῃ τοὺς λογαριασμοὺς τῶν γενομένων καθ' ὅλην τὴν διάρκειαν τῆς Διασκέψεως ἢ συνόδου δαπανῶν. Ἡ ἐπιτροπὴ αὗτη περιλαμβάνει, ἀνεξαρτήτως τῶν Μελῶν τῶν ἀντιπροσωπειῶν αἵτινες ἐπιθυμοῦσιν νὰ μετάσχωσιν αὐτῆς ἀντιπρόσωπον τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως καὶ ἐν περιπτώσει συμμετοχῆς προσκαλούσης Κυβερνήσεως ἀντιπρόσωπον ταύτης.

675 2. Πρὸ τῆς ἐξαντλήσεως τοῦ ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἐγκριθέντος προϋπολογισμοῦ, διὰ τὴν Διάσκεψιν ἢ σύνοδον, ἡ Ἐπιτροπὴ ἐλέγχου προϋπολογισμοῦ, ἐν συνεργασίᾳ μετὰ τῆς Γραμματείας τῆς Διασκέψεως ἢ συνόδου ὑποβάλλει εἰς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν προσωρινὴν κατάστασιν τῶν δαπανῶν. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις λαμβάνει τοῦτο ὑπὸ δύνην, προκειμένου νὰ ἀποφασίσῃ ἐν αἱ γενομεναι πρόσδοιοι δικαιολογοῦν παράτασιν πέραν τῆς χρονολογίας, καθ' ὃν θὰ ἐξαντληθῇ ὁ ἐγκεκριμένος προϋπολογισμός.

676 3. Εἰς τὸ τέλος ἐκάστης Διασκέψεως ἢ συνόδου, ἡ Ἐπιτροπὴ Ἐλέγχου προϋπολογισμοῦ, ὑποβάλλει εἰς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν ἔκθεσιν, ἐμφαίνουσαν, ἐν πάσει δυνατῇ ἀκριβείᾳ, τὸ ὑπολογιζόμενον ποσὸν τῶν δαπανῶν τῆς Διασκέψεως ἢ τῆς συνόδου.

677 4. Ἡ ἔκθεσις αὕτη μετὰ τὴν ἔρευναν καὶ ἔγκρισιν τῆς ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνέλευσεως, διαβιβάζεται μετὰ τῶν παρατηρήσεων τῆς Γενικῆς Συνέλευσεως εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ἵνα τεθῇ ὑπὸ δύνην τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου κατὰ τὴν προσεχῆ ἐτησίαν σύνοδον αὐτοῦ.

"Αρθρον 6.

Σύνθεσις τῶν Ἐπιτροπῶν.

678 1. Διασκέψεις Ηλιγερεζουσίων

Αἱ Ἐπιτροπαὶ συγκροτοῦνται ἐκ τῶν πληρεξουσίων τῶν Μελῶν καὶ συνεργαζομένων Μελῶν καὶ ἐκ τῶν εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 609 καὶ 510 ἀναφερομένων παρατηρητῶν οἵτινες ἐζήτησαν τοῦτο ἢ ὑπεδείχθησαν ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

679 2. Διοικητικαὶ Διασκέψεις.

Αἱ ἐπιτροπαὶ συγκροτοῦνται ἐκ τῶν πληρεξουσίων τῶν Μελῶν καὶ συνεργαζομένων Μελῶν καὶ ἐκ τῶν εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 618 ἔως 621 ἀναφερομένων παρατηρητῶν καὶ ἀντιπροσώπων, οἵτινες ἐζήτησαν τοῦτο ἢ ὑπεδείχθησαν ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

"Αρθρον 7.

Πρόεδροι καὶ ἀντιπρόεδροι τῶν Ὑποεπιτροπῶν.

680 'Ο Πρόεδρος ἐκάστης Ἐπιτροπῆς προτείνει εἰς ταύτην τὴν ἐκλογὴν τῶν Προέδρων καὶ Ἀντιπροέδρων ὑποεπιτροπῶν τὰς ὁποίας αὕτη συνιστᾷ.

"Αρθρον 8.

Σύγκλησις τῶν συνεδριάσεων.

681 Αἱ συνεδριάσεις τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τῶν Ἐπιτροπῶν ὑποεπιτροπῶν καὶ ὅμιδων ἐργασίας, ἀναγγέλλονται ἀρκούντως προηγουμένως εἰς τὴν ἔδραν τῆς Διασκέψεως.

"Αρθρον 9.

Προτάσεις ὑποβαλλόμεναι πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς Διασκέψεως.

682 Αἱ ὑποβαλλόμεναι πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς Διασκέψεως προτάσεις κατανέμονται ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως μεταξὺ τῶν ἀρμοδίων Ἐπιτροπῶν τῶν συνιστωμένων συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 4 τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ. 'Ἐν τούτοις, ἡ Γενικὴ Συνέλευσις δύναται νὰ συζητῇ ἀπ' εὐθείας οἰανδήποτε πρότασιν.

"Αρθρον 10.

Προτάσεις ἡ τροπολογίας ὑποβαλλόμεναι κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Διασκέψεως.

683 1. Αἱ προτάσεις ἡ αἱ τροπολογίαι αἱ ὑποβαλλόμεναι μετὰ τὴν ἐναρξην τῆς Διασκέψεως θὰ ἐπιδίωνται εἰς τὸν Πρόεδρον τῆς Διασκέψεως ἡ εἰς τὸν Πρόεδρον τῆς ἀρμοδίας Ἐπιτροπῆς κατὰ τὴν περίπτωσιν, ἡ εἰς τὴν Γραμματείαν τῆς Διασκέψεως πρὸς δημοσίευσιν καὶ διανομὴν ὡς 'Τηγηρεσιακοῦ στοιχείου τῆς Διασκέψεως.

684 2. Οὐδεμία πρότασις ἡ τροπολογία δύναται νὰ ὑποβληθῇ γραπτῶς, ἐὰν δὲν ὑπογράφεται ὑπὸ τοῦ Ἀρχηγοῦ τῆς ἐνδιαφερομένης ἀντιπροσωπείας ἡ τοῦ ἀναπληρωτοῦ τοῦ.

685 3. 'Ο Πρόεδρος Διασκέψεως ἡ Ἐπιτροπῆς δύναται νὰ ὑποβάλῃ ὄποτε προτάσεις προορίζομένας νὰ ἐπιταχύνωσιν τὸν ρυθμὸν τῶν συζητήσεων.

686. 4. Πᾶσα πρότασις ἡ τροπολογία δέοντα νὰ περιλαμβάνῃ κατὰ τρόπον συγκεκριμένον καὶ σαφῆ τὸ πρὸς ἐξέτασιν θέμα.

687 5. (1) 'Ο Πρόεδρος τῆς Διασκέψεως ἡ ὁ Πρόεδρος τῆς ἀρμοδίας Ἐπιτροπῆς ἀποφασίζει εἰς ἐκάστην περίπτωσιν, ἐὰν ὑποβαλλομένη, κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς συνεδριάσεως πρότασις ἡ τροπολογία δύναται νὰ ἀποτελέσῃ ἀντικείμενον προφορικῆς ἀνακοινώσεως ἡ ἀν πρέπει νὰ κατατεθῇ γραπτῶς πρὸς δημοσίευσιν καὶ διανομὴν κατὰ τοὺς ἐν ἀριθμῷ 683 προβλεπομένους ὄρους.

688 (2). Τὸ κείμενον πάσης σημαντικῆς προτάσεως ἐν γένει, ἡτις πρόκειται νὰ ἀποτελέσῃ ἀντικείμενον ψηφοφορίας τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως δέοντα νὰ διανέμηται εἰς τὰς γλώσσας ἐργασίας τῆς Διασκέψεως ἀρκούντως ἐγκαίρως ὥστε νὰ είναι δυνατή ἡ μελέτη αὐτοῦ πρὸ τῆς συζητήσεως.

689 (3) 'Εξ ἀλλού ὁ Πρόεδρος τῆς Διασκέψεως, διτις λαμβάνει τὰς ἐν ἀριθμῷ 683 ἀναρρομένικς προτάσεις ἡ τροπολογίας, διείλει νὰ κατευθύνηται ἡ περίπτωση ποὺς τὰς ὁριστίκες τῆς Ἐπιτροπᾶς ἡ προς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν.

690 6. Πᾶν ποσόσωπον ἔξουσιοδοτημένον δύναται νὰ ἀναγνώσῃ ἡ νὰ ζητήσῃ διποὺς ἀναγνωσθῆται ὑπὸ ὀλομελεῖα πᾶσα πρότασις ἡ τροπολογία ὑποβληθεῖσα ὑπὸ αὐτοῦ κατὰ τὴν Διάρκειαν τῆς Διασκέψεως, καὶ δύναται νὰ ἐκθέσῃ τοὺς λόγους ὑποβολῆς τούτων.

"Αρθρον 11.

Προϋποθέσεις ἀπαιτούμεναι διὰ τὴν ἐξέτασιν καὶ τὴν ψήφισιν προτάσεως ἡ τροπολογίας.

691 1. Οὐδεμία πρότασις ἡ τροπολογία ὑποβληθεῖσα πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς Διασκέψεως ἡ ὑποβαλλομένη ὑπὸ τινος ἀντιπροσωπείας κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Διασκέψεως, δύναται νὰ τεθῇ ὑπὸ συζητησιν ἐάν, κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς Διασκέψεως της, δὲν ὑποστηριχθῇ, ὑπὸ μιᾶς τούλαχιστον ἀντιπροσωπείας.

692 2. Πᾶσα πρότασις ἡ τροπολογία δεόντως ὑποστηριχθεῖσα δέοντα νὰ τίθεται, κατόπιν συζητήσεως, εἰς ψηφοφορίαν.

"Αρθρον 12.

Προτάσεις ἡ τροπολογία παραληφθεῖσαι ἡ ἀνακληγθεῖσαι.

693 'Οσάκις πρότασις ἡ τροπολογία παραλείπεται ἡ δισάκις ἀναβάλλεται ἡ ἐξέτασίς της, ἡ ἀντιπροσωπεία, ὑπὸ τὴν αἰγίδα τῆς διπούας ὑπεβλήθη διείλει νὰ παρκολουθῇ ἵνα μὴ ἡ πρότασις ἡ τροπολογία αὕτη διαφύγῃ τὴν ἐξέτασιν.

"Αρθρον 13.

Διεξαγωγὴ τῶν συζητήσεων ἐν τῇ Γενικῇ Συνέλευσει.

694 1. Ἀπαρτία.

Διὲτι νὰ διεξαχθῇ ἐγκύρως ψηφοφορία κατὰ τὴν διέρκειαν συνεδριάσεως τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, ἀπαιτεῖται διποὺς πλέον τοῦ ἡμίσεος τῶν διαπεπιστευμένων παρὸ τῇ Διασκέψει καὶ ἔχουσαν δικαίωμα ψήφου ἀντιπροσωπείων παρίστανται ἡ ἀντιπροσωπεύονται εἰς τὴν Συνέδριασιν.

695 2. Σειρὰ συζητήσεων.

(1) Τὰ πρήσωπα τὰ διποῖα ἐπιθυμοῦσι νὰ λάβωσι τὸν λόγον δέν δίνανται νὰ διμιύσωσιν, ἐὰν δὲν λάβωσι τὴν συγκατάθεσιν τοῦ Προέδρου. Κατὰ γενικὸν κανόνα ἀρχιζουσιν ἀναφέροντες ὑπὸ ποίαν διδιότητα διμιοῦσι.

696 (2) Πᾶν πρόσωπον λαμβάνον τὸν λόγον διείλει νὰ ἐκφράζεται βραδέως καὶ σαφῶς νὰ χωρίζῃ καλῶς τὰς λέξεις καὶ νὰ σταματᾷ ἀναλόγως κατὰ περιιδύνες, ἵνα ἐπιτρέπει εἰς πάντας νὰ ἐννοῶσι καλῶς τὴν σκέψιν του.

697 3. Προτάσεις ἐπὶ ζητημάτων ἐσωτερικοῦ Κανονισμοῦ καὶ ζητήματα Κανονισμοῦ. Κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν συζητήσεων ἀντιπροσωπεία τις δύναται νὰ ὑποβάλῃ πῆσαν πρότασιν ἐπὶ ζητήματος κανονισμοῦ ἡ νὰ ἐγείρῃ πῶν ζητῆμα κανονισμοῦ, καθ' οἰανδήποτε στιγμὴν κρίνει κατόλιγχον.

Τὸ ζητήματα ταῦτα ἐπιλύονται ὁμέσως δι' ἀποφέσεως τοῦ Προέδρου, συμφώνως πρὸς τὸν παρόντα Κανονισμόν.

Πᾶσα σύντηροσωπεία δύναται νὰ προσφύγῃ κατὰ τὴν ἀποφάσεως τοῦ Προέδρου, αὕτη διμος παρασένει λισγυρὰ ἐφ' ήσον δὲν ἀκυροῦται ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῶν παροισῶν ψηφιζουσῶν ἀντιπροσωπειῶν.

698 (2) 'Η ἀντιπροσωπεία, ἡτις ὑποβάλλει πρότασιν ἐπὶ ζητήματος κανονισμοῦ δέν δύναται, ἐν τῇ παρεμβάσει τῆς, νὰ θίξῃ ἐν τῇ ωσίᾳ του τὸ συζητούμενον θέμα.

699 4. Σειρὰ προτεραιότητος τῶν προτάσεων ἐπὶ ζητημάτων κανονισμοῦ.

'Η τηρητέα σειρὰ προτεραιότητος ἐπὶ τῶν προτάσεων ἐπὶ ζητημάτων κανονισμοῦ, περὶ ὅν οἱ ἀριθμοὶ 697 καὶ 698 εἰναι τὸ ἀκόλουθος:

- α) Πάν ζήτημα σχετικόν μὲ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ
- 700 β) Ἀναβολὴ τῆς Συνεδριάσεως
- 701 γ) Διακοπὴ τῆς Συνεδριάσεως.
- 702 δ) Ἀναβολὴ τῆς συζητήσεως ἐπὶ τοῦ συζητουμένου θέματος.
- 703 ε) Περαίσσεις τῆς συζητήσεως ἐπὶ τοῦ συζητουμένου θέματος.
- 704 στ) Οἰαδήποτε ἄλλαι προτάσεις ἐπὶ ζητημάτων κανονισμοῦ αἵτινες θὰ ἤδυνται νὰ ὑποβληθῶσι καὶ τῶν ὅποιων ἢ σχετικὴ προτεραιότης ὑπέκειται ὑπὸ τοῦ Προέδρου.
- 705 5. Πρέτασις ἀναβολῆς ἢ διακοπῆς τῆς συνεδριάσεως.
- Κατὰ τὴν συζήτησιν ἐνὸς θέματος ἀντιπροσωπεία τις δύναται νὰ προτείνῃ τὴν ἀναβολὴν ἢ τὴν διακοπὴν τῆς συνεδριάσεως ἐκθέτουσα τοὺς λόγους ἐπὶ τῶν ὅποιων στηρίζει τὴν πρότασίν της.
- Ἐὰν ἡ πρότασις αὕτη ὑποστηριγμῇ, ὁ λόγος δίδεται εἰς δύο σήτηρας, ἐκ τῶν ἀποκριώντων τὴν διακοπήν, καὶ ἀποκλειστικῶς ἐπὶ τοῦ θέματος τούτου, μετὸ ταῦτα δὲ ἡ πρότασις τίθεται εἰς ψηφοφορίαν.
- 706 6. Πρέτασις ἀναβολῆς τῆς συζητήσεως.
- Κατὰ τὴν συζήτησιν παντὸς θέματος ὑπεριστοσωπεία τις δύναται νὰ προτείνῃ τὴν ἀναβολὴν τῆς συζητήσεως ἐπὶ ὡρισμένον γρανικὸν διάστημα. Ἐν ἡ περιπτώσει μίαν τοιαύτην πρότασιν ἐπακοῖουθήσῃ συζητησίς τρεῖς μόνον ρήτορες, ἐπὶ πλέον τοῦ ὑποβάλλοντος τὴν πρότασιν, δύναται νὰ μετάσχωσιν αὐτῆς, ὁ εἰς ὑπὲρ τῆς προτάσεως καὶ οἱ δύο κατ’ αὐτῆς.
- 707 7. Πρότασις περαιώσεως τῆς συζητήσεως.
- Ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν ἀντιπροσωπεία τις δύναται νὰ προτείνῃ διπλῶς ἡ συζητησίς ἐπὶ τοῦ συζητουμένου θέματος περαιωθῆ. Ἐν τῇ περιπτώσει ταῦτη, ὁ λόγος δίδεται εἰς δύο μόνον ρήτορες ἀντιτιθεμένους ποὺς τὴν περαιώσιν καὶ μετὰ ταῦτα ἡ πρότασις τίθεται εἰς ψηφοφορίαν.
- 708 8. Περιορισμὸς τῶν παρεμβάσεων.
- (1) Ἡ γενικὴ Συνέλευσις δύναται ἐνδιχομένων νὰ περιορίζῃ τὴν διάρκειαν καὶ τὸν ἀριθμὸν τῶν παρεμβάσεων μιᾶς καὶ τῆς αὐτῆς ἀντιπροσωπείας ἐπὶ ἐνὸς καθηρισμένου θέματος.
- 709 (2) Οὐχ’ ἡτον, ἐπὶ ζητημάτων διαδικασίας, ὁ πρέδρος περιορίζει τὴν διάρκειαν ἐκάστης παρεμβάσεως εἰς πέντα κατ’ ἀνώτατον ἥριον.
- 710 (3) Οσάκις ρήτωρ ὑπερβῇ τὸ γρανικὸν διάστημα δι’ ἡ ἐδόθη εἰς αὐτὸν ὁ λόγος, ὁ πρέδρος πληροφορεῖ περὶ τούτου τὴν συνέλευσιν καὶ παρακαλεῖ τὸν ρήτορα ὅπως εὐαρεστηθῇ νὰ περαιώσῃ τὸν λόγον του συντόμως.
- 711 9. Κλείσιμον τοῦ καταλόγου τῶν ρητόρων.
- (1) Κατὰ τὴν διάρκειαν συζητήσεώς τινος, ὁ πρέδρος δύναται νὰ προβῇ εἰς τὴν ἐγκώνησιν τοῦ καταλόγου τῶν ἐγγεγραμμένων ρητόρων. Προσθέτει εἰς αὐτὸν τὰ δινόματα τῶν ὑπεριστοσωπειῶν, αἵτινες ἐκδηλώνουν σχετικὴ ἐπιθυμίαν καὶ τῇ συγκαταθέσει τῆς συνελεύσεως, δύναται νὰ κηρύξῃ τὸν κατάλογον κεκλεισμένον.
- Ἐν τούτοις ἐ πρόεδρος δύναται, ἐὰν κρίνῃ τοῦτο σκοπιμον, νὰ παραχωρήσῃ κατ’ ἔξαίρεσιν, τὸ δικαίωμα τῆς ἀπαντήσεως εἰς πάντα ἐκφωνηθέντα λόγον, ἔστω καὶ μετὸ τὸ κλείσιμον τοῦ καταλόγου.
- 712 (2) Ὁταν ὁ κατάλογος τῶν ρητόρων ἐξαντληθῇ ὁ πρέδρος κηρύσσει τὸ πέρας τῆς συζητήσεως
- 713 10. Ζητήματα ἀρμοδιότητος.
- Τὰ διαφούμενα ζητήματα ἀρμοδιότητος δέον νὰ ρυθμίζωνται πρὶν ἡ διεξαχθῇ ψηφοφορία ἐπὶ τῆς οὐσίας τοῦ ὑπὸ συζητησιν θέματος.
- 714 11. Ἀνάκλησις καὶ ἐκ νέου ὑποβολὴ προτάσεως.
- Ο ὑποβολὴν πρότασίν τινα δύναται νὰ ἀποσύρῃ αὐτὴν πρὶν ἡ αὕτη τεθῇ εἰς ψηφοφορίαν. Πᾶσα πρότασις ὑποστάσα τροπολογίαν ἡ οὐ, ἡτις υπὲρ ἀποσύρεται, δύναται νὰ ὑποβληθῇ ἐκ νέου ἡ νὰ ἀναληφθῇ εἰτε ὑπὸ τῆς ὑπεριστοσωπείας ἥτις προέτεινε τὴν τροπολογίαν εἴτε ὑπὸ πάσης ἄλλης ἀντιπροσωπείας.

"Αρθρον 14.

Δικαιώματα ψήρου

- 715 1. Εἰς πάσας τὰς συνεδριάσεις τῆς Διασκέψεως, ἢ ἀντιπροσωπεία Μέλους τῆς Ἐνόσεως, δεόντως διαπειστευμένη ὑπ’ αὐτὸς ἵνα μετάσχῃ τὴν ἐργασίαν τῆς Διασκέψεως, ἔχει δικαίωμα μιᾶς ψήρου, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 2 τῆς Συμβάσεως.
- 716 2. Ἡ ἀντιπροσωπεία Μέλους τῆς Ἐνόσεως ἀσκεῖ τὸ δικαίωμα ψήρου αὐτῆς κατὰ τοὺς ὄρους τοὺς καθοριζομένους ἐν τῷ Κεφαλίῳ ἢ τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ.
- "Αρθρον 15.
- Ψηφοφορία.
- 717 1. Όρισμὸς τῆς πλειοψηφίας.
- (1) Ἡ πλειοψηφία συγχρατίζεται ἐκ τοῦ ἡμίσεος πλέον μιᾶς τῶν παρουσῶν καὶ ψηφιζουσῶν ἀντιπροσωπειῶν.
- 718 (2). Λί ἀπογαί δὲν λαμβάνονται ὑπὸ ὅψιν κατὰ τὸν πολογισμὸν τῶν ψήρων τῶν ἀναγκαιουσῶν διὰ τὴν ἐπίτευξιν πλειοψηφίας.
- 719 (3) Ἐν περιπτώσει ίσοψηρίας, ἡ πρότασις ἡ ἡ τροπολογία θεωρεῖται ὡς ἀπορριψιθεῖσα.
- 720 (4) Ἐν τῇ ἐφαρμογῇ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, θεωρεῖται ὡς «παρούσα καὶ ψηφιζουσα ἀντιπροσωπεία» πᾶσα ἀντιπροσωπεία ἥτις κηρύσσεται ὑπὲρ ἡ κατὰ πράσεως τινος.
- 721 2. Μή συμμετοχὴ εἰς τὴν ψηφοφορίαν.
- Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι αἵτινες εἶναι παροῦσαι καὶ δὲν μετέχουσι μιᾶς ὡρισμένης ψηφοφορίας ἢ δηλουσὶ ρητῶν ὅτι δὲν θέλουσιν νὰ μετάσχωσιν αὐτῆς, δὲν θεωροῦνται ὡς ἀποῦσαι, προκειμένου νὰ ἐξαχριθωθῇ ἡ ὑποχρέεις ἀπαρτίας ἐν τῇ ἐνοίᾳ τοῦ ἀριθμοῦ 694 οὔτε ὡς ἀποσχοῦσαι, προκειμένης τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 723 τοῦ παρόντος ἄρθρου.
- 722 3. Εἰδικὴ Ηλευψηρία.
- Ἐις ὅ,τι ἀφορῇ τὴν εἰσδογὴν Μελῶν τῆς Ἐνόσεως, ἡ ἀπαιτουμένη πλειοψηφία δρίζεται ὑπὸ τοῦ 1ου ἄρθρου τῆς συμβάσεως.
- 723 4. Ἀπογαί ὑπερβαίνουσαι τὸ πεντήκοντα τοῖς ἐκατόν.
- Οσάκις ὁ ἀριθμὸς τῶν ἀπογῶν ὑπερβαίνει τὸ ἡμίσου τοῦ ἀριθμοῦ τῶν διοιεισῶν ψήρων (ὑπέρ, κατά, ἀποχαί) ἡ ἐξέτασις τοῦ ὑπὸ συζητησιν θέματος, παραπέμπεται εἰς μεταγενεστέραν συνεδρίασιν καθ’ ἣν αἱ ἀποχαί δὲν ὑπολογίζονται πλέον.
- 724 5. Διαδικασίαι ψηφοφορίας.
- (1) Πλὴν τῆς ἐν ἀριθμῷ 727 προβλεπομένης περιπτώσεως αἱ διαδικασίαι ψηφοφορίας εἶναι αἱ ἀκόλουθοι:
- α) Δι’ ἀνατάσεως τῆς γειρός, κατὰ γενικὸν κανόνα.
- 725 β) Δι’ ὀνομαστικῆς κλήσεως. ἐὰν δὲν ἐξάγεται σαφῶς ἡ πλειοψηφία ψηφοφορίας γενομένης κατὰ τὴν προγρουμένην διαδικασίαν ἡ ἐὰν ζητήσωσιν τοῦτο δύο τούλαχιστον ἀντιπροσωπεῖαι.
- 726 (2) Ἡ δι’ ὀνομαστικῆς κλήσεως ψηφοφορία γίνεται κατὰ τὴν εἰς τὴν γαλλική γλῶσσαν ἀλφαριθμητικήν σερφὰν τῶν ὀνομάτων τῶν ἀντιπροσωπευομένων Μελῶν.
- 727 6. Μυστικὴ ψηφοφορία.
- Διεξάγεται μυστικὴ ψηφοφορία δισάκις ζητήσωσιν τοῦτο πέντε τούλαχιστον ἐκ τῶν παρουσῶν καὶ ἐχουσῶν δικαίωμα ψήρου ἀντιπροσωπεῖων. Ἐν τῇ περιπτώσει ταῦτη ἡ Γραμματεία λαμβάνει ἀμέσως τὰ ἀναγκαιούντα μέτρα διὰ τὴν ἐξασφάλισιν τῆς μυστικότητος τῆς ψηφοφορίας.
- 728 7. Ἀπαγόρευσις διακοπῆς τῆς ψηφοφορίας.
- “Οταν ἡ ψηφοφορία ἔχει ἀρχίσει, οὐδέμεια ἀντιπροσωπεία δύναται νὰ διακόψῃ αὐτήν, ἐκτὸς ἐὰν πρόκειται περὶ ζητήματος κανονισμοῦ ἀφορῶν τὸν τρόπον διέξαγωγῆς τῆς ψηφοφορίας.
- 729 8. Ἐπεξηγήσεις ἐπὶ τῆς ψηφοφορίας.
- Ο πρόεδρος δίδει τὸν λόγον εἰς τὰς ἀντιπροσωπείας αἵτινες ἐπιθυμοῦσιν νὰ δικαιολογήσωσιν τὴν ψήφον τῶν κατόπιν τῆς ψηφοφορίας.

- 730 9. Ψηφοφορία ἐπὶ προτάσεως τιὸς κατὰ μέρη,
 (1) "Οταν ὁ ὑποβάλλων πρότασίν τινὰ ζητήσῃ τοῦτο
 ἢ ὅταν ἡ συνέλευσις κρίνῃ τοῦτο σκόπιμον, ἢ ὅταν ὁ
 πρόεδρος κατίπιν συγκαταθέσεως τοῦ ὑποβαλόντος
 τὴν πρότασιν ζητήσῃ τοῦτο ἢ πρότασις αὕτη κατατέμ-
 νεται, τὰ δὲ διάχρονα μέρη, αὐτῆς τίθενται εἰς ψηφο-
 φορίαν κεχωρισμένως. Τὰ ἐκ τῆς προτάσεως ψηφι-
 ζόμενα μέρη, τίθενται ἀκολούθως εἰς ψηφοφορίαν ἐν
 τῷ συνόλῳ τοῦ.
- 731 (2) Ἐάν ἀποκτα τὰ μέρη προτάσεώς τινος καταψη-
 φισθῶσιν ἢ πρότασις θεωρεῖται καὶ αὐτὴ αὕτη ὡς
 ἀπορριφθεῖσα.
- 732 10. Σειρὴ ψηφοφορίας προτάσεων σχετικῶν πρὸς
 ἐν καὶ τὸ αὐτὸν θέμα.
 (1) Ἐάν τὸ αὐτὸν θέμα ἀποτελῇ ἀντικείμενον πλει-
 ὁνων προτάσεων αὕται τίθενται εἰς ψηφοφορίαν κατὰ
 τὴν σειρὰν καθ' ἧν ὑπεβλήθησαν, ἐκτὸς ἐάν ἡ συνέλευ-
 σις ἀποφασίσῃ ὅλως.
- 733 (2) Μεθ' ἔκποτην ψηφοφορίαν, ἡ συνέλευσις ἀπο-
 φασίζει ἐὰν ὑπάρχῃ περίπτωσις ἢ οὐ νὰ τεθῇ εἰς ψη-
 φοφορίαν ἢ ἐπομένη πρότασις.
- 734 11. Τροπολογία
 (1) Θεωρεῖται τροπολογία πᾶσα τροποποιητικὴ πρό-
 τασίς τείνουσα ἀποκλειστικῶς εἰς τὴν ἀπαλειφήν, προ-
 σθήκην εἰς μέρος τῆς ἀρχικῆς προτάσεως ἢ ἀναθεώ-
 ρησιν μέρους τῆς προτάσεως αὐτῆς.
- 735 (2) Πᾶσα τροπολογία ἐπὶ προτάσεώς τινος γινομέ-
 νη ἀποδεκτὴ ὑπὸ τῆς ἀντιπροσωπείας ἢ τις ὑπέβαλε
 τὴν πρότασιν ταῦτην ἐνσωματοῦται ἀμέσως εἰς τὸ ἀρ-
 χικὸν κείμενον τῆς προτάσεως.
- 736 (3) Οὐδεμία τροποποιητικὴ πρότασις θεωρεῖται ὡς
 τροπολογία ἐὰν ἡ συνέλευσις εἶναι τῆς γνώμης ὅτι
 ἐμφανίζεται ἀσυμβίβαστος πρὸς τὴν ἀρχικὴν πρότα-
 σιν.
- 737 12. ψηφοφορία ἐπὶ τῶν τροπολογιῶν.
 (1) Ἐάν πρότασίς τις ἀποτελῇ ἀντικείμενον τρο-
 πολογίας διεξάγεται ψηφοφορία κατὰ πρῶτον λόγον
 ἐπὶ τῆς τροπολογίας ταῦτης.
- 738 (2) Ἐάν πρότασίς τις ἀποτελεῖ ἀντικείμενον πλει-
 ὁνων τροπολογιῶν διεξάγεται ἡ ψηφοφορία κατὰ πρῶ-
 τον λόγον ἐπὶ ἐκείνης ἐκ τῶν τροπολογιῶν ἢ τις ἀφί-
 σταται περισσότερον τοῦ ἀρχικοῦ κειμένου, κατόπιν
 διεξάγεται ψηφοφορία ἐπὶ ἐκείνης ἐκ τῶν ἀπομενου-
 σῶν τροπολογιῶν, ἢ τις ἀφίσταται ἐπίσης περισσότερον
 τοῦ ἀρχικοῦ κειμένου καὶ οὕτω καθ' ἔτης, μέχρις οὐ
 ἔξετασθων ἀπασι αἱ τροπολογίαι.
- 739 (3) Ἐάν μία ἢ πλείονες τροπολογίαι γίνωσι δε-
 κταί, ἡ οὕτω τροποποιημένη πρότασις τίθεται ἀκο-
 λούθως καὶ αὐτὴ αὕτη εἰς ψηφοφορίαν.
- 740 (4) Ἐάν οὐδεμία τροπολογία γίνει δεκτή, ἡ ψηφο-
 φορία διεξάγεται ἐπὶ τῆς ἀρχικῆς προτάσεως.
- "Αρθρον 16.
- Ἐπιτροπαὶ καὶ ὑποεπιτροπαὶ. Διεξαγωγὴ τῶν συζητήσεων
 καὶ διαδικασία ψηφοφορίας.
- 741 1. Οἱ πρόεδροι τῶν ἐπιτροπῶν καὶ τῶν ὑποεπιτρο-
 πῶν ἔχουσι καθίκοντα ἀνάλογα πρὸς ἐκείνα ἀτίνα
 ἀναγνωρίζονται ὑπὸ τοῦ ἀρθρου 3 εἰς τὸν πρόεδρον
 τῆς συνελεύσεως.
- 742 2. Αἱ ὑπὸ τοῦ ἀρθρου 13 προβλεπόμεναι διατάξεις
 διὰ τὴν διεξαγωγὴν τῶν συζητήσεων ἐν τῇ Γενικῇ
 Συνελεύσει ἐφαρμόζονται καὶ εἰς τὰς συζητήσεις τῶν
 ἐπιτροπῶν ἢ τῶν ὑποεπιτροπῶν, πλὴν τοῦ θέματος
 τῆς ἀπαρτίας.
- 743 3. Αἱ ὑπὸ τοῦ ἀρθρου 15 προβλεπόμεναι διατάξεις
 ἐφαρμόζονται καὶ εἰς τὰς ἐπιτροπαῖς καὶ ὑπο-
 επιτροπαῖς διεξαγομένας ψηφοφορίας, πλὴν τῆς περι-
 πτώσεως τοῦ ἀριθμοῦ, 722.
- "Αρθρον 17.
 'Επιφυλάξεις.
- 744 1. Κατὰ γενικὸν κανόνα, αἱ ἀντιπροσωπεῖαι αἴ-
 τινες δέν δύνανται καὶ πείσωσι τὰς λοιπὰς ἀντιπροσω-
- πεῖας δύπος συμμεμερισθῶσι τὴν ἀποφύν των, δέον νὰ
 προσπαθῶσι, ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, δύπος συντάσ-
 σωνται μὲ τὴν γνώμην τῆς πλειοψηφίας.
- 745 2. Ἐν τούτοις, ἐάν ἀντιπροσωπεία εἶναι τῆς γνώμης
 διὰ μία οιαδήποτε ἀπόφασις εἶναι φύσεως τοιαύτης ὥστε
 νὰ ἐμποδίσῃ τὴν Κυβέρνησίν της νὰ κυρώσῃ τὴν Σύμ-
 βασιν ἢ νὰ ἀποδεχθῇ τὴν ἀναθεώρησιν τῶν κανονισμῶν,
 ἢ ἀντιπροσωπεία αὕτη δύναται νὰ διατυπώσῃ ἐπιφυλά-
 ξεις ὑπὸ τύπου προσωρινὸν ἢ δριστικόν, ἐπὶ τῆς ἀπο-
 φάσεως ταῦτης.
- "Αρθρον 18.
- Πρακτικὰ τῶν γενικῶν συνελεύσεων.
- 746 1. Τὰ Πρακτικὰ τῶν γενικῶν συνελεύσεων συντάσ-
 σονται ὑπὸ τῆς Γραμματείας τῆς Διασκέψεως, ἢ τις
 ἐπιδιώκει νὰ διασφαλίζῃ τὴν διανομὴν αὐτῶν εἰς τὰς
 ἀντιπροσωπείας διὰ τὸ δυνατὸν ἐνωρίτερον πρὸ τῆς
 ἡμερομηνίας καθ' ἧν τὰ πρακτικὰ πρόκειται νὰ ἔξετα-
 σθῶσι.
- 747 2. "Οταν τὰ πρακτικὰ διανεμηθῶσιν, αἱ ἐνδιαφερό-
 μεναι ἀντιπροσωπεῖαι δύνανται νὰ καταθέσωσι εἰς
 τὴν γραμματείαν τῆς Διασκέψεως γραπτῶς, καὶ ἐντὸς
 τῆς βραχυτέρας δυνατῆς προθεσμίας, τὰς διορθώσεις
 τὰς ὄποιας θεωροῦν ἐπιβαλλομένας, τοῦτο δὲ δὲν ἐμπο-
 δίζει αὐτὰς νὰ ὑποβάλλωσι καὶ προφορικῶς τροποποιή-
 σεις κατὰ τὴν συνεδρίασιν καθ' ἧν κυροῦνται τὰ πρα-
 κτικά.
- 748 3(1) Κατὰ γενικὸν κανόνα, τὰ πρακτικὰ περιέχου-
 σι μόνον τὰς προτάσεις καὶ τὰ συμπεράσματα, μετὰ τῶν
 ἐπιχειρημάτων, ἐφ' ὃν στηρίζονται, συντεταγμένα
 κατὰ τὸ συντομώτερον δυνατὸν τρόπον.
- 749 (2) Οὐχ ἡτον, πᾶσα ἀντιπροσωπεία ἔχει τὸ δικαί-
 ομα νὰ ζητήσῃ τὴν καταχώρησιν, ἀναλυτικὴν ἢ καὶ
 ἐπὶ λέξει, πάσης δηλώσεως διατυπωθείσης ὑπὸ αὐτῆς
 κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν συζητήσεων. Ἐν τοιαύτῃ
 περιπτώσει διφείλει κατὰ γενικὸν κανόνα, νὰ ἀναγ-
 γείῃ τοῦτο ἐν ἀρχῇ τῆς παρεμβάσεως της, πρὸ τὸν
 σκοπὸν ὅπως διευκολύνῃ τὸ ἔργον τῶν εἰσηγητῶν. Ὁ-
 φείλει ἐπὶ πλέον, νὰ ἐπιδώσῃ αὐτὴ τὸ κείμενον εἰς
 τὴν γραμματείαν τῆς διασκέψεως ἐντὸς δύο ὥρων ἀπὸ
 τοῦ πέρατος τῆς συνεδρίασεως.
- 750 4. Μετὰ φειδοῦς, πάντως, δέον νὰ γίνεται χρῆσις
 τῆς ἐν ἀριθμῷ 749 παρεχομένης εὐχερείας, καθ' ὅτι
 ἀφορᾶ τὴν καταχώρησιν τῶν δηλώσεων.
- "Αρθρον 19.
- Πρακτικὰ καὶ ἔκθεσεις τῶν ἐπιτροπῶν καὶ
 ὑποεπιτροπῶν.
- 751 1. (1) Αἱ συζητήσεις τῶν ἐπιτροπῶν καὶ τῶν ὑπο-
 επιτροπῶν συνοψίζονται, μεθ' ἔκάστην συνεδρίασιν
 εἰς πρακτικὰ συντασόμενα ὑπὸ γραμματείας τῆς Δια-
 σκέψεως, εἰς τὰ ὄποια ἔκτιθενται τὰ κύρια σημεῖα τῶν
 συζητήσεων, αἱ διάφοροι γνῶμαι αἱ ὄποιαι ἐπιβάλλεται
 νὰ ἀναγραφῶσι, ὡς καὶ προτάσεις καὶ τὰ συμπε-
 ράσματα ἀτινα ἔξαγονται τελικῶς.
- 752 (2) Οὐχ ἡτον, πᾶσα ἀντιπροσωπεία ἔχει ὅμοιας
 τὸ δικαίωμα νὰ κάμη χρῆσιν τῆς ἐν τῷ ἀριθμῷ 752
 προβλεπομένης εὐχερείας.
- 753 (3) Προσφυγὴ εἰς τὴν ἐν τῷ ὡς ἀνω ἐδαφίω προ-
 βλεπομένην δέον νὰ γίνεται μετὰ φειδοῦς.
- 754 2. Αἱ ἐπιτροπαὶ καὶ ὑποεπιτροπαὶ δύνανται νὰ συ-
 τάσσωσι τὰς μερικὰς ἐκθέσεις ἢ κρίνουσι ἀναγκαῖας,
 καὶ, ἐνδεχομένως, ἡμα τῷ πέρατι τῶν ἐργασιῶν των,
 δύνανται νὰ ὑποβάλλωσι τελικὴν ἐκθεσιν ἐν τῇ ὄποιᾳ
 ἀνακεφαλαιοῦσι, περιληπτικῶς, τὰς προτάσεις καὶ τὰ
 συμπεράσματα ἀτινα προκύπτουσιν ἐκ τῶν μελετῶν αἱ
 ὄποιαι ἀνετέθησαν αὐταῖς.
- "Αρθρον 20.
- "Εγκρισις τῶν πρακτικῶν καὶ ἔκθεσεων.
- 755 1. (1) Κατὰ γενικὸν κανόνα, ἐν ἀρχῇ ἔκάστης συ-
 νεδρίασεως τῆς γενικῆς συνελεύσεως, ἢ ἔκάστης συ-
 νεδρίασεως ἐπιτροπῆς τινὸς ἢ ὑποεπιτροπῆς, ὁ πρό-
 ορος ἐρωτᾶ ἐάν αἱ ἀντιπροσωπεῖαι ἔχωσιν νὰ διατυ-

πώσωσι πασατηρήσεις εἰς δ, τι ἀφορᾶ τὸ πρακτικόν, τῆς προηγουμένης συνεδριάσεως. Τοῦτο θεωρεῖται ὡς ἔγκριθὲν ἐάν οὐδεμία διόρθωσις ἀνεκοινώθη εἰς τὴν Γραμματείαν ἢ ἐάν οὐδεμία ἀντίρρησις ἔξεδηλώθη προφορικῶς. Ἐν ἀντιθέτῳ περιπτώσει ἐπιφέρονται αἱ ἀναγκαῖαι διορθώσεις εἰς τὸ πρακτικόν.

756 (2) Πᾶσα ἔκθεσις μερικὴ ἢ τελικὴ δέον νὰ ἔγκρινηται ὑπὸ τῆς ἐνδιαφερούμενης ἐπιτροπῆς ἢ ὑποεπιτροπῆς.

757 2. (1) Τὸ πρακτικὸν τῆς τελευταίας γενικῆς συνελεύσεως ἔξετάζεται καὶ ἔγκρινεται ὑπὸ τοῦ προέδρου τῆς συνελεύσεως ταύτης.

758 (2) Τὸ πρακτικὸν τῆς τελευταίας συνεδρίασεως τῶν ἐπιτροπῶν ἢ ὑποεπιτροπῶν ἔξετάζεται καὶ ἔγκρινεται. ὑπὸ τοῦ προέδρου τῶν ἐπιτροπῶν ἢ ὑποεπιτροπῶν τούτων.

“Αρθρον 21.

Ἐπιτροπὴ συντάξεως.

759 1. Τὰ κείμενα τῆς Συμβάσεως τῶν Κανονισμῶν καὶ τῶν λοιπῶν τελικῶν Πράξεων τῆς διασκέψεως συντεταγμένα ὑπὸ τὴν ὅριστικὴν, κατὰ τὸ δυνατόν, μορφὴν των ὑπὸ τῶν διαφόρων ἐπιτροπῶν, λαμβανομένων ὑπὸ δψει τῶν ἐκφρασθεισῶν γνωμῶν, ὑποβάλλονται εἰς τὴν ἐπιτροπὴν συντάξεως ἐπ.φορτικούμενην δπως τελειοποιήσῃ τὴν μορφὴν αὐτῶν χωρὶς νὰ μεταβάλῃ τὴν ἔννοιάν των καὶ δπως συνδυάσῃ ταῦτα μετὰ τῶν μὴ τροποποιηθέντων παλαιίν κειμένων.

760 2. Τὰ κείμενα ταῦτα ὑποβάλλονται ὑπὸ τῆς ἐπιτροπῆς συντάξεως εἰς τὴν γενικὴν συνέλευσιν τῆς Διασκέψεως ἡτις ἔγκρινει αὐτὰ ἢ τὰ παραπέμπει προς ἐπανεξέτασιν, εἰς τὴν ἀρμοδίαν ἐπιτροπήν.

“Αρθρον 22.

Ἀρίθμησις

761 1. Οἱ ἀριθμοὶ τῶν κεφαλαίων, δρθρῶν καὶ παραγράφων τῶν ὑποβληθέντων εἰς τὴν γενικὴν συνέλευσιν τῆς Διασκέψεως εἰς τὴν γενικὴν συνέλευσιν τῆς Διασκέψεως ταύτης ἔγκρινει αὐτὰ ἢ τὰ παραπέμπει προς ἐπανεξέτασιν, εἰς τὴν ἀρμοδίαν ἐπιτροπήν.

762 2. Ἡ τελικὴ ἀρίθμησις τῶν κεφαλαίων, δρθρῶν καὶ παραγράφων ἀνατίθεται εἰς τὴν ἐπιτροπὴν συντάξεως μετὰ τὴν ἔγκρισιν αὐτῶν εἰς πρώτην ἀνάγνωσιν.

“Αρθρον 23.

Τελικὴ ἔγκρισις

763 Τὰ κείμενα τῆς Συμβάσεως τῶν Κανονισμῶν καὶ τῶν λοιπῶν τελικῶν πράξεων θεωροῦνται ὡς ὅριστικὰ δρφοῦ ἐνκριθῶσιν εἰς τὸ δευτέραν ἀνάγνωσιν ὑπὸ τῆς γενικῆς συνελεύσεως.

“Αρθρον 24.

Ὑπογραφή.

764 Τὰ τελικῶς ἔγκρινόμενα ὑπὸ τῆς Διασκέψεως κείμενα ὑπογράφονται ὑπὸ τῶν πληροφόρουσιν οἵτινες εἶναι ἐφοδιασμένοι διὰ τῶν ἐν τῷ κεφαλαίῳ 5 τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ ὅριζομένων Διαπιστευτηρίων κατὰ τὴν, εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν, ἀλφαριθμητὴν σειρὰν τῶν δινομάτων τῶν ἀντιπροσωπευομένων χωρῶν.

“Αρθρον 25.

Δελτία Τύπου

765 Ἐπίσημοι ἀνακοινώσεις ἐπὶ τῶν ἐργασιῶν τῆς Διασκέψεως δὲν πρέπει νὰ δίδωνται εἰς τὸν τύπον, εἰ μὴ μένον κατόπιν ἔγκρισεως τοῦ Προέδρου ἢ ἐνὸς τῶν ἀντιπροέδρων τῆς Διασκέψεως.

“Αρθρον 26.

Ἀτέλειαι

766 Κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Διασκέψεως, τὰ μέλη τῶν ἀντιπροσωπειῶν, τὰ μέλη τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, οἱ ἀνώτεροι λειτουργοὶ τῶν μονίμων δργανισμῶν τῆς Ἐνώσεως καὶ τὸ προσωπικό τῆς Γραμματείας τῆς Ἐνώσεως, ἐν ἀποσπάσει εἰς τὴν Διάσκεψιν, ἔχουσι δικαίωμα ταχυδρομικῆς, τηλεγραφικῆς καὶ τηλεφωνικῆς ἀτελείας, ἐν διαφορούμενης τῆς χώρας ἐνθα-

συνέρχεται ἡ Διάσκεψις ἡδυνήθη σχετικῶς νὰ ἔλθῃ εἰς συνεννόησιν μετὰ τῶν λοιπῶν ἐνδιαφερομένων Κυβερνήσεων καὶ ἀνεγνωρισμένων ιδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων.

ΜΕΡΟΣ ΔΕΥΤΕΡΟΝ

Διεθνεῖς Συμβουλευτικαὶ Ἐπιτροπαί.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 10

Γενικαὶ Διατάξεις

767 1. Αἱ διατάξεις τοῦ δευτέρου μέρους τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ συμπληροῦσι τὸ ἔρθρον 14 τῆς Συμβάσεως ἐν διαθερίζονται ἡ δικαιοδοσία καὶ ἡ διάρθρωσις τῶν διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 11

“Οροι Συμμετοχῆς.

768 1. (1) Μέλη ἑκάστης διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς εἰναι:

α) Αὐτοδικαίως, αἱ Διευθύνσεις διλων τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ἐνώσεως.

769 β) Πᾶσα ἀνεγνωρισμένη ιδιωτικὴ ἐπιχείρησις, ἡτις, τῇ ἔγκρισει τοῦ Μέλους ἢ Συνεργαζομένου Μέλους, τὸ ὅποιον ἔχει ἀναγνωρίσει ταύτην καὶ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐφαρμογῆς τῆς κατωτέρω διαδικασίας, ζητεῖ ὅπως μετάσχῃ τῶν Ἐργασιῶν τῆς ἐπιτροπῆς ταύτης. Αὕτη δὲν δύνανται ἐν τῷ μεταξὺ νὰ ἐπέμβῃ ἐν δινόματι τοῦ Μέλους ἢ Συνεργαζομένου Μέλους τὸ ὅποιον τὴν ἀνεγνώρισε ἐκτός ἐάν τὸ τελευταῖον τοῦτο ἐν ἑκάστη συγκεκριμένη περιπτώσει, καταστήσει γνωστὸν εἰς τὴν ἐνδιαφερομένην συμβουλευτικὴν Ἐπιτροπὴν δι’ αὐτὴν τὴν ἔξουσιοδότησε δι’ αὐτὴν τὴν ἐνέργειαν.

770 (2) Ἡ πρώτη αἰτησίς ἀνεγνωρισμένης ιδιωτικῆς ἐπιχειρήσεως περὶ συμμετοχῆς εἰς τὰς ἐργασίας συμβουλευτικῆς τινὸς ἐπιτροπῆς, ἀπευθύνεται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, δστις πληροφορεῖ σχετικῶς διλα τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη καὶ τὸν Διευθυντὴν τῆς Συμβουλευτικῆς ταύτης ἐπιτροπῆς. Ἡ αἰτησίς ἀνεγνωρισμένης τινὸς ιδιωτικῆς ἐπιτροπῆς δέον νὰ ἔγκρινεται ὑπὸ τοῦ Μέλους ἢ Συνεργαζομένου Μέλους, τὸ ὅποιον ἔχει ἀναγνωρίσει αὐτὴν.

771 2. (1) Αἱ διεθνεῖς δργανώσεις, αἵτινες συντονίζουσι τὰς ἐργασίας των πρὸς ἐκείνας τῆς Διεθνοῦς Ἐνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν καὶ αἱ διποῖαι ἀσκοῦσι συναφεῖς δραστηριότητας, δύνανται νὰ γίνωσι δεκταί, δπως συμμετάσχωσιν, ὑπὸ συμβουλευτικὴν ιδιότητα, εἰς τὰς ἐργασίας τῶν Συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν.

772 (2) Ἡ πρώτη αἰτησίς διεθνοῦς τινὸς Ὀργανώσεως περὶ συμμετοχῆς εἰς τὰς ἐργασίας συμβουλευτικῆς τινὸς ἐπιτροπῆς, ἀπευθύνεται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, δστις γνωστοποιεῖ αὐτὴν, τηλεγραφικῶς, εἰς ἄπαντα τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη καὶ καλετὰ Μέλη δπως ἀποφανθῶσιν ἐπὶ τῆς ἀποδοχῆς τῆς αἰτησίας ταύτης. Ἡ αἰτησίς γίνεται δεκτή, ἐάν δημοσίευση τῶν Μελῶν εἶναι εύνοια. Ὁ Γενικὸς Γραμματέας γνωστοποιεῖ τὸ ἀποτέλεσμα τῆς ψηφοφορίας ταύτης εἰς πάντα τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη καὶ εἰς τὸν Διευθυντὴν τῆς ἐνδιαφερομένης συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς,

773 3. (1) Οἱ ἀποτημονικοὶ ἢ βιομηχανικοὶ δργανοί οἵτινες ἀσχολοῦνται μὲ τὴν μελέτην Τηλεπικοινωνιῶν προβλημάτων ἢ μὲ τὴν μελέτην ἢ μὲ τὴν κατησκευὴν ὑλικῶν, προσφιζομένων διὰ τὰς ὑπηρεσίας Τηλεπικοινωνιῶν, δύνανται νὰ γίνωνται δεκτοί, δπως μετέχωσι, ὑπὸ συμβουλευτικὴν ιδιότητα, εἰς τὰς συνελεύσεις τῶν ἐπιτροπῶν μελιτῶν τῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἔγκρισεως τῶν Διευθυντῶν τῶν ἐνδιαφερομένων χωρῶν.

774 (2) Ἡ πρώτη αἰτησίς ἀποτημονικοῦ ἢ βιομηχανικοῦ δργανοῦ περὶ συμμετοχῆς εἰς τὰς συνεδριάσεις τῶν ἐπιτροπῶν μελιτῶν συμβουλευτικῆς τινος

- 796 3. 'Εν τούτοις, πρὸς ἀποφυγὴν ἀνωφελῶν ταξειδίων καὶ παρατεταμένων ἀπουσιῶν, ὁ Διευθυντὴς συμβουλευτικῆς τινος Ἐπιτροπῆς, ἀπὸ συμφώνου μετὰ τῶν κυρίων εἰσηγητῶν, προέδρων τῶν διαφόρων οἰκείων Ἐπιτροπῶν, καταστρώνει τὸ γενικὸν σχέδιον τῶν συνόδων τῆς 'Ομάδος τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν, αἵτινες πρόκειται νὰ συνέλθουσιν εἰς τὸν αὐτὸν τόπον, κατὰ τὴν αὐτὴν περίοδον.
- 797 4. 'Ο Διευθυντὴς ἀποστέλλει τὰς τελικὰς ἐκθέσεις τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν εἰς τὰς μετεγκούσας Διευθύνσεις, εἰς τὰς ἀνεγνωρισμένας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις τῆς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς καὶ ἐνδεχομένων, εἰς τὰς διεθνεῖς ὀργανώσεις, αἵτινες θὰ ἔχωσι μετάσχει. Αἱ ἐκθέσεις αὗται ἀποστέλλονται τὸ ταχύτερον δυνατὸν καὶ ἐν πάσῃ περιπτώσει, ἀρκετὰ ἐνωρὶς ὥστε νὰ περιέλθωσιν εἰς αὐτὰς ἔνα τούλαχιστον μῆνα, πρὸ τῆς χρονολογίας τῆς προσεχοῦς Γενικῆς Συνελεύσεως. Δύναται νὰ γίνη παρέκκλισις ἀπὸ τοῦ ὅρου τούτου μόνον ὅσακις αἱ σύνοδοι τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν λαμβάνουν χώραν ἀμέσως πρὸ τῆς συνόδου τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως. Τὰ θέματα ἀτινα δὲν ἀπετέλεσαν ἀντικαίμενον ἐκθέσεως, ήτις νὰ ἔφθασεν εἰς τὸν προορισμὸν τῆς ὑπὸ τοὺς ἀνωτέρω ὅρους, δὲν δύναται νὰ ἀναγραφῶσιν εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 17

- Καθήκοντα τοῦ Διευθυντοῦ. Εἰδικὴ Γραμματεία.
- 798 1 (1). 'Ο Διευθυντὴς συμβουλευτικῆς τινος Ἐπιτροπῆς συντονίζει τὰς ἐργασίας τῆς γενικῆς συνελεύσεως καὶ τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν. Εἶναι ὑπεύθυνος διὰ τὴν ὀργάνωσιν τῶν ἐργασιῶν τῆς συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς.
- 799 (2) Τηρεῖ τὰ ἀρχεῖα τῆς Ἐπιτροπῆς.
- 800 (3) 'Ο Διευθυντὴς βοηθεῖται ὑπὸ γραμματείας, συγκριτούμενης ἀπὸ εἰδικευμένον προσωπικὸν, τὸ δόποιν ἐργάζεται ὑπὸ τὰς ἀμέσους διαταγὰς του διὰ τὴν ὀργάνωσιν τῶν ἐργασιῶν τῆς ἐπιτροπῆς.
- 801 (4) Τὸ προσωπικὸν τῶν εἰδικῶν γραμματειῶν, τῶν ἐργαστηρίων καὶ τῶν τεχνικῶν ἐγκαταστάσεων μᾶς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς, ὑπάγεται ἀπὸ ἀπόψεως διοικήσεως, ὑπὸ τὰς διαταγὰς τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.
- 802 2. 'Ο Διευθυντὴς ἔκλεγει τὸ τεχνικὸν καὶ τὸ Διοικητικὸν Προσωπικὸν τῆς γραμματείας ταύτης ἐντὸς τοῦ πλαισίου τοῦ ὑπὸ τῆς διασκέψεως Πληρεξούσιων ἢ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἐγκεκριμένου Προϋπολογισμοῦ.

- Ο διορισμὸς τοῦ τεχνικοῦ καὶ διοικητικοῦ τούτου προσωπικοῦ, ἀποφράσθεται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τοῦ Διευθυντοῦ. 'Η ὁριστικὴ ἀπόφασις διορισμοῦ ἢ ἀποτολύσεως ἀνήκει εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα.
- 803 3. 'Ο Διευθυντὴς μετέχει αὐτοδικαίως ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα, εἰς τὰς συζητήσεις τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως καὶ τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν. Λαμβάνει πάντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν προπαρασκευὴν τῶν συνεδριάσεων τῆς γενικῆς συνελεύσεως καὶ τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν.

- 804 4. 'Ο Διευθυντὴς ἔκθέτει τὰ τῆς δράσεως τῆς συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς, ἀπὸ τῆς προηγουμένης συνόδου τῆς γενικῆς συνελεύσεως, εἰς ἔκθεσιν ὑποβαλλομένην εἰς τὴν γενικὴν συνέλευσιν. 'Η ἔκθεσις αὕτη μετὰ τὴν ἔγκρισίν της ἀποστέλλεται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ἵνα διαβιβασθῇ εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον.
- 805 5. 'Ο Διευθυντὴς ὑποβάλλει εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον, κατὰ τὴν ἐτησίαν σύνοδον αὐτοῦ, ἔκθεσιν ἐπὶ

τῆς δραστηριότητος τῆς Ἐπιτροπῆς κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ προηγουμένου ἔτους, πρὸς τὸν σκοπὸν πληροφοριαστήσεως τοῦ Συμβουλίου καὶ τῶν Μελῶν καὶ συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ἐνώσεως.

- 806 6. 'Ο Διευθυντὴς ὑποβάλλει πρὸς ἔγκρισιν εἰς τὴν γενικὴν συνέλευσιν ἔκθεσιν ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν ἀναγκῶν τῆς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς μέχρι τῆς προσεχοῦς γενικῆς συνελεύσεως. 'Η ἔκθεσις αὕτη μετὰ τὴν ἔγκρισίν της, διαβιβάζεται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ὅστις τὴν ὑποβάλλει εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον.
- 807 7. 'Ο Διευθυντὴς καταρτίζει, πρὸς τὸν σκοπὸν ἐνσωματώσεως αὐτῶν ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέας εἰς τὰς ἐτησίας προβλέψεις τοῦ Ηρουπολιγισμοῦ τῆς Ἐνώσεως, τὰς προβλέψεις δικτανῶν τῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὸ ἐπόμενον ἔτος ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ὑπὸ τῆς γενικῆς συνελεύσεως ἐγκριθείσης ἐκτιμήσεως ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν ἀναγκῶν τῆς Ἐπιτροπῆς.
- 808 8. 'Ο Διευθυντὴς μετέχει, καθ' ὃ μέτρον εἶναι τοῦτο ἀναγκαῖον, εἰς τὰς δραστηριότητας τεχνικῆς βοηθείας τῆς Ἐνώσεως ἐντὸς τοῦ Ηλαισίου τῶν διατάξεων τῆς Συμβάσεως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 18.

Προτάσεις διὰ τὰς διοικητικὰς Διασκέψεις.

- 809 1. Συμφώνως πρὸς τὸν ἀριθμὸν 191 αἱ γενικαὶ συνελεύσεις τῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν δύνανται νὰ δικτυπώνωσι προτάσεις τροποποιήσεως τῶν εἰς τὸν ἀριθμὸν 203 προβλεπομένων Κανονισμῶν.
- 810 2. Αἱ προτάσεις αὗται ἀποστέλλονται ἐν εὐθέτῳ χρόνῳ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ὅστις συγκεντρώνει, συντονίζει καὶ ἀνακοινοῖ ταύτας κατὰ τοὺς εἰς τὸν ἀριθμὸν 627 προβλεπομένους δρους.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 19.

Σχέσεις τῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν μεταξύ των καὶ μετ' ἄλλων διεθνῶν ὀργανώσεων.

- 811 1. (1) Αἱ γενικαὶ συνελεύσεις τῶν Συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν δύνανται νὰ συνιστῶσι μικτὰς ἐπιτροπὰς διὰ τὴν διεξαγωγὴν μελετῶν καὶ τὴν ἔκδοσιν γνωματεύσεων ἐπὶ ζητημάτων κοινοῦ ἐνδιαφέροντος.
- 812 (2) Οἱ Διευθυνταὶ τῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν δύνανται ἐν συνεργασίᾳ μετὰ τῶν κυρίων εἰσηγητῶν, νὰ ὀργανοῦσι μικτὰς συνελεύσεις ἐπιτροπῶν μελετῶν τῶν δύο Συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν, ἐπὶ σκοπῷ μελέτης καὶ προπαρασκευῆς σχεδίων γνωματεύσεων ἐπὶ ζητημάτων κοινοῦ ἐνδιαφέροντος. Τὰ σχέδια γνωματεύσεων ὑποβάλλονται εἰς τὴν προσεχῆ σύνοδον τῆς γενικῆς συνελεύσεως ἐκάστης τῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν.

- 813 2. "Οταν συμβουλευτική τις Ἐπιτροπὴ προσκαλεῖται νὰ ἐκπροσωπηθῇ εἰς σύνοδον ἑτέρας συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς ἢ Διεθνοῦς τινος Ὁργανισμοῦ ἢ Γενικῆ Συνέλευσις αὐτῆς ἢ ὁ Διευθυντὴς τῆς ἔξουσιος διεπιτροπεῖται λαμβάνων ὑπὸ ὅψιν τὰ τοῦ ἀριθμοῦ 15, νὰ λαμβάνῃ μέτρα ἵνα ἔξασφαλίσῃ τὴν ἐκπροσώπησιν αὐτῆς μὲ συμβουλευτικὴν ψῆφον.

- 814 3. 'Ο Γενικὸς Γραμματεὺς, ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεὺς, ὁ Πρόεδρος τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς καταγραφῆς συχνοτήτων καὶ ὁ Διευθυντὴς τῆς ἄλλης συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς ἢ οἱ ἀντιπρόσωποί των δύο Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς ἢ οἱ οἰκείων οἰκείων της διδύμης διεπιτροπεῖται λαμβάνων τὴν ἔγκρισίν της συνέλευσεως συμβουλευτικῆς τινος Ἐπιτροπῆς 'Ἐν περιπτώσει ἀνάγκης, μία 'Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ προσκαλέσῃ εἰς τὰς συνόδους της, ὑπὸ συμβουλευτικῆς τῆς ἔδιότητας, ἐκπροσώπους παντὸς μονίμου ὄργανουσμοῦ τῆς 'Ἐνώσεως, δοτις δὲν ἔθεωρησεν ἀναγκαῖον νὰ ἀποστείλῃ τοιούτους.

ΤΕΛΙΚΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Συνημμένον
εἰς τὴν

Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν
(MONTREUX 1965)

Κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965), οἱ ὑπογεγραμμένοι πληρεξόδοι λαμβάνουν σημείωσιν τῶν ἐπομένων δηλώσεων αἵτινες ἀποτελοῦν μέρος τῶν τελικῶν πράξεων τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων (MONTREUX, 1965) :

I.

Διὰ τὸ Ἀφγανιστάν :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως τοῦ Ἀφγανιστάν εἰς τὴν Διάσκεψιν πληρεξουσίων τῆς Διεθνοῦς Ἐνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν (Μοντραί, 1965) ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ μὴν ἀποδέχεται οὐδὲν οἰκονομικὸν μέτρον δυνάμενον νὰ ἐπιφέρῃ αὔξησιν τῆς μερίδος συνεισφορᾶς τῆς εἰς τὴν Ἐνώσιν καὶ νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα ἀτινα ἥθελε κρίνει ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν τῆς ὑπηρεσιῶν ἐν περιπτώσει καθ' ἥν χωραὶ Μέλη ἢ συνεργαζόμενα Μέλη δὲν θὰ ἐτήρουν τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (Μοντραί, 1965).

II.

Διὰ τὴν Ἀλγερίαν (Ἀλγερινὴ Δημοκρατία Δημοκρατικὴ καὶ Λαϊκή) :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Ἀλγερινῆς Δημοκρατικῆς καὶ Λαϊκῆς Δημοκρατίας δηλοῦ ὅτι ἡ Κυβέρνησίς τῆς ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ἑποῖα θὰ ἥδυνατο νὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰ συμφέροντά της, ἐν περιπτώσει καθ' ἥν μερικὰ Μέλη ἢ συνεργαζόμενα Μέλη δὲν θὰ ἐτήρουν, καθ' οἰονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (Μοντραί, 1965), ἢ ἐὰν αἱ διατυπούμεναι ἐπιφυλάξεις ἔχει μέρους τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν θὰ παρέβλαπτον τὰς ὑπηρεσίας τῆς τηλεπικοινωνιῶν ἢ θὰ ἐπέφερον αὔξησην τῆς μερίδος συνεισφορᾶς τῆς εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἐνώσεως.

III.

Διὰ τὴν Ἀλγερίαν (Ἀλγερινὴ Δημοκρατία Δημοκρατικὴ καὶ Λαϊκή) :

Τὸ Βασίλειον τῆς Σαουδικῆς Ἀραβίας, τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Ἰράκ, τὸ Χασεμιτικὸν Βασίλειον τῆς Ἰορδανίας, τὸ Κράτος τοῦ Κουβέιτ, τὸν Λίβανον, τὸ Βασίλειον τοῦ Μαρόκου, τὴν Ἀραβικὴν Δημοκρατίαν τῆς Συρίας, τὴν Ἡνωμένην Ἀραβικὴν Δημοκρατίαν, τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Σουδάν καὶ τὴν Τυνησίαν :

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ὡς ἀνω Χωρῶν δηλώνουν ὅτι ἡ ὑπογραφὴ παρ' αὐτῶν τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (Μοντραί 1965) ὡς καὶ ἡ μεταγενεστέρα ἐνδεχομένως ἐπικύρωσις τῆς πράξεως ταύτης ὑπὸ τῶν ἀντιστοίχων Κυβερνήσεών των, δὲν ἰσχύουν δύσον ἀφορᾶ τὸ ἀναγεγραμμένον ἐν τῷ παραρτήματι 1 τῆς ρηθείσης Συμβάσεως Μέλος ὑπὸ τὸ δόνομα Ἰσραὴλ καὶ οὐδόλως συνεπάγονται τὴν ἀναγνώρισί του.

IV.

Διὰ τὴν Ἀλγερίαν (Δημοκρατία τῆς Ἀλγερίας Δημοκρατικὴ καὶ Λαϊκή), τὴν ὁμόσπονδον Δημοκρατίαν τοῦ Καμπούν, τὴν Κεντροαφρικανικὴν Δημοκρατίαν, τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Κονγκό, τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Κονγκό (Μπράζαβιλ), τὴν Δημοκρατίαν τῆς ἀκτῆς τοῦ Ἐλεφαντοστοῦ, τὴν Δημοκρατίαν τῆς Δαχομένης, τὴν Αιθιοπίαν, τὴν Γκαμπούνεζικήν Δημοκρατίαν, τὴν Γκάνα, τὴν Δημοκρατίαν τῆς Γουινέας, τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Ἀνω Βόλτα, τὴν Κένυα, τὴν Δημ. τῆς Λιβερίας, τὸ Μαλάουι, τὴν Δημ. τῆς Μαδαγασκάρης, τὴν Δημ. τοῦ Μαλί, τὸ Βασίλειον

τοῦ Μαρόκου, τὴν Ἰσλαμικὴν Δημ. τῆς Μαυριτανίας, τὴν Δημ. τοῦ Νιγέρ, τὴν ὁμόσπονδον Δημ. τῆς Νιγηρίας, τὴν Ούγκαντα, τὴν Ἡνωμένην Ἀραβικὴν Δημοκρατίαν τὴν Δημ. τῆς Σομαλίας, τὴν Δημ. τῆς Ρουάντα, τὴν Δημ. τῆς Σενεγάλης, τὴν Σιέρα Λεόνε, τὴν Δημ. τοῦ Σουδάν, τὴν Ἡνωμένην Δημ. τῆς Τανζανίας, τὴν Δημ. τοῦ Τσάδ, τὴν Τογκούλεζικήν Δημοκρατίαν, τὴν Τυνησίαν, καὶ τὴν Δημ. τῆς Ζαμπίας :

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ἀνωτέρω Χωρῶν δηλώνουν ὅτι ἡ ὑπογραφὴ παρ' αὐτῶν τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX, 1965) ὡς καὶ ἡ μεταγενεστέρα ἐπικύρωσις τῆς Πράξεως ταύτης ὑπὸ τῶν ἀντιπτοίχων Κυβερνήσεών των δὲν ἐπάγεται εἰς οὐδεμίαν περιπτώσιν τὴν ἀναγνώρισιν τῆς παρούσης Κυβερνήσεως τῆς Νοτιο-Ἀφρικανικῆς Δημοκρατίας ὑπὸ τῶν Κρατῶν τούτων καὶ δὲν συνεπάγεται οὐδεμίαν ὑποχρέωσιν ἔναντι αὐτῆς τῆς Κυβερνήσεως.

V.

Διὰ τὴν Ἀργεντινὴν Δημοκρατίαν :

Ἡ Ἀργεντινὴ Δημοκρατία δηλώνει :

Ἡ Διεθνῆ Σύμβασις τῶν τηλεπικοινωνιῶν (Μοντραί 1965) καθορίζει εἰς τὸν ἀριθμὸν 4 ὅτι εἶναι μέλος τῆς Ἐνώσεως πᾶσα χώρα ἢ ὁμάς ἐδαφῶν, ἐκ τῶν ἀπαριθμητούμενων ἐν τῷ παραρτήματι 1.

Τὸ παράρτημα 1 ἀναρέρει, πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, «Τὰ ὑπερόντια ἐδάφη τῶν ὅποιων αἱ διεθνεῖς σχέσεις διασφαλίζονται ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεττανίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας» · Η προαναφερθεῖσα Κυβερνήσις συνθήκει νὰ περιλαμβάνῃ εἰς τὸ σύνολον αὐτὸ τὸ ἐδαφος τὸ ὅποιον δύναται αἱ «Νῆσοι FALKLAND καὶ αἱ ἔξαρτησις των» καὶ τὰ «Βρεττανικὰ ἐδάφη ἀνταρτικῆς».

Ἡ Ἀργεντινὴ ἀντιπροσωπεία δηλώνει ρητῶς ὅτι τὸ γεγονός αὐτὸ οὐδόλως θίγει τὴν Κυριαρχίαν τῆς Ἀργεντινῆς ἐπὶ τῶν νήσων MALOUINES, τὰς νήσους SANDUICH DU SUD καὶ τὰς νήσους DE LA GEORGIE DU SUD.

Τὸ Ἡνωμένον Βασίλειον κατέχει τὰς νήσους ταύτας διὰ τῆς βίας, πρᾶγμα τὸ ὅποιον οὐδέποτε ἐδέχθη ἡ Κυβερνήσις τῆς Ἀργεντινῆς, ἡ ὅποια ἐπιβεβαιώνει ἐκ νέου τὰ ἀπαράγραπτα δικαιώματα τῆς Ἀργεντινῆς Δημοκρατίας καὶ δηλώνει ὅτι τὰ ἐδάφη ταῦτα καὶ αἱ περιλαμβανόμεναι γαῖαι ἐντὸς τοῦ Ἀργεντινοῦ τομέως τῆς ἀνταρκτικῆς δὲν εἶναι οὔτε ἀποικία, οὔτε κατοχὴ οἰουδήποτε ἔθνους καὶ ὅτι ἀποτελοῦν ἐνιαίον τμῆμα τοῦ ἀργεντινοῦ ἐδάφους. Εἰς δὲ τὴν χρησιμοποιούμενην δύναμιν εἰς τὸ ἐν λόγῳ κείμενον διὰ τὴν ὑπόδειξιν τῶν νήσων MALOUINES ἡ ἀργεντινὴ ἀντιπροσωπεία κρίνει ἐπίκαιρον νὰ ὑπομνήσῃ τὴν ἀπόρχασιν τῆς εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν τῆς ἐπιφορτισμένης νὰ μελετήσῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς δηλώσεως τῆς σχετικῆς μὲ τὴν παραχώρησιν τῆς ἀνεξαρτησίας εἰς τὰς ἀποικιακὰς χώρας καὶ εἰς τοὺς λαούς των.

Ἡ ἐπιτροπὴ αὐτῆς δεῖχθεισα διὰ γενικῆς ἐγκρίσεως τὴν ἔκθετιν τῆς ὑπερόπτροπῆς III ἐπὶ τῶν νήσων MALOUINES μὲ ἡμερομηνίαν 13 Νοεμβρίου 1964, ἀπεφάσισε κατὰ πλειυψηφίαν ὅτι ἡ λέξις MALOUINES θὰ ἐνεφανίζεται συνδεδεμένη μὲ τὸ δόνομα FALKLAND εἰς δὲ τὰ ἔγγραφα τῆς εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς τῆς προτάσεως γενούμενης ὅτι αὐτὴ ἡ λόγις συμβιβασμοῦ θέλει νιούτιθησε δι' ὅλα τὰ ἔγγραφα τῶν Ἡνωμένων Εθνῶν.

Ἡ ἀνωτέρω δήλωσις δέοντα νὰ θεωρεῖται ὡς ἔχουσα ἐφαρμογὴν εἰς οἰανδήποτε ἀλλην ἐγγραφὴν τῆς ἰδίας τάξις οἵτις θὰ πειριέγετο εἰς τὴν Σύμβασιν καὶ τὰ παραρτήματα αὐτῆς.

VI.

Διὰ τὴν Ἀργεντινὴν Δημ. τὴν Βολιβίαν, τὴν Βραζιλίαν, τὴν Χιλήν, Δημοκρατίαν τῆς Κολομβίας, Κόστα, Ρίκα, τὸν Ισημερινόν, τὴν Γουατεμάλαν, τὸ Μεξικόν, τὴν Νικαράγουαν, Παναμᾶ, Παραγουάνη, Περού καὶ τὴν

Δημοκρατίαν τῆς Β.ν. ζουέλας αἱ ἀντιπροσωπ. ιαι τῶν ὡς ἄνω χωρῶν δηλώνουν ὅτι δὲν δέχονται τὴν ἀρχὴν τῆς συμμ.-τοχῆς εἰς τὰς διασκέψεις καὶ περιοχικὰς συνέδους, ματὰ δικαιώματος ψήφου, τῶν Μ.λῶν τῆς Ἐνώσ.ως ἀτινα δὲν ἀνήκουν εἰς τὴν ἐνδικφερομένην π. ριοχήν.

VII

Διὰ τὴν Κοινοπολιτείαν τῆς Αὐστραλίας, τὴν Μάλταν τὸ Μαλάουι τὴν Νέαν Ζηλανδίαν, τὸ Βασίλειον τῶν Κάτω Χωρῶν τὴν Δημοκρατίαν τῶν Φιλιππίνων, τὸ Ἡνωμένον Βασίλ.ιον τῆς Μ. γάλης Βρεττανίας καὶ τῆς Βορ. ιού Ιρλανδίας, ὡς καὶ τὸ Τρινιτέ καὶ Τομπάγκον.

Αἱ ἀντιπροσωπ. ιαι τῶν ὡς ἄνω χωρῶν ἐπιφυλάσσουν εἰς τὰς ἀντιστοίχους Κυβερνήσ.εις τῶν τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνουν ὅλα τὰ μέτρα ἀτινα θὰ ἔχρινον ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφ. ρόντων των, κατὰ τὴν π. ρίπτωσιν καθ' ἣν Μέλη τινὰ ἡ Συνεργαζόμενα Μέλη τῆς Ἐνώσεως δὲν θὰ ἀνελάμβανον τὸ μερίδιόν των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἐνώσ.ως ἡ θὰ παρέλειπον καθ' οἰονδήποτε ὅλον τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξ.ις τῆς Δι. θνοῦς Συμβάσ.ως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) τῶν παραρτημάτων τῆς ἡ τῶν πρωτοκόλλων ἀτινα εἶναι προσηρτημένα εἰς ταύτην ἡ ἀκόμη ἔαν ἐπιφυλάξ εἰς διατυπούμ ναι ἐκ μέρους ἔτέρων χωρῶν θὰ παρ κώλυον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν τῶν τηλεπικοινωνιῶν.

VIII

Διὰ τὴν Αὐστρίαν, τὸ Βέλγιον, τὴν Δανίαν, τὴν Φιλανδίαν, τὴν Ἰσλανδίαν, τὸ Ηριγκηπάτον τοῦ Λιχτ.νοστάν, τὸ Λουξεμβούργον τὴν Νορβηγίαν, τὸ Βασίλειον τῶν Κάτω Χωρῶν, τὴν Ουμόσπονδον Δημοκρατίαν τῆς Γ. ρμανίας, τὴν Σουηδίαν καὶ τὴν Ἐλβετίκην ὁμοσπονδίαν :

Εἰς ὅτι ἀφορᾷ τὸ δῆμον 15 τῆς Διεθνοῦς Συμβάσ.ως τηλ. πικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) αἱ ἀντιπροσωπ. ιαι τῶν ὡς ἄνω ἀναφ. ρομένων χωρῶν δηλώνουν ρητῶς ὅτι διατηροῦν τὰς ἐπιφυλάξ εἰς τὰς ὁποίας διεπύπωσαν ἐν ὄντοι τῶν Διευθύνσ.ων τῶν κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῶν ἀναφερομένων ἐν τῷ δῆμῳ 15 Κανονισμῶν.

IX

Διὰ τὸ Βέλγιον :

Τηλογράφουσα τὴν παρούσαν Σύμβασιν, ἡ ἀντιπροσωπ. ιαὶ τοῦ Βασίλειον τὸ Βέλγιον δηλώνει, ἐν ὄντοι τῆς Κυβ. ρήσ. ως τῆς δὲν ἀποδέχ ται οὐδ.μίαν συνέπ. ιαν ἐπιφυλάξ αν αἴτινες θὰ προεκάλουν αὔξησιν τοῦ ἀναλογούντος μ. ριδίου συν ισφορᾶς τῆς εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἐνώσεως.

X

Διὰ τὴν Σοσιαλιστικὴν Σοβιετικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λ. υκορωσίας, τὴν Σοσιαλιστικὴν Σοβιετικὴν Δημοκρατίαν τῆς Ούκρανίας καὶ τὴν Ἐνώσ.ων τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν :

Αἱ ἀντιπροσωπ. ιαι τῶν ὡς ἄνω χωρῶν, δηλώνουν, ἐν ὄντοι τῶν ἀντιστοίχων Κυβ. ρήσ.ων τῶν.

1. "Οτι ἡ ληγθεῖσα ὑπὸ τῆς Διασκέψεως πληρ.ξουσίων τῆς Δι. θνοῦς Ἐνώσεως Τηλ. πικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ἀπέφυσις ἀναγνωρίσεως τῶν διαπιστ. υπηρίων τῶν ἀντιπροσωπ.ων τοῦ TCHANG-GAI-CHEK διὰ συμμετοχὴν εἰς τὴν Διάσκ. ψιν καὶ δι' ὑπογραφὴν τῶν τ. λικῶν Πράξ.ών τῆς, ἐν ὄντοι τῆς Κίνας εἶναι παράνομος, διότι οἱ νόμιμοι ἐκπρόσωποι τῆς Κίνας εἰς τὴν Διεθν. Ενώσ. Τηλεπικοινωνιῶν, δπως καὶ εἰς ἔτερους δι θνεῖς δργανισμούς, δὲν δύνανται νὰ εἶναι παρὰ ἐκ ινοι οίτινες ὑπόδικευνονται ὑπὸ τῆς Κυβ. ρήσ. ως τῆς λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Κίνας.

2. "Οτι αἱ ἀρχαὶ τῆς Σατγκόν δὲν ἐκπροσωποῦν πράγματι τὸ Νότιον Βιέτ-Νάμ δὲν δύνανται συνεπῶς νὰ ὑμιλοῦν ἐξ ὄντοτές του εἰς τὴν Διεθν. Ενώσ. Τηλεπικοινωνιῶν.

Κατὸ συνέπειν, ἡ ὑπογραφὴ τῶν τελικῶν Πρόξεων τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων ὑπὸ τῶν ἐκπροσωπ.ων,

τῶν Ἀργῶν αὐτῶν, ἡ ἡ προσχώρησις εἰς τὰς Πρέξεις αὐτὸς ἐν ὄντοι τοῦ Νοτίου Βιέτ-Νάμ στερεῖται οἰασθήποτε νομιμότητος.

3. "Οτι ὑπογράφουσαι τὴν Διεθν. Σύμβασιν τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ἡ Σοσιαλιστικὴ Σοβιετικὴ Δημοκρατία τῆς Λασικορωσίας, ἡ Σοσιαλιστικὴ Σοβιετικὴ Δημοκρατία τῆς Ούκρανίας καὶ ἡ Ἐνώσ.ων τῶν Σοσιαλιστικῶν Σοβιετικῶν Δημοκρατιῶν δηλοῦσιν ἡτι ἀφήνουν ἀνοικτὸν τὸ θέμα τῆς ἀποδογῆς τοῦ Κανονισμοῦ ραδιοεπικοινωνιῶν (GENEVE 1950)

XI

Διὰ τὴν Σοσιαλιστικὴν Σοβιετικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λευκορωσίας, τὴν Λαϊκὴν Δημ. τῆς Βουλγαρίας, τὴν Κούβαν, τὴν Λαϊκὴν Δημ. τῆς Ούγγαρίας, τὴν Λαϊκὴν Δημ. τῆς Μογγολίας, τὴν Λαϊκὴν Δημ. τῆς Πολωνίας, τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Ούκρανίας τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν Δημοκράτης την Ενώσ.ων Τηλεπικοινωνιῶν Δημοκρατιῶν

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ὡς ἄνω χωρῶν δηλώνουν, ἐν ὄντοι τῶν ἀντιστοίχων Κυβερνήσ.εών των, ὅτι θεωροῦν ὡς ἀπολύτως ἀδικαιολόγητον καὶ ὡς στερεούμενον πάσης νομικῆς ἀξίας, τὸν ἴσχυρισμὸν τῶν ἐκπροσωπων τῆς Ν. Κορέας νὰ ὑμιλοῦν εἰς τοὺς Κόλπους τῆς Διεθνοῦς Ενώσεως Τηλεπικοινωνιῶν ἐξ ὄντοι τῶν Σοβιετικῶν Δημοκρατιῶν τῆς Ν. Κορέας δὲν ἀντιπροσωπεύει καὶ δὲν δύναται νὰ ἀντιπροσωπεύῃ τὸν Κορεατικὸν λαόν.

XII

Διὰ τὴν Ενώσ.ων τῆς Βιρμανίας: "Τηλογράφουσα τὴν παρούσαν σύμβασιν, ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Ενώσεως τῆς Βιρμανίας δηλώνει ὅτι διαφυλάττει τὸ δικαίωμα διὰ τὴν Κυβέρνησίν της νὰ λέβη δλα τὰ μέτρα ἀτινα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν διαφυλάξιν τῶν συμφερόντων τῆς ἔαν αἱ διατυπούμεναι ὑπὸ ὅλων χωρῶν ἐπιφυλάξεις θὰ προεκάλουν αὔξησιν τῆς μερίδος της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ενώσεως.

XIII

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Βουλγαρίας, τὴν Κούβαν, τὴν Λ. Δημ. τῆς Ούγγαρίας, τὴν Λαϊκὴν Δημ. τῆς Μογγολίας τὴν Λαϊκὴν Δημ. τῆς Πολωνίας, τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Ρουμανίας καὶ τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Τσεχοσλοβακίας.

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ὡς ἄνω χωρῶν δηλώνουν διὰ τὴν προσωπεῖαν τὸ δικαίωμα διὰ τὰς Κυβερνήσ.εών των νὸ ἀποδεχθοῦν ἡ ἔχι τὸν Κανονισμὸν ραδιοεπικοινωνιῶν, εἴτε ἐν τῷ συνόλῳ του, εἴτε ἐν μέρει.

XIV

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημ. τῆς Βουλγαρίας, τὴν Κούβαν, τὴν Λαϊκὴν Δημ. τῆς Ούγγαρίας, τὴν Λαϊκὴν Δημ. τῆς Μογγολίας, τὴν Λαϊκὴν Δημ. τῆς Πολωνίας, εἴην Σοσιαλιστικὴν Δημ. τῆς Ρουμανίας καὶ τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημ. τῆς Τσεχοσλοβακίας :

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ὡς ἄνω χωρῶν θεωροῦν ὡς παράνομον καὶ ἀνευ δικαιώματος τὴν ὑπογραφὴν ἐπ' ὄντοι τῆς Κίνας ὑπὸ τῶν ἐκπροσωπων τοῦ TCHANG-GAI-CHEK τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965), διότι οἱ μόνοι νόμιμοι ἐκπρόσωποι τῆς Κίνας ἔχονται τὸ δικαίωμα τοῦ ὑπογράφειν τὰς Διεθνεῖς Συμφωνίας ἐν ὄντοι τῆς Κίνας εἶναι οἱ ὑποδεικνυόμενοι ἐκπρόσωποι ὑπὸ τῆς Κεντρικῆς Κυβερνήσ.εως τῆς Δημ. τῆς Λαϊκῆς Κίνας.

Συνάμα, αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ὡς ἄνω χωρῶν δηλώνουν διὰ τοῦ δ.δομένης τῆς παρούσης καταστάσεως ἐπὶ τοῦ έδαφους τοῦ Νοτίου Βιέτ-Νάμ καὶ τῶν Συμφωνιῶν τῆς Γεν.ης, αἱ Κυβερνήσ.εις τῶν δὲν δύνανται νὰ θεωρήσουν τὴν Κυβέρνησ.εις τῆς Σατγκόν ὡς ἐκπροσωποῦσαν τὰ συμφέροντα τοῦ λαοῦ τοῦ Ν. Βιέτ-Νάμ.

XV

Διὰ τὴν θμόσπονδον Δημ. τοῦ Καμερούν. "Αἱ ἀντιπροσωπεῖα τῆς θμόσπονδου Δημοκρ. τοῦ

Καμερούν εἰς τὴν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων τῆς Διεθνούς Ένωσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) δηλώνει ἐν δύναμι τῆς Κυβερνήσεως τῆς ὅτι αὕτη διατηρεῖ τὸ δικαίωμα νὰ λάβῃ ὅλα τὰ κατάληγα μέτρα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων τῆς ἐὰν οἱ τιθέμενοι ἐπιφυλάξεις ὑπὸ ἑτέρων ἀντιπροσωπειῶν ἐν δύναμι τῶν Κυβερνήσεων τῶν ἡ ὁ μὴ σεβασμὸς τῆς Συμβάσεως θὰ προκαλεῖ δυσχερείας εἰς τὴν καλὴν λειτουργίαν τῆς ὑπηρεσίας τῆς τηλεπικοινωνιῶν.

Ἐξ ἄλλου ἡ Κυβέρνησης τῆς Ομοσπονδιακῆς Δημ. τοῦ Καμερούν δὲν δέχεται οὐδὲ μίαν συνέπειαν τῶν ὑπὸ ἄλλων Κυβερνήσεων γενομένων ἐπιφυλάξεων, ἔχουσαν ὡς συνέπειαν τὴν αὐξησην τῆς ἀναλογούσης μερίδος συνεσφορᾶς τῆς εἰς τὰς διαπάνας τῆς Ένωσεως.

XVI

Διὰ τὸν Καναδᾶ :

“Η ὑπογραφὴ τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ὑπὸ τοῦ Καναδᾶ ὑπόκειται εἰς τὴν ἐπιφυλάξιν ὅτι ἡ χώρα αὐτὴ δὲν δέχεται νὰ δεσμευθῇ μὲ τὸν τηλεφωνικὸν Κανονισμὸν.

Ἐν τούτοις δέχεται νὰ δεσμεύεται ὑπὸ τῶν ἄλλων Διοικητικῶν Κανονισμῶν, ἔκτος τῶν περιπτώσεων καθ’ ἃς ρηταὶ ἐπιφυλάξεις διατυποῦνται.

XVII

Διὰ τὴν Χιλήν :

“Η Χιλιανὴ ἀντιπροσωπία ἐπισημαίνει ὅτι δσάκις γίνονται εἰς τὴν Διεθνὴ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν, εἰς τὰ παραρτήματα αὐτῆς, εἰς τοὺς κανονισμοὺς τῆς, ἡ καὶ εἰς ἔγγραφα οἰασθήποτε φύσεως, μνεῖαι ἡ ἀναφοραὶ «εἰς ἐδάφη τῆς ἀνταρκτικῆς» ὡς ἔξηρημένων ἐξ οἰουδήποτε Κράτους αἱ μνεῖαι αὐτοὶ ἡ ἀναφοραὶ δὲν ἐφαρμόζονται οὔτε δύνανται νὰ ἐφαρμοσθοῦν διὰ τὸν χιλιανὸν τομέα τῆς ἀνταρκτικῆς, ὅστις ἀποτελεῖ τμῆμα ἑνίαν τοῦ Εθνικοῦ ἐδάφους τῆς Χιλιανῆς Δημοκρ. καὶ ἐπὶ τοῦ ὁποίου ἡ Δημ. αὕτη κέκτηται ἀπαρίγραπτα δικαιώματα.

XVIII

Διὰ τὴν Κίνα :

“Η ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Κίνας εἰς ἡν Διάσκεψιν τῶν πληρεξουσίων τῆς Διεθνοῦς Ένωσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ὡς καὶ εἰς ATLANTIC CITY, εἰς BUENOS AIRES καὶ εἰς Γενεύην, εἶναι ἡ μόνη νόμιμος ἀντιπροσώπουσις τῆς Κίνας εἰς τὴν Διάσκεψιν ταύτην καὶ ἀνεγνωρίσθη ὡς τοιαύτη ὑπὸ τῆς ἀναφερθείσης Διασκέψις.

“Ολαὶ αἱ δηλώσις ἡ ἐπιφυλάξεις αἴτιναι ἐγένοντο ὑπὸ Μελῶν τῆς Ένωσεως ἐπ’ εὐκαιρία τῆς παρούσης Συμβάσεως ἡ εἶναι συνημμέναι εἰς αὐτὴν καὶ αἱ ὅποιαι εἶναι ἀσυμβίβαστοι μὲ τὴν θέσην τῆς Δημοκρατίας τῆς Κίνας τὴν ἔκτειναν ἀνωτέρω, εἶναι παράνομοι καὶ συνεπῶς ἀνόταρκτοι καὶ μὴ γενόμεναι.

“Ποιογράφουσα τὴν παρούσαν Σύμβασιν, ἡ Δημοκρατία τῆς Κίνας δὲν δέχεται ἔναντι τῶν Μελῶν τῆς Ένωσεως οὐδὲ μίαν ὑπογρέωσιν ἀπορρέουσαν ἀπὸ τὴν Διεθνὴ Σύμβασιν τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) οὔτε ἀπὸ οὐδὲν πρωτόκολλον ἀναφερόμενον εἰς ταύτην.

XIX

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Κύπρου.

“Η ἀντιπροσωπεία τῆς Κύπρου δηλώνει ὅτι ἡ κυβέρνησης τῆς Δημοκρατίας τῆς Κύπρου δὲν δύναται νὰ δεχθῇ οὐδεὶς εἰναι οἰκονομικὴν παρέμπτωσιν ἡτοι ἐγδιχομένως θὰ ἡδύνατο νὰ προκύψῃ ἀπὸ ἐπιφυλάξεις γενομένας ἐκ μέρους ἑτέρων Κυβερνήσεων μεταχούσῶν εἰς τὴν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων (MONTREUX 1965)

XX

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Κολομβίας καὶ τὴν Ισπανίαν.

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῆς Δημοκρατίας τῆς Κολομβίας καὶ τῆς Ισπανίας δηλώνουν ἐν δύναμι τῶν ἀντιστοίχων

Κυβερνήσεων τῶν, ὅτι δὲν ἀποδέχονται οὐδὲ μία συνέπειαν ἐξ ἐπιφυλάξεων αἴτινες θὰ ἡδύναντο νὰ ἔχουν ὡς ἀποτέλετρων τῆς ἀναγνώστης μερίδας συνεισφορᾶς τῶν εἰς τὰς διαπάνας τῆς Ένωσεως.

XXI

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Κορέας.

“Η ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Κορέας δηλώνει ὅτι ὡς καὶ καθ’ ὅλας τὰς Διαπλέψεις τὰς γενομένας ἡ ἡ Κορέα προπεριήρθε τεν εἰς τὴν ἔναντι τῶν εἰναι ἡ μόνη νόμιμης ἀντιπροσωπείας δὲ δῆλη τὴν Κορέαν καὶ ὅτι ὅτι ἀνεγνωρίζεται τὴν Κορέαν καὶ τὰς διαπάνητης ὡς τοιαύτη ὑπὸ τῆς Διαπλέψεως.

“Ολαὶ αἱ δηλώσεις ἡ ἐπιφυλάξεις αἱ γενόμεναι ὑπὸ Μελῶν τῆς Ένωσεως ἐπ’ εὐκαιρία τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἡ εἶναι συνημμέναι τῇ προτὸ τῆς Συμβάσεως, καὶ αἱ ὅποιαι εἶναι ἀτομικέστεροι μὲ τὴν θέσην τῆς Δημ. τῆς Κορέας τὴν ἔκτειναν ἀνωτέρω εἰναι παρένομοι καὶ κατὰ συνέπειαν ἀνύπαρκτοι καὶ μὴ γενόμεναι.

XXII

Διὰ τὴν Κόστη Ρίκα.

“Η ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Κόστα Ρίκα δηλώνει ὅτι ἐπιφυλάξει τὸ δικαίωμα τῆς Κυβέρνητος τὸ δικαίωμα νὰ ἀποδέχῃ τὰς συνεπειώτας τῶν ὑπὸ ἄλλων Κυβερνήσεων γενομέναις ἐπιφυλάξεις, αἴτινες θὰ ἡδύναντο νὰ συνεπάγεται αὐτὴν τῆς μερίδης συνεισφορᾶς τῆς εἰς τὰς διαπάνας τῆς Ένωσεως, ἡ θὰ ἡδύναντο νὰ ζημιώσουν τὰς ὑπηρεσίας τῆς τηλεπικοινωνιῶν.

XXIII

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ακτῆς τοῦ Ελεφαντοστοῖς.

“Η ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Ακτῆς τοῦ Ελεφαντοστοῖς δηλώνει ὅτι ἐπιφυλάξει διὰ τὴν κυβέρνηση τῆς τὸ δικαίωμα νὰ δέχεται ἡ νὰ ἀνεγνωρίζεται τὰς συνεπειώτας τῶν γενομέναις ἐπιφυλάξεις ὑπὸ δῆλων κυβερνήσεων καὶ αἱ ὅποιαι θὰ δυνατὸν νὰ συνεπάγουνται αὐξησην τῆς μερίδης συνεισφορᾶς τῆς εἰς τὰς διαπάνας τῆς Ένωσεως.

XXIV

Διὰ τὴν Κούβη.

“Τηογράφωντα τὴν Διεθνὴ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ἐν δύναμι τῆς Δημοκρατίας τῆς Κούβης, ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Κούβης, διατίθεται ἡ τηογράφωντα τὴν τὴν προτὸ τῆς θέσην τῆς Δημοκρατίας τοῦ Τηλεγραφοκοινωνικοῦ Κανονισμοῦ, τὸν τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ καὶ τὸν πρωτότητον Κανονισμοῦ ραδιοεπικοινωνιῶν τῶν παρατιθεμένων εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 203 καὶ ἐπομένους (ἔρθρων 15) τῆς ἐν λαγῳ Συμβάσεως.

XXV

Διὰ τὴν Κούβην τὴν Λαϊκὴν Δ. τῆς Οὐργούχιας, τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Πολωνίας.

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ὡς ἀνωγερῶν ἐπιφυλάξεων εἰς τὰς Κυβερνήσεων τῶν τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνουν ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὅποια ἡθελούνται ἀναγκαῖα διὰ τὴν διαφύλαξιν τῶν συμφερόντων τῶν ἐκτιποθετοῦσαι ἐπιφυλάξεις παρ’ δῆλων γερωῶν θὰ συνεπήγοντο αὐξησην τῆς μερίδης συνεισφορᾶς τῶν εἰς τὰς διαπάνας τῆς Ένωσεως, ἡ ἐκ την μέλη την τῆς Ένωσεως, ἡ ἐκ την μέλη την τῆς Ένωσεως δὲν καταχάλλουν τὴν μερίδην τῶν διὰ τὰς διαπάνας τῆς Ένωσεως.

XXVI

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Δημοκρατίας:

“Η ἀντιπροσωπεία τῆς Δημ. τῆς Δημοκρατίας ἐπιφυλάξεων εἰς τὴν Κυβερνήσεων τῆς τὸ δικαίωμα: 1. νὰ μὴ ἀποδέχῃ οὐδὲν οἰκονομικὸν μέτρον δυνάμενον νὰ ἐπιστρέψῃ αὐξησην τῆς μερίδης τῆς συνεισφορᾶς εἰς τὴν Ενωσι. 2. νὰ λάβῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὅποια θὰ έκρινες ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν ὑπηρεσιῶν τῆς τηλεπι-

κυινωνιῶν εἰς περιπτώσιν καθ' ἣν μέλη ἡ συνεργαζόμενα Μέλη δὲν θά εἶτοι τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965)

XXVII

Διὰ τὴν Δανίαν τὴν Φινλανδίαν, τὴν Ἰσλανδίαν, τὴν Νορβηγίαν καὶ τὴν Σουηδίαν:

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ὡς ἄνω χωρῶν δηλώνουν, ἐν δύοματι τῶν ἀντιστοίχων Κυβερνήσεων των, ὅτι δὲν ἀποδέχονται οὐδεμίαν συνέπειαν τῶν ἐπιφυλάξεων αἵτινες θά προεκάλουν αὕξησιν μερικὰς διατάξεις συνεισφορᾶς των εἰς τὰς διπάνας τῆς Ἐνώσεως.

XXVIII

Διὰ τὰς Ἡνωμένας Πολιτείας τῆς Ἀμερικῆς:

Αἱ Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι τῆς Ἀμερικῆς δηλώνουν ρητῶς ὅτι διὰ τῆς ἀνογραφῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως ἐπ' ὀνόματι των αἱ Ἡνωμ. Πολ. τῆς Ἀμερικῆς δὲν ἀποδέχονται οὐδεμίαν ὑποχρέωσιν ἀναρρικῶν μὲ τὸν τηλεφωνικὸν Κανονισμὸν ἢ τὸν Πρόσθιον Κανονισμὸν ραδιοεπικοινωνιῶν τῶν ἀναφερομένων ἐν ἀρθρῷ 15 τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965)

XXIX

Διὰ τὴν Αἰθιοπίαν.

Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Αἰθιοπίας ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβερνητὸν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα ἀτινὰ ἥθελε καὶ ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύῃ τὰ συμφέροντά της ἐν περιπτώσει καθ' ἣν Μέλη τινὰ ἡ συνεργαζόμενα Μέλη θά παρέλυπον καθ' οἰονδήποτε τρόπον, νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX, 1965) ἢ ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπούμεναι ἐκ μέρους ἑτέρων χωρῶν ἥθελον δυσχεράνει τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν τῆς τηλεπικοινωνιῶν.

XXX

Διὰ τὴν Ἐλλάδα.

Ἡ Ἐλληνικὴ ἀντιπροσωπεῖα δηλώνει ἐν δύοματι τῆς Κυβερνήσεως τῆς δὲν ἀποδέχεται οὐδεμίαν συνέπειαν ἐξ ἐπιφυλάξεων γενομένων παρ' ἑτέρων Κυβερνήσεων, αἵτινες θά συνεπήγοντο αὕξησιν τῆς μερίδος συνεισφορᾶς τῆς εἰς τὰς διπάνας τῆς Ἐνώσεως. Ἐπιφυλάσσει ἐπίστης τὸ δικαίωμα εἰς τὴν Κυβερνητὸν τῆς νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα προστασίαν τῶν συμφέροντων τῆς καθ' ἣν περίπτωσιν μέλη τινὰ ἡ Συνεργαζόμενα Μέλη δὲν θά εκτέβαλον τὴν μερίδα των διὰ τὰς διπάνας τῆς Ἐνώσεως ἢ θά παρέλυπον κατ' ἄλλον τινὰ τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965), τῶν παραρημάτων τῆς, ἢ τῶν συμματένων αὐτῇ πρωτοκόλλων, ἢ ἀκόμη ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπούμεναι ὑπὸ ἑτέρων χωρῶν θά ἐδυγχέραινον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν τῆς τηλεπικοινωνιῶν.

XXXI

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Γουινέας καὶ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Μαλή:

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ὡς ἄνω χωρῶν ἐπιφυλάσσουν τὸ δικαίωμα διὰ τὰς ἀντιστοίχους κυβερνήσεις των νὰ λαμβάνουν ὅλα τὰ μέτρα ἀτινὰ θὰ ἔκρινον ἀναγκαῖα διὰ νὰ διατραχίσουν τὴν προστασίαν τῶν συμφέροντων των, ἐὰν Μέλη τινὰ ἡ Συνεργαζόμενα Μέλη δὲν τηροῦν, καθ' οἰονδήποτε τρόπον τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ἢ ἐὰν αἱ ἐπιφυλάξεις τῶν χωρῶν αὐτῶν δύνανται νὰ βλάψουν τὰς ὑπηρεσίας τῶν Τηλεπικοινωνιῶν των.

XXXII.

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἰνδίας:

1. Ὡπογράφουσα τὰς δριστικὰς Πράξεις τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων τῆς Διεθνοῦς Ἐνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ἡ Δημοκρατία τῆς Ἰνδίας δὲν ἀποδέχεται οὐδεμίαν συνέπειαν οἰκονομικὴν ἐκ τῶν ἐπιφυλάξεων, αἱ δροῦσαι ἔγιναν ἐπὶ τοῦ θέματος

τῶν οἰκονομικῶν τῆς Ἐνώσεως ὑπὸ οἰασθήποτε ἀντιπροσωπείας λαβούσης μέρος εἰς τὴν ἐν λόγῳ Διάσκεψιν.

2. Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἰνδίας δηλώνει ὅτι ἡ ὑπογραφὴ τῆς Συμβάσεως ὑπὸ τῆς ἐν λόγῳ ἀντιπροσωπείας ὑπόκειται ἐπίσης εἰς τὴν ἐπιφ. λαξίν ὅτι ἡ Δημοκρατία τῆς Ἰνδίας θὰ δύναται ἡ δρ. νὰ εύρεθῇ εἰς θέσιν νὰ δέχεται μερικὰς διατάξεις τοῦ τηλεγραφικοῦ κανονισμοῦ καὶ τοῦ τηλεφωνικοῦ κανονισμοῦ (GENEVE 1958) τῶν ἀναφερομένων ἐν ἀρθρῷ 15 τῆς Συμβάσεως.

3. Ἐπὶ πλέον ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημ. Ἰνδίας ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ἐνδειχομένων τὰ ἐνδειχνύμενα μέτρα διὰ τὴν διασφάλισιν τῆς καλῆς λειτουργίας τῆς Ἐνώσεως καὶ τῶν Μονίμων δργανισμῶν τῆς, ὡς καὶ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν παρατιθεμένων ἐν ἀρθρῷ 15 τῆς Συμβάσεως Κανονισμῶν, ἐὰν μία οἰασθήποτε χώρα κάμνῃ ἐπιφυλάξεις ἢ δὲν δέχεται τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως καὶ τῶν προαναφερθέντων Κανονισμῶν.

XXXIII.

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἰνδονησίας:

1. Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἰνδονησίας δηλώνει ὅτι ἡ ὑπογραφή, ὑπὸ τῆς ἐν λόγῳ ἀντιπροσωπείας τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) καὶ ἡ ἐνδειχομένη μεταγενεστέρα ἐπικυρώσις τῆς Συμβάσεως ταύτης ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς δὲν πρέπει νὰ ἐρμηνευθῇ ὡς ἀναγνωρισίς ὑπὸ τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἰνδονησίας τῆς «Ομοσπόνδιου Μαλαισίας», τῆς «Κίνας» καὶ ἄλλων χωρῶν μὴ ἀνεγνωρισμένων ὑπὸ τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἰνδονησίας.

2. Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἰνδονησίας ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα, τὰ ὅποια θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὰ διαφυλάξῃ τὰ συμφέροντα τῆς ἐὰν Μέλη ἡ Συνεργαζόμενα Μέλη δὲν τηροῦν, καθ' οἰονδήποτε τρόπον τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ἢ ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπούμεναι ὑπὸ ἄλλων χωρῶν δυσχεράνουν τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν τῆς τηλεπικοινωνιῶν.

XXXIV.

Διὰ τὸ Ἰράν:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τοῦ Ἰράν ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὅποια θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὰ διαφυλάξῃ τὰ συμφέροντά της ἐὰν τὰ Μέλη ἡ Συνεργαζόμενα Μέλη δὲν τηροῦν, καθ' οἰονδήποτε τρόπον τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ἢ ἐὰν αἱ ἐπιφυλάξεις τῶν χωρῶν αὐτῶν δύνανται νὰ βλάψουν τὰς ὑπηρεσίας τῆς τηλεπικοινωνιῶν.

XXXV.

Διὰ τὸ Κρήτος τοῦ Ἰσραήλ:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τοῦ Ιράκ την ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβερνήσεων τῆς Ἀλγερίας (Ἀλγερινῆς Δημοκρατίας, Λαϊκῆς καὶ Δημοκρατικῆς) τοῦ Βασιλείου τῆς Σαουδικῆς Ἀραβίας, τῆς Δημοκρατίας τοῦ Ιράκ, τοῦ Χασεμιτικοῦ Βασιλείου τῆς Ιορδανίας, τοῦ Κράτους τοῦ Κουβέιτ, τοῦ Λιβάνου, τοῦ Βασιλείου τοῦ Μαρόκου, τῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Συρίας, τῆς Ἡνωμένης Ἀραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Δημοκρ. τοῦ Σουδάν καὶ τῆς Τυνησίας, ενόρισκονται εἰς φανερόν ἀντίθεσιν μὲ τὰς ἀρχὰς καὶ τὰ ἀντικείμενα τῆς Διεθνοῦς Ἐνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν, καὶ συνεπῶς στεροῦνται οἰασθήποτε νομικῆς ἀξίας. Ἡ Κυβέρνησίς τοῦ Ισραὴλ καθιστᾶ γνωστὸν ἐπισήμως διὰ ἀπορρίπτει τὰς ἐπιφυλάξεις ταύτας τελείως καὶ ἀπλῶς καὶ θεωρεῖ διὰ νὰ δύνανται νὰ ἔχουν οὐδεμίαν ἀξίαν δύσον ἀφορᾶ τὰ δικαιώματα καὶ τὰς ὑπογραφώσεις τῶν Κρατῶν Μελῶν τῆς Διεθνοῦς Ἐνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

XXXVI.

Καθ' οἰονδήποτε τρόπον ἡ Κυβέρνησίς τοῦ Ισραὴλ θὰ κάμη χρῆσιν τῶν δικαιωμάτων ἀτινα τῆς ἀνήκουν

σεως Τηγεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) δηλώνει
ὅτι ἡ Κυβερνήσις τῆς Δημοκρατίας τοῦ Παναμᾶ δὲν
δέγεται οὐδεμίαν οἰκονομικὴν παρέμπτωσιν ἢ ἐποίκη.
Οὐ καὶ ἐνδεχόμενον νὰ προκύψῃ ἐκ τῶν διατυπουμένων
ἐπιτιμλάξεων ὑπὲν οὐλῶν μετεγουσῶν εἰς τὴν παροῦσαν
Διάκρισιν Κυβερνήσεων, ἐπὶ οἰουδήποτε ζητήματος
τυγετικοῦ μὲ τὰ οἰκονομικὰ τῆς Ἐνόσεως.

XLVII.

Διὰ τὸ Περοῦ :

‘Η Δημοκρατία τοῦ Περοῦ ἐπιψυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα :

1. Νὰ λαμβάνη τὰ μέτρα διτίνα γέθεις κρίνει ἀνχυκαῖα διὰ νὰ προστατεῖση τὰ συμφέροντά της εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν Μέλη τινά ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη θύ παρέλιτον καθ' οἰονδήποτε τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) τῶν συνηγμένων παραρτημάτων ἢ πρωτοκόλλων, ἢ ἀκόμη ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπούμενηι ὑπὸ τῶν Μελῶν της ἢ συνεργαζομένων μελῶν θὰ προεκάλουν αὐξῆσιν τῆς ἀναλογούσης μερίδος συνεισφορῆς της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἐνίσεως ἢ θὰ παρέβλαπτον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν της τηλεπικοινωνιῶν.

2. Νὰ ἀποδεχθῇ ἡ νὰ μὴ ἀποδεχθῇ ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει, τὰς διατάξεις τῶν Διοικητικῶν Κανονισμῶν τῶν ἀναφερομένων ἐν ἀρθρῷ 15 τῆς Συμβάσεως.

XLVIII.

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῶν Φιλιππίνων:

Δεδουμένου δτι αι γενόμεναι ἐκ μέρους χωρῶν τινῶν ἐπιφυλάξεις είναι φύσεως δυναμένης νὰ ποραθάλψῃ τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν τηλεπικοινωνιῶν τῆς δημοκρατίας τῶν Φιλιππίνων ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς δημοκρατίας τῶν Φιλιππίνων ἐπιφυλάσσει ρητῶς εἰς ἔκτην τὸ δικαίωμα ὑπογράφουσα τὴν παροῦσαν σύμβασιν ἐν δύματι τῆς Κυβεονήσεως ιης, νὰ δέχεται ἡ νὰ ἀρνήται ἐν ὅλῳ ἡ ἐν μέρει τὰς διατάξεις τῶν τηλεγραφικῶν καὶ τηλεφωνικῶν κανονισμῶν καὶ τοῦ Προσθέτου Κανονισμοῦ ραδιοεπικοινωνιῶν οἵτινες θνατέρονται εἰς τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν (MONTRÉUX 1965) καὶ οἵτινες τὴν συμπληρώνουν.

XLIX.

Διὰ τὴν Πορτογαλίαν:

‘Η Πορτογαλική ἀντιπροσωπεύχ παρὰ τῇ Διασκέψει
Πληρεξούσιων τῆς U.I.T. (MONTREUX 1965).

Krivoušek:

α) "Οτι ή ἀπόφασις ὑπ' ἀριθμ. 46 ήτις νιοθετίθη
ὑπὸ τῆς Διατάκεψεως ἔχει σχέσιν μὲ ζητήματα ἀποκλει-
στικῶς πολιτικοῦ χρακτήρος καὶ ὑρισκόμενα τελείως
ἐκτὸς τοῦ πλαισίου τῆς Ἰεράσεως.

β) δτι ή απόφασις αύτη υίοισετήθη χωρίς νά αποφανθῆ ή Διέσκεψις σύμφωνα με τάς διατάξεις τοῦ θριθμοῦ 611 τοῦ προσγρατημένου εἰς τὴν Σύμβιτν τῆς Γενεύης (1959) Γενικοῦ υχνονισμοῦ ἐπὶ τοῦ ξητήματος τῆς ἀρμοδιότητος τὸ ὄποιον γραπτῶς ἐτέθη ὑπὸ τῆς Πορτογαλικῆς ἀντιπροσωπείας (Πραγτικὸν τῆς Εθδόμης Γενικῆς Συνελεύσεως τῆς 21ης Σεπτεμβρίου 1965, ἔγγραφον ὑπ' ὅριο 15^ο):

Δρκέωντες:

Ἐν δύμασι τῆς Κυβερνήσεώς της ὅτι ὑπογράφοισαν
τὴν Σύμβασιν θεωρεῖ τὴν ὑπὲρ ἀριθμού. 46 ἐπόφεσιν ὡς
παράνομον καὶ κατὰ συνέπειαν ἀνίπταρκτον.

12.

Διὸ τὸ Ἡνωμένον Βασιλείου τῆς Μ. Βρεττανίας καὶ τῆς Βρεσιού Ἰσλανδίας :

— Ἡ ἀντιπροσωπεία τοῦ Ἰνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεττανίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας δηλώνει διὰ δὲν ἀποδέχεται τὴν ὑπὸ τῆς Ἀργεντινῆς ἀντιπροσωπείας γενομένην δῆλωσιν διέτι ἡ δῆλωσις αὐτῆς ἀμφισβητεῖ τὴν κυριαρχίαν, τῆς Κυβερνήσεως τῆς αὐτῆς Μεγαλειότητος ἐπὶ τῶν νήσων FALKLAND καὶ τὰς ἔξαρτήσεις των, ὡς ἐπίσης καὶ ἐπὶ τοῦ ἀνταρκτικοῦ Βρεττανικοῦ ἐδάφους καὶ ἐπιβυμεῖ ρυτῶς νότος.

έπιπερυπλέξη τὰ διπλαύματα διὰ τὴν Κυβέρνησην τῆς καὶ τῆς Μεγάλεισθητούς ἐπὶ τοῦ ζετήματος τούτου. Αἱ νῆσοι FALKLAND καὶ αἱ ἔξαρτήσεις των καθόλευκοι τὸ Βρετανικόν ἔδωφος τῆς ἀνταρκτικῆς είναι καὶ συνεγγένουν είναι τηλεῖα ἔνωσιν τῶν ἔδωφων τῶν ὅποιων τὸ σύνθονον συγχροτεῖ τὸ Μέλος τῆς Ἐνόσεως τὸ γνωστὸν ὑπὸ τὴν Ἕνομασίαν ἀπερπόντια ἐδόνηση τῶν ὅποιων σι διεθνεῖς σχέσεις διασφαλίζονται ἵπο τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Ἕνομανένον Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρετανίας καὶ τῆς Βαρείου Ἰρλανδίας, ἐν ἀντικατι τοῦ ὅποιον τὸ Ἕνομανένον Βασιλείου τῆς Μ. Βρετανίας καὶ τῆς Βαρείου Ἰρλανδίας προσεγγόργησε εἰς τὴν Διεθνῆ Συμβοσιανή Τηλεπικοινωνιῶν τῆς Γενεύης (1959) τὴν 9ην Δεκεμβρίου 1961 καὶ τὸ ὅποιον ὅρίστηκε κατὰ τὸν αὐτὸν τρόπον εἰς τὸ πασάρτημα 1 τῆς Διεθνοῦς Συμβοσιανῆς Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965).

— 'Η ἀντιπροσωπεία τοῦ 'Ηνωμένου Βασιλείου δὲν δύναται ἐξ ἄλλου νὰ ἀποδεχθῇ τὴν ἐκφραστεῖσαν ἵππο τῆς Ἀργεντινῆς ἀντιπροσωπείας νησίμην συγχώνως πρὸς τὴν ὃποιαν δέον νὰ προστεθῇ ὁ ὄρος «MALOUINES» εἰς τὴν ἔνδειξιν τῶν νησῶν FALKLAND καὶ τὰς ἐξαρτήσεις των.

‘Η ἀπέφασις νὰ ἀκολουθῆται ἡ τελευταία αὔτη ἐνδειξις μὲ τὸν ὄρον «MALOUINES» ἀφορᾶ μόνον τὴν ἔγγραφα τῆς εἰδικῆς ἐπιτροπῆς τῶν Πανωμένων Εθνῶν ήτις εἶναι ἐπιφορτισμένη μὲ τὴν μελέτην τῆς ἐφαρμογῆς τῆς δηλώσεως τῆς σχετικῆς μὲ τὴν παραγόντην τῆς ἀνεξαρτησίας εἰς τὰς γύρως ἀποικίας καὶ εἰς τοὺς λαούς των δὲν υιοθετήθη ὑπὸ τῶν Πανωμένων Εθνῶν δι’ ὅλα αὐτῶν τὰ ἔγγραφα.

‘Η ἀπόρφαπις λαπόν αἵτη συνεπῶς οὐδέλιως ὅφεῖ
τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τριεπικοινωνιῶν (MONTREUX
1965); οὔτε τὰ παροχρήματα σύντης ή άλλα ἔγγραφα
ἐκδιδόμενα ὑπὸ τῆς Διεθνοῦς Ἐνώσεως Τριεπικοινω-
νιῶν.

Εἰς δ. τι ἀφορᾶ τὴν δήλωσιν τῆς Ἀργεντινῆς ἀντιπροσωτείας διὰ τὸ θέμα τῆς κυριαρχίας ἐπὶ τοῦ Βρεττανοῦ ἐδίψους τῆς Ἀνταρκτικῆς, ἡ ἀντιπροσωπεία τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου ἐπιθυμεῖ νὰ ἐπισύρῃ τὴν προσχὴν τῆς Ἀργεντινῆς Κυβερνήσεως ἐπὶ τοῦ Ιαβού IV τῆς Συμφωνίας τῆς Ἀνταρκτικῆς, εἰς τὴν ὁποίαν ἡ Ἀργεντινὴ Κυβέρνησις καὶ ἡ Κυβέρνησις τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου είναι μέρον καὶ ἡ μία καὶ ἡ διλλή.

Ltr.

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ρουάντας

‘Η δύντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμάνης ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβένησιν τί δικαίωμα νὴ λαμβήνη ὅλη τὸ μέτρα, τὰ ὅποια Οὐκ ἔχειν ἀναγκαῖς διὰ νὰ προσταχεύσῃ, τὰ συμφέροντά της ἐδὲ Μέλη τινὰ. Συνεργαζόμενα Μέλη δὲν τηροῦν καθ' οἰονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) η τῶν συνημμένων εἰς κάτιν πασαρτγμάτων καὶ κανονισμῶν, η ἐν τοῖς δικτυοπούμενοι ἐπιφυλάξεις ἐκ μέρους ἐτέρων χωρῶν θὰ παρέβλαστον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπορρεοτῶν της τηλεπικοινωνιῶν.

LII.

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Σενεγάλης:

΄Η άντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Σενετόλης δηλώνει ἐν ἐνόματι τῆς Κυβερνήσεως τῆς ὅτι δὲν ἔπειτα σύδεμίαν συνέπειαν τοῖν γενομένων ἐκ πέντε ἑτέρων Κυβερνήσεων ἐπιφυλάξεων ἔχουσαν ὡς ἀπολελεσμα αὐξῆσιν τῆς ἀναλογούσης μερίδος συνεισφορᾶς της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἐνώσεως.

Ἐξ ἀλλου ἡ δημοκρατία τῆς Σενεγάλης ἐπιφύλασσει
εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ λογιβάνῃ θλα τὰ μέρα τα
ὅποια θὰ ἔχειν χρήσιμα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφε-
ρόντων της, ἐὰν αἱ ἐπιφυλάξεις ἐκ μέρους ἐτέρων χωρῶν
θὴ ὁ μὴ σεβασμὸς τῆς Συμβόσεως θὰ ἤδυναντο νὰ περ-
βλέψουν τὴν καλὴν λειτουργίαν τῆς ὑπηρεσίας της πλη-
πειονανιῶν.

LIII.

Διὰ τὴν Σιέρρα Λεόνε :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Σιέρρα Λεόνε δηλώνει ὅτι ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα, τὰ ὄποια οὐχ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφεύγοντων της ἐν περιπτώσει καθ' ἥν Μέλη, ἡ Συνεργαζόμενα Μέλη τῆς Ἐνόπειρας δὲν θὰ ἐτίρσουν καθ' οἰνδήποτε τρόπον τὰς διατάξεις τῆς Διεθνῆ Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ἢ ἐὰν αἱ διατυπούμεναι ἐπιφυλάξεις ἐκ μέρους ἐτέρων χωρῶν οὐ παρέβλαπτον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν της τηλεπικοινωνιῶν.

LIV.

Διὰ τὴν Σιγκαπούρη :

Τηγαράφηντας τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965), ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Κυβερνήσεως τῆς Σιγκαπούρης ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα, τὰ ὄποια οὐχ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύῃ τὰ συμφέροντά της εἰς περίπτωσιν καθ' ἥν Μέλη τινα ἡ Συνεργαζόμενα Μέλη οὐ παρέλιπον καθ' οἰνδήποτε τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνῆς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965), τῶν παραρτημάτων ἢ τῶν Κανονισμῶν τὰ ὄποια εἶναι συνημμένα εἰς ταύτην ἡ σκόμη ἐκνέοντας διατυπούμεναι ἐκ μέρους ἐτέρων χωρῶν οὐ παρέβλαπτον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν της Τηλεπικοινωνιῶν.

LV.

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Σομαλίας :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Σομαλίας ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ τὰ μέτρα τὰ ὄποια οὐχ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύῃ τὰ συμφέροντά της εἰς περίπτωσιν καθ' ἥν Μέλη τινα ἡ Συνεργαζόμενα Μέλη οὐ παρέλιπον καθ' οἰνδήποτε τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνῆς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965), τῶν παραρτημάτων ἢ τῶν Κανονισμῶν τὰ ὄποια εἶναι συνημμένα εἰς ταύτην ἡ σκόμη ἐκνέοντας διατυπούμεναι ἐκ μέρους ἐτέρων χωρῶν οὐ παρέβλαπτον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν της Τηλεπικοινωνιῶν.

LVI.

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Σουδάν :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τοῦ Σουδάν ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὄποια οὐχ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύῃ τὰ συμφέροντά της εἰς περίπτωσιν καθ' ἥν μία χώρα δὲν θὰ ἐτίρσει καθ' οἰνδήποτε τρόπον τὰς διατάξεις τῆς Διεθνῆς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ἢ ἐὰν αἱ διατυπούμεναι ὑπὸ οἰνδήποτε γρήγορας ἐπιφυλάξεις οὐ παρέβληπτον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν της τηλεπικοινωνιῶν ἢ θὰ ἐπέφερον αὐξησην τῆς μερίδος συνεισφορᾶς της εἰς τὰς διαπάνας τῆς Ενόπειρας.

LVII.

Διὰ τὴν Ἑλβετικὴν Ὀμοσπονδίαν :

Ἐπειδὴ ὁ σεβασμὸς τοῦ δικαίου ἀποτελεῖ σταθερὰν ἀρχὴν τῆς ὑπὸ τῆς Ἑλβετικῆς Ὀμοσπονδίας ἀκολουθούμενης πολιτικῆς, ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς δημοκρατίας δὲν δίνει δικαίωμα νὰ ἀποδειχθῇ τὰς ὑπὸ ἀριθ. 44,45 καὶ 46 ἀποφάσεις, αἱ ἐποιηταὶ τῆς φαίνονται ἀντίθετοι πρὸς τὰ ἔργα 2 καὶ 4 τῆς Συμβάσεως.

Διὰ τῆς τοιαύτης θέσεως, ἡ ἀντιπροσωπεία δὲν ἀπορρίνει ἀποφάσεις τοῦ οὐσίας τῶν ἀλγήφων ἀποφάσεων, διὰ τοῦτο διαφοραὶ πολιτικῆς φύσεως, θὰ ἔδει κατέχειν, νὰ μένουν αὐστηρῶς μακρὰν τῶν τεχνικῶν ἰδρυμάτων.

LVIII.

Διὰ τὴν Ηνωμένην Δημοκρατίαν τῆς Τανζανίας :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Ηνωμένης Δημοκρατίας τῆς Τανζανίας ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὄποια οὐχ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύῃ τὰ συμφέροντά της εἰς θέλητραν οὐλέης Μέλη τινα ἡ Συνεργαζόμενα Μέλη δὲν τηροῦν καθ' οἰν-

δήποτε τρόπον τὰς διατάξεις τῆς Διεθνῆς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ἢ τῶν συνημμένων εἰς ταύτην παραρτημάτων καὶ κανονισμῶν ἢ ἐὰν αἱ διατυπούμεναι ἐπιφυλάξεις ἐκ μέρους ἐτέρων χωρῶν οὐ παρέβλαπτον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν της τηλεπικοινωνιῶν.

LIX.

Διὰ τὰ ἐδάφη τῶν Ηνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς :

Τὰ ἐδάφη τῶν Ηνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς δηλώνουν ρητῶς ὅτι διὰ τῆς ὑπογραφῆς τῆς παριστησης Συμβάσεως ἐν ὀνόματι των τὰ ἐδάφη τῶν Ηνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς δὲν δέχονται οὐδεμίαν ὑποχρέωσιν ἀφορῶσαν εἰς τὸ Τηλεφωνικὸν Κανονισμὸν ἢ τὸν πρόσθιον Κανονισμὸν ραδιοπικοινωνιῶν τοὺς ἀναφερομένους εἰς τὸ δέλτιον 15 τῆς Δι. Ουνοῦς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965).

LX.

Διὰ τὴν Ταϊλάνδη :

Ἡ Ταϊλάνδη ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὄποια οὐχ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύῃ τὰ συμφέροντά της εἰς ἐπιφυλάξεις διατυπούμεναι ὑπὸ ὅλων χωρῶν οὐδήγουν εἰς αὐξησην τῆς μερίδος συνεισφορᾶς της εἰς τὰς διαπάνας τῆς Ενόπειρας.

LXI.

Διὰ τὴν Τογκολεζικήν Δημοκρατίαν :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Τογκολεζικῆς Δημοκρατίας ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ τὰ μέτρα τὰ ὄποια οὐχ ἔκρινε κατάλληλα ἐὰν μία χώρα δὲν ἐσέβετο τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως ἢ ἐὰν ἐπιφυλάξῃ γνώμενα κατὰ τὴν διέρκειαν τῆς Διασκέψις ἢ κατὰ τὴν υπογραφὴν ὑπὸ Μέλην τινα ἡ Συνεργαζόμενα Μέλη οὐ συνιστήσει τοιαστάσεις ἀντιμέτων πρὸς τὰς ὑπηρεσίας τῶν τηλεπικοινωνιῶν της ἢ αὐξησην θεωρουμένην ἀρκούντως μεγάλην τῆς μερίδος συνεισφορᾶς της εἰς τὰς διαπάνας τῆς Ενόπειρας.

LXII.

Διὰ τὴν Τουρκίαν :

Ἡ Τουρκία ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ λέγῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὄποια οὐχ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύῃ τὰ συμφέροντά της εἰς ἐπιφυλάξεις διατυπούμεναι ὑπὸ ἐτέρων χωρῶν οὐδήγουν εἰς αὐξησην τῆς μερίδος συνεισφορᾶς της εἰς τὰς διαπάνας τῆς Ενόπειρας.

LXIII.

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Βενεζούελας :

1. Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Βενεζούελας ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα ὄποια οὐχ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύῃ τὰ συμφέροντά της εἰς τὴν υποδειγμήν, ἢ τοῦ τὰς δικτύων τοῦ διριθμοῦ 204 τῆς παρούσης Συμβάσεως, εἰς διαδρομὴν τοὺς δικτύους Κινητούς Κινούντων.

2. Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Βενεζούελας ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα, νὰ λαμβάνῃ τὰ μέτρα τὰ ὄποια οὐχ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύῃ τὰ συμφέροντά της εἰς τὴν υποδειγμήν, μία δὲ πολύτιμη γώνια δὲν θὰ ἐτίρσει τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως.

3. Ἡ Δημοκρατία τῆς Βενεζούελας δὲν δέχεται οὐδεμίαν συνέπειαν ἐκ δικτύουμένων ἐπιφυλάξεων ἐπὶ τῆς παρούσης Συμβάσεως ἢ τῶν παραρτημάτων της αἱ διοικήσαις τοῦ διριθμοῦ 204 τῆς παρούσης Συμβάσεως, εἰς διαδρομὴν τοὺς δικτύους Κινητούς Κινούντων.

LXIV.

Διὰ τὴν οὐδεσπανῶν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρ. τῆς Γιουγκοστίας :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Ουδεσπανῶν Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοστίας δηλώνει, ἐν ὀνόματι τῆς Κυβερνήσεως της τῆς θεωρεῖ :

α) διὰ αἱ ἐκπρόσωποι εἰς ΤΑΙΝΑΝ δὲν έχουν τὸ δικαίωμα νὰ προστατεύῃ τὰς δικτύους τηλε-

πικεινωνιῶν (MONTREUX, 1965) ἐν ἡνόμχτι τῆς Κίνας.

β) δτι οἱ ἐκπρόσωποι τοῦ Ν. Βιέτ - Νέμ δὲν ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ ὑπογράψουν τὴν ἐν λόγῳ Σύμβασιν ἐν ὀνόματι ὀλοκλήρου τοῦ Βιέτ - Νέμ.

γ) δτι οἱ ἐκπρόσωποι τῆς Νοτίου Κορέας δὲν ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ ὑπογράψουν τὴν ἐν λόγῳ Σύμβασιν ἐν ὀνόματι ὀλοκλήρου τῆς Κορέας.

LXV.

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Σαυθίας :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Σαυθίας δηλώνει δτι ἐπιφυλάσσει διὸ τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πᾶν μέτρον τὸ ὅποιον θὰ ἔχειν, ἀναγκαῖον διὰ νὰ ποιστεῖται τὰ συμφέροντά της ἐὸν Μέλη ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη δὲν τηροῦν, καὶ οἰονδήποτε τρόπον τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965), ἢ ἐὸν αἱ ἐπιφυλάξεις τῶν χωρῶν αἴτων δύνανται νὰ παραβλάψουν τὰς ὑπηρεσίας τηλεπικοινωνιῶν της.

Εἰς πίστωσιν τούτου, οἱ οἰκεῖοι πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν τὸ τελιγύριον τοῦτο Πρωτόκολλον εἰς ἐν ἀντίτυπον καὶ εἰς ἑκάστην τῶν γλωσσῶν Ἀγγλικήν, Κινεζικήν, Ἰσπανικήν, Γαλλικήν καὶ Ρωσικήν. Τὸ Πρωτόκολλον τοῦτο θὰ παρουσιεῖται κατατεθειμένον εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Διεθνοῦς Ἐνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν ἡτοι θὰ ἐπιδώσῃ ἐν ἀντίγραφον εἰς ἑκάστην τῶν ὑπογραψασῶν χωρῶν. Ἐγένετο ἐν MONTREUX τὴν 12 Νοεμβρίου 1965.

ΠΡΟΣΘΕΤΑ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΑ

συνημένα εἰς τὴν

Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν
(MONTREUX, 1965)

Οἱ ὑπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν τὰ ἐπόμενα Πρόσθετα Πρωτόκολλα τὸ ὅποια ἀποτελοῦν μέρος τῶν τελικῶν Πράξεων τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων.

(MONTREUX, 1965).

ΠΡΟΣΘΕΤΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ Ι.

Διαπάνται τῆς Ἐνώσεως διὰ τὴν περίοδον ἀπὸ 1966 ἕως 1971.

1) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἔξουσιοδοτεῖται νὰ καταρτίζῃ τὸν ἑτήσιον Προϋπολογισμὸν τῆς Ἐνώσεως κατὰ τοιοῦτον τρόπον ὥστε αἱ ἑτήσιαι διαπάναι.

— τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου
— τῆς Γενικῆς Γραμματείας
— τῆς Διεθνοῦς ἐπιτροπῆς καταγραφῆς συχνοτήτων.
— τῶν Γραμματειῶν τῶν διεθνῶν Συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν.

— τῶν ἐργαστηρίων καὶ τεχνικῶν ἐργαταστάσεων τῆς Ἐνώσεως,
νὰ μὴ ὑπερβαίνουν τὰ κατωτέρω ποσά διὰ τὰ ἔτη 1966 καὶ ἐπόμενα, μέχρι τῆς ἐπομένης Διασκέψεως τῶν Πληρεξουσίων :

17.900.000 φράγκα 'Ελβετίας διὰ τὸ ἔτος 1966
18.125.000 φράγκα 'Ελβετίας διὰ τὸ ἔτος 1967
18.610.000 φράγκα 'Ελβετίας διὰ τὸ ἔτος 1968
19.185.000 φράγκα 'Ελβετίας διὰ τὸ ἔτος 1969
19.955.000 φράγκα 'Ελβετίας διὰ τὸ ἔτος 1970
20.400.000 φράγκα 'Ελβετίας διὰ τὸ ἔτος 1971

Διὰ τὰ μεθεπόμενα τοῦ 1971 ἔτη, οἱ ἑτήσιοι προϋπολογισμοὶ δὲν θὰ πρέπει νὰ ὑπερβαίνουν πλέον τοῦ 3 ο ἑτήσιως τὸ καθορισμένον ποσόν διὰ τὸ προηγγθὲν ἔτος.

2) Τὰ ὄριζόμενα δριαὶ διὰ τὰ ἔτη 1966 καὶ 1967 περιλαμβάνουν ἔκαστον ἐν ποσόν 500.000 φράγκων 'Ελβετίας διὰ πληρωμᾶς αἱτίνες θὰ ἡδύναντο νὰ ἀποδειχθοῦν ἀλληθῶς ἀναγκαῖαι συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς ἀποφάσεως ὑπὸ ἀριθμ. 3 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Οἰαδήποτε πραγματοποιούμενη οἰκονομία εἰς αὐτὸ

τὸ κανονικῶν τῶν πληρωμῶν δὲν θὰ δύναται νὰ χρηματοειδεῖται διὰ ἄλλους σκοπούς.

3) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον εἶναι ἔξουσιοδοτημένον νὰ ὑπερβαίνῃ τὰ καθοριζόμενα ἐν τῇ ὡς ἄνω παραγράφῳ 1 ὅπια διὰ νὰ κατατάχῃ τὰς διαπάναι ἀναρρικαῖς μὲ τὴν δημιουργίαν ἐνὸς σχεδίου καταστατικοῦ Νάρτου τῆς Ἐνώσεως (βλέπε ἀπόρρασιν ὑπὸ ἀριθμ. 35 τῆς παρούσης Συμβάσεως)

4) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον δύναται νὰ ἐγκρίνῃ τὰς διαπάναις τὰς ἀναφερούμενας εἰς τὰς Διασκέψεις καὶ συνάδων τὰς προβλεπούμενας εἰς τοὺς ἀριθμούς 208 καὶ 209 τῆς Συμβάσεως.

4. 1 Κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἑτῶν 1966 ἕως 1971, τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον λαμβανομένων, ἐνδεχομένως ὑπὸ δέψιν τῶν διατάξεων τοῦ κατωτέρου ἀδερφοῦ 4, 3 θὰ διατηρήσῃ τὰς διαπάναις ταύτας ἐντὸς τοῦ ὅρου τῶν ἐπομένων ποσῶν :

4.185.000 φράγκα 'Ελβετίας διὰ τὸ ἔτος 1966
2.815.000 φράγκα 'Ελβετίας διὰ τὸ ἔτος 1967
4.985.000 φράγκα 'Ελβετίας διὰ τὸ ἔτος 1968
5.035.000 φράγκα 'Ελβετίας διὰ τὸ ἔτος 1969
1.555.000 φράγκα 'Ελβετίας διὰ τὸ ἔτος 1970
5.310.000 φράγκα 'Ελβετίας διὰ τὸ ἔτος 1971.

4. 2 Ἐάν ἡ Διάπτεψί τῶν πληρεξουσίων, μία παγκόσμιος διοικητικὴ διάπτεψί διὰ θέματα τηλεγραφίας ἢ τηλεραδίων ἢ μία παγκόσμιος διοικητικὴ διάπτεψί διὰ θέματα ραδιοπικοινωνίῶν δὲν θὰ ἐλάμβανον χώρων κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἑτῶν 1968 ἕως 1971, τὸ σύνολον τῶν ἐγκεριμένων διὰ τὰ ἔτη αὐτὰ ποσῶν θὰ ἐμπιώνετο κατὰ 2.500.000 φράγκα 'Ελβετίας διὰ τὸ κονδύλιον τῆς διασκέψεως πληρεξουσίων, κατὰ 1.500.000 φράγκα 'Ελβετίας διὰ τὸ κονδύλιον τῆς παγκόσμιου διοικητικῆς διαπτέψεως ἐπὶ ζητημάτων τηλεγραφίας ἢ τηλεφωνίας καὶ 2.000.000 φράγκα 'Ελβετίας διὰ μίαν παγκόσμιαν διοικητικὴ διάπτεψί ἐπὶ θέματων ραδιοπικοινωνίῶν. Εάν ἡ Διάπτεψί τῶν πληρεξουσίων δὲν συνέλθῃ κατὰ τὸ 1971 τὸ Συμβούλιον Διοικήσεως ἔτος πρὸς ἔτος διὰ τὰ μετὰ τὸ 1971 ἔτη, θέλει ἐγκρίνῃ τὰς πιστώσεις τὰς ὄποιας θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖην νὰ παράσῃ διὰ τὰς διαπάναις τῶν Διασκέψεων καὶ συνάδων τῶν προβλεπούμενων εἰς τοὺς ἀριθμούς 208 καὶ 209 τῆς Συμβάσεως.

4. 3 Τὸ Συμβούλιον Διοικήσεως δύναται νὰ ἐγκρίνῃ μία ὑπέρβασιν τῶν ἑτησίων ὅρων τῶν δρισμένων εἰς τὴν ὡς ἄνω παράγραφον 4. 1 ἐάν ἡ ὑπέρβασις αὕτη δύναται νὰ συμψηρισθῇ διὰ πιστώσεων :

— παραμενουσῶν διαθεσίμων κατὰ ἐν προηγούμενον ἔτος,

— ἢ διὰ προαραιρέσσων ἐπὶ ἐνὸς μελλοντικοῦ ἔτους.

5) Τὸ Συμβούλιον Διοικήσεως ἔξουσιοδοτεῖται ἐπίσης νὰ ὑπερβῇ τὰ καθορισθέντα ὅρια εἰς τὰς ἀνωτέρω παραγράφους 1 καὶ 4, διὰ νὰ ἀντικετωπίσῃ :

— παραμενουσῶν διαθεσίμων κατὰ ἐν προηγούμενον ἔτος,

— ἢ διὰ προαραιρέσσων ἐπὶ ἐνὸς μελλοντικοῦ ἔτους.

5) Τὸ Συμβούλιον Διοικήσεως εἶναι ὑπέρβασιν τὰς διατάξεις τῆς Διασκέψεως εἰς τὰς ἀνωτέρω παραγράφους 1 καὶ 4, διὰ νὰ ἀντικετωπίσῃ :

— παραμενουσῶν διαθεσίμων κατὰ ἐν προηγούμενον ἔτος,

— ἢ διὰ προαραιρέσσων ἐπὶ ἐνὸς μελλοντικοῦ ἔτους.

5. 1 Λύξησεις τῆς κλίμακος ἀποδοχῶν, παροχῆς ὑπὸ μορφὴν συντάξεων ἢ ἀποζημιώσεων, περιλαμβανομένων καὶ τῶν ἀποζημιώσεων θέσεως αἱτίνες γίνονται δεκταὶ ὑπὸ τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν διὰ τὸ εἰς Γενεύη ὑπηρετοῦν προσωπικόν των.

5. 2 Διακυμάνσεις τῆς τιμῆς συναλλάγματος μεταξὺ τοῦ 'Ελβετικοῦ φράγκου καὶ τοῦ δολλαρίου 'Ηνωμ. Πολιτειῶν αἱτίνες θὰ συνεπήγοντο συμπληρωματικὰς διαπάναις διὰ τὴν "Ενωσιν.

6) Τὸ Συμβούλιον Διοικήσεως ἔχει ὡς ἀποστολὴν νὰ πραγματοποιῇ δύλας τὰς δυνατὰς οἰκονομίας. Πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτὸν ὀφείλει νὰ ὅριζῃ τὰς ἐγκρινομένας διαπάναις κατ' ἔτος εἰς τὸ πλέον χαμηλὸν ἐπίπεδον σύμπλεγματος παραγράφους 1 καὶ 4, λαμβάνον ὑπὸ δέψιν, περιπτώσεως τυχούσης, τὰς 4, λαμβάνον ὑπὸ δέψιν, περιπτώσεως τυχούσης, τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 5.

7) 'Εάν αἱ πιστώσεις τὰς ὄποιας δύναται τὸ Συμβούλιον Διοικήσεως νὰ ἐγκρίνῃ κατ' ἐφαρμογὴν τῶν δια-

τάξεων τῶν ὡς ἄνω παραγράφων 1 ἔως 5, ἀποδεικνύονται ἀνεπαρκεῖς νὰ διασφαλίσουν τὴν καλὴν λειτουργίαν τῆς Ἐνώσεως, τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ ὑπερβῇ τὰς πιστώσεις κύττας μόνον κακόπιν ἔργων πειρατείας ὑπὲν τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἐνώσεως τῶν ὅποιων δεντως ζητεῖται ἢ συμβουλή.

Οιαδήποτε αἰτήσις συμβουλῆς τῶν Μελῶν τῆς Ἐνώσεως δέοντα νὰ συνοδεύεται μὲ πλήρη ἔκθεσιν τῶν δεδομένων τὰ ὅποια δικαιολογοῦν μίαν τοιαύτην αἰτήσιν.

8) Ηρὸ τῆς ἑξετάσεως προτάσεων δυναμένων νὰ ἔρουν οἰκονομικὰς ἐπιπτώσεις οἱ Ιαχύται Λιοντικήται διασκέψεις καὶ καὶ Γενικὴ συνελεύσεις τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν θὰ πρέπη νὰ διαθέτουν μίαν πλήρη, ἐκτίμησιν τῶν σχετικῶν συμπληρωματικῶν δικτυανῶν.

9) Συνέχεια δὲν θὰ διηθῇ εἰς κακμίχιν ἀπόφασιν διοικητικῆς διασκέψεως ἢ Γενικῆς συνελεύσεως μιᾶς διεθνοῦς συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς ὡς συνέπειαν ἀμεσον ἢ ἔμμεσον αἰτήσιν τῶν δαπανῶν πέραν τῶν πιστώσεων τὰς ὅποιας δύναται τὸ Συμβούλιον Διοικήσεως νὰ διαθέτῃ κατὰ τοὺς ὄρους τῶν ὡς ἄνω παραγράφων 1 ἔως 5 ἢ ἐντὸς τῶν προβλεπομένων ἐν παραγράφῳ 7 προϊύποθέσεων.

ΠΡΟΣΘΕΤΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ ΙΙ.

Ἄκολουθητέα Διαδικασία ὑπὸ τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν, πρὸς ἐκλογὴν τῆς τάξεως συνεισφορᾶς τῶν.

1) "Εκαστον Μέλος καὶ Συνεργαζόμενον Μέλος δέοντα γνωστοποιήσῃ πρὸ τῆς 1ης Ιουλίου 1966 πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, τὴν ὑπὸ αὐτοῦ ἐκλεγεῖσαν τάξιν συνεισφορᾶς ἀπὸ τὸν πίνακα τάξεων συνεισφορᾶς τὸν ἐμφανόμενον εἰς τὸν ἀριθμὸν 212 τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965).

2) Τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη ἀτινα θὰ παραλείψουν νὰ γνωστοποιήσουν πρὸ τῆς 1ης Ιουλίου 1966 τὴν ἀπόφασίν των, κατ' ἔφαρμογήν τῶν ὄρων τῆς ὡς ἄνω παραγράφου, 1, θὰ ὑποχρεωθοῦν νὰ συνεισφέρουν κατὰ τὸν ἀριθμὸν τῶν ὑπὸ κύττων δηλωθεισῶν μονάδων ὑπὸ τὸ καθεστώς τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης.

ΠΡΟΣΘΕΤΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ ΙΙΙ.

Ημερομηνία ἀναλήψεως καθηκόντων ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως καὶ τοῦ ἀναπληρωτοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

Ο Γενικὸς Γραμματέυς καὶ ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματέυς οἵτινες ἔξελέγησαν ὑπὸ τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων τοῦ (MONTREUX 1965) κατὰ τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τῆς Διασκέψεως ταύτης ὄρους θὰ ἀναλάβουν τὸ καθήκοντά των τὴν 1ην Ιανουαρίου 1966.

Εἰς ΠΙΣΤΩΣΙΝ ΤΟΥΤΟΥ, οἱ οἰκεῖοι πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν τὰ πρόσθετα, ταῦτα πρωτόκολλα εἰς ἐν ὀντίτυπον, καὶ εἰς ἐκάστην τῶν γλωσσῶν Ἀγγλικήν, Κινεζικήν, Ἰσπανικήν, Γαλλικήν καὶ Ρωσικήν.

Τὰ πρωτόκολλα ταῦτα θὰ παραμείνουν κατατεθειμένα εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Διεθνοῦς Ἐνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν ἡτις θὰ ἐπιδώσῃ ἐν ἀντίγραφον εἰς ἐκάστην τῶν ἐπογράφων χωρῶν. Ἐγένετο ἐν MONTREUX τὴν 12ην Νοεμβρίου 1965.

ΠΡΟΣΘΕΤΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ ΙV.

Μεταβατικὴ Συμφωνία.

Ἡ Διάσκεψις τῶν Πληρεξουσίων τῆς Διεθνοῦς Ἐνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965), ἀπεράσισε δῆπος αἱ ἐπόμεναι διατάξεις ἔφαρμοσθοῦν πρωταριῶς μέχρι τῆς θέσεως ἐν ίσχυί τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (1965).

1. (1) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον θὰ ἀπαρτισθῇ ἐξ εἰκοσιμένεα Μελῶν διτινα θὰ ἐκλεγοῦν ὑπὸ τῆς Διασκέψεως συμφώνως τῇ δριζομένῃ ὑπὸ τῆς ἐν λόγῳ Συμβάσεως διαδικασίᾳ. Τὸ Συμβούλιον θὰ δυνηθῇ νὰ συνέλθῃ εὐθὺς μετὰ τὴν ἐκλογὴν του καὶ νὰ ἐκτελῇ τὰ καθήκοντα ἀτινα τοῦ ἐμπιστεύεται ἢ Σύμβασις.

(2) Ὁ Πρόεδρος καὶ Ἐντιπρόεδρος τοὺς ὅποιους θὰ ἐκλεξῃ τὸ Συμβούλιον διοικήσεως κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς πρώτης συνόδου του θέλουν παραμείνειν ἐν ἐνεργείᾳ μέχρι τῆς ἐκλογῆς τῶν διαδόχων των ἡτις θὰ λάβῃ χώραν κατὰ τὴν ἐναρξιν τῆς ἐτησίας συνόδου 1967 τοῦ Συμβούλου.

2. Ἡ Διεθνῆς ἐπιτροπὴ καταγραφῆς συχνοτήτων θὰ ἀπαρτισθῇ ἐκ πέντε Μελῶν ἀτινα θὰ ἐκλεγοῦν ὑπὸ τῆς παρούσης Διασκέψεως, κατὰ τρόπον δριζόμενον ὑπὸ αὐτῆς.

Τὰ Μέλη τῆς ἐπιτροπῆς θὰ ἀναλάβουν καθήκοντα τὴν 1ην Ιανουαρίου 1967.

Εἰς ΠΙΣΤΩΣΙΝ ΤΟΥΤΟΥ, οἱ οἰκεῖοι πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν τὸ παρόν πρόσθετον Πρωτόκολλον εἰς ἐν ὀντίτυπον, καὶ εἰς ἐκάστην τῶν γλωσσῶν Ἀγγλικήν, Κινεζικήν, Ἰσπανικήν, Γαλλικήν καὶ Ρωσικήν.

Τὸ πρωτόκολλον τοῦτο θὰ παραμείνῃ κατατεθειμένον εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Διεθνοῦς Ἐνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν ἡτις θὰ ἐπιδώῃ ἐν ἀντίγραφον εἰς ἐκάστην τῶν ὑπογραψασῶν χωρῶν.

Ἐγένετο ἐν MONTREUX τὴν 21ην Οκτωβρίου 1965.

Πρόσθετον Προαιρετικὸν Πρωτόκολλον εἰς τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965)

Ἄναγκαστικὸς διακανονισμὸς τῶν διαφορῶν.

Κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) οἱ ὑπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι ἐπέγραψαν τὸ ἀκόλουθον Πρόσθετον Προαιρετικὸν Πρωτόκολλον διακανονισμὸν τῶν διαφορῶν καὶ ἀποτελοῦν μέρος τῶν τελικῶν πράξεων τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων (MONTREUX 1965) τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη τῆς Ἐνώσεως, Μέρη τοῦ παρέντο, προσθέτου Προαιρετικοῦ Πρωτοκόλλου τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX, 1965):

Ἐκφράζουν τὴν ἐπιθυμίαν νὰ καταφεύγουν, εἰς δ, τι τὰ ἀφορᾶ, εἰς τὴν ὑποχρεωτικὴν διαιτησίαν διὰ τὴν ἐπίλυσιν διαφορῶν τῶν διαφορῶν σχετικῶς μὲ τὴν ἔφαρμογήν τῆς Συμβάσεως ἢ τῶν προβλεπομένων ἐν τῷ ἀρθρῷ 15 αὐτῆς Κανονισμῶν,

Συμφωνοῦν ἐπὶ τῶν ἐπομένων διαιτάξεων :

"Αρθρον 1.

Ἐφ' δοσον δὲν ἐπιλεγῆται διὰ πολλούς οἰκεῖοι πληρεξούσιοι εἰς τῶν τρόπων δικανονισμοῦ τῶν προβλεπομένων ἐν ἀρθρῷ 28 τῆς Συμβάσεως, αἱ διαφοραὶ ἀναφοριῶν μὲ τὴν ἔφαρμογήν τῆς Συμβάσεως ἢ τῶν προβλεπομένων ἐν τῷ ἀρθρῷ 15 αὐτῆς Κανονισμῶν, ὑπάγονται, καὶ ὀπίσησιν ἐνὸς τῶν μερῶν, εἰς ὑποχρεωτικὴν διαιτησίαν. Ή διαδικασία εἶναι ἐκείνη τοῦ Παραρτήματος 3 τῆς Συμβάσεως, τῆς διοίκησης ἢ παράγραφος 5 τροποποιεῖται ὡς ἀκολούθως :

ο. Ἐντὸς προθεσμίας τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήψεως τῆς κοινοποιήσεως αἰτήσεως διαιτησίας, ἔκαστον τῶν ἐν λόγῳ δύο Μερῶν ὑπόδεικνύει ἐνα διαιτήσιν.

Ἐάν μετὰ παρέλευσιν τῆς προθεσμίας ταύτης, τὸ διαδεικνύεται τὸν διαιτητή του ή ὑπόδειξις αὔτη γίνεται, τῇ αἰτήσει τοῦ ἐτέρου μέρους ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως, διοίκησης ἢ διοίκησης συμφώνων ταῦτα διαιτάζει τῶν παραγράφων 3 καὶ 4 τοῦ παραρτήματος 3 τῆς Συμβάσεως:

"Αρθρον 2.

Τὸ παρόν Πρωτόκολλον θὰ εἶναι ἀνοικτὸν διὰ πολλούς οἰκεῖοι πληρεξούσιοι εἰς τῶν Σύμβασιν, θὰ ἐπικυρωθῇ κατὰ τὴν προβλεπομένην διὰ τὴν Σύμβασιν διαδικασίαν καὶ θὰ παραμείνῃ ἀνοικτὸν διὰ προσχώησιν τῶν Κρατῶν διτινα θὰ γίνουν Μέλη ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη τῆς Ενώσεως.

"Αρθρον 3.

Τὸ παρόν Πρωτόκολλον θὰ τεθῇ ἐν ίσχυί τὴν ίδιαν

με τὴν Σύμβασιν ἡμέραν, ἢ τὴν τριακοστὴν ἡμέραν ἀπὸ τῆς ἡμέρας καταθέσεως τοῦ δευτέρου ὀργάνου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως, ἀλλὰ τὸ ἐνωρίτερον ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς Σύμβασεως.

Δι' ἔκαστον Μέλος ἢ Συνεργαζόμενον Μέλος τὸ ὅποιον θὰ ἐπικυρώσῃ τὸ παρὸν Πρωτόκολλον ἢ θέλει προσχωρήσει μετὰ τὴν ἐναρξῖν ἰσχύος του, τὸ πρωτόκολλον τοῦτο θέλει τεθῆ ἐν ἰσχύτι τὴν τριακοστὴν ἡμέραν, μετὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ὀργάνου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως.

Λαβίρον 4.

Ο Γενικὸς Γραμματεὺς θὰ ἀνακοινώσῃ εἰς ἀπαντά τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη.

α) τὰς τεθίσας εἰς τὸν παρὸν Πρωτόκολλον ὑπογραφάς καὶ τὴν κατάθεσιν τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως.

β) τὴν ἡμερομηνίαν κατὰ τὴν ὅποιαν τὸ παρὸν πρωτόκολλον θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύ.

Εἰς πίστιν τοῦ ὅποιον οἱ ἀντίστοιχοι πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν τὸ παρὸν Πρωτόκολλον εἰς ἐν ἀντίτυπον εἰς ἑκάστην τῶν γλωσσῶν Ἀγγλικήν, Κινεζικήν, Ἰσπανικήν, Γαλλικήν καὶ Ρωσικήν, τοῦ γαλλικοῦ κειμένου ἐπικρατοῦντος ἐν περιπτώσει ἀμφισβητήσεων. Τὸ ἀντίτυπον τοῦτο θὰ παραμείνῃ κατατεθειμένον εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Διεθνοῦς Ἐνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν ἢ ὅποια θὰ παραδώσῃ ἐν ἀντίγραφον εἰς ἑκάστην τῶν ὑπογραφασῶν χωρῶν.

Ἐγένετο ἐν MONTREUX τὴν 12ην Νοεμβρίου 1965

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(2)

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 153

Περὶ συστάσεως ἐν τῇ Κοινότητι Μενεμένης — Θεσσαλονίκης ιδίου νομικοῦ προσώπου ὑπὸ τὸ ὄνομα «Κοινοτικὸν Γυμναστήριον Μενεμένης».

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐγχοντες ὑπ' ὅριον:

1) Τὰς διατάξεις τῶν ἡρόδων 145 καὶ 224 τοῦ Δημοτικοῦ καὶ Κοινοτικοῦ Κώδικος καὶ 2, παρ. 3, ἐδάφιον δεύτερον τοῦ ὑπ' ὅριον 65)1967 Α. Ν. «περὶ τροποποιήσεως συμπληρώσεως καὶ καθικοποιήσεως εἰς ἐνιαίον κείμενον τῶν ἀναγκαστικῶν νόμων 4)1967 καὶ 19)1967 «περὶ ἀποκαταστάσεως εὑρυθμίας εἰς τὴν λειτουργίαν τῶν Δημοσίων Υπηρεσιῶν, Ν.Π.Δ.Δ. κλπ.».

2) Τὴν ὑπ' ὅριον 78773)23.8.1967 οικιὴν ἀπόφασιν τῶν Υπουργῶν Συντονισμοῦ καὶ Ἐσωτερικῶν «περὶ τῆς συνθέσεως τῶν ὀργάνων διοικήσεως τῶν δημοτικῶν καὶ κοινοτικῶν νομικῶν προσώπων, τῶν ιδρυμάτων καὶ τῶν συνδέσμων Δήμων καὶ Κοινοτήτων», καὶ

3) Τὴν ὑπ' ὅριον 53 τῆς 24 Ιανουαρίου 1968, γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου τῆς Ἐπικρατείας, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῶν Εσωτερικῶν Υπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

«Αρθρον μόνον.

Ἐγκρίνεται ἡ ὑπ' ὅριον 72 τῆς 18 Οκτωβρίου 1967 ἀπόφασις τοῦ Κοινοτικοῦ Συμβουλίου Μενεμένης — Θεσσαλονίκης, ὡς αὗτη ἐτροποποιήθη διὰ τῆς ὑπ' ὅριον 91)13.11.1967 ὁμοίας κύτου, ἔχουσα ως ἀκολούθως:

1. Συνιστάται παρὰ τῇ Κοινότητι Μενεμένης ιδίου νομικὸν πρόσωπον ὑπὸ τὸ ὄνομα «Κοινοτικὸν Γυμναστήριον Μενεμένης».

2. Σκοπὸς τοῦ συνιστωμένου νομικοῦ προσώπου είναι ἡ ἀνάπτυξις τοῦ ἀδηλητικοῦ πνεύματος τόσον εἰς τοὺς νέους δοσούς καὶ εἰς ἀπαντας τοὺς κατοίκους καὶ ἡ ἀποπεράτωσις, ὀργάνωσις καὶ συντήρησις τοῦ ὑπάρχοντος γυμναστηρίου.

3. Πόροι αὐτοῦ είναι: α) Ἐτησία ἐπιχορήγησις τῆς Κοινότητος εἴκοσι χιλιάδων (20.000) δραχμῶν, β) αἱ πάσης φύσεως εἰσφοραί, δωρεαί, κληροδοσίαι καὶ κληροδότησις, γ) αἱ

πρόσοδοι ἐκ τῆς ιδίας κύτου περιουσίας καὶ δ) αἱ εἰσπράξεις ἐκ τοῦ ἀντιτίμου τῶν παρεχομένων ὑπὸ τοῦ νομικοῦ προσώπου πραγμάτων ἢ ὑπηρεσιῶν.

4. Ἡ ὑπὲρ αὐτοῦ ἀριθμούμενη περιουσία ἀποτελεῖται ἐκ τοῦ ὑπάρχοντος κοινοτικοῦ γυμναστηρίου, ἐκτάξεως 32.390 τ. μ. κεφαλῆς ἐν τῇ ἡγροτικῇ περιοχῇ τῆς Κοινότητος καὶ συγκρευμένου ἀνατολικῶς μὲ τὰ ὑπ' ὅριον 150 καὶ 151 αἰληροτεμάχια Ζαχαροπούλου Μηγ. καὶ Καμπούρη, Ιωάννου, δυτικῶς μὲ ἡγροτικὴν ὅδον, δορσίως μὲ εβύνγα καὶ 149 τεχάγιον Κάτσου Δημητρίου καὶ νοτιότερα μετὰ τοῦ 147 τεμαχίου Ἀναστασίας Κήρυς Ζαχαροπούλου.

5. Τὸ συνιστώμενον νομικὸν πρόσωπον διοικεῖται, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἡδερίου β' τῆς παρ. 3 τοῦ ἡρόδου 2 τοῦ Α. Ν. 65)1967 καὶ τὴν ὑπ' ὅριον 78773)23.8.1967 οικιὴν ἀπόρχεται τῶν Υπουργῶν Συντονισμοῦ καὶ Ἐσωτερικῶν, ὑπὸ πεντακελοῦς Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἀποτελουμένου ἐκ τοῦ Προέδρου τῆς Κοινότητος, ὡς Προέδρου καὶ τεσσάρων μελῶν ὀργάνων. ἐπὶ τριετεῖ θητεία, δι' ἀποφάσεως τοῦ Νομάρχου, ὑποκειμένης εἰς τὴν ἔγκρισιν τοῦ Υπουργοῦ τῶν Εσωτερικῶν. Τὸ ἐν τῶν μελῶν ὅριζεται Ἀντιπρόεδρος.

6. Τὸ νομικὸν πρόσωπον ἐκπροσωπεῖται ἐνώπιον τῶν Δικαστηρίων καὶ πάσης Ἀρχῆς ὑπὸ τοῦ Προέδρου καὶ τούτου κωλυομένου ἢ ἀπόντος ὑπὸ τοῦ Ἀντιπροέδρου.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῶν Εσωτερικῶν Υπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Αθήναις τῇ 6 Φεβρουαρίου 1968

Ἐν Ορόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ ΓΕΩΡΓ. ΖΩΙΤΑΚΗΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΚΑΙ ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΣΤΥΛ. ΠΑΤΤΑΚΟΣ

(3)

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 154

Περὶ τροποποιήσεως τοῦ ὑπ' ὅριον 126)17.2.1961 Β. Δ. «περὶ τροποποιήσεως συνθέσεως Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ἐν Ἀργει φιλανθρωπικοῦ Ιδρύματος ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Κληροδότημα Γεωργίου Δ. Μαρίνου».

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐγχοντες ὑπ' ὅφει τὰς διατάξεις: 1) Τῆς ἀπὸ 29 Ιανουαρίου 1954 διαθήκης τοῦ Γεωργίου Δ. Μαρίνου, δημοσιευθεῖσης καὶ κηρυχθείσης κυρίας ὑπὸ τοῦ Δικαστηρίου Κληρονομιῶν τῆς Πολιτείας Ἀλαμπάμα τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν Ἀμερικῆς τὴν 31 Οκτωβρίου 1955, 2) τῶν ἡρόδων 108 καὶ 110 τοῦ Αστικοῦ Κώδικος, 3) τῶν ἡρόδων 95 καὶ 98 τοῦ Α. Ν. 2039)1939, 4) τοῦ ὑπ' ὅριον 579)4.8.1960 Βασ. Διατάχυτος «περὶ ἐγκρίσεως συστάσεως Φιλανθρωπικοῦ Ιδρύματος ἐν Ἀργει φιλανθρωπικοῦ Ιδρύματος Γεωργίου Δ. Μαρίνου», ὡς τοῦτο ἐτροποποιήθη διὰ τοῦ ὑπ' ὅριον 126)17.2.1961 Β. Δ. «περὶ τροποποιήσεως συνθέσεως Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ἐν Ἀργει Φιλανθρωπικοῦ Ιδρύματος ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Κληροδότημα Γεωργίου Δ. Μαρίνου» καὶ 5) τὴν ἀπὸ 21 Σεπτεμβρίου 1967 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου Ἐθνικῶν Κληροδοτημάτων, προτάσει τῶν Ἡμετέρων ἐπὶ τῶν Οίκονομικῶν καὶ Κοινωνικῆς Προνοίας Υπουργῶν, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

«Αρθρον μόνον.

‘Η ὑπ' ὅριον 2 περίπτωσις τῆς δευτέρας παραγράφου τοῦ ἡρόδου μόνου τοῦ ὑπ' ὅριον 126 ἀπὸ 17 Φεβρουαρίου 1961 Β. Δ. «περὶ τροποποιήσεως συνθέσεως Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ἐν Ἀργει Φιλανθρωπικοῦ Ιδρύματος τοῦ Συμβουλίου Εθνικῶν Κληροδοτημάτων, προτάσει τῶν Ἡμετέρων ἐπὶ τῶν Οίκονομικῶν καὶ Κοινωνικῆς Προνοίας Υπουργῶν, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

«2. Εἰρηνοδίκου Αργους, ὡς μέλους, ἀναπληρουμένου ἐκάστοτε ἐλλείψει, ἀπονοτίση η κωλύματι, ὑπὸ τοῦ Πταισματίσκου Αργουσα».

Εἰς τοὺς Ἡμετέρους ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν καὶ Κοινωνικῆς Πλρονοίας Ὑπουργούς, ἀντιθέμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Δικτάγματος.

Ἐν Ἀργύριοι τῇ 15 Φεβρουαρίου 1968

Ἐν Ὀνόματι τοῦ Βασιλέως
Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ
ΓΕΩΡΓ. ΖΩΙΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ ΥΦΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΠΙ ΤΗΣ ΚΟΙΝΩΝ. ΠΡΟΝΟΙΑΣ
ΣΠ. ΛΙΖΑΡΔΟΣ ΕΥΣΤΑΘ. ΠΟΥΛΑΝΤΖΑΣ

(4)

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 155

Περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τῶν διατάξεων τοῦ 13.4.1955 Β. Δ. «περὶ ἀπονομῆς γενικῶν πτυχίων γειρατῶν ἀτυρμάτου» (ΦΕΚ 102) 27.4.1955, τεῦχος Α'), ὡς ἐτροποποιήθη καὶ.

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ**

Ἐχοντες ὑπ' ὅψιν τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθρου 6 τοῦ Ν. Δ. 2625) 1953 «περὶ ἀπονομῆς γενικῶν πτυχίων γειρατῶν ἀτυρμάτου» (ΦΕΚ 292) 29.10.1953, τεῦχος Α'), γνωμοδότησιν τοῦ Τηλεπικοινωνιακοῦ Συμβουλίου ληφθεῖσαν κατὰ τὴν συνεδρίασιν αὐτοῦ τῆς 11ης Ἰανουαρίου καθὼς καὶ τὸ ὑπ' ἀριθ. 83) 1968 Πρακτικὸν τοῦ Συμβουλίου Ἐπικρατείας, προτάτει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῶν Συγκοινωνιῶν Ὑπουργοῦ, ἀπεφάσισαν καὶ διατάσσουν:

“Αρθρον 1.

Τὸ πρῶτον ἑδάφιον τῆς παρ. 4 τοῦ ἀρθρου 1 τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Δ., τροποποιεῖται ὡς ἀκολούθως:

4. Οἱ ἐπιθυμοῦντες νὰ μετάσχωσι τῶν ἑξετάσεων δέον νὰ ὑποθέλωσι, δέκα τούλαχιστον ἡμέρας πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἑξεταστικῆς περιόδου, αἰτησιν εἰς τὸ Ὑπουργεῖον Συγκοινωνιῶν (Πενική Διεύθυνσιν Τηλεπικοινωνιῶν) περὶ συμμετοχῆς εἰς τὰς ἑξετάσεις εἰς ἣν δέον γὰρ προσδιορίζηται σαφῶς τὸ πτυχίον πρὸς ἀπόκτησιν τοῦ ὑποίου ἐπιθυμοῦ νὰ προσέλθῃ εἰς τὰς ἑξετάσεις ὁ κίτων, ή ἑξεταστικὴ περίοδος καθ' ἣν ἐπιδυεὶ οὗτος γὰρ προσέλθῃ πρὸς ἑξετασιν καθὼς καὶ ή γλωσσα (Γαλλικὴ ή Ἀγγλικὴ) εἰς ἣν ἐπιδυεῖται νὰ ἑξετασθῇ.

“Αρθρον 2.

1. Τὸ ἑδάφιον δ τῆς παρ. 1 τοῦ ἀρθρου 2 τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Δ., τροποποιεῖται ὡς ἀκολούθως:

δ) Νὰ ἔχῃ ἀπόσοιτήσει ἐπιτυχῶς, ὅπος Κρατικὴ Σχολὴ Ἐκπαίδευσεως Ρεδιοτηλεγραφητῶν ή ἀπὸ νομίμως λειτουργούσσαν θεωρητικὴ Σχολὴ Ρεδιοτηλεγραφητῶν ή Ρεδιοτηλεργονητῶν ή γὰρ ἔχῃ ἐπακιδευθῆ ἐπιτυχῶς ὡς Ρεδιοτηλεγραφητῆς εἰς Τηλεπικοινωνιακὴν Σχολὴν τοῦ Ο.Τ.Ε. ή εἰς Σχολὴν τῶν Ἐνόπλων Δυνάμεων ή τῶν Σωμάτων Ασφαλείας.

2. Τὸ εἰς τὸ τέλος τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἀρθρου 2 τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Δ. πρῶτον ἑδάφιον ἐκ τῶν δύο προτετέμεντων τοιωτῶν διὰ τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἀρθρου μόνον τοῦ ἀπὸ 21.6.1958 Β. Δ. συμπληρούμενον, ἀντικαθίσταται ὡς ἑξῆς:

«Οἱ ἀπόφοιτοι τῆς Σχολῆς ΤΤΤ ή τῆς Τηλεπικοινωνιακῆς Σχολῆς τοῦ Ο.Τ.Ε. ὑπηρετοῦντες ὡς μόνιμοι ὑπάλληλοι τοῦ Δημοσίου ή τοῦ Ο.Τ.Ε. οἱ κάτοχοι διπλώματος ρεδιοτηλεγραφητοῦ τοῦ Ἐμπορικοῦ Ναυτικοῦ, οἱ κάτοχοι πτυχίου ἴπταμένου τῆς Πολιτικῆς Αεροπορίας καθηγητῶν τοῦ δικτύου τοῦ Β. Δ. τῆς 7.6.1952 «περὶ Κανονισμοῦ ἐναρξίου κυκλοφορίας», οἱ κάτοχοι πτυχίου ἴπταμένου τῆς Βασιλικῆς Αεροπορίας, οἱ κάτοχοι πτυχίου Ρεδιοτηλεγραφητοῦ ή Ρεδιοτηλεφωνητοῦ τῆς Πολιτικῆς Αεροπορίας, οἱ ἐν ἐνεργείᾳ ή ἐρεδείᾳ ἀξιωματικοὶ ή ὑπαξιωματικοὶ Διαβιβάσεων τῶν Ἐνόπλων Δυνάμεων ή τῶν Σωμάτων Ασφαλείας δύνανται ἀντὶ τῶν ὑπὸ στοιχείων β', γ', δ', ε' καὶ στ' δικαιολογητικῶν γὰρ ποσθλῶν θεωρητικῶν τῆς ἀρμόδιας Κρατικῆς Ὑπηρεσίας, πιστοποιούσης τὴν τιθετητά των ταύτην καὶ τὴν κατοχὴν ὑπ'

αὐτῶν τῶν ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἀρθρου ἀντιστοίχως ὁρίζομένων προσόντων.

“Αρθρον 3.

1. Ο τίτλος «Ἐξετάσεις» τοῦ ἀρθρου 3 τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Δ., συμπληρούσται ὡς ἀκολούθως:

Ἐξετάσεις — Πρόγραμμα ἑξετάσεων.

2. Ἐν τέλει τοῦ ἀρθρου 3 τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Δ., προστίθεται παράγραφος, ἔχουσα οὕτω:

6. Πρόγραμμα ἑξετάσεων:

Καθ' ἑκάστην ἑξεταστικὴν περίοδον καὶ 5 τούλαχιστον ἡμέρας πρὸ τῆς ἡμέρας ἐνάρξεως τῶν ἑξετάσεων καταρτίζεται ὑπὸ τῆς Γενικῆς Διεύθυνσεως Τηλεπικοινωνιῶν τὸ πρόγραμμα τῶν ἑξετάσεων ὅπερ ἀνακοινώνεται διὰ τοιχολόγησεως εἰς τὴν εἰσόδου τοῦ κτιρίου τῆς Γενικῆς Διεύθυνσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

Τὸ πρόγραμμα τοῦτο περιλαμβάνει:

α) Τὰς ἡμέρας, τὰς ὥρας καὶ τὰς αἰθούσας ἑξετάσεως ἔκαστου τῶν μαθημάτων τῆς γραπτῆς ή πρακτικῆς δοκιμασίας.

β) Τὰ ὄντατα τῶν γινομένων δεκτῶν εἰς τὰς ἑξετάσεις ὡς καὶ τὰ ὄντατα τῶν ἀποκλεισμένων τῶν ἑξετάσεων.

γ) Ἀλλας πληροφορίας ἀφορώσας τὴν διενέργειαν τῶν ἑξετάσεων, ὡς ή κατανομὴ τῶν ἑξετάσεων εἰς ὅμιλας διὰ τὴν πρακτικὴν ἑξετασιν καὶ.

“Αρθρον 4.

1. Ἐν τέλει τῆς παρ. 1 τοῦ ἀρθρου 4 τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Δ., προστίθεται ἑδάφιον, ἔχον οὕτω:

Βασικὰ καθήκοντα τῆς Ἐπιτροπῆς είναι ή διενέργεια τῶν ἑξετάσεων καὶ ή ἔκδοσις τῶν ἀποτελεσμάτων ὡς εἰδικώτερον καθορίζεται διὰ τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος.

2. Ἐν τέλει τῆς παρ. 4 τοῦ ἀρθρου 4 τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Δ., προστίθεται ἑδάφιον:

Ἐν περιπτώσεις ἀπουσίας ἔκ τινος συνεδριάσεως, τοῦ Προέδρου τῆς Ἐπιτροπῆς, προεδρεύει τάχτης ή κατά ἐχθρὸν ὑπότερος ή μεταξύ ισοθάλμων ή ἀρχαιότερος ἐκ τῶν παραταμένων τακτικῶν μελῶν αὐτῆς.

“Αρθρον 5.

1. Η παράγραφος 1 τοῦ ἀρθρου 5 τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Δ. ὡς ἀντικατεστάθη ὑπὸ τῆς παρ. 3 τοῦ ἀρθρου 1 τοῦ ἀπὸ 11.11.1959 Β. Δ., τροποποιούμενη, ἀντικαθίσταται ὡς ἑξῆς:

1. α) Οἱ ὑποψήφιοι ἑξετάζονται κατὰ τὴν πρώτην ἡμέραν τῶν ἑξετάσεων εἰς τὰ μαθήματα λήψιες ρεδιοτηλεγραφής καὶ λήψιες φαδιοτηλεφωνίας. Η ἑξέτασης εἰς τὰ ἄλλα μαθήματα ἐνεργεῖται μετὰ τὴν διόρθωσιν τῶν γραπτῶν καὶ τὴν ἔκδοσιν τῶν ἀποτελεσμάτων εἰς τὰ δύο ταῦτα μαθήματα.

β) Η σειρά ἑξετάσεως τῶν ἀλλών μαθημάτων καθορίζεται διὰ τοῦ προγράμματος ἑξετάσεων.

γ) Πᾶς μὴ προτεροχόμενος εἰς τὴν γραπτήν ἑξέτασιν οίουδήποτε μαθήματος κατὰ τὴν καθορίζομένην ἡμερομηνίαν καὶ δύριχν μηδενίζεται εἰς τὸ μάθημα τοῦτο, μὴ δυνάμενος νὰ ἑξετασθῇ ιδιαιτέρως.

2. Η εἰς τὸ τέλος τῶν παραγράφων 8 καὶ 14 τοῦ ἀρθρου 5 τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Δ. φάσις «καὶ ἀριθμούνται κατὰ τούτον ταῦτα ἀριθμόν». διαγράφεται.

3. Ἐν τέλει τῆς παραγράφου 18 τοῦ μέρους Β τοῦ ἀρθρου 5 τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Δ., προστίθεται δεύτερον ἑδάφιον, ἔχον οὕτω:

Κατὰ τὴν ἑαυτολογίαν τοῦ μαθήματος Λῆψις διὰ Μόδου διὰ 3 ἀλλοιώσεις γραμμάτων, ἀριθμῶν ή σημείων τοῦ ληφθέντος κειμένου ἀφαιρεῖται μία μονάδα. Διὰ 4 παραλείψεις γραμμάτων, ἀριθμῶν ή σημείων τοῦ ληφθέντος κειμένου ἀφαιρεῖται μία μονάδα. Διὰ διληγωτέρας τῶν 3 ἀλλοιώσεων ή τῶν 4 παραλείψεων ἀφαιρεῖται κλάσμα ἐκμονή κατὰ τὴν κρίσιν τῶν ἑξεταστῶν, ἐν συνδυασμῷ πρὸς τὴν διηγήσιν τοῦ γραπτού καὶ τὰ ἐν τῷ προηγουμένῳ ἑδαφίῳ κριτήρια.

4. Η παράγραφος 20 του Μέρους Γ του άρθρου 5 του χρόνου 13.4.1955 Β. Δ. τροποποιούμενη, άντικαθίσταται ως έξης:

20. α) Μετά τὴν διενέργειαν κατὰ τὴν πρώτην ἡμέραν τῆς ἔξιετάσεως εἰς τὴν ληψιν ραδιοτηλεγραφίας καὶ εἰς τὴν ληψιν ραδιοτηλεφωνίας, γίνεται ἡ διόρθωσις καὶ ἡ διαθμολογία τῶν γραπτῶν τὸ συντομώτερον δυνατὸν καὶ πάντως οὐχὶ ἔργον τῶν 4 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς πρώτης ἡμέρας τῆς ἔξιετάσεως εὐθὺς δὲ μετὰ τῶν συνέρχεται ἡ Ἐπιτροπή, ἣτις προσέχει εἰς τὴν ἀποκάλυψιν τῶν γραπτῶν καὶ τὴν σύνταξιν πρακτικοῦ ἐπιτυχόντων εἰς τὰ δύο ταῦτα μαθήματα, οἵτινες καὶ μόνον δικαιούνται νὰ συνεχίσουν τὰς ἔξιετάσεις. Πίστε τῶν δικαιούμενων νὰ συνεχίσουν τὰς ἔξιετάσεις ἀνακοινώνται διὰ τοιχοκολλήσεως εἰς τὴν εἰσοδον τοῦ κτιρίου τῆς Γεωργίας Διευθύνσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

β) Μετὰ τὸ πέρας τῶν ἔξιετάσεων καὶ τῶν λοιπῶν μαθημάτων καὶ τὴν διόρθωσιν καὶ διαθμολογίαν τῶν γραπτῶν δικαιμίων, συνέρχεται καὶ αὖθις ἡ Ἐπιτροπή καὶ προσθίνει εἰς τὴν ἀποκάλυψιν τῶν γραπτῶν καὶ εἰς τὴν σύνταξιν πρακτικοῦ ἐκδόσεως τῶν τελικῶν ἀποτελεσμάτων τῶν ἔξιετάσεων τῆς περιόδου.

5. Τὸ δεύτερον ἑδάφιον τῆς παρ. 21 του Μέρους Γ του άρθρου 5 του ἀπὸ 13.4.1955 Β. Δ. διαγράφεται.

6. Αἱ παράγραφοι 22 καὶ 23 του Μέρους Γ του άρθρου 5 του ἀπὸ 13.4.1955 Β. Δ. τροποποιούμεναι, άντικαθίσταται ως έξης:

22. Θεωρεῖται ἐπιτυχῶν καὶ κρίνεται ἵκανὸς διὰ νὰ λάβῃ τὸ γενικὸν πτυχίον ραδιοτηλεγραφητοῦ πᾶς ἔξιετασθεῖς ὅστις ἥμελε συγκεντρώσει τοὺς κάτωθι διαθμούς:

α) Εἰς τὴν γραπτὴν ἔξιετασιν συνολικὸν διαθμὸν οὐχὶ κατώτερον τοῦ 6.

β) Εἰς τὴν ληψιν διὰ ραδιοτηλεγραφίας ὡς καὶ εἰς τὴν ληψιν διὰ ραδιοτηλεφωνίας διαθμὸν οὐχὶ κατώτερον τοῦ 7.

γ) Εἰς τὴν μεταξίεσιν διὰ ραδιοτηλεγραφίας ὡς καὶ εἰς τὴν μεταξίεσιν διὰ ραδιοτηλεφωνίας διαθμὸν οὐχὶ κατώτερον τοῦ 7.

δ) Εἰς τὴν συγεννόησιν εἰς ἔνην γλῶσσαν (Γαλλικὴν ἢ Ἀγγλικὴν) διαθμὸν οὐχὶ κατώτερον τοῦ 6.

ε) Εἰς τὴν ἔξιετασιν διὰ τὴν ρύθμισιν αλπ. ραδιοτηλεγραφικῶν συσκευῶν διαθμὸν οὐχὶ κατώτερον τοῦ 6.

23. Θεωρεῖται ἐπιτυχῶν καὶ κρίνεται ἵκανὸς διὰ νὰ λάβῃ τὸ γενικὸν πτυχίον ραδιοτηλεφωνητοῦ, πᾶς ὅστις λαβὼν μέρος εἰς τὰς ἔξιετάσεις πρὸς ἀπόκτησιν γενικοῦ πτυχίου ραδιοτηλεφωνητοῦ ἥμελε συγκεντρώσει τοὺς κάτωθι διαθμούς:

α) Εἰς τὴν γραπτὴν ἔξιετασιν συνολικὸν διαθμὸν οὐχὶ κατώτερον τοῦ 6.

β) Εἰς τὴν ληψιν διὰ ραδιοτηλεφωνίας διαθμὸν οὐχὶ κατώτερον τοῦ 7.

γ) Εἰς τὴν μεταξίεσιν διὰ ραδιοτηλεφωνίας διαθμὸν οὐχὶ κατώτερον τοῦ 7.

δ) Εἰς τὴν συγεννόησιν εἰς ἔνην γλῶσσαν (Γαλλικὴν ἢ Ἀγγλικὴν) διαθμὸν οὐχὶ κατώτερον τοῦ 6.

ε) Εἰς τὴν ἔξιετασιν διὰ τὴν ρύθμισιν αλπ. ραδιοτηλεφωνικῶν συσκευῶν διαθμὸν οὐχὶ κατώτερον τοῦ 6.

Εἰς τὸν Ἡμέτερον ἐπὶ τῶν Συγκοινωνιῶν Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 17 Φεβρουαρίου 1968

Ἐρ. Ὀνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΖΩΤΑΚΗΣ

Ο ΕΠΙ ΤΩΝ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΠΑΥΛΟΣ ΤΟΤΟΜΗΣ

(5)

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 156

Περὶ τροποποιήσεως τοῦ ὑπ' ἀριθ. 792)1962 Β. Δ. (Φ.Ε.Κ. 201)62 τ. Α') περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τοῦ ἀπὸ 11)27 Νοεμβρίου 1959 Β.Δ. περὶ συστάσεως Ὀργανισμοῦ Λεσίνιου (Φ.Ε.Κ 260)τ. Α').

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχοντες ὑπ' ὄψιν: 1) Τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθρου δευτέρου τοῦ Ν.Δ. 3868)58 «περὶ κυρώσεως τῆς ἀπὸ 28.7.55 Συμβάσεως μεταξὺ τοῦ Ἑλληνικοῦ Δημοσίου καὶ τῆς Α.Τ.Ε. «Γεωργιακὴ Εταιρείας Λεσίνι» διὰ τὴν τροποποίησιν καὶ λόγω τῆς ἀπὸ 3.7.1930 Συμβάσεως περὶ παραγωρήσεως τῆς ἀποξήραντος τοῦ ἔλους Λεσίνι». 2) Τὸ Ν. Δ. 2488)53 «περὶ συστάσεως Ὀργανισμοῦ Κωπαΐδος». 3) Τὸ Ν. Δ. 3784)57 «περὶ καταργήσεως τοῦ Ὑδραυλικοῦ Ταμείου Βοιωτικοῦ Κηφισσοῦ, ὑπαγωγῆς τῶν Ἐργών Βοιωτικοῦ Κηφισσοῦ εἰς τὸν Ὑγρανισμὸν Κωπαΐδος καὶ ἀλλων τιγῶν διατάξεων». 4) Τὴν ὑπ' ὑπ' ἀριθ. 28)24.8.67 πρακτικὴ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ὑγρανισμοῦ Λεσίνιου διατυπωθεῖσαν ἀπόφασιν καὶ 5) Τὴν ὑπ' ἀριθ. 697)1967 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου Επικρατείχες, προτάσει τῶν Ἡμετέρων ἐπὶ τῆς Γεωργίας καὶ τῶν Οἰκονομικῶν Ὑπουργῶν, ἀποφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Τροποποιούμεν τὸ ὑπ' ἀριθ. 792)1962 Β.Δ. «περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τοῦ ἀπὸ 11)27 Νοεμβρίου 1959 Βασιλικοῦ Διατάγματος «περὶ συμπληρώσεως Ὀργανισμοῦ Λεσίνιου» ως κάτωθι:

”Αρθρον 1.

Καταργοῦνται καὶ κάτωθι διατάξεις τοῦ ὑπ' ἀριθ. 792)1962 Β. Δ.:

α) Τῆς παραγράφου 3 τοῦ ἀρθρου 7.

β) Τοῦ πρώτου ἀποχήου τῆς παραγράφου Γ36 τοῦ ἀρθρου 25.

γ) Τῆς παραγράφου 9 τοῦ ἀρθρου 27.

”Αρθρον 2.

Η παράγραφος ΓΙ τοῦ ἀρθρου 25 τοῦ ὑπ' ἀριθ. 792)1962 Β. Δ., ἀντικαθίσταται ως ἀπολογία:

Γ) Πάγιαι προκαταβολαῖ.

I. Πρὸς μείζουν διευκόλυνσι τῶν πληρωμῶν τοῦ Ὑγρανισμοῦ καθιερώσασι ἡ λειτουργίας παγίας προκαταβολῆς εἰς τὴν ἐπιτροπήν τοῦ Οργανισμοῦ ἡς τὸ ποσὸν καὶ ὁ ὑπόλογος διαχειριστής κύτης, ὅριζεται δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Γεωργίας ἐκδιδούμενης μετ' ἀπόφασιν τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ὑγρανισμοῦ καὶ πρότασιν τῆς Ὑπηρεσίας Ε.Β.

Τηρήσει: τῆς κύτης διεδικασίας δύναται: νὰ ὀρισθῇ καὶ ἡ λειτουργία ἐπέρχεται παγίας προκαταβολῆς.

”Αρθρον 3.

Οι ὑπηρετοῦντες στήμερον ἐν τῷ Γραφείῳ Ἀθηνῶν ἐντάσσονται εἰς τὴν δύναμιν τοῦ προσωρινοῦ προσωπικοῦ τοῦ Ὑγρανισμοῦ.

”Αρθρον 4.

Η ἰσχὺς τοῦ παρόντος Β. Διατάγματος ἀρχεται ἀπὸ τῆς δημοσίευσεως εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Εἰς τὸν Ἡμέτερον ἐπὶ τῆς Γεωργίας καὶ τῶν Οἰκονομικῶν Ὑπουργούς, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 17 Φεβρουαρίου 1968

Ἐρ. Ὀνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΖΩΤΑΚΗΣ

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΥΤΣΩΝΟΥΔΟΣ

ΕΠΙ ΤΗΣ ΓΕΩΡΓΙΑΣ
ΑΛΕΞ. ΜΑΤΣΑΙΟΥ

(6)

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 157

Περὶ τροποποιήσεως Καταστατικοῦ Γενικοῦ Φιλοπτώχου Ταχείου Τεράξ Μητροπόλεως Πέτρας.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

"Εχοντας ὥπερ ὅψει:

- 1) Τὰ ἄρθρα 108—110 τοῦ 'Αστικοῦ Κώδικος.
- 2) Τὴν ὥπερ ἀριθ. 2) 1967 ἀπόφασιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Γενικοῦ Φιλοπτώχου Ταχείου τῆς Τεράξ Μητροπόλεως Πέτρας, «περὶ τροποποιήσεως τοῦ Καταστατικοῦ τοῦ ὡς ἡνω Φιλοπτώχου Ταχείου».

Προτάσει τοῦ Ημετέρου ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Υπουργοῦ, ἀπερχόμενην καὶ διατάσσομεν:

"Αρθρον μόνον.

Ἐγκρίνομεν τὸ ὑποδηλωθὲν ἡμῶν Καταστατικὸν τοῦ Γενικοῦ Φιλοπτώχου Ταχείου τῆς Τεράξ Μητροπόλεως Πέτρας ὡς ἀπροποιήθη διὰ τῆς ὥπερ ἀριθ. 2) 67 ἀποφάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου αὐτοῦ καὶ ἔχον ὡς κατωτέρω:

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Α'.

Σύστασις — Σκοπὸς — "Εδρα.

"Αρθρον 1.

Ἐν τῇ Τεράξ Μητροπόλει Πέτρας συνιστάται εἰδικὴ Φιλοκαθητικὴ Ὁργάνωσις ὑπὸ τὴν νομικὴν μορφὴν τοῦ Τερέμματος καὶ ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Φιλόπτωχον Ταχείον τῆς Τεράξ Μητροπόλεως Πέτρας».

"Αρθρον 2.

Σκοπὸς τῆς Ὁργάνωσεως ταύτης εἶναι ἡ φιλανθρωπία ἐν γένει καὶ εἰδικώτερον ἡ παροχὴ πάσης ὑλικῆς κλπ. θορηδίας, ἐκτάκτου ἡ τακτικῆς: 1) Εἰς τὸν δεομένους τοιχίτης ἀπόρους, ἀσθενεῖς ἐν φυλακῇ τῆς πόλεως καὶ τῆς μητροπολιτικῆς περιφερείας καὶ ξένους διαβάτας.

2) Εἰς ἀπόρους καὶ ἄνευ δέσμων ὑπεργάρους ἡ ἀνικάνους καὶ ἀπροστατεύτους Ἐφημερίους τῆς Μητροπόλεως.

3) Εἰς φιλανθρωπικὰ Τερέμματα τῆς Μητροπολιτικῆς περιφερείας, τακτικὰ καὶ ιδίως ἐκτακτὰ συνιστώμενα ἐν περιπτώσει διαφόρων θεομηριῶν.

4) Εἰς ἀπόρους μαθητὰς καὶ γαδητίας καὶ εἰς Ἐκκλησιαστικὰ Κατηχητικὰ Σχολεῖα καὶ

5) Εἰς ἐπιχειρεῖς πραγματικῶς ἀναξιοποίητας καὶ οὐχί ὡς ἐπάγγελμα τὴν ἐπωτείαν μετεργομένους.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Β'.

"Οργάνωσις καὶ Διοικησις τοῦ Φιλοπτώχου Ταχείου.

"Αρθρον 3.

Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις τοῦ Φιλοπτώχου Ταχείου ἀποτελεῖται:

1) Ἐκ τῶν μελῶν τοῦ ἐκάστοτε Διοικητικοῦ Συμβουλίου αὐτοῦ.

2) Ἐκ τῶν μελῶν τοῦ Δημοτικοῦ Συμβουλίου Νεαπόλεως.

3) Ἐκ τῶν μελῶν τῶν Ἐκκλησιαστικῶν Συμβουλίων Νεαπόλεως.

4) Ἐκ τῶν Πρόεδρων τῶν ἐν Νεαπόλει ἐπαγγελματικῶν Σωματείων, τὰ ὅποια δὲ τυνεισχέρωσιν ἐτηρίως πεντακοσίας δρχ. ἐκατοντα.

5) Ἐκ τῶν μελῶν τοῦ Πατριαρχικοῦ Τερέμματος Προστάτειας τοῦ Πατριοῦ, καὶ

6) Ἐκ τῶν Συνδρομητῶν τοῦ Φιλοπτώχου Ταχείου, τούλαχτον τῶν μονήμων κατοικούντων ἐν τῇ Τεράξ αὐτοῦ.

Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις συνέρχεται τακτικῶς κατ' ἔτος τὴν τελευταῖαν Κυριακὴν τοῦ μηνὸς Ἀπριλίου καὶ λαμβάνει γρωτὸν τῶν πεπραγμένων ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἀσκεῖ ἐλεγχον δι' Ἐπιτροπῆς ὑπὸ ταύτης ἐκλεγμένης, καὶ προτεί-

νει ἐνδεικνυόμενα τυχὸν μέτρα πρὸς ἀρτιωτέρων καὶ οὐρπορωτέρων λειτουργίαν τοῦ Φιλόπτωχου Ταχείου.

Μή ἐπιτυγχανούμενης ἀπερτίκης κατὰ τὴν ἀνωτέρω Κυριακὴν ἡ Γενικὴ Συνέλευσις συνέρχεται τὴν ἀκέσωρ ἀπομένην Κυριακὴν καὶ ἄνευ προσκλήσεως. Θεωρεῖται δὲ ἐν ἀπερτίκη δική πολιτεία καὶ ἀν προσέλθωσι. Η Γενικὴ Συνέλευσις εὑρίσκεται ἐν ἀπερτίκη, διτραπέστερη εἰς κύτην τὸ ἐν τρίτον πλέον τοῦ ἑνὸς τῶν τῆς Συνέλευσεως μελῶν.

"Αρθρον 4.

Τὸ Φιλόπτωχον Ταχείον διοικεῖται ὑπὸ ἐξαμελοῦς Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἀποτελούμενου ἐκ τοῦ Σεκτουριοτάτου Μητροπολίτου Πέτρας, ὡς Προέδρου, ἢ τοῦ Πεπιτρόπου αὐτοῦ, ἢ ἄλλου Κληρικοῦ ὑπὸ αὐτοῦ διοριζομένου, ἐκ τοῦ Προέδρου τοῦ Ἐκκλησιαστικοῦ Συμβουλίου τοῦ Καθεδρικοῦ Ναοῦ, ἐκ τοῦ ἐκάστοτε Δημάρχου Νεαπόλεως καὶ ἐνδεικνυόμενου, ἐκ τοῦ Προέδρου τοῦ Δημοτικοῦ Συμβουλίου, ἐκ τριῶν λαϊκῶν μελῶν ἀμφοτέρων τῶν φύλων, διοριζομένων ὑπὸ τοῦ Μητροπολίτου.

Η περίοδος τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, δρίζεται τριετής. Ληξάτης τῆς τριετίας δὲν ἀποκλείεται ὁ ἐπαναδιορίσματος τῶν ιδίων μελῶν. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἐδρεύει καὶ συνεδριάζει ἐν τῷ γραφείῳ τῆς Τεράξ Μητροπόλεως.

"Αρθρον 5.

Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἐκλέγει μεταξὺ τῶν μελῶν αὐτοῦ ἕνα Αντιπρόεδρον, ἕνα Ταχίνια καὶ τὸν Γραμματέα.

"Αρθρον 6.

Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον συνέρχεται τακτικῶς μὲν κατὰ μῆνα ἐν ἡμέρᾳ καὶ ὥρᾳ δρίζομενῃ ὑπὸ τοῦ Προέδρου, διάκινος ἡδεις παρατητὴ ἀνάγκη, ἢ τῇ αἰτήσει τριῶν τούλαχτον μελῶν. Πρὸς ὑπαρξίαν ἀπερτίκης δέονταν νὰ παρίστανται 4 τούλαχτον μεληταρίας τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἐν τοῖς καὶ ὁ Πρόεδρος ἢ ὁ νόμιμος ἀναπληρωτής αὐτοῦ. Τὸ Συμβούλιον ἀποφασίζει διὰ τριετικῆς πλειοψηφίας. Ἐν τούτοις τοῖς τρισκαρδίοις τοῦ Προέδρου.

"Αρθρον 7.

Πᾶν ἐκλείπον ἡ παρατούμενον μέλος τοῦ Συμβουλίου, ἢ ἀπουσιάζον ἀδικιολογήτως ἐπὶ τέσσαρας ἐκ τῶν Συνεδριάσεων, είτε τακτικῶν είτε ἐκτάκτων τοῦ Συμβουλίου, ἀντικαθίσταται ὑπὸ τοῦ Μητροπολίτου.

"Αρθρον 8.

Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἀποφασίζει περὶ πάτητος ὑποθέσεως ἀφορώστης τὴν δργάνωσιν, εἰδικώτερον δέ: 1) μελετῆς καὶ ἀποφασίζεις διάδοσα μέτρα ὑπὲρ τῆς ὑλικῆς ἐντηρήσεως τοῦ Τερέμματος καὶ εὐδόλωσεως τοῦ ταπετοῦ αὐτοῦ, 2) πατροστίας τὸν ἐτήριον πρόσιμὸν τῶν ἐσόδων καὶ ἐξόδων, ὡς καὶ τὸν Ἀπόλογισμόν.

Τὸ Οἰκονομικὸν ἔτος διορίζεται ἐπὶ 1ης Ιανουαρίου καὶ λήγει τὴν 31 Δεκεμβρίου ἐκάστου ἔτους.

"Αρθρον 9.

Ο Πρόεδρος τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἀντιπροσωπεύει τὸ Ταχείον εἰς πάσας τὰς ἐννόμους αὐτοῦ τυχέσεις καὶ ἀπεναντί παντὸς δικαιοτρόπου καὶ πέτρας ἀργῆς. Καθορίζει τὰς τηλεγραφίας τοῦ Συμβουλίου καὶ ὑφερέχει τὴν σχετικὴν ἀλληλογραφίαν.

"Αρθρον 10.

Ο Πρόεδρος τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καὶ τῆς Γενικῆς Συνέλευσεως τοῦ Τερέμματος, είναι ὁ ἐκάστοτε Μητροπολίτης της Τεράξ. Τὸν Πρόεδρον ἀπόντα τὴν αὐλούμενον παντὸς δικαιοτρόπου καὶ μέλος, ὁ Ιητρίστρος αὐτοῦ, ἢ ἄλλος Κληρικός, ὑπὸ τοῦ Μητροπολίτου διοριζομένος, ὡς Πρόεδρον δικής της τριετίας τοῦ Ταχείου.

"Αρθρον 11.

Ο Ταχίνις ἀμιθεός ὡν, διαχειρίζεται τὴν περιουσίαν τοῦ Φιλόπτωχου Ταχείου.

Η χρηματική περιουσία του Φιλοπτώχου Ταμείου, δέοντας νά κατατίθεται είς τὸ Ταχυδρομικὸν Ταμείον Νεαπόλεως (μήτη οπάρχοντος ἐν τῇ ἔδρᾳ Ὑποκαταστήματος Τραπεζῆς). Διὰ πάσαν ἀνάληψιν μέχρι χιλίων δραχμῶν ἀπαιτεῖται ἐντολὴ τοῦ Προέδρου, ἥντις δὲ τῶν χιλίων δραχμῶν ἀπαιτεῖται ἀπόφασις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου. Ο Ταμίας δέοντας δύναται νά κρατήῃ εἰς γείρας του ἥντις τῶν χιλίων δραχμῶν. Τὸν Ταμίαν ἀπόντα ἥ καταλύματος ἀναπληροῦ ὑπὸ τοῦ Προέδρου ἀποζύρεινος.

Ο Ταμίας ἀπὸ κοινοῦ μετὰ τοῦ Γραμματέως καταρτίζεται κατὰ τετραμηνίαν κατάστασιν τῶν εἰσπράξεων καὶ δαπανῶν, τηρεῖ τὰ ἀπαιτούμενα λογιστικὰ διεθίζει, οὐδεμίαν ἐνεργεῖ πληρωμὴν ἄνευ ἐντάλματος τοῦ Προέδρου, εἰναι δὲ ἀτομικῆς ὑπεύθυνος διὰ τὰ διαπειστευμένα αὐτῷ.

Αρθρον 12.

Ο Γραμματεὺς τηρεῖ τὰ πρακτικὰ τοῦ Συμβουλίου, διεξάγει ἀπασαν τὴν ἀλληλογραφίαν, δι' ἣν τηρεῖ πρωτόκολλον, καταρτίζει δὲ στατιστικὴν καὶ ἐν γένει ἐκτελεῖ καὶ διευθύνει τὴν γραφικὴν ὑπηρεσίαν.

Αρθρον 13.

Πρὸς διευκόλυνσιν τοῦ ἔργου τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ὁ Γραμματεὺς δύναται νά ἔχῃ εἰς γείρας αὐτοῦ ποσόν, μήτη ὑπερβαθίνον τὰς χιλίας δραχμῶν πρὸς παροχὴν ὑσημέρατος. διατιθεμένων ἐπὶ διπλοτύπῳ ἀποδείξει τῇ ἐγκρίσει καὶ τῇ ἐντολῇ τοῦ Προέδρου.

Αρθρον 14.

Διὰ τὴν παροχὴν ὑσημέρατος εἰς τινὰ πτωχὸν ἄνω τῶν διακοσίων δραχμῶν ἀπαιτεῖται ἀπόφασις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου. Ο Πρόεδρος δικαιούται καὶ ἄνευ ἐγκρίσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου νά παρέχῃ χρηματικὴν ὑσημέρατος εἰς οἰκογενείας ἥ κτομα μέχρι 200 δραχμῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Γ'.

Πόροι καὶ διάθεσις αὐτῶν.

Αρθρον 15.

1) Τὰ ἐτησίους Προϋπολογισμοὺς τῶν Ιερῶν Ναῶν τῆς Ι. Μητροπόλεως ἀναγραφόμενα κονδύλια, ὑπὸ τῶν Ἐκκλησιαστικῶν Συμβουλίων, ἥ ὑπὸ τοῦ Μητροπολίτου Συμβουλίου.

2) Αἱ κατὰ τὰς ἐτησίους συνάξεις τῶν πιστῶν εἰσπράξεις τοῦ ὑπὲρ τῶν πτωχῶν κυρίου ἥ δίσκου ἐπιστατουμένου ἥ περιφρούμενου ἐν περιτροπῆς ὑπὸ κυρίων ἐν ἐκάστῃ Ἐνορίᾳ, διορίζομένων ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου. ἥ ὑπὸ τῶν Ἐνορίων ἐκάστων Επιτρόπων.

3) Δικαίωμα ἐγγραφῆς ἐκ 15 δραχμῶν ἐφάποξ καὶ αἱ συνδρομαὶ τῶν συνδρομητῶν ἐκ 5 δραχμῶν μηνιαίων.

4) Αἱ προαιρετικαὶ εἰσφοραὶ ἥ διωρεαὶ ἥ κληροδοτήματα.

5) Αἱ εἰσπράξεις τοῦ γενικοῦ ἑράνου κατὰ τὴν ἡμέραν τῶν πτωχῶν, ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καθοριζομένην.

6) Η τυχὸν ἀρωγὴ τοῦ Δημοσίου, ὡς καὶ πάσης φύσεως νομικῶν ἔρεστων Δημοσίου καὶ Ιδιωτικοῦ Δικαίου.

7) Αἱ ἐπιχειρήσεις, σεμνοπρεπῶν ἔρετῶν λαχειστόρων ἀγροῶν ἀλπ. ὑπὲρ τοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου, γενόμεναι εἰσπράξεις, καθοριζομένων ἐκ τῶν προτέρων ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

8) Αἱ εἰσφοραὶ τοῦ Ο.Δ.Μ.Π. Νομοῦ Λασιθίου τοῦ Δήμου Νεαπόλεως, τοῦ Δήμου Αγίου Νικολάου καὶ τῶν λοιπῶν Κοινοτήτων τῆς Μητροπολιτικῆς περιφέρειάς, ἐκ τοῦ φιλανθρωπικοῦ κονδύλου καὶ ἰδίᾳ ἐκείνων, ἐν αἷς δὲν ἰδρύθη Παράτημα τοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου.

9) Ποσόν τι κατὰ τὴν εἰσπράξιν τῶν δικαιωμάτων τῶν διαχρόνων ἔρετεστιῶν ὡς π. χ. γάμων, διαπίσεων ἀλπ. καθοριζομένων ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

Αρθρον 16.

Οι πόροι τοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου διατίθενται:

1) Διὰ τὴν παροχὴν τακτικοῦ ἥ ἐκτάκτου ὑσημέρατος εἰς πτωχάς καὶ απροστατεύοντος οἰκογενείας ἥ κτομα, ἔνεστις διαδάστες καὶ φυλακισμένους.

2) Διὰ τὴν παροχὴν ἐνδυμάτων καὶ ὑποδημάτων εἰς ὁρογένα, ἀπορρ. μαθητὰς ἥ μαθητής ἥ μαθητής οὐδεμένων δι' ἀποφάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

3) Διὰ τὴν παροχὴν φαρμάκων καὶ ιατρικῆς περιθήκης εἰς ἐνδεσεῖς.

4) Ὑπὲρ οἰαστήρως ἀλλητῆς μερίμνης περὶ τῶν πτωχῶν, ὑφανῶν καὶ ἀναπτήρων καὶ τῶν περιφερομένων ἀπιτιῶν.

5) Διὰ παροχὴν τακτικοῦ ἥ ἐκτάκτου ὑσημέρατος εἰς ὑπογήρεως ἥ ἀνικάνους κληρικούς τῆς Μητροπόλεως, στερουμένους συντάξεως ἥ οἰαστήρως ἀλλητῆς ἐνισχύσεως.

6) Ὑπὲρ μαθητῶν ἥ συσσιτίων, ἐφ' ὅσον παρέχεται παρὰ τοῦ Δημοσίου εἰδικὴ ὑπὲρ τοῦ σκοποῦ ἐνίσχυσις.

Αρθρον 17.

Η ἀποφίξις ἐκάστου πτωχοῦ δέοντα νά ἔξαριθώνηται κατὰ τὸν ἀσφαλέστερον τρόπον καὶ νά ἐνεργήσῃ ἥ ἐγγραφὴ αὐτοῦ ἐν Τίμιαιτέρῳ Βιβλίῳ μετὰ τῆς διευθύνσεως αὐτοῦ.

Αρθρον 18.

Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον διορίζει δι' ἐκάστην Ἐνορίαν Ἐπιτροπὴν ἐκ κυριῶν πρὸς διενέργειαν ἑράνων, εἰσπράξιν αὐτῶν καὶ διαχορήσην μετὰ τοῦ Προγραμμοῦ καὶ ἐνδιδικάλου εἰς τὸν ἀπόρους καὶ ἀσθενεῖς ὑσημέρατον αὐτοῦ ἐγκρινομένων.

Αρθρον 19.

Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον δύναται νά ἀναθέσῃ εἰς τινὰ τῶν μελῶν αὐτοῦ, ὑσημέρατον διορίου διεργάτην τὴν ἐξαριθμωσιν τῆς ἀλληλείας τῶν ἴσχυρισμῶν τοῦ αἰτοῦντος τὴν ἀρωγὴν καὶ τὴν καταγραφὴν τῶν ἀποδειγμάτων διεκαίουμένων τὸν ἀσθενεῖς ἐπιτῶν, ἀπαγορευμένης τῆς κυκλοφορίας αὐτῶν καὶ τῆς ἐντομθείης ὄγλήσεως τῶν πολιτῶν, ὅστε νά ἔξαλειφθῇ τὸ στήγμα καὶ ἡ κοινωνικὴ αὔτη μάστιξ.

Αρθρον 20.

Παραρτήματα τοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου εἰναι δυνατῶν νά θερυβῶσι τῇ ἐγκρίσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἐν τῇ πρωτεύουσῃ τοῦ Νομοῦ ("Αγιος Νικόλαος"), ἐν ταῖς πρωτευούσαις τῶν Ἐπαρχιῶν, ἐν κωμοπόλεσιν ἥ χωρίοις ἥ Ἐνορίας τῆς Ιερᾶς Μητροπόλεως Πέτρας, ἐφ' ὅσον παρὰ τούτου ἥδελε τητηθῇ τοῦτο παρ' αὐτῶν διὰ μοδίων ιερέων ἥ Ἐκκλησιαστικῶν Συμβουλίων, λειτουργοῦντα κατὰ τὰ ἀνωτέρω ἀρθρα, μετὰ τῆς διαφορᾶς. διτὶ τὴν προεδρίαν τῶν Παραρτημάτων τούτων θά διατηθεῖται τὸν Προτροπονός, ἥ τοιούτου μήτη οπάρχοντος ὁ Εφημέριος. διτὶς θὰ προτείνη τῷ Μητροπολίτῃ τὸν διορισμὸν τῶν ἐπὶ μέρους Διοικητικῶν Συμβουλίων, ἀτινα θὰ διορίζῃ ὁ Μητροπολίτης. Τὰ παραρτήματα ταῦτα αὐτοτελῶς δρῶντα καὶ οἰκονομικῶς ἐνισχύμενα ὑπὸ τοῦ Κεντρικοῦ ἐν περιπτώσει ἀνεπαρκείας, θὰ διοθέλλωσι τῷ Διοικητικῷ Συμβούλῳ τοῦ ἐν Νεαπόλει Κεντρικοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου, καθ' ἐξαριθμήσιν καταστάσιν τῶν ἐσδόων καὶ ἐξόδων αὐτῶν καὶ κατὰ μῆνα Ιανουάριον τὸν Ἀπολογισμὸν τοῦ λαγκαντοῦ οἰκονομικοῦ ἔτους μετὰ σχετικῆς ἐγκρίσεως αὐτοῦ ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Παραρτημάτος καὶ ἐκέντεται τῶν πεπραγμάτων, ἀτινα θὰ διορίζῃ τὸν Κοινωνικῆς Προνοίας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Δ'.

Τελικαὶ διατάξεις.

Αρθρον 21.

Τὸ Φιλοπτώχον Ταμείον καταργεῖται μετ' ἀπόφασιν τῶν 5) 6 τοῦ ὅλου ἀριθμοῦ τῆς Γενικῆς Συγελένσεως.

Αρθρον 22.

Μετὰ τὴν κατάργησιν τοῦ Ιδρύματος ἥ περιουσία αὐτοῦ περιερχεται εἰς τὸ Μητροπολίτικὸν Συμβούλιον, διατιθεμένης διὰ φιλανθρωπικούς σκοπούς τῆς Μητροπόλεως.

Αρθρον 23.

Ἐορτὴ τοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου διείρεται ἥ τῆς Κοιμήσεως τῆς Θεοτόκου, τελουμένη τὴν 15 Αύγουστου.

“Αρθρον 24.

Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον τοῦ Φιλοπτώχου Ταχείου ἡπο-
χρεοῦται, ὅπως κατ’ ἔτος ὑποεδάλη εἰς τὸ Ὑπουργεῖον Κοινω-
νικῆς Προνοίας τὰ κατισθιαὶ στοιχεῖα καὶ πᾶν ἔτερον τοιούτον,
ὅπερ ἤθελε ζητηθῆναι παρὰ τοῦ Ὑπουργείου.

1) Ἀντίγραφον τοῦ πρακτικοῦ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβούλιού
περὶ ἐγκρίσεως τοῦ Ἀπολογισμοῦ ἐσδῶν καὶ ἐξδῶν τοῦ Φι-
λοπτώχου Ταχείου μετὰ σχετικῆς ἐκδέσεως τῶν πεπραγμένων
καὶ ἀντίγραφον τοῦ ἀνωτέρῳ Ἀπολογισμοῦ. 2) Πίνακα τῶν
μειῶν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβούλιού.

Εἰς τὸν Ημέτερον ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Ὑπουρ-
γοῦ, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος
Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Φεβρουαρίου 1968

Ἐγ τὸν Οὐράνιον τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ

ΓΕΩΡΓ. ΖΩΤΑΚΗΣ

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΚΟΙΝ. ΠΡΟΝΟΙΑΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΕΥΣΤΑΘ. ΠΟΥΛΑΝΤΖΑΣ

(7)

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 158

Περὶ ἀνασυγκροτήσεως, παρατάσεως καὶ συμπληρώσεως Ἐ-
ρανικῆς Ἐπιτροπῆς κατασκευῆς προτομῆς τοῦ Μπότη
Σφακιανάκη, τέως Γεν. Διοικητοῦ Κρήτης ἐν Νεαπόλει.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

“Ἐγκοντες ὥπ’ ὅμιλον:

1) Τὰ ἡρόμενα 122 - 126 τοῦ Ἀστικοῦ Κώδικος ὡς καὶ
τὰς διατάξεις τοῦ Νόμου 5101/31 «περὶ διενεργείας ἐρά-
νων, φίλανθρωπικῶν ἀγορῶν κλπ.».

2) Τὸ ἀπὸ 16)10.9.59 Βασ. Διάταγμα δι’ οὗ συνεστήνη
ἐρανικὴ Ἐπιτροπὴ διὰ τὴν κατασκευὴν προτομῆς τοῦ Μπότη
Σφακιανάκη, τέως Γεν. Διοικητοῦ Κρήτης.

3) Τὸ ὥπ’ ἡρόμ. 29713)30.12.67 ἐγγραφον τῆς Νομαρ-
γίας Λασιθίου περὶ ἀνασυγκροτήσεως καὶ παρατάσεως τῆς
ἐργασίας τῆς ὡς ἀνω Ἐρανικῆς Ἐπιτροπῆς, προτάσει τοῦ
Ημετέρου ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Ὑπουργοῦ, ἀπε-
ξισταμενοῖς καὶ διατάσσομεν:

“Αρθρον πρῶτον.

I. Ἀνασυγκροτοῦμεν τὴν διὰ τοῦ ἀπὸ 16)10.9.59 Βασ.
Διατάγματος συσταθεῖσαν Ἐρανικὴν Ἐπιτροπὴν διὰ τὴν κα-
τασκευὴν προτομῆς τοῦ Μπότη Σφακιανάκη, τέως Γεν. Διοι-
κητοῦ Κρήτης, ὡρίζοντες ὅπως αὕτη ἡποτελῆται ἐν τῶν κά-
τωι:

1) Τοῦ ἐκάστοτε Δημάρχου Νεαπόλεως Λασιθίου.

2) Δημητρίου Φιγούκλιδητοῦ, Γυμνασιάρχου,

3) Ἐμπρυνοῦ ἡ Διατομῆς Συνταξιούγου.

4) Ιωάννου Λουμπούη, Δικηγόρου.

5) Νικολάου Π/Ευαγγέλου Κριτσωτάκη.

II. Η φρεία τῆς κατὰ τὴν ἀνωτέρω παράγραφον ἀν-
αγροτικήσιης Ἐρανικῆς Ἐπιτροπῆς ὡρίζεται μέχρι τῆς
31.12.1968.

“Αρθρον δεύτερον.

I. Συμπληροῦντες τὸ ἀπὸ 16)10.9.59 Βασ. Διάταγμα
ἔργων ὅπως ἡ ἀνάθεσις ὡς καὶ ἡ παρακολούθησις τῆς
ἐκτελέσεως τοῦ κατὰ ἀνω ἔργου δάχνη ὑπὸ Ἐπιτροπῆς ἐξ
εἰδικῶν προσώπων συγκροτουμένης παρὰ τοῦ Ὑπουργείου
Ἐργασίας Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων (Δ)γοις Καλῶν
Τεχνῶν ὑπὸ τὴν ἐποπτείαν τοῦ δότοίου δάχνη ἡ Ἐπιτροπὴ
οὗ πρέστη τὴν καλυτέραν ἐκτέλεσιν συμφώνως τῷ ἡρόδρῳ 8
τοῦ Νόμου 6409)34.

Εἰς τὸν κύτον ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Ὑπουργοῦ,
ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Φεβρουαρίου 1968

Ἐγ τὸν Οὐράνιον τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ
ΓΕΩΡΓ. ΖΩΤΑΚΗΣ

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΚΟΙΝ. ΠΡΟΝΟΙΑΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΕΥΣΤΑΘ. ΠΟΥΛΑΝΤΖΑΣ

ΣΥΜΒΑΣΕΙΣ

(8)

Μετρόπολις Ἐλληνικοῦ Δημοσίου καὶ Ελληνικῆς Κτηματικῆς
Τραπέζης τῆς Ελλάδος, περὶ διαχειρίσεως τῶν πόρων
τοῦ Λ/σηού Λαζικῆς Στέγης.

ΣΥΜΒΑΣΙΣ

Ἐν Ἀθήναις στήμερον τὴν 3 τοῦ μηνὸς Φεβρουαρίου τοῦ
ἔτους 1968, οἱ κάτωθι ὑπογεγραμμένοι, ἀφ’ ἑνὸς οἱ: I. Ροδι-
νός—Ορλάνδος, Ὑπουργὸς Ἀναπληρωτὴς ἐπὶ τοῦ Συντονι-
σμοῦ, Ἀδεμάντιος Ἀνδρουσόπουλος, Ὑπουργὸς ἐπὶ τῶν Οι-
κονομικῶν καὶ Εὐστάθιος Πουλαντζῆς. Ὑπουργὸς ἐπὶ τῆς
Κοινωνικῆς Προνοίας, ὡς ἐκπρόσωποι τοῦ Ἐλληνικοῦ Δη-
μοσίου καὶ ἀφ’ ἑτέρου ὁ Κάρολος Ἀρκιώτης, Διοικητὴς τῆς
Ἐθνικῆς Κτηματικῆς Τραπέζης τῆς Ελλάδος Α. Ε., ἐνερ-
γῶν ὡς ἐκπρόσωπος τῆς Τραπέζης ταύτης, ἔχοντες ὅπ’ ὅλιν:
α) Τὰς διατάξεις τοῦ ἡρόμενου 12 τοῦ ἀπὸ 27ης Ιανουαρίου
1951 ὥπ’ ἡρι. 1667 Ἀναγκαστικοῦ Νόμου «περὶ Λαζικῆς
Κατοικίας», κυρωθέντος διὰ τοῦ Νόμου 2063 τῆς 18ης
Απριλίου 1952 «περὶ κυρώσεως, τροποποίησεως καὶ συμπλη-
ρώσεως τοῦ Α.Ν. 1667)1951 «περὶ Λαζικῆς Κατοικίας» (ώς
αὗται ἐκδικοποιήθησαν διὰ τοῦ ἡρόμενου 11 τοῦ ἀπὸ 10ης
Δεκεμβρίου 1964 ὥπ’ ἡρι. 775 Βεστιλικοῦ Διατάγματος
«περὶ κωδικοποιήσεως διατάξεων περὶ Λαζικῆς Κατοικίας»
(Φ.Ε.Κ. 254)30.12.1964, τεύχος Α’). β) τὴν ὥπ’ ἡρι.
38750)30.6.1953 Ὑπουργικὴ ἀπόφασιν (Φ.Ε.Κ. 156)16.
7.1953, τεύχος Β’), γ) τὴν ὥπ’ ἡρι. 648)14.7.1953 Πρά-
ξιν τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβούλου. δ) τὴν ἀπὸ 2χει Σεπτεμβρίου
1953 σύμβασιν μεταξὺ τοῦ Ἐλληνικοῦ Δημοσίου καὶ τῆς
Ἐθνικῆς Κτηματικῆς Τραπέζης τῆς Ελλάδος (ώς αὕτη
τυπεπληρωθή διὰ τῆς ἀπὸ 12ης Ιουνίου 1954 ὁμοίας), δυνά-
μει τῆς ὑποίσας ἀντετέλη ὑπὸ τοῦ Ἐλληνικοῦ Δημοσίου εἰς
τὴν Ἐθνικὴν Κτηματικὴν Τράπεζαν τῆς Ελλάδος Α. Ε.
ἡ διαχειρίσεις τῶν πόρων τῆς Λαζικῆς Στέγης, τῶν προσλεπο-
μένων ὑπὸ τοῦ ἡρόμενου 10 τοῦ διατάξεως 1963)1952 κυρωθέντος
ἥρι. 1667)1951 Αναγ. Νόμου. ὡς καὶ ἡ
διαχειρίσεις τῶν κεφαλαίων τῶν προεργομένων ἐκ τῶν πι-
στώσεων τοῦ εἰδικοῦ προϋπολογισμοῦ τῶν δημοσίων ἐπενδύ-
σεων καὶ προσφέρουμένων διὰ τὴν ἀνέγερσιν Λαζικῶν Κατοι-
κιῶν, ἡ διὰ τὴν ὥπο τοῦ Κράτους παροχὴν στεγαστικῆς συνδρο-
μῆς. πλὴν τῶν προσφέρουμένων διὰ τὴν στεγαστικήν τῶν κατών προσ-
φύων, ε) τὴν ἀνάγκην τῆς ἀναθέσεως εἰς τὴν Ἐθνικὴν Κτη-
ματικὴν Τράπεζαν τῆς Ελλάδος τῆς διαχειρίσεως τῶν ὡς
ἀνωτέρω πόρων καὶ κεφαλαίων μέγρει καὶ τοῦ στεγαστικοῦ
Προγράμματος τοῦ οἰκονομικοῦ ἔτους 1969 καὶ στὸ γεγο-
νός διτὸν ἡ ὡς ἀνωτέρω σύμβασις παρετάλη. διὰ τὸν ἀπὸ 8ης
Δεκεμβρίου 1958, 23ης Αύγουστου 1963, 11ης Μαΐου 1965
καὶ 20ης Μαΐου 1967 ὁμοίων, μέγρει τῆς πλήρους διαχει-
ρίσεως ὑπὸ τῆς Ἐθνικῆς Κτηματικῆς Τραπέζης τῆς Ελλάδος τῶν
εἰς τὴν διαχειρίσειν ταύτης παραγγέλτων ὡς ἀνωτέρω
πόρων καὶ κεφαλαίων μέγρει καὶ τοῦ Προγράμματος τοῦ οἰ-
κονομικοῦ ἔτους 1967, ἀπόφασίου διπολεμού:

α) Εἰς τὴν ὥπο τῆς Ἐθνικῆς Κτηματικῆς Τραπέζης τῆς
Ελλάδος Α. Ε. ὁμοιουμένην διαχειρίσειν, κατὰ τὰς διατάξεις
τῆς Ιδίας (ἀπὸ 2χει Σεπτεμβρίου 1953) συμβάσεως, τῶν πό-
ρων τῆς Λαζικῆς Στέγης τῶν προσλεπομένων ὑπὸ τοῦ ἡρόμενου
10 τοῦ κυρωθέντος διὰ τοῦ Νόμου 2063)1952 ὥπ’ ἡρι.
1667)1951 Αναγ. Νόμου «περὶ Λαζικῆς Κατοικίας», ὡς
καὶ τῶν κεφαλαίων τῶν προεργομένων ἐκ τῶν πιστώσεων τοῦ
Εἰδικοῦ Προϋπολογισμοῦ Δημοσίου Επενδύσεων, τῶν προσφέ-
ρουμένων διὰ τὴν ἀνέγερσιν Λαζικῶν Κατοικιῶν ἡ διὰ παροχήν

στεγχαστικής συγδρομής όπό τοι Κράτους, πλήγη τών διά την στεγχασιν τῶν ἀστῶν προσφύγων προσριζομένων. Ήπαγγέλτοι οι οι ως ἀνωτέρω πόροι: καὶ τὰ κεφαλικά μέχρι καὶ τοῦ στεγχαστικοῦ Προγράμματος τοῦ οἰκονομικοῦ ἔτους 1969, καὶ

β) Ἡ ἀπὸ 2χρ. Σεπτεμβρίου 1958 ὡς ἀντα σύμβασις (ός αὕτη συνεπληρώθη διὰ τῆς ἀπὸ 12χρ. Ιουνίου 1954 ὁμοίας, καὶ παρετάθη διὰ τῶν ἀπὸ 8χρ. Δεκεμβρίου 1958, 23χρ. Αὔγουστου 1968, Πίητο Μαΐου 1965 καὶ 20χρ. Μαρτίου 1967 ὁμοίων), παραταθῆ περιστέρω μέχρι τῆς πλήρους διεκδίτεως ὥπό τῆς Εθνικῆς Κτηματικῆς Τράπεζης τῆς Ελλάδος τῶν ὡς ἀντα εἰρηται πόρων καὶ κεφαλικών μέχρι καὶ τοῦ στεγχαστικοῦ Προγράμματος τοῦ οἰκονομικοῦ ἔτους 1969. Ήπό τοις ἀρχικῶς προβλεψθέντας ὅρους.

Κατ' ἀκοίουδίαν τούτων ἀνατίθεται εἰς τὴν Εθνικὴν Κτηματικὴν Τράπεζαν τῆς Ελλάδος Α. Ε. καὶ κατη ἀνάλαμψένει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ συνεχίσῃ τὴν χρεόγραφην, διὰ λογισμού τοῦ Ελληνικοῦ Δημοσίου, τῶν δανειών ἐν τῶν οἱς ἀνωτέρω πόρων καὶ κεφαλικών ὥπό τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς ως εἰρηται ἀπὸ 2χρ. Σεπτεμβρίου 1958 συμβάσεως μέχρι καὶ τοῦ στεγχαστικοῦ Προγράμματος τοῦ οἰκονομικοῦ ἔτους

1969, νὰ εἰσπράττῃ τὰ δάνεια ταχέα πρὸ τῶν ὀφειλετῶν μέχρις ὥλος γραφοῦσας ἐξοικλήσεως τῶν, ἔτι δὲ νὰ συνεχίσῃ χρεόγραφα καὶ πάσαν ἑτέραν στεγχαστικὴν ἐνίσχυσιν ἡ δαπάνη διακινητικούς τυποποιεῖ. προεργαμένας ἐν τῶν ἐν λόγῳ ἡ ἀπλων πόρων, πιστωτικῶν καὶ κεφαλικῶν, μέχρις ὥλοικληρώσεως τοις ἑστού στεγχαστικοῦ Προγράμματος.

Η παρούσα σύμβασις συνετάχη εἰς τέσσαρα πρωτότυπα, ἑκάστου τῶν ὑπογραψθέντων ἡσάντος ἀνὰ ἐν κιτίτυπον.

Ο Υπουργός
Αντιπρόσωπος
Επί τοῦ Συντονισμοῦ
Ι. ΡΟΔΙΝΟΣ - ΟΡΑΛΑΝΔΟΣ

Ο Υπουργός Ο Υπουργός
Επί τῶν Οἰκονομικῶν Επί τῆς Κοιν. Προγράμματος
ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΥΠΟΥΛΟΣ Ε. ΗΟΡΔΑΝΤΖΑΣ

Ο Διοικητὴς τῆς Εθνικῆς Κτηματικῆς
Τράπεζης τῆς Ελλάδος Α. Ε.
Κ. ΑΡΑΙΩΤΗΣ